

DÉLIBÉRATIONS

Un Cantal
ATTRACTIF

Un Cantal
CONNECTE
& OUVERT

Un Cantal
AU COEUR DES
SOLIDARITES

Un Cantal
INNOVANT

Un Cantal
RESPONSABLE



26
avril
2024

Conseil départemental du Cantal
Réunion de la Commission Permanente

Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal

Recueil des délibérations

Date: Vendredi 26 Avril 2024
Horaire: 09:00

CANTAL ATTRACTIF

24CP04-1 Accueil du Tour de France - Contrat avec Amaury Sport Organisation (ASO) et les Communes d'Aurillac et de Laveissière

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Contrat Tour de France 2024

24CP04-2 Contrat Sport Cantal : Soutien au Comité Départemental Olympique et Sportif pour le fonctionnement de la Maison des Sports

ANNEXE - Délibération

24CP04-3 Convention de partenariat relative à l'opération « Opéra d'été » 2024 dans le Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

24CP04-4 Convention de mise à disposition d'un stand par l'Université Clermont Auvergne pour la Journée Universitaire de Médecine Générale d'Auvergne

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

24CP04-5 Conventions avec l'Association Stade Aurillacois Cantal Auvergne et la SASP Stade Aurillacois Cantal Auvergne pour la saison 2023-2024

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention Association Stade Aurillacois Cantal Auvergne

ANNEXE - Convention SASP Stade Aurillacois Cantal Auvergne

24CP04-6 Appel à projets dans le cadre de l'ouverture internationale des collèges publics : attribution de subventions

ANNEXE - Délibération

24CP04-7 Voyages pédagogiques des collèges sur le territoire national

ANNEXE - Délibération

24CP04-8 Transformer et valoriser les productions agricoles - Cofinancement du dispositif 302 du Feader

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau d'attribution

24CP04-9 Favoriser l'emploi en agriculture - Subvention à la Fédération des Groupements d'Employeurs Agricoles et Ruraux du Cantal

ANNEXE - Délibération

24CP04-10 Soutenir les races emblématiques Salers et Aubrac - Subvention au Groupe Salers Evolution

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Détail dossiers

24CP04-11 Fonds Cantal Animation

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau d'attribution

24CP04-12 Attribution de subventions

ANNEXE - Délibération

CANTAL CONNECTE ET OUVERT

24CP04-13 Route nationale 2122 - Prise en considération des travaux d'aménagement d'un giratoire de la RN 2122 future RD 120, au carrefour de Verdun - Commune d'Aurillac

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

24CP04-14 Route départementale n°125 - Aménagement de la traverse du bourg de Sénezergues - Commune de Sénezergues

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

24CP04-15 Route départementale n°21 - Aménagement de la traverse du bourg de Saint-Saturnin - Commune de Saint-Saturnin

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

24CP04-16 Aménagement des Routes départementales n°39, n°317, n°110 et n°17 - Communes de Murat, Mandailles-Saint-Julien, Neuvéglise-sur-Truyère et Velzic - Acquisitions de terrains - Pas de DUP (article 1042)

ANNEXE - Délibération

24CP04-17 Aménagement de la Route Départementale n°110 - Commune de Neuvéglise-sur-Truyère - Acquisition de terrains - Pas de DUP (Article 1042)

ANNEXE - Délibération

24CP04-18 Aménagement des Routes Départementales n°39 et n°110 - Communes de Murat et Neuvéglise-sur-Truyère - Indemnisation de fermiers

ANNEXE - Délibération

CANTAL AU COEUR DES SOLIDARITES

24CP04-19 Pilotage de la convention de subvention globale FSE+ 2022026 - Insertion professionnelle et inclusion sociale

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Cartographie des risques - version mars 2024

ANNEXE - DSGC - version mars 2024

ANNEXE - Organigramme fonctionnel - version mars 2024

ANNEXE - Plan de contrôle 2024

24CP04-20 Rapport d'exécution 2023 de la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Rapport d'exécution

24CP04-21 Subventions au titre de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau d'attribution

24CP04-22 Attribution de subventions dans le cadre de l'appel à projets 2024-2025 "Prise en compte des travailleurs non salariés"

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention CMA

ANNEXE - Convention FAA

24CP04-23 Attribution d'une subvention dans le cadre de l'appel à projets 2024-2025 "Prise en compte des travailleurs non salariés agricoles"

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

24CP04-24 Favoriser le remplacement des agriculteurs - Accompagnement en cas de décès - Subvention à l'Association Terre Entraide Cantal

ANNEXE - Délibération

24CP04-25 Contrat Sport Cantal - Soutien aux Ecoles de Sport Saison 2023-2024 et aux tournois départementaux

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau d'attribution

24CP04-26 Contrat Sport Cantal - Soutien au Sport Scolaire en faveur de l'USEP 15 et l'UNSS 15

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-USEP 15 - Fiche actions 2024

ANNEXE - 2-UNSS 15 - Programme d'actions 2024

24CP04-27 Contrat Cantal Développement 2022-2027 - Saint-Flour Communauté : Création d'un multiple rural à Saint-Rémy-de-Chaudes-Aigues

ANNEXE - Délibération

24CP04-28 Contrat Cantal Développement 2022-2027 - Communauté de Communes de la Châtaigneraie Cantalienne - Commune de Siran : rénovation et réaménagement du bâtiment Mairie/Ecole

ANNEXE - Délibération

24CP04-29 Contrat Cantal Développement 2022-2027 - Communauté de Communes de la Châtaigneraie Cantalienne - Aménagement de la piste de Karting du Lissartel à Pers

ANNEXE - Délibération

24CP04-30 Contrat Cantal Développement 2022-2027 - Sumène Artense Communauté - Création d'un pôle enfance jeunesse

ANNEXE - Délibération

24CP04-31 Contrat Cantal Développement 2022-2027 - Sumène Artense Communauté - Aménagement d'une antenne de l'école de musique du Haut Cantal

ANNEXE - Délibération

24CP04-32 Petites Villes de Demain - Attribution de subvention à Sumène-Artense Communauté

ANNEXE - Délibération

CANTAL INNOVANT

24CP04-33 Sélection des opérations 2023 - Dispositif de soutien au fonctionnement du Groupe d'Action Locale Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

24CP04-34 Sélection des opérations 2024 - Dispositif de soutien au fonctionnement du Groupe d'Action Locale Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

24CP04-35 Soutenir les équipements connectés des élevages - Attribution de subventions

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau récap dossiers

24CP04-36 Demande de subvention au titre du dispositif France Services 2024 - Cybercantal Le Bus

ANNEXE - Délibération

CANTAL RESPONSABLE

24CP04-37 Favoriser les circuits courts - Subventions à l'Association Bienvenue à la Ferme dans le Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Programme Bienvenue à la Ferme

24CP04-38 Animation de programmes de gestion des milieux aquatiques

ANNEXE - Délibération

24CP04-39 Plantation de haies et d'arbres dans le cadre des travaux connexes à l'aménagement foncier d'Andelat - 2ème Tranche

ANNEXE - Délibération

ADMINISTRATION GENERALE

24CP04-40 Fonds Commun des Services d'Hébergement

ANNEXE - Délibération

24CP04-41 Avenant n°1 à la convention de mise à disposition de locaux en faveur du Centre de Gestion du Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Avenant n°1

24CP04-42 Station du Lioran - Convention pour les servitudes de passage des remontées mécaniques et des pistes de ski

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

ANNEXE - Plan

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 AVRIL 2024

DELIBERATION N°24CP04-1

Accueil du Tour de France - Contrat avec Amaury Sport Organisation (ASO) et les Communes d'Aurillac et de Laveissière

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six avril à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 12 avril 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Absent(s) : M. Vincent DESCOEUR, Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°23CD05-25 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 décidant de réserver une enveloppe budgétaire pour l'organisation du Tour de France dans le Cantal les 10 et 11 juillet 2024 et donnant délégation à la Commission Permanente pour l'examen des conventions afférentes ;

Considérant l'impact promotionnel et les retombées que peut avoir pour le département, l'accueil du Tour de France dans le Cantal le 10 et 11 juillet 2024 ;

- **VALIDE** le contrat à conclure entre la Société Amaury Sport Organisation (A.S.O.), propriétaire des droits d'exploitation de l'épreuve du Tour de France, la Ville d'Aurillac et la Commune de Laveissière et le Département du Cantal dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit contrat.

- **VALIDE** en conséquence le versement à A.S.O. d'une participation financière de 220 000 € HT (264 000 € TTC), payable le 12 juillet 2024.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 65748, fonction 325 du Budget départemental.

Publication : 30-04-2024

Transmission Préfecture : 29-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONTRAT A11+D12-TDF24

TOUR DE FRANCE 2024

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Le Département du Cantal, dont l'Hôtel du Département est sis 28 avenue Gambetta, 15015 Aurillac cedex, représenté par Monsieur Bruno Faure, agissant en qualité de Président du Conseil départemental, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommé « Le Département »

D'une première Part,

La commune de Laveissière, dont la Mairie est sise 38 rue de Peyre Arse, 15300 Laveissière, représentée par Monsieur Daniel Meissonnier, agissant en qualité de Maire, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du.....

Ci-après dénommée « La commune de Laveissière »

D'une deuxième Part,

La ville d'Aurillac, dont la Mairie est sise Rue de la Coste, BP 509, 15005 Aurillac cedex, représentée par Monsieur Pierre Mathonier, agissant en qualité de Maire, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du.....

Ci-après dénommée « La ville d'Aurillac »

D'une troisième Part,

Ci-après collectivement dénommés Les Collectivités Hôtes,

ET

Amaury Sport Organisation, Société Anonyme au capital de 61 200 240 euros, dont le siège social est sis Bâtiment Quai Ouest, 40-42 quai du Point du Jour, CS 90302, 92650 Boulogne-Billancourt cedex, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 383 160 348, représentée par Monsieur Christian Prudhomme, agissant en qualité de Directeur Délégué, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée « A.S.O. »

D'une quatrième Part,

Ci-après dénommés individuellement la « Partie » et collectivement les « Parties ».

IL EST TOUT D'ABORD RAPPELE QUE :

A.S.O. est l'organisatrice du Tour de France, épreuve cycliste professionnelle masculine à étapes mondialement connue et dénommée le Tour de France qui se déroule chaque année, principalement en France, au cours du mois de juillet.

A ce titre, A.S.O. est propriétaire de l'ensemble des droits d'exploitation de cette épreuve par application des dispositions de l'article L 333-1 du Code du sport. A.S.O. est également titulaire, à titre exclusif, du droit d'exploitation des marques s'y rapportant et notamment, Tour de France, Le Tour, Maillot Jaune, Maillot à Pois, Maillot Vert, Maillot Blanc, propriété de sa filiale, la Société du Tour de France (Société par Actions Simplifiée immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro B 301 192 142, ayant son siège social à Boulogne-Billancourt cedex (92650), Bâtiment Quai Ouest, 40-42 quai du Point du Jour, CS 90302) ; cette dernière ayant, par contrat en date du 31 décembre 2001, concédé en location-gérance son fonds de commerce d'épreuves sportives à A.S.O. et les marques y afférentes.

A.S.O. a donc seule qualité pour concéder les droits d'exploitation précités à des tiers, aux conditions qu'elle détermine.

Les Collectivités Hôtes ont posé leur candidature auprès d'A.S.O. pour accueillir le Tour de France 2024 et garantissent par la présente qu'elles mettront tout en œuvre pour satisfaire aux nécessités d'une organisation optimale de l'événement sur leur territoire.

A.S.O. s'étant déclarée intéressée par cette proposition, les Parties se sont en conséquence rapprochées pour préciser les conditions de leur collaboration dans le présent contrat (ci-après le Contrat).

IL A DONC ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV :

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT

Le Contrat a pour objet de définir les conditions dans lesquelles Les Collectivités Hôtes accueilleront le Tour de France, les conditions dans lesquelles Les Collectivités Hôtes se voient concéder par A.S.O. l'utilisation de droits promotionnels et publicitaires en relation avec leur qualité de collectivités hôtes du Tour de France ainsi que les obligations mises à la charge de chacune des Parties.

ARTICLE 2 : DEROULEMENT DE LA MANIFESTATION

Les dates et lieux des manifestations relatives au Tour de France sont définis en Annexe 1 au Contrat.

ARTICLE 3 : MODALITES D'ORGANISATION DU TOUR DE FRANCE

3.1. Compétences exclusives d'A.S.O.

Il est expressément convenu qu'A.S.O. a seule compétence pour :

- Traiter des questions liées directement à l'organisation sportive de l'épreuve ;

- Coordonner les opérations techniques de mise en place sur les sites, même si certaines de ces opérations sont assurées avec l'aide matérielle des Collectivités Hôtes ;
- Concéder à quelque titre que ce soit, et sous quelque forme que ce soit, le droit de faire référence au Tour de France tel que l'usage du nom « Tour de France » ainsi que tous logos, marques, appellations, noms de domaine et signes distinctifs s'y rapportant ;
- Concéder à quelque titre que ce soit, et sous quelque forme que ce soit, le droit de mettre en place et commercialiser des prestations de relations publiques et d'hospitalité « Tour de France » ;
- Autoriser l'enregistrement et/ou la diffusion d'images de l'épreuve sous toutes formes, et concéder, à quelque titre que ce soit, et sous quelque forme que ce soit, l'usage des images de tout ou partie de l'épreuve ;
- Choisir les partenaires et les prestataires associés à l'épreuve et contracter avec eux.

3.2. Obligations d'A.S.O.

En sa qualité d'organisatrice, A.S.O. s'engage à :

- Assurer, coordonner et contrôler l'organisation sportive, technique et financière du Tour de France ;
- Mettre en œuvre les moyens et son savoir-faire pour offrir au public un événement sportif de grande qualité ;
- Assurer la promotion et la médiatisation de cet événement ;
- Assurer la promotion des Collectivités Hôtes en qualité de collectivités hôtes du Tour de France dans les conditions définies infra ;
- Mettre en place une politique de développement durable et soutenir celle des Collectivités Hôtes dans les conditions stipulées infra.

3.3. Obligations des Collectivités Hôtes

Pour leur part, Les Collectivités Hôtes s'engagent, chacune pour ce qui la concerne, à :

- Fournir à A.S.O. toute l'aide utile pour la réalisation des démarches administratives nécessaires à l'organisation de l'événement, ainsi qu'à sa médiatisation ;
- Mettre gracieusement à disposition d'A.S.O. tous les équipements, matériels et personnels ainsi que, sur leur territoire, les lieux nécessaires au bon déroulement du Tour de France conformément aux dispositions du cahier des charges visé ci-dessous ;
- Mobiliser les forces de police municipale indispensables pour assurer la sécurité et le bon déroulement de l'événement ;
- Assurer la gratuité d'accès au public ;
- Concourir à la politique de développement durable mise en place par A.S.O., notamment par l'encouragement de la pratique du vélo dans les conditions stipulées à l'Annexe 4 infra ;
- Célébrer le Tour de France dans les conditions stipulées à l'Annexe 5 infra.

3.4. Comité d'organisation

Un Comité d'organisation sera constitué à l'initiative d'A.S.O.. Son rôle sera de coordonner les interventions de toutes les parties prenantes. Il sera placé sous la direction exécutive du Directeur du Tour de France.

Plusieurs réunions avec l'équipe d'organisation du Tour de France seront organisées pour revoir précisément les modalités d'accueil. L'équipe d'organisation du Tour de France tiendra régulièrement

informée Les Collectivités Hôtes de l'avancement de ses projets et élaborera avec les services compétents un programme de préparation commun qui comprendra notamment :

- Réunion(s) avec les interlocuteurs techniques / communication / animations.
- Retour validé par les services des Collectivités Hôtes du plan des implantations au plus tard 15 jours après son élaboration en vue de la préparation à la venue de la commission de sécurité adéquate ;
- Retour validé par les services compétents d'A.S.O. de tous projets de communication, d'animations et/ou de promotion du Tour de France des Collectivités Hôtes.

3.5. Cahier des charges

Le cahier des charges techniques et administratives relatif aux modalités logistiques et techniques de l'organisation des étapes du Tour de France et les obligations des Collectivités Hôtes figurent en Annexe 2 aux présentes.

Il est expressément convenu entre les Parties que les dispositions de ce cahier des charges seront complétées par un cahier des charges techniques détaillé qui sera remis aux Collectivités Hôtes à l'issue des visites techniques.

ARTICLE 4 : DROITS ET CONTREPARTIES ACCORDEES AUX COLLECTIVITES HOTES

4.1. Droits et contreparties

En leur qualité de collectivités hôtes du Tour de France, Les Collectivités Hôtes bénéficieront des contreparties et des droits suivants :

- Elles seront associées au plan de communication et aux opérations de promotion du Tour de France ;
- Leur présence visuelle sera assurée sur le site ;
- Les représentants des Collectivités Hôtes seront associés aux cérémonies protocolaires et seront admis à accéder aux espaces d'hospitalité et de relations publiques ;
- Elles seront en droit d'utiliser les éléments graphiques du Tour de France définis à l'Annexe 3 ci-après (et ci-après collectivement dénommés les Signes Autorisés) pour toutes opérations promotionnelles relatives au Tour de France dans les conditions stipulées infra ;
- Elles pourront utiliser les images (photos et vidéos) produites par A.S.O. et réalisées à l'occasion du Tour de France pour toutes opérations promotionnelles relatives au Tour de France dans les conditions stipulées infra ;
- Elles pourront distribuer des Articles Promotionnels tels que définis à l'Annexe 3.

Le détail des droits et avantages précités (ci-après les DROITS) figure en Annexe 3 aux présentes, complété par le dossier Communication remis par le Service Relations Collectivités d'A.S.O. lors de sa visite.

Les Collectivités Hôtes sont informées que le nom des Collectivités Hôtes en tant qu'étape du Tour de France pourra être reproduit sur tout type de produits développés dans le cadre des licences officielles octroyées par A.S.O..

Les Collectivités Hôtes seront informées le cas échéant et pourront se voir remettre un exemplaire du produit.

4.2. Modalités d'exercice des DROITS

Pendant toute la durée du Contrat, Les Collectivités Hôtes pourront utiliser dans le monde entier (le Territoire) les Signes autorisés pour toutes opérations promotionnelles ou publicitaires exclusivement relatives au Tour de France ou pour leur communication institutionnelle entendue comme toute forme de communication destinée à la promotion des Collectivités Hôtes chacune en tant que collectivité publique sans pouvoir faire référence aux services qu'elle offre à ses administrés, quels qu'ils soient.

Pour toute communication portant sur le Tour de France Les Collectivités Hôtes devront utiliser les Signes Autorisés à l'exclusion de tout autre logo, marque ou visuel créé par elles ou par des tiers.

Le Contrat est strictement personnel aux Collectivités Hôtes. Il ne pourra faire l'objet de la part des Collectivités Hôtes d'aucune cession ou sous-convention, directe ou indirecte, sous quelque forme que ce soit.

Par conséquent, Les Collectivités Hôtes s'engagent (i) à ne pas céder ou concéder les DROITS, en tout ou partie à un tiers, à titre gratuit ou onéreux, par quelque moyen que ce soit, sans le consentement exprès, préalable et écrit d'A.S.O. ; et (ii) s'interdisent d'adjoindre aux Signes Autorisés ou aux images du Tour de France toute marque, dénomination, logo ou signe autre que le logo des Collectivités Hôtes.

Les Collectivités Hôtes s'obligent à reproduire les Signes Autorisés en respectant la ou les chartes graphiques qui leur sera/seront communiquée(s) par A.S.O., à moins que ces dernières ne soient déjà annexées au Contrat.

Les Collectivités Hôtes ne pourront utiliser les Signes Autorisés et les images du Tour de France qu'après avoir recueilli l'accord préalable et par écrit d'A.S.O., lequel sera donné dans les conditions stipulées ci-après.

Les Collectivités Hôtes devront adresser à A.S.O. pour approbation préalable, par tous moyens probants tels que lettre recommandée avec accusé de réception, courriel avec accusé de réception, chacun des supports sur lesquels figureront les Signes Autorisés et/ou les images du Tour de France. A.S.O. devra notifier son accord ou son refus au sujet desdits projets au plus tard dans un délai de 10 (dix) jours ouvrés suivant la réception de la lettre recommandée avec accusé de réception, du courriel avec accusé de réception des Collectivités Hôtes, étant précisé que le défaut de réponse dans le délai précité ne sera pas considéré comme valant accord tacite.

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Le Département s'engage à payer à A.S.O. une participation financière de 220 000 euros (deux cent vingt mille euros) hors taxes, dans les conditions et suivant l'échéancier ci-après :

- à réception de facture : 110 000 € HT (cent dix mille euros hors taxes) ;
- le 12 juillet 2024 : 110 000 € HT (cent dix mille euros hors taxes).

Les montants ci-dessus énumérés seront augmentés de la TVA au taux en vigueur.

Les règlements seront effectués, sur présentation de factures, au compte d'A.S.O. ouvert à la banque LCL Direction Grandes Entreprises, 19 boulevard des Italiens 75002 Paris, sous le numéro 0000003263U (code banque : 30002, code guichet : 00790, clé RIB : 90).

Les factures seront déposées sur le portail Chorus. Le Département devra fournir à A.S.O. la référence d'engagement juridique et la référence du service exécutant.

La contribution financière du Département à A.S.O. ne constitue pas une subvention à A.S.O., mais la contrepartie d'une prestation. En conséquence, A.S.O. ne saurait être tenue des obligations faites par la loi aux entreprises recevant des subventions, au regard notamment de l'article L.1611.4. du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 6 : DUREE - RESOLUTION

Le présent Contrat est conclu pour une durée déterminée prenant effet le jour de sa signature pour expirer de plein droit, sauf application des dispositions ci-dessous, le 30 septembre 2024.

En cas d'inexécution ou de violation de leurs obligations par Les Collectivités Hôtes, A.S.O. pourra résilier de plein droit le présent Contrat. La résiliation sera considérée comme effective le dixième jour suivant la date de réception par Les Collectivités Hôtes d'une lettre recommandée les mettant en demeure d'exécuter leurs engagements, et restée sans effet.

Les sommes qui auraient été précédemment versées par Le Département resteraient acquises à A.S.O. à titre d'indemnité provisionnelle, sans préjudice de son droit de demander tous dommages-intérêts complémentaires en réparation du préjudice subi.

Les Collectivités Hôtes pourront également mettre fin de plein droit au présent Contrat, dans les mêmes conditions que ci-dessus, en cas d'inexécution par A.S.O. de l'une quelconque de ses obligations essentielles, les sommes qui auraient été précédemment versées par Le Département à A.S.O. devant dans ce cas être remboursées sans intérêt.

A la date d'expiration ou de résolution du Contrat, Les Collectivités Hôtes s'obligent à cesser immédiatement d'utiliser les Signes Autorisés et/ou les images du Tour de France, de quelque manière et sous quelque forme que ce soit.

A.S.O. s'oblige, pour sa part, dans les mêmes conditions, à cesser immédiatement d'utiliser les nom et/ou logo des Collectivités Hôtes, de quelque manière et sous quelque forme que ce soit, sauf en ce qui concerne toute rétrospective audiovisuelle et/ou écrite du Tour de France.

ARTICLE 7 : ANNULATION – FORCE MAJEURE

A.S.O. n'est pas responsable des reports, annulations ou suppressions d'étapes du Tour de France dus à des cas de force majeure.

En cas de force majeure, telle que définie par la jurisprudence des Cours et Tribunaux français et les cas visés ci-dessous, le présent Contrat pourra être suspendu pour une durée maximale de 15 (quinze) jours sans que son terme soit retardé.

Pendant cette durée, toutes les obligations seront suspendues de part et d'autre, à l'exception des obligations relatives aux approbations préalables d'A.S.O. en matière d'opération de communication des Collectivités Hôtes, à la confidentialité et l'intuitu personae.

Le Contrat reprendra ses effets lors de la disparition de la cause de suspension.

Passé le délai de 15 (quinze) jours, à défaut de reprise, le Contrat pourra être considéré comme résilié de plein droit, à l'initiative d'A.S.O., sans versement d'une quelconque indemnité à la charge de l'une ou l'autre des Parties.

Pour les besoins des présentes, les Parties conviennent d'attribuer aux événements suivants les effets de la force majeure : incendie, inondation, épidémie, pandémie, attentat, ouragan, tornade, tempête, gel, tremblement de terre, guerre, guerre civile, réquisition, arrêt de travail, lock-out ou grève des personnels nécessaires à la tenue des événements sportifs ou à l'acheminement des compétiteurs ou spectateurs, révolution, émeutes, mouvement de foule, moratoire légal, retrait ou suspension des autorisations fédérales, retrait ou suspension des autorisations d'occupation des sites de déroulement des manifestations, vol de tout ou partie du matériel nécessaire à la tenue des événements sportifs, manque d'énergie électrique, interruption ou retard dans les transports ou les postes de télécommunication, impossibilité de retransmettre les événements sportifs par ondes hertziennes terrestres, par câble ou par satellite, conditions climatiques ou politiques rendant impossible ou très difficile la tenue des événements sportifs, conditions rendant impossible ou très difficile le maintien de la sécurité des participants aux événements sportifs ou des spectateurs.

ARTICLE 8 : RESPONSABILITE – ASSURANCE

Chaque Partie conserve sa propre responsabilité, A.S.O. assumant celle de l'organisation de l'épreuve et Les Collectivités Hôtes celle leur incombant au titre de leurs obligations mises à leur charge telles que visées aux présentes et notamment aux Cahiers des Charges.

8.1. A.S.O.

A.S.O. déclare que les risques dont elle assume la charge en tant qu'organisateur du Tour de France sont couverts par des polices d'assurances en responsabilité civile, qui satisfont :

- . d'une part, aux dispositions de l'article L 321-1 du code du Sport ;
- . d'autre part, aux prescriptions de l'article R 331-10 du code du Sport.

A.S.O. s'engage à fournir, sur simple demande, aux Collectivités Hôtes, les attestations des assureurs correspondant aux polices susmentionnées et à maintenir lesdites garanties d'assurances pendant toute la durée du présent Contrat.

8.2. Les Collectivités Hôtes

Les Collectivités Hôtes seront responsables, chacune pour ce qui la concerne, de tous dommages corporels, matériels ou immatériels causés aux tiers, à leurs personnels ou aux personnels d'A.S.O. du fait de leur personnel, de leurs véhicules, de leurs locaux et du matériel dont elles ont l'utilisation ou la garde, conformément au Cahier des Charges.

Les Collectivités Hôtes s'engagent, chacune pour ce qui la concerne, à fournir, sur simple demande, à A.S.O., les attestations des contrats d'assurances en cours de validité correspondant à la couverture des dommages susmentionnés, les certificats de conformité de leurs infrastructures et à maintenir lesdites garanties d'assurances pour des montants suffisants.

Les Collectivités Hôtes s'engagent également, chacune pour ce qui la concerne, à vérifier que les sous-traitants disposent bien de garanties d'assurances en cours de validité et pour des montants suffisants.

ARTICLE 9 : GARANTIES-PROPRIETE INTELLECTUELLE

9.1. Images/photos

Chaque Partie déclare détenir sur les images (photos et images audiovisuelles) transmises aux autres Parties, tous les droits nécessaires, à savoir tous les droits d'auteur de nature patrimoniale pour le Territoire et les utilisations décrites au Contrat et qu'elle dispose sans restriction ni réserve pour le Territoire et la durée définie aux présentes, des droits d'exploitation desdites images y compris pour les éléments reproduits dans les images/photos, ainsi que de toutes les autorisations nécessaires de toute personne ayant participé directement ou indirectement à la production et à la réalisation des photos, ou pouvant prétendre à un droit quelconque à l'égard de ces dernières en qualité de personne représentée, en vue des exploitations autorisées aux présentes, sans préjudice des dispositions de l'Annexe 3 pour les coureurs.

Chaque Partie garantit donc aux autres Parties la jouissance, entière et libre de toute servitude, des droits d'utilisation sur les images/photos, contre toute revendication et éviction quelconque, dans l'exercice conforme de ses droits.

9.2. Logos /marques

Les Parties garantissent chacune détenir les droits nécessaires à la mise à disposition de son/ses logo(s), marque(s) et/ou nom pour les utilisations visées par les présentes, en tant que propriétaire ou détenteur des droits exclusifs. La mise à la disposition par les Parties de son/ses logo(s), marque(s) et/ou nom(s) dans le cadre du présent partenariat ne constitue en aucune manière un transfert de propriété. Les autres Parties ne sauraient en conséquence exercer un quelconque droit sur les éléments qui leur sont communiqués.

Toute utilisation par une Partie du/des logo(s), marque(s) et/ou nom des autres Parties sera soumise à l'autorisation préalable de ces dernières dans les conditions du Contrat.

ARTICLE 10 : DONNEES PERSONNELLES

Dans l'hypothèse où des données à caractère personnel seraient collectées par l'une ou l'autre Partie dans le cadre de l'exécution du présent Contrat, ces dernières s'engagent à respecter les dispositions de la Loi du 6 janvier 1978 modifiée dite « Informatique et Libertés », et du Règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données personnelles, et notamment quant à la collecte, l'exploitation, le stockage et la destruction desdites données.

Les Parties s'engagent en particulier :

- A avoir mis en place les mesures techniques et organisationnelles adaptées contre la destruction accidentelle ou illicite de données à caractère personnel qu'elle traite ou leur perte accidentelle, altération, divulgation non autorisée ou illégale ;
- A informer les autres Parties dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance, de toute faille de sécurité portant atteinte à la confidentialité desdites données ;
- A avoir mis en place les procédures de sécurité adéquates pour éviter que des personnes non autorisées ne puissent accéder aux données personnelles ou à leur équipement de traitement et que les personnes qu'il autorise à avoir accès à ces données personnelles soient en mesure de respecter et maintenir la confidentialité et la sécurité desdites données ;
- A n'utiliser les données personnelles que dans le seul cadre autorisé par la loi susvisée.

Dans le cadre de l'exécution du Contrat :

- Les Collectivités Hôtes, en tant que tiers bénéficiant d'un certain nombre d'opérations marketing décrites aux annexes du présent Contrat, sont, au sens de la loi susvisée, susceptibles de traiter des données collectées par leurs soins et de les transmettre à A.S.O. pour la bonne exécution des opérations marketing. Les Collectivités Hôtes agiront alors comme Responsables des Traitements au sens de la réglementation applicable et assument à ce titre toutes leurs obligations notamment d'information préalable à la collecte et de respect du droit des personnes ;
- A.S.O. est également susceptible de collecter des données personnelles et de les transférer aux Collectivités Hôtes dans le cadre de l'exécution d'opérations marketing ou publicitaire. Dans l'hypothèse où A.S.O. agit en tant que Responsable de Traitement des données personnelles mises à disposition des Collectivités Hôtes, A.S.O. assume à ce titre toutes ses obligations notamment d'information préalable à la collecte et de respect du droit des personnes. Dans le cadre de la mise à disposition des Collectivités Hôtes de données personnelles collectées par A.S.O., Les Collectivités Hôtes s'engagent à traiter les données concernées dans les conditions qui seront fixées par A.S.O. au cas par cas en fonction notamment des consentements obtenus auprès des personnes physiques concernées.

ARTICLE 11 : OBLIGATIONS RESPONSABILITE SOCIETALE DES ENTREPRISES

11.1. Respect des Droits de l'Homme et santé-sécurité

Chaque Partie déclare avoir une politique de tolérance zéro et s'engager avec ses fournisseurs et sous-traitants à respecter et appliquer les lois et principes internationaux en matière de respect des droits de l'Homme dont :

- (a) L'interdiction formelle de tout travail des enfants,
- (b) La lutte contre toute pratique du genre,
- (c) La lutte contre toute forme de travail forcé et servitude, contre tout harcèlement,
- (d) L'égalité, l'équité, la non-discrimination à l'embauche,
- (e) La protection de la santé, des données personnelles et la mise en sécurité des personnes, dans l'exercice de leurs activités.

11.2. Ethique et responsabilité des affaires

Chaque Partie déclare avoir une politique de tolérance zéro à l'égard de la fraude et de la corruption, et être engagée à conduire ses affaires de manière éthique et professionnelle.

Chaque Partie s'engage à :

- (a) Ne pas, directement ou indirectement, proposer, accorder, promettre ou accepter de donner, ni autoriser, solliciter, ou accepter aucun don ou avantage indu, de quelque nature que ce soit (financier ou autre) ;
- (b) Respecter l'ensemble de la réglementation relative à la lutte contre la fraude, la corruption et les autres pratiques commerciales illégales ;
- (c) Etablir, mettre en œuvre et mettre à jour des politiques et procédures adéquates en matière d'éthique des affaires, et notamment pour la prévention de la fraude, de la corruption et des conflits d'intérêts ;
- (d) Informer sans délai l'autre Partie de tout événement dont elle aurait connaissance qui serait susceptible de constituer un don ou avantage indu, de quelque nature que ce soit (financier ou autre), et prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à la situation ;

- (e) Fournir toute l'assistance nécessaire raisonnable dont l'autre Partie a besoin pour se conformer à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

Chaque Partie veille à ce que toute personne, physique ou morale, en relation avec elle et qui participe à l'exécution d'obligations dans le cadre de la relation entre les Parties ou en relation avec celle-ci respectent des conditions équivalentes à celles imposées aux Parties dans le présent article. Chaque Partie est responsable du respect et de l'exécution de ces conditions par ces personnes et est directement responsable envers l'autre Partie de toute violation de l'une de ces conditions.

11.3. Préservation de l'environnement et de ses ressources

Chaque Partie déclare avoir une politique environnementale et être engagée dans des actions pour :

- (a) La réduction des émissions de gaz à effet de serre,
- (b) La promotion de la mobilité durable,
- (c) La préservation des ressources et des énergies.

Ainsi, dans le cadre du présent contrat, Les Collectivités Hôtes s'engagent fermement à :

- (a) respecter les clauses RSE d'A.S.O., et ceux de la charte des 15 engagements écoresponsables des Grands Evénements Sportifs, principes directifs des organisations sportives d'A.S.O., dont le texte est disponible sur le site : <https://developpement-durable.sports.gouv.fr>
- (b) Appliquer systématiquement sur le terrain, ces principes directifs pour contribuer, avec A.S.O., à la livraison d'événements durables et responsables dans le souci permanent d'une amélioration continue.

Tout manquement grave à l'une des dispositions du présent article et qui sera signalé par écrit par l'une des Parties fera l'objet d'une discussion afin de trouver les actions et les solutions adéquates et nécessitera une réponse écrite de la part de la Partie défaillante confirmant ses engagements au titre du présent article.

ARTICLE 12 : INTEGRALITE DU CONTRAT - NOVATION

Le présent Contrat exprime l'intégralité de la volonté des Parties en ce qui concerne son objet. Toute modification qui pourrait y être apportée devra faire l'objet d'un Avenant signé par les Parties et soumis à l'approbation de l'organe délibérant de chacune des Collectivités Hôtes.

Le présent Contrat se substitue à tout accord, arrangement ou contrat antérieur écrit ou non écrit, conclu entre les Parties et se rapportant à son objet.

Les annexes au présent Contrat en font partie intégrante et en sont indissociables.

ARTICLE 13 : NOTIFICATIONS

Toutes notifications prévues par le présent Contrat seront faites aux adresses respectives des Parties indiquées ci-dessus, sauf changement d'adresse notifié par écrit. Toutes les notifications seront faites par emails et confirmées par courrier recommandé avec accusé de réception et prendront effet à réception aux adresses ci-dessous :

Pour A.S.O.
Adresse e-mail : fdallaserra@aso.fr
Recommandé A/R : Monsieur Christian Prudhomme
Directeur Délégué
Amaury Sport Organisation
Bâtiment Quai Ouest
40-42 quai du Point du Jour – CS 90302
92650 Boulogne-Billancourt cedex

Pour Le Département
Adresse e-mail : srouanne-bromet@cantal.fr
Recommandé A/R : Monsieur Bruno Faure
Président du Conseil départemental
Hôtel du Département
28 avenue Gambetta
15015 Aurillac cedex

Pour La commune de Laveissière
Adresse e-mail : secretariat@laveissiere.fr
Recommandé A/R : Monsieur Daniel Meissonnier
Maire de Laveissière
Mairie
38 rue de Peyre Arse
15300 Laveissière

Pour la ville d'Aurillac
Adresse e-mail : vincent.fournier@aurillac.fr
Recommandé A/R : Monsieur Pierre Mathonier
Maire d'Aurillac
Mairie
Rue de la Coste – BP 509
15005 Aurillac cedex

ARTICLE 14 : INTITULES - DISJONCTIONS DES STIPULATIONS

Les intitulés des Articles du présent Contrat ne figurent que pour plus de commodités et n'affectent en aucune manière le sens des dispositions auxquelles ils font référence.

En cas de nullité juridique de l'une quelconque des stipulations des présentes, les Parties rechercheront de bonne foi des stipulations légalement valables. En tout état de cause, les autres stipulations et conditions des présentes demeureront en vigueur.

ARTICLE 15 : SOLIDARITE

Les Collectivités Hôtes déclarent et reconnaissent qu'elles sont tenues solidairement à l'égard des obligations leur incombant en vertu du présent Contrat à l'égard d'A.S.O..

Si, pour quelque raison que ce soit, l'une ou l'autre d'entre elles venait à être totalement ou partiellement défaillante dans l'exécution de l'une quelconque desdites obligations, l'autre resterait

tenue à l'égard d'A.S.O. de la bonne exécution de ces dernières. A défaut, A.S.O. pourra faire application de l'article 6 supra.

ARTICLE 16 : TOLERANCE

Aucun fait de tolérance par l'une ou l'autre des Parties, même répété, de l'infraction par l'autre Partie à l'une quelconque des stipulations du présent Contrat ne saurait constituer une renonciation, par ladite Partie lésée, à l'une quelconque des stipulations présentes.

ARTICLE 17 : ATTRIBUTION DE COMPETENCE – DROIT APPLICABLE

Ce Contrat qui a été rédigé en langue française (langue du Contrat) est en tous points régi par le droit français. Tout différend résultant de l'interprétation et/ou l'exécution du présent Contrat obligera les Parties à tenter de résoudre préalablement ce différend à l'amiable, avant de saisir le Tribunal Administratif compétent.

Fait à Boulogne-Billancourt, le
En quatre exemplaires originaux

Pour le Département du Cantal
Le Président du Conseil départemental

Pour Amaury Sport Organisation
Le Directeur Délégué

M. Bruno Faure

M. Christian Prudhomme

Pour la commune de Laveissière
Le Maire

Pour la ville d'Aurillac
Le Maire

M. Daniel Meissonnier

M. Pierre Mathonier

ANNEXE 1
DATES ET MANIFESTATIONS RELATIVES AU TOUR DE FRANCE

- Jeudi 21 mars 2024 : A 100 jours du Tour ;
- Vendredi 22 mars 2024 : La Dictée du Tour ;
- Samedi 25 et/ou dimanche 26 mai 2024 : La Fête du Tour pendant Mai à vélo ;
- Mercredi 10 juillet 2024 : L'arrivée de la 11^{ème} étape, Evaux-les-Bains – Le Lioran, au Lioran ;
- Jeudi 11 juillet 2024 : Le départ de la 12^{ème} étape, Aurillac – Villeneuve-sur-Lot, à Aurillac ;
- Dimanche 21 juillet 2024 : Des élus et des représentants des Collectivités Hôtes seront invités à assister à l'arrivée du Tour de France en tribune à Nice.

ANNEXE 2
CAHIER DES CHARGES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES

• **1. Sur le plan technique et logistique**

- Les Collectivités Hôtes devront, chacune pour ce qui la concerne :
- Recevoir les Commissaires Généraux d'A.S.O. afin de préciser avec eux les obligations des Collectivités Hôtes visées au présent article, spécialement pour ce qui concerne le choix définitif des sites d'arrivée, de départ, l'emplacement des différentes installations du Tour de France, y compris les espaces d'hospitalité et de relations publiques, les boutiques officielles, les kiosques officiels, l'aménagement des locaux et parkings, les barrières complémentaires ainsi que les moyens nécessaires à la sécurité générale.
- Mettre à disposition la veille de l'arrivée au Lioran et aménager à leurs frais, des locaux vierges de toute publicité, pour y recevoir la Permanence de l'Organisation et les services d'accueil (+/- 200 m²), le Centre de Presse (+/- 800 m²) pouvant accueillir 250 personnes et équipé de tables de travail, sièges et prises électriques, ainsi que, en tant que de besoin, des salles annexes.
- Mettre à disposition, dans les zones de départ et d'arrivée ainsi qu'à proximité de la Permanence de l'Organisation et du Centre de Presse, des parkings destinés exclusivement au stationnement des véhicules accrédités par A.S.O. (de 800 à 1 000 véhicules pour l'arrivée et 1 000 pour le départ).
- Mettre en place, à leurs frais, les infrastructures nécessaires pour que de bonnes conditions d'hygiène soient assurées dans la Permanence de l'Organisation et dans le Centre de Presse ainsi que pour le public sur les sites d'arrivée et de départ.
- Mettre à disposition d'A.S.O., à titre gracieux, sur la voie publique des emplacements jugés pertinents par A.S.O. destinés aux réceptifs d'hospitalité et de relations publiques (3 à 4 bus VIP au plus près de la ligne d'arrivée) accueillant les invités de ses partenaires, ceux des équipes cyclistes (tout emplacement se situant face aux réceptifs d'hospitalité et de relations publiques d'A.S.O. doit être réservé au public et avoir un accès gratuit).
- Mettre à disposition d'A.S.O., à titre gracieux, sur la voie publique les emplacements nécessaires aux dispositifs marchands (boutiques officielles, kiosques officiels), opérés en propre et sous licence.
- Fournir, mettre en place et ôter, à leurs frais, tous les équipements et services utiles pour la sécurité et l'accueil du public, en complément des installations mises en place par A.S.O. pour l'arrivée et le départ des étapes, et en particulier : (i) un barriérage complémentaire (avec pose de barrières de contreventement), vierge de toute publicité et de banderoles, de 5 000 à 6 000 mètres de barrières pour l'arrivée (incluant en tout état de cause de part et d'autre de la chaussée 1 000 mètres de barrières inclinées si possible et de préférence, avant le barriérage mis en place par A.S.O.) et de 3 000 à 4 000 mètres de barrières pour le départ, suivant les demandes formulées dans les Rapports Techniques ; (ii) tous panneaux d'information et de signalisation indispensables au public, y compris ceux relatifs au respect de la propreté et de l'environnement ; (iii) la mise en place et le dimensionnement d'un dispositif prévisionnel de secours à l'attention du public (DPS) sur l'ensemble des sites concernés par les opérations d'arrivée et de départ ; Les Collectivités Hôtes devront contracter auprès d'une association agréée de sécurité civile (mission de type D).
- Procéder, à leurs frais, aux travaux de voirie et autres prescrits par A.S.O. pour la sécurité des coureurs et pour la mise en place des installations du Tour de France.

- Faire installer, à leurs frais, les branchements nécessaires à la fourniture d'électricité et/ou d'eau sur les différents lieux de l'épreuve en fonction des besoins exprimés dans les Rapports Techniques.
 - Procéder, à leurs frais, aux travaux de remise en état comme l'enlèvement du balisage, des équipements de franchissement de cours d'eau éventuels, au besoin de remise à niveau des voies d'accès, à la réalisation si nécessaire de la restauration des milieux naturels ou équipements sportifs tels que stades.
- **2. Sur le plan administratif**
- Les Collectivités Hôtes devront, chacune pour ce qui la concerne :
 - Fournir à A.S.O. toute l'aide utile au succès des éventuelles démarches administratives, et autres, nécessaires à l'organisation de l'événement au niveau local, y compris par la fourniture de tous documents appropriés (notamment les autorisations de mise en place des moyens techniques du Tour de France à proximité de sites classés ou de sites protégés).
 - Obtenir le concours des services de sécurité municipaux, et notamment de la Police Municipale lorsqu'elle existe, et en assumer les éventuels coûts.
 - Prendre, ou faire prendre, toutes les mesures nécessaires pour : (i) préserver le respect des emplacements nécessaires au bon déroulement de la manifestation ; (ii) garantir la sécurité des coureurs, des organisateurs et des spectateurs, spécialement sur les sites d'arrivée et de départ ; (iii) interdire la circulation et le stationnement sur les voies urbaines empruntées par l'épreuve, les réglementer sur les voies adjacentes et sur les espaces définis par A.S.O. ; (iv) interdire la pose de banderoles et de panneaux autres que ceux mis en place ou autorisés par l'organisateur ainsi que les ventes occasionnelles dans les zones délimitées par A.S.O. principalement le long du parcours et dans un rayon de 500 (cinq cents) mètres autour des aires d'arrivée et de départ ; (v) interdire le survol de la course et de ses abords à tous aéronefs autres que ceux d'A.S.O. (hélicoptères nécessaires à la retransmission télévisée du Tour de France et/ou requis et autorisés par A.S.O. et avions relais nécessaires aux retransmissions des signaux).
 - Prendre toutes les mesures nécessaires afin qu'A.S.O. puisse jouir paisiblement et à titre gratuit des structures et réseaux de télécommunications (notamment téléphone et internet) sur les sites occupés par l'organisation, étant entendu qu'aucun fournisseur d'accès à internet (FAI) ou réseaux de télécommunications ne saurait être imposé à A.S.O. et a fortiori ne pourrait bénéficier des droits de communication liés au Tour de France. A.S.O. est libre de choisir ses propres prestataires techniques.
 - Mettre en œuvre toutes les dispositions consignées dans les Rapports Techniques, qui, après agrément des Collectivités Hôtes, viendront compléter le présent Contrat.
 - Assurer à A.S.O. toute liberté de mouvement et de communication pendant la préparation et le déroulement de la manifestation.
 - Fournir à A.S.O. un organigramme du comité local d'organisation mentionnant les noms et coordonnées des responsables habilités par Les Collectivités Hôtes pour traiter des différentes questions liées à l'accueil du Tour de France.
 - Ne pas mettre en place de système payant pour l'accès des spectateurs aux lieux d'arrivée et de départ des étapes, à l'exception éventuelle de parkings (sans toutefois que le montant excède 10 euros par véhicule). Il est entendu que cette mesure ne concerne pas les parkings publics existants, et que ces derniers ne modifieront pas leurs grilles tarifaires pour l'événement.

- **3. Collaboration d'A.S.O.**

- A.S.O. s'engage à effectuer des reconnaissances des parcours et des sites d'arrivée et de départ. Lors de ces reconnaissances, les Commissaires Généraux d'A.S.O. arrêteront avec Les Collectivités Hôtes le choix définitif des sites d'arrivée, de départ, l'emplacement des différentes installations du Tour de France, y compris les espaces d'hospitalité et de relations publiques, les boutiques officielles, les kiosques officiels et, de manière générale, toutes dispositions techniques particulières devant être prises par Les Collectivités Hôtes pour l'accueil de l'épreuve dans les meilleures conditions possibles.
- A l'issue de ces reconnaissances, les Commissaires Généraux d'A.S.O. préciseront dans les Documents Techniques (Rapports Techniques et Plans) le détail des dispositions arrêtées qui viendra compléter le présent Contrat et en particulier la liste des obligations et charges des Collectivités Hôtes, visée à l'article 3.3. supra.
- De façon générale, A.S.O. fait son affaire de fournir les installations, matériels et personnels nécessaires à l'organisation itinérante de l'épreuve, sous réserve des prestations techniques relevant de la responsabilité des Collectivités Hôtes. A.S.O. se charge notamment de la fourniture, du montage et du démontage des équipements suivants :
 - pour l'arrivée : certains matériels de barriérage délimitant et protégeant le site d'arrivée, les banderoles et panneaux des partenaires d'A.S.O., le chronopole (arche d'arrivée et installations pour le chronométrage et la photo-finish), les tribunes commentateurs radios et télévisions, le podium protocolaire, les groupes électrogènes, la sonorisation, les cabines sanitaires de l'organisation, les espaces d'hospitalité et de relations publiques et les tribunes réservés aux invités ;
 - pour le départ : les installations du Village, certains matériels de barriérage, le podium-signature réservé à la présentation des coureurs, l'estrade placée sur la ligne de départ pour les élus des Collectivités Hôtes, le totem, les cabines sanitaires de l'organisation, la sonorisation.
- Le détail des matériels fournis par A.S.O. figurera dans les Rapports Techniques établis par A.S.O..
- A.S.O. prend à sa charge les secours de l'ensemble des « acteurs de l'événement » c'est-à-dire les coureurs et les personnes participant à l'organisation (et/ou qui assurent une prestation).
- A.S.O. s'engage à prendre les mesures nécessaires pour obtenir des autorités administratives concernées (Ministère de l'Intérieur et Préfectures) les autorisations requises en vue d'un usage privatif, sur l'itinéraire de la course, des voies ouvertes à la circulation.
- A.S.O. fera ses meilleurs efforts pour obtenir des collectivités territoriales concernées (via Départements de France), dans les limites de leur domaine de compétence et de responsabilité territoriales, la préparation des routes empruntées par l'épreuve (signalisation et protection des points dangereux, le contrôle de l'itinéraire de l'étape avant l'épreuve, etc.).

ANNEXE 3
DROITS ET AVANTAGES RELATIFS AU TOUR DE FRANCE ACCORDES AUX COLLECTIVITES HOTES

1. Outils de communication

1.1. Les éléments graphiques du Tour de France ou Signes Autorisés sont :

- a) Nom de l'événement : Tour de France
- b) Marque(s) de l'événement à utiliser exclusivement dans le cadre du logo composite « Tour de France Etape 2024 »



Marque de l'UE enregistrée sous le N° 003 530 557

Marque de l'UE enregistrée sous N°000 028 191

"Tour de France" marque verbale internationale enregistrée sous le N° 329 298

A.S.O. informe Les Collectivités Hôtes que le logo reproduit ci-dessus est susceptible de changer pendant la durée du contrat et les informera au moins 5 mois avant le déroulement du Tour de France concerné.

- a) Affiche Officielle de l'événement
- b) Carte Officielle de l'événement
- c) Gabarit destiné à être personnalisé par Les Collectivités Hôtes
 - Interdiction pour Les Collectivités Hôtes de créer un logo et/ou une identité visuelle Tour de France.
 - Validation stricte par A.S.O. (Service Relations Collectivités et Brand Management) de l'intégralité des créations, déclinaisons et visuels.
 - Matériel graphique mis à disposition des Collectivités Hôtes via une plateforme en ligne dédiée et comprenant notamment les éléments suivants :
 - mise à disposition du composite permettant l'association des marques Tour de France + Collectivités Hôtes ;
 - mise à disposition d'un gabarit ;
 - mise à disposition des représentations graphiques des prix sportifs et maillots distinctifs du Tour de France selon Charte graphique ;
 - mise à disposition d'un kit de supports de communication aux formats banderole, pavoisement, fond de scène, formats traditionnels d'affichage (4 x 3, abribus, 80 x 120, ...), annonce presse (A4, A5), bannière internet (250 x 250, 468 x 60, 240 x 400) ; formats donnés à titre indicatif ;
 - mise à disposition de paternes et éléments graphiques type fanion et habillage de décors ;

- mise à disposition d'un intranet dédié avec charte graphique reprenant les différents types d'exploitation possible pour Les Collectivités Hôtes, photos libres de droits de l'épreuve et éléments graphiques concernant le parcours du Tour de France (carte de l'épreuve, profil des étapes) ;
- mise à disposition d'un cahier dédié reprenant différents exemples d'application ;
- Obligation des Collectivités Hôtes de toujours scénariser/mettre en avant les prix sportifs et maillots distinctifs du Tour de France, dès lors qu'ils sont utilisés, en communication et sur site ;
- Communication autorisée :
- Le logo composite collectivités Tour de France Etape 2024 pourra être utilisé pour toute opération de publicité, de communication interne et/ou externe, de communication institutionnelle dans le respect de la charte graphique et sous réserve que les opérations en cause aient un lien direct avec l'événement.
- Aucune association avec des tiers autres que les Partenaires Officiels du Tour de France.

1.2. Images

- Les Collectivités Hôtes devront se rapprocher d'A.S.O. afin de convenir des conditions dans lesquelles elles pourront avoir accès aux images, notamment audiovisuelles, du Tour de France et des conditions d'exploitation de celles-ci dans le cadre de leur communication.
- Il est néanmoins d'ores et déjà convenu ce qui suit :
- Les Collectivités Hôtes pourront utiliser à l'issue de chaque étape, 3 minutes maximum d'images animées qu'A.S.O. a produites ou a faites produire (sans paiement additionnel autres que les éventuels coûts techniques) aux fins d'exploitation dans le cadre de leur communication entendue comme exploitation sur quelque support que ce soit mais diffusées exclusivement à l'intérieur des Collectivités Hôtes et de leur communication institutionnelle (site internet des Collectivités Hôtes et réseaux sociaux) et pour une période de licence allant jusqu'à la veille de l'édition suivante du Tour de France.
- Pour tout besoin d'images audiovisuelles spécifiques mettant l'accent sur le rôle des Collectivités Hôtes dans le cadre du Tour de France et pour toute demande d'utilisation à des fins publicitaires (tels que spots TV, clips internet, etc.), les parties se rapprocheront afin de convenir des modalités, y compris financières de leur collaboration.
- Les Collectivités Hôtes pourront utiliser, sous réserve des droits consentis par les photographes à A.S.O., les photographies qu'A.S.O. a produites ou a faites produire sans paiement additionnel autre que les éventuels coûts techniques dans le cadre de leur promotion sur leur site internet et leurs réseaux sociaux (crédit A.S.O. + nom du photographe à mentionner obligatoirement).
- Les Collectivités Hôtes pourront recourir à leur propre photographe, ce dernier devra recueillir l'accord préalable d'A.S.O. étant d'ores et déjà précisé que (i) sa présence devra être compatible avec les contraintes de l'organisation de l'événement et de la production des images et que (ii) les images prises à cette occasion seront exploitées exclusivement par Les Collectivités Hôtes pour la promotion de leur partenariat ou par A.S.O. A cet effet, Les Collectivités Hôtes devront obtenir du photographe les droits de reproduction et de représentation nécessaires tels que sollicités par A.S.O. pour qu'A.S.O. puisse exploiter ces photos, le cas échéant.
- En tout état de cause, il appartiendra aux Collectivités Hôtes, quel que soit l'usage envisagé, de recueillir l'accord préalable des coureurs avant toute exploitation de leur image individuelle et ce, quel que soit le support ; A.S.O. ne pouvant être recherchée ou inquiétée à ce sujet.
- Par ailleurs, A.S.O. accorde aux Collectivités Hôtes une accréditation pour une équipe de tournage vidéo de maximum 2 personnes pour une seule caméra et permettant à un véhicule l'accès par l'itinéraire hors course. Il est expressément convenu que cette équipe pourra filmer uniquement des images hors course du Tour de France dans les zones prévues à cet effet (zone

accréditation). Les contenus ainsi tournés pourront être exploités par Les Collectivités Hôtes dans un cadre interne et sur les différentes plateformes digitales éditées et contrôlées par Les Collectivités Hôtes dans la limite de 5 minutes d'images cumulées/jour. Les Collectivités Hôtes devront prendre leurs dispositions pour obtenir les droits de reproduction et de représentation nécessaires desdites vidéos tels que sollicités par A.S.O. pour qu'A.S.O. puisse les exploiter, le cas échéant.

• 2. Promotion des Collectivités Hôtes par A.S.O.

2.1. Visibilité

- Présentation par A.S.O. des Collectivités Hôtes comme site d'accueil du Tour de France.
- Mise en avant du Lioran et d'Aurillac sur la carte officielle du Tour de France.
- Intégration dans les documents officiels (par exemple livre de route, site internet, etc.) de la description des étapes et photographies associées.
- Mise en avant d'éléments touristiques, culturels et économiques des Collectivités Hôtes dans le guide touristique de l'événement (digital et/ou imprimé).
- Droit de mettre en place un dispositif léger illustrant Les Collectivités Hôtes (type structure, statue, etc.) au sein du Village (éléments ci-dessous soumis à validation et ajustables en fonction du profil des étapes).
- Intégration du nom et/ou du logo et/ou du blason des Collectivités Hôtes dans les endroits suivants le jour du passage de l'épreuve :
 - site d'arrivée au Lioran : jusqu'à l'arrivée de l'étape, noms de la ville départ et du site arrivée sur panneau déroulant, nom au R/V sur le chronopole, nom d'une ou deux institutions sur la face interne de l'étai, logo d'une institution sur la face extérieure de l'étai avant et après la ligne d'arrivée, nom d'une ou deux institutions sur le Podium Protocolaire, logo institutionnel sur la face externe de la plus haute marche du Podium Protocolaire, nom d'une ou deux institutions au-dessus des écrans, incrustations de logos institutionnels sur les écrans entre chaque remise protocolaire, 1 à 3 logos institutionnels sur deux kakémonos identiques matérialisant la Tribune Géo Lefèvre destinée aux invités des Collectivités Hôtes ;
 - site départ à Aurillac : nom sur la moitié haute d'une face du totem, nom en haut de deux faces du totem avec défilement d'images de La ville d'Aurillac et du programme du départ, nom et blason ou logo sur un panneau apposé sur le fond de l'estrade placée sur la ligne de départ ; nom sur panneaux (2 à 4 selon le format de l'estrade) recto/verso sur la face avant de l'estrade, nom sur le haut de la structure installée face à l'estrade sur la ligne de départ ; nom et/ou logo du Département et de La ville d'Aurillac sur 4 (quatre) panneaux latéraux (2 de chaque côté de la chaussée) posés sur les barrières juste avant et après la ligne de départ, nom de La ville d'Aurillac sur le drapeau de départ fourni par A.S.O. ;
 - site départ : à l'entrée du Village, écran sur panneau central avec nom sur le bandeau au-dessus de l'écran, deux panneaux (à gauche et à droite du panneau central) avec le nom et le logo ; à la sortie du Village, trois panneaux avec le nom et le logo ; dans le Village, mise en place en façade de deux panneaux avec un emplacement pour 1 à 4 logos sur chaque panneau, logos sur un grand panneau positionné au premier plan sur le podium signature ;
 - sur le parcours : nom du Département et de La ville d'Aurillac R/V sur la borne du km « 0 » indiquant le départ réel de l'étape ;
 - à l'arrivée, les banderoles, dont le métrage est limité à 100 mètres, seront mises en place dans le dernier kilomètre, 50 mètres juste après la Flamme Rouge et 50 mètres à 500 mètres en amont de la ligne d'arrivée (banderoles fournies par Le Département et La commune de Laveissière, pose à la charge d'A.S.O. et dépose à la charge du Département et de La commune de Laveissière) ;

- au départ, les banderoles, dont le métrage est limité à 200 mètres, seront mises en place après la ligne de départ (banderoles fournies par Le Département et La ville d'Aurillac, pose à la charge d'A.S.O. et dépose à la charge du Département et de La ville d'Aurillac) ;
- sur certains lieux du parcours, validés au préalable par A.S.O. (hors des zones suivantes : arrivée et départ, zones de ravitaillement, zones de chronométrage, zones de classements), des banderoles portant le nom des Collectivités Hôtes, partagées entre le côté droit et le côté gauche du parcours. Les banderoles seront fournies par Les Collectivités Hôtes après approbation d'A.S.O..

2.2. Articles Promotionnels

- Les « Articles Promotionnels » désignent les produits destinés à être distribués gratuitement par Les Collectivités Hôtes et qui peuvent porter :
 - 1) soit uniquement le logo du Tour de France : dans ce cas, Les Collectivités Hôtes s'engagent à les acheter auprès des licenciés officiels d'A.S.O. (ou A.S.O. le cas échéant) ;
 - 2) soit à la fois le logo du Tour de France et le logo des Collectivités Hôtes, association impérativement sous forme de cartouche de manière indissociable. Dans un tel cas, Les Collectivités Hôtes pourront acheter lesdits Articles Promotionnels auprès de tous fournisseurs de leur choix. Les Collectivités Hôtes devront veiller à ce que leurs fournisseurs signent une lettre d'engagement et respectent la charte éthique visée à l'Annexe A.
- Les Collectivités Hôtes devront soumettre lesdits Articles Promotionnels à l'approbation préalable écrite d'A.S.O. dans les mêmes conditions que celles stipulées à l'Article 4.2. supra.

2.3. Programme d'hospitalité et de relations publiques

Les Collectivités Hôtes bénéficieront des prestations d'hospitalités suivantes, dans la limite et le respect des règles et des consignes sanitaires :

- 16 accréditations nominatives tous accès (badges) pour les personnalités des Collectivités Hôtes dont :
 - Pour chaque tableau de remise protocolaire (maillot ou prix sportif distinctif), 1 (une) seule personnalité, dans la limite de 6 (six), pourra accéder au podium protocolaire à l'arrivée de l'étape du Tour de France, dont le Président du Conseil départemental. Le choix des personnalités se fera d'un commun accord entre A.S.O. et Les Collectivités Hôtes dans le respect de la neutralité politique.
 - 3 (trois) maximum pourront accéder au podium signature au départ de l'étape du Tour de France.
 - Le Président du Conseil régional, le Président du Conseil départemental, le Préfet et/ou le Sous-Préfet sont systématiquement accrédités par A.S.O..
- 10 invitations dématérialisées pour le Club Tour de France (contrôle d'accès assuré par A.S.O.).
- 98 invitations dématérialisées pour la Tribune Géo Lefèvre (contrôle d'accès assuré par A.S.O.).
- 2 places en voitures invitées A.S.O. pour suivre la 11^{ème} étape, Evaux-les-Bains – Le Lioran.
- 2 places en voitures invitées A.S.O. pour suivre la 12^{ème} étape, Aurillac – Villeneuve-sur-Lot.
- 2 pavillons décorés et équipés au sein du Village pour la durée d'ouverture du Village.
- 50 invitations dématérialisées pour le Village (contrôle d'accès assuré par A.S.O.).

2.4. Programme de licence – merchandising

- Les Collectivités Hôtes s'engagent à nommer un interlocuteur « produits dérivés », point de contact privilégié d'A.S.O. sur ces sujets.
- A.S.O. s'engage à communiquer aux Collectivités Hôtes la liste de ses vendeurs et licenciés officiels, liste qui pourra être actualisée par A.S.O..

- Dans un but promotionnel, Les Collectivités Hôtes bénéficient du droit stipulé au §2.2. (Articles promotionnels) supra. Ne sont pas considérés comme produits/objets promotionnels au sens du présent Contrat les produits/objets promotionnels revêtus des seuls nom/logo des Collectivités Hôtes. Si Les Collectivités Hôtes souhaitent vendre des produits sous licence de la marque Tour de France, elles devront conclure un contrat de licence avec A.S.O. ou les acheter auprès des licenciés ou auprès d'A.S.O..
- A.S.O. s'engage à présenter aux Collectivités Hôtes un ensemble de produits et d'objets promotionnels qualitatifs que Les Collectivités Hôtes pourront acquérir dans un objectif de décoration et de mise à disposition des organismes, commerces, restaurants, etc. locaux.
- A.S.O. sera consultée en cas d'appel d'offre relatif aux besoins des Collectivités Hôtes pour tous produits de merchandising.

2.5. Droits digitaux

Dans le cadre de leur communication institutionnelle sur le présent partenariat, Les Collectivités Hôtes pourront utiliser les Signes Autorisés sur les supports digitaux créés et édités par elles selon les dispositions suivantes :

Page d'un site internet :

- Droit non exclusif de créer une page (accessible en desktop / mobile) dédiée au Tour de France, reprenant le logo composite du Tour de France sur le site internet des Collectivités Hôtes.
- Le nom des Collectivités Hôtes devra nécessairement faire partie de l'URL (exemple : [http://www.lacollectivite.com/\[nom de la page du TDF\]](http://www.lacollectivite.com/[nom de la page du TDF])).
- En aucun cas cette page ou le site internet des Collectivités Hôtes ne pourra apparaître comme le site officiel du Tour de France. Il est expressément convenu qu'aucune application mobile par téléchargement ne pourra être proposée par Les Collectivités Hôtes. Sauf accord préalable d'A.S.O., aucune autre marque commerciale ne pourra apparaître sur la page ou le site internet des Collectivités Hôtes (hors Partenaires Officiels de l'épreuve). Page internet exploitable pendant toute la durée du Contrat.
- Cette page ou le site internet des Collectivités Hôtes devra faire figurer des liens de redirections vers le site officiel du Tour de France.

Réseaux sociaux (Facebook / Twitter / Instagram) :

- Les Collectivités Hôtes seront libres du contenu éditorial sur leurs réseaux sociaux sous réserve de véhiculer une bonne image de l'événement, de respecter la législation en vigueur, de ne pas introduire dans le contenu des informations susceptibles de porter atteinte à l'ordre public et à la dignité humaine par son caractère avilissant et/ou d'une extrême violence, à ne pas violer les droits quelconques des tiers de sorte à ne pas donner lieu à des actions en contrefaçon, en concurrence déloyale, ou en responsabilité civile, et sous réserve de ne pas associer de marque commerciale en dehors des partenaires de l'événement.
- Les Collectivités Hôtes s'engagent à publier des informations pratiques sur leurs réseaux sociaux (animations, horaires, etc.) en lien avec le Tour de France 2024.

Diffusion d'images :

- Pour toute diffusion d'images relatives au Tour de France sur la page, le site internet, les réseaux sociaux précités, Les Collectivités Hôtes doivent se rapprocher d'A.S.O. afin de déterminer les contenus et les conditions des droits de diffusion de ces derniers.

Opérations digitales :

- Il est convenu que Les Collectivités Hôtes s'engagent de manière générale à relayer des opérations digitales en lien avec le Tour de France 2024 (Jeu « Fantasy » officiel, Jeu concours

- officiel, Club Officiel, etc.) sur la page, le site internet et les réseaux sociaux précités, sous réserve de proposition par A.S.O..
- En cas de mise en place par Les Collectivités Hôtes d'opérations digitales (jeux-concours, etc.) sur leurs supports, une mécanique de recueil d'opt-ins « Tour de France » doit être systématiquement intégrée.

Les Collectivités Hôtes et A.S.O. se réservent le droit d'échanger sur des contreparties digitales additionnelles pour Les Collectivités Hôtes, pour soutenir leurs enjeux de communication, lesquelles pourront faire l'objet d'un accord particulier.

2.6. Promotion média

- Droit de développer, en coordination avec A.S.O., un plan média acquis exclusivement par l'achat d'espaces publicitaires soit auprès des Partenaires Média Officiels/Diffuseurs Officiels du Tour de France soit auprès d'autres supports. Les Collectivités Hôtes s'engagent à ne pas utiliser la marque Tour de France et toute prestation y faisant référence dans le cadre de leurs négociations.
- Droit pour Les Collectivités Hôtes de reprendre les contenus du kit de communication fournis par A.S.O. sur les supports de communication des Collectivités Hôtes.
- Le service Média des Collectivités Hôtes peut être sollicité sur demande expresse d'A.S.O. afin d'apporter conseil et assistance sans frais pour la mise en place et la coordination d'un plan de promotion média élaboré par A.S.O. et notamment les services et prestations suivants :
 - mise à disposition d'études de performances des médias locaux (panorama, chiffres clés des médias régionaux et nationaux : télévision, presse, radios, web, etc.).
 - mise à disposition de fichiers médias locaux (contacts de médias régionaux et nationaux : rédactions, services partenariats et communication, etc.).
 - monitoring (piges des retombées médias avec édition d'un press-book mensuel à compter de M-12).
- A.S.O. peut être amenée à développer des opérations spéciales dans le cadre de son plan de promotion (relations presse, marketing d'influence, etc.) et peut proposer aux Collectivités Hôtes de s'y associer à certaines occasions.

ANNEXE 4
LES COLLECTIVITES HOTES S'ENGAGENT A VELO

Le *Tour de France* est engagé, depuis maintenant plus de 10 ans, à tendre vers une organisation toujours plus écoresponsable. Il a fait partie, en 2017, des membres fondateurs de la *Charte des 15 engagements écoresponsables des Grands Evénements Sportifs Internationaux*, sous l'égide du *Ministère des Sports* et du *WWF France*. Adaptation au sport des *17 Objectifs de Développement Durable* de l'*O.N.U.*, cette charte engage chaque année le Tour de France à l'atteinte d'objectifs sociaux et environnementaux tangibles.

Le Tour de France développe depuis plusieurs années une politique RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) avec pour objectif de :

- réduire l'empreinte écologique du Tour de France et favoriser l'inclusion grâce au rayonnement du Tour avec un programme concret « C'est mon Tour, j'agis » ;
- générer un impact positif avec son programme « L'Avenir à Vélo » composé de 3 opérations totems destinées à promouvoir la pratique du vélo au quotidien.

En accueillant le Tour de France, Les Collectivités Hôtes s'engagent à faire leurs meilleurs efforts pour accompagner les actions mises en place par le Tour de France dans le cadre de sa politique RSE et à développer à leur initiative une série d'actions concrètes de leurs choix liées au soutien de la pratique du vélo.

Programme : C'est mon Tour, j'agis

Actions engagées par A.S.O. :

- 100% des sites sensibles protégés
 - réalisation d'études d'incidences Natura 2 000 avec un cabinet d'expert naturaliste ;
 - consultation des opérateurs des sites sensibles traversés (parcs nationaux, parcs naturels régionaux, réserves naturelles, sites Natura 2 000, etc.) ;
 - développement de programmes spécifiques avec des acteurs reconnus en matière de biodiversité pour sensibiliser le public sur le sujet (avec le Muséum national d'Histoire naturelle, le Ministère de la transition écologique, la Fédération des Parcs naturels régionaux, etc.).
- Transports : ambassadeur de la mobilité durable
 - 100% de véhicules hybrides et électriques dans la flotte de véhicules officiels A.S.O. en course ;
 - sensibilisation des différentes familles du Tour de France à l'utilisation d'énergies alternatives (électrique, hybride, GPL, gaz naturel, biocarburants, etc.) ;
 - réduction du nombre de véhicules sur la route du Tour de France et optimisation du covoiturage des suiveurs ;
 - formation des pilotes et des motards à une conduite écoresponsable dans le cadre de la formation Sécurité et lors des différentes réunions organisées pendant l'année et au Grand Départ du Tour de France ;
 - optimisation des moyens de transport en introduisant des moyens de transport de substitution en fonction de la faisabilité et de la typographie des sites ;
 - mise en place de parking à vélos sur les villes étapes du Tour de France ;
 - lancement d'un service de covoiturage pour venir sur le Tour de France ;
 - accord avec les Régions pour proposer des tarifs TER attractifs ;
 - campagne de promotion des modes verts pour venir sur le Tour de France ;

- sensibilisation du public aux bienfaits de la pratique du vélo/mobilité douce.

- Alimentation responsable dans les espaces d'hospitalité et de relations publiques

- produits 100 % de saison et 100 % français ;
- contenants recyclables ou recyclés (éco cup, gobelets carton, etc.) ;
- suppression de l'intégralité des contenants en plastique à usage unique (coupes de champagne, pailles, etc.).

- Gestion et tri des déchets

- accompagnement des Collectivités Hôtes par l'envoi d'une charte de tri « C'est mon Tour, je trie » et par la nomination d'un coordinateur déchets, interlocuteur des Collectivités Hôtes ;
- accompagnement dans la préparation et sur le terrain d'une équipe de 9 (neuf) coordinateurs environnement sur le traitement des déchets ;
- rappel des consignes environnementales aux différentes familles du Tour de France lors des réunions organisées au Grand Départ du Tour de France et pendant l'épreuve (atelier Développement Durable pour toutes les familles suiveuses) ;
- sensibilisation des suiveurs et du public au respect de l'environnement en diffusant des messages en avant course par le véhicule « Environnement » et en utilisant les réseaux sociaux pour diffuser des messages environnementaux ;
- intégration des critères de développement durable dans l'ensemble des contrats partenaires, prestataires ;
- mise en place avec différents acteurs partenaires, prestataires, de tri dans les espaces occupés par le Tour de France ;
- distribution aux villes étapes de sacs poubelles destinés au tri ;
- suppression des emballages plastiques à usage unique des objets publicitaires et incitation à la production de cadeaux utiles.
- réduction des déchets en course :
 - o mise à disposition de zones de collecte pour les coureurs en entrée et en sortie des zones de ravitaillement et tous les 30 à 40 (trente à quarante) kilomètres pour le jet de leurs déchets (bidons, emballages) ; les zones sont nettoyées par A.S.O. ;
 - o sensibilisation des coureurs sur le jet d'emballages (intégration des sanctions érigées par l'UCI dans le règlement de l'épreuve).

- Préservation des ressources - Editions

- utilisation du papier FSC (ou équivalent) pour toutes les éditions ;
- réduction et optimisation des quantités produites ;
- dématérialisation d'un grand nombre de supports d'éditions ;
- utilisation de groupes électrogènes à batterie, hydrogène, énergie solaire, etc. ;
- utilisation de toilettes sèches.

- Contribution à une société plus inclusive

- Mise en place de dispositif adapté pour accueillir des personnes :
 - o de milieux défavorisés :
 - événement gratuit pour le public ;
 - Les Média-Pitchounes : jeunes de quartiers découvrant les métiers du journalisme ;
 - Secours populaire : enfants ne partant pas en vacances « Les oubliés du sport ».
 - o en situation de handicap :
 - mobilité réduite : rampe d'accès, toilettes adaptées, fauteuil élévateur, etc. ;
 - déficients visuels : documents adaptés en braille, caractères agrandis, audio, etc.

- Lutte contre le sexisme
- hôte/hôtesse sur les podiums et dans les équipes terrain ;
- développement des courses cyclistes féminines (Tour de France Femmes avec Zwift, etc.).
- Engagement pour des causes solidaires
- Mécénat Chirurgie Cardiaque avec l'organisation de l'Étape du Cœur.

Actions engagées par Les Collectivités Hôtes, chacune pour ce qui la concerne :

- Nomination d'un coordinateur Environnement-Déchets, interlocuteur d'A.S.O. et de son coordinateur déchets. Le coordinateur Environnement-Déchets, interlocuteur d'A.S.O. et de son coordinateur déchets, doit impérativement être présent sur site le jour de l'étape ;
- Prise de mesures de police et des autorités compétentes sur leur territoire pour préserver le respect de l'environnement ;
- Mise à disposition, à leurs frais, dans les zones occupées par le Tour de France et par le public de conteneurs et de sacs poubelles (cf. document « gestion des déchets ») afin de faciliter l'évacuation des déchets et de préserver au maximum la propreté et l'environnement des sites occupés par le Tour de France et par le public ;
- Ramassage et tri des déchets collectés et nettoyage des sites occupés par le Tour de France, dès que lesdits sites sont accessibles en toute sécurité ;
- Remise à A.S.O., après l'épreuve, des chiffres sur les quantités de déchets collectés et triés par Les Collectivités Hôtes.
- Les Collectivités Hôtes s'engagent, dans le cadre de la venue du Tour de France, à fournir des prestations sans plastique (restauration, cadeaux, etc.) et des moyens de mobilité durable (navettes avec véhicules hybrides, électriques, etc.).

L'Avenir à vélo : 3 opérations totems

Les Collectivités Hôtes s'engagent aussi à faire leurs meilleurs efforts pour accompagner les opérations totems du programme **L'Avenir à Vélo** du Tour de France, dont les grandes lignes sont présentées ci-après.



- 1 - « Label Ville à vélo » du Tour de France** : à la manière du label des « villes fleuries », créé en 2021, ce label vise à encourager et mettre en valeur des politiques territoriales ambitieuses en faveur du vélo.

Les Collectivités Hôtes s'engagent aussi à faire leurs meilleurs efforts pour développer une série d'actions concrètes liées au soutien de la pratique du vélo dans la ville sur 4 grands thèmes :

- apprentissage de la mobilité à vélo (cf. par ailleurs les « initiations vélos »),
- stationnement et lutte contre le vol (parkings à vélos temporaires ou pérennes),
- entretien et réparation des vélos,
- services et communication (bornes de rechargement, prêt de vélos et accessoires de cyclisme, etc.).

Chaque ville étape du Tour de France peut candidater volontairement à l'obtention de ce label.

- 2 - « Les p'tits vélos »** : l'objectif est d'initier chaque année 30 000 enfants de 6 à 10 ans à la pratique du vélo.

Avant le Grand Départ, c'est-à-dire pendant l'année scolaire, Les Collectivités Hôtes feront leurs meilleurs efforts pour mettre en place des initiations vélos/Savoir rouler à vélo à destination des élèves des écoles élémentaires.

Le Tour de France accompagnera Les Collectivités Hôtes en leur adressant une note technique à destination des animateurs, ainsi qu'un « kit pédagogique » pour chaque enfant.

A titre d'information, le contenu pédagogique reprendra les éléments du programme

« Savoir Rouler à Vélo » - <http://sports.gouv.fr/savoir-rouler-a-velo> - à titre indicatif :

i. CP / CE1 / CE2 : formation au bloc 1 « Savoir pédaler »

ii. CM1 / CM2 : formation au bloc 2 « Savoir circuler »

Début 2024, Les Collectivités Hôtes informeront A.S.O. du nombre d'élèves qu'elles souhaitent sensibiliser afin qu'A.S.O. puisse leur faire parvenir le cas échéant pour chaque élève un « diplôme des initiations vélo du Tour de France » et/ou un « livret des initiations vélo du Tour de France ». Si cela devait correspondre à un besoin et que Les Collectivités Hôtes le souhaitent, A.S.O. pourra les mettre en relation avec des « formateurs de formateurs agréés SRAV » (issus, selon les territoires concernés, de la Fédération Française de Cyclisme ou de la Fédération des Usagers de la Bicyclette) pour former des animateurs scolaires et/ou membres de la Police municipale.

- « Dotations vélos dans les écoles maternelles »

Lors de l'année du passage du Tour de France, Les Collectivités Hôtes feront leurs meilleurs efforts pour doter (ou renforcer la dotation existante) les écoles maternelles en tricycles et/ou vélos, la quantité étant laissée à sa discrétion.

Les Collectivités Hôtes informeront A.S.O. du nombre de tricycles/vélos fournis aux écoles maternelles.

- « Dictée du Tour »

Afin de promouvoir le cyclisme et le journalisme sportif auprès du jeune public, Les Collectivités Hôtes s'engagent à tout mettre en œuvre pour organiser une dictée à destination des enfants de CM2 et/ou de 6e/5e, vendredi 22 mars 2024, date retenue pour l'ensemble des collectivités du Tour de France.

Les Collectivités Hôtes pourront, selon leur organisation, choisir le lieu et l'heure de la dictée. Les copies devront être corrigées par les enseignants participants qui enverront ensuite les résultats à A.S.O..

Huit gagnants pourront assister à l'arrivée de l'étape. Chaque gagnant devra être accompagné par un parent adulte.

Huit gagnants pourront assister au départ de l'étape. Chaque gagnant devra être accompagné par

un parent adulte.

A.S.O. se chargera de fournir le texte de la dictée et les copies et s'occupera de l'organisation de l'accueil des gagnants et des accompagnants sur le Tour de France.

3 - « **Un vélo pour tous** » : le Tour de France prolonge son engagement en faveur de la mobilité à vélo d'un volet solidaire, visant notamment à offrir chaque année 600 vélos pour donner du bonheur et changer concrètement le quotidien d'enfants défavorisés en France et à l'étranger.

Les Collectivités Hôtes pourront proposer de s'associer à ces initiatives.

Autres actions sur lesquelles Les Collectivités Hôtes, chacune pour ce qui la concerne, s'engagent à faire leurs meilleurs efforts pour :

- Habiller et décorer aux couleurs du Tour de France et de manière permanente un itinéraire et/ou une piste cyclable qui aura vocation à rester pérenne.
- Relayer les différentes campagnes de sensibilisation sécurité et RSE notamment, mises en place par A.S.O. (affichage, digital, etc.).
- Bénéficier du droit (sous réserve du respect de la charte) de produire, installer et entretenir, conjointement avec le Département, la signalétique des routes du Tour de France matérialisant notamment les sommets de cols.
- Mettre en place, à leurs frais, lors de l'étape, des parkings à vélos pour le public se rendant sur les différents sites de l'événement selon des modalités à évoquer ultérieurement et à en faire la promotion auprès du public.

Le Tour de France contribue à des programmes de séquestration carbone de ses émissions directes auprès du Centre national de la protection forestière depuis 2021. Les programmes label-bas carbone concernés sont labellisés par la ministère de la Transition écologique et consultable sur le site de l'institution.

L'ensemble de ces actions évolueront d'année en année dans un souci de réduction de l'empreinte carbone du Tour de France dont l'objectif principal est la réduction de 50 % de ses émissions de gaz à effet de serre à horizon 2030 (cf. accord de Paris). Cette réduction ne peut s'opérer qu'avec le concours de l'ensemble des parties prenantes du Tour de France dont les villes étapes.

ANNEXE 5
LES COLLECTIVITES HOTES CELEBRENT LE TOUR DE FRANCE

1. Diffusion du Tour de France sur écran géant

- A l'arrivée de l'étape, A.S.O. installe, seule ou avec le concours d'un tiers, un écran vidéo géant, visible depuis la ligne d'arrivée, qui permet au public de suivre la retransmission en direct de la course.
- Les Collectivités Hôtes bénéficieront du droit de mettre en place un ou plusieurs autres écrans géants sur le site arrivée (Le Lioran) et dans la ville départ (Aurillac) et du droit de diffuser le direct (images et son qui l'accompagnent) diffusé simultanément par France Télévisions, à l'exception de tout autre programme, aux conditions suivantes :
 - les emplacements de ces écrans géants doivent être choisis d'un commun accord entre les parties ;
 - aucune marque (autre que celles des Partenaires Officiels de l'épreuve) ne peut apparaître avec le nom, la marque et/ou le logo du Tour de France lors de la diffusion de ces images sur les écrans géants ;
 - la diffusion du direct doit se faire sans coupures publicitaires autre que celles prévues par France Télévisions ;
 - la diffusion peut avoir lieu pendant toute la durée du Tour de France 2024 ;
 - aucune exploitation commerciale de cette opération ne peut être effectuée ;
 - un accès gratuit aux images pour le public doit être garanti ;
 - Les Collectivités Hôtes devront s'acquitter des droits SACEM.

2. Autres Manifestations

- Les Collectivités Hôtes pourront illuminer en jaune Tour de France leur monument le plus iconique dès mercredi 20 mars 2024 à la tombée de la nuit pour qu'à 0 h 00 jeudi 21 mars 2024 le monument soit en jaune 100 jours avant le départ de l'épreuve.
- Dans le cadre de la promotion du Tour de France, Les Collectivités Hôtes s'engagent à tout mettre en œuvre pour organiser, samedi 25 et/ou dimanche 26 mai 2024, une randonnée populaire empruntant le parcours des étapes visées à l'Annexe 1, événement ouvert à tous et gratuit : La Fête du Tour.
- Les Collectivités Hôtes s'engagent à décorer, aux couleurs du Tour de France et/ou des maillots distinctifs, certains de leurs espaces et/ou lieux.
- Dans le cas où Les Collectivités Hôtes bénéficient d'espaces dans un réseau d'affichage au sein de leur territoire, ces dernières s'engagent à y faire figurer, en amont et jusqu'au passage du Tour de France, un plan de promotion dédié.

ANNEXE A

Modèle de lettre d'engagement à l'intention des fabricants d'articles promotionnels

(à faire compléter par les éventuels fournisseurs qui utiliseraient les noms et/ou logo composite du Tour de France pour la fabrication d'objets promotionnels destinés aux besoins d'une collectivité d'accueil du Tour de France 2024).

Merci de bien vouloir ensuite adresser cette lettre d'engagement à Nicolas DENOLF ndenolf@aso.fr
A.S.O. Département Produits Dérivés – Bâtiment Quai Ouest 40-42 quai du Point du Jour
CS 90302 92650 Boulogne-Billancourt cedex

Nous, soussignés, (nom du fournisseur), agissant en qualité de fournisseur de (nom de La Collectivité Hôte) déclarons avoir pris connaissance des obligations auxquelles est soumise La Collectivité Hôte et résultant du Contrat passé entre La Collectivité Hôte et A.S.O..

Afin de permettre à La Collectivité Hôte de respecter les charges et conditions dudit contrat, et pour permettre la sauvegarde des droits d'A.S.O., nous nous engageons formellement à ne pas vendre, à une quelconque entité autre que La Collectivité Hôte, ni exploiter directement ou indirectement les produits revêtus des marques d'A.S.O..

Nous nous interdisons également de réutiliser à quelque fin que ce soit les produits concernés et nous nous engageons, sous peine d'action d'A.S.O., à procéder à leur destruction immédiate s'il subsiste des produits en stock en fin de contrat.

En cas de création d'un droit quelconque de propriété littéraire ou artistique, nous nous engageons à céder gratuitement lesdits droits à A.S.O. de manière à ce que notre intervention en qualité de fournisseur de La Collectivité Hôte ne puisse jamais en aucune manière ouvrir à notre profit un quelconque droit en cette matière.

Nous vous autorisons bien entendu à fabriquer directement ou indirectement, pour votre propre compte ou pour le compte de tiers, tous produits pouvant se rapprocher directement ou indirectement des produits concernés par la présente.

Nous vous autorisons enfin à procéder à tout moment à tout contrôle comptable et financier en nos locaux, concernant les articles revêtus des marques visées au contrat nous liant avec La Collectivité Hôte pour vérifier la bonne exécution des conditions et charges existants entre vous-même et La Collectivité Hôte et vérifier aussi la bonne exécution de nos engagements par la présente.

Croyez, Messieurs, à l'expression de nos salutations distinguées.

Date
Signature
Nom - fonction du fournisseur signataire
Adresse

Tampon du Fournisseur ou papier à en-tête
P.J. : liste des objets fabriqués et quantités

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 AVRIL 2024

DELIBERATION N°24CP04-2

Contrat Sport Cantal : Soutien au Comité Départemental Olympique et Sportif pour le fonctionnement de la Maison des Sports

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six avril à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 12 avril 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Absent(s) : M. Vincent DESCOEUR, Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°22CD03-13 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 approuvant les orientations de la nouvelle politique sportive 2022-2028 intitulée "Contrat Sport Cantal" et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mettre en oeuvre ;

Vu la délibération n°23CD05-25 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur du sport pour 2024 dans le cadre du Contrat Sport Cantal et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits ;

Vu l'avis favorable de la Commission Sport du 26 mars 2024 ;

- **ATTRIBUE** au Comité Départemental Olympique et Sportif une subvention de 25 000 € pour le fonctionnement de la Maison des Sports à Aurillac au titre de l'année 2024.

La dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65 Nature 65748 fonction 325 du budget départemental.

Publication : 30-04-2024

Transmission Préfecture : 29-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 AVRIL 2024

DELIBERATION N°24CP04-3

Convention de partenariat relative à l'opération « Opéra d'été » 2024 dans le Cantal

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six avril à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 12 avril 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Absent(s) : M. Vincent DESCOEUR, Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°21CD06-31 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 approuvant le Schéma départemental d'action culturelle 2022-2027 et donnant délégation à la Commission Permanente pour déterminer chaque année les taux de subvention des actions qui relèvent d'un dispositif de subventionnement et examiner tout document contractuel nécessaire à la mise en œuvre et au financement des actions qui relèvent d'un dispositif de contractualisation et de cofinancement ;

Vu la délibération n°23CD05-26 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions en faveur de la Culture pour 2024 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits afférents ;

- **VALIDE** la convention de partenariat quadripartite entre le Département du Cantal, l'Opéra national de Paris, la Communauté de communes du Pays de Salers et le propriétaire du Château d'Anjony relative à la projection du ballet "Casse noisette" au Château d'Anjony le jeudi 8 août 2024 dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 011, nature 62878, fonction 311 du budget départemental.

Publication : 30-04-2024

Transmission Préfecture : 29-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIF À LA PROJECTION DU BALLET « CASSE-NOISETTE » DANS LE CANTAL

Entre les soussignés :

Le Département du Cantal, représenté par Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental, dûment habilité à cet effet par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 26 avril 2024, dont le siège est au 28 avenue Gambetta, 15000 Aurillac.

et

La Communauté de communes du Pays de Salers, représentée par Monsieur Pierre MENNESSON, Président de la Communauté de communes, dont le siège est Place du Château, 15140 Salers

d'une part,

L'OPÉRA NATIONAL DE PARIS

Établissement public industriel et commercial, dont le siège est à PARIS, 75012, 120, rue de Lyon, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le n° B 784 396 079, représenté par son Directeur général, Monsieur Alexander NEEF, domicilié audit siège, ayant tous pouvoirs aux fins des présentes,

d'autre part,

ci-après dénommés ensemble « les Parties » et individuellement « la Partie » ;

et en présence de

Monsieur le Marquis Robert de Léotoing, propriétaire du lieu d'accueil,

PREAMBULE

L'Opéra national de Paris a initié une opération intitulée « Opéra d'été » destinée à décentraliser et démocratiser l'accès à l'opéra sur des lieux de villégiature.

Dans le cadre de cette opération, l'Opéra national de Paris, le Département du Cantal, la communauté de communes du Pays de Salers et Monsieur Robert de Léotoing ont souhaité présenter au Château d'Anjony, le 8 août 2024, une projection gratuite du ballet « Casse-noisette » chorégraphie de Rudolph Noureev.

Dans ce cadre, Monsieur Robert de Léotoing accepte de mettre à la disposition de l'événement la cour du château d'Anjony à Tournemire. Il accepte également d'accueillir à titre gracieux dans sa propriété les techniciens, le public de la soirée et le matériel nécessaire (écran, matériel de projection et d'éclairage, table de mixage).

Dans ces conditions, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article I - Objet :

La présente convention a pour objet de définir les obligations de chacune des Parties dans le cadre de la projection au sein du Château d'Anjony de la captation du ballet « Casse-Noisette », ci-après désignée l'ŒUVRE AUDIOVISUELLE, dont les caractéristiques sont les suivantes :

ÉQUIPE ARTISTIQUE :

Chorégraphie Rudolf Noureev
 d'après Marius Petipa et Lev Ivanov

Musique Piotr Ilyitch Tchaïkovski
Livret E.T.A. Hoffmann

adapté par Alexandre Dumas

Décors et costumes Nicholas Georgiadis

DISTRIBUTION :

Clara Dorothee Gilbert, Danseuse Etoile
Drosselmeyer/Le Prince Guillaume Diop, Danseur Etoile

Les Premières Danseuses, les Premiers Danseurs et le Corps de Ballet de l'Opéra national de Paris
Avec la participation des élèves de l'École de Danse

Orchestre de l'Opéra national de Paris
Direction musicale Andrea Quinn
Maîtrise des Hauts-de-Seine / Chœur d'enfants de l'Opéra national de Paris

RÉALISATION :

Une coproduction Opéra national de Paris et François Roussillon et Associés, avec la participation de France Télévisions, le soutien du CNC et de la Fondation Orange, mécène des retransmissions audiovisuelles de l'Opéra national de Paris.

Réalisateur François Roussillon

Durée 1 heure 40 minutes

Dates de tournage Représentations des 16 et 19 décembre 2023

Lieu de tournage Opéra national de Paris / Opéra Bastille

La retransmission de « Casse-Noisette » le 08/08/24 commencera à 21h00, l'accueil du public se fera à partir de 20h30.

Article II – Obligations de l'Opéra national de Paris

1 – Cession des droits sur les projections

a) En sa qualité de producteur et distributeur de l'ŒUVRE AUDIOVISUELLE, l'Opéra national de Paris met à disposition à titre gratuit la vidéo **au format DCP**, et sur DVD Blu-Ray pour secours de diffusion le cas échéant, de la captation de l'ŒUVRE AUDIOVISUELLE. Il assume la responsabilité artistique de l'enregistrement, et autorise sa diffusion le 8 août 2024.

b) L'Opéra national de Paris garantit avoir obtenu toutes les autorisations nécessaires en terme de droits d'auteur, droits voisins et droits à l'image nécessaires à la projection gratuite dans le Château d'Anjony et garantit le Conseil départemental contre tout recours à cet égard.

2 – Apports techniques

a) L'Opéra national de Paris, à l'initiative du projet, mettra à disposition gratuitement l'ŒUVRE AUDIOVISUELLE, libre de droits au moins 10 jours avant la diffusion, **sous forme de DCP** pour la diffusion et DVD Blu-Ray en secours.

b) L'Opéra national de Paris fournira au Conseil départemental du Cantal tous les éléments de base nécessaires à la communication de l'événement à la charge du Conseil départemental du Cantal (photos, textes).

Article III – Obligations du Conseil départemental et de la Communauté de communes

1 – Soutien technique

Le Conseil départemental du Cantal prendra à sa charge l'ensemble de l'organisation de la soirée du 8 août 2024, et en particulier la mise en place de l'ensemble du matériel de projection et de diffusion dans le respect des dispositions du cahier des charges, ainsi que les coûts afférents (diffusion du son en 5.1 et de l'image en haute définition).

Le Conseil départemental du Cantal respectera le cahier des charges de la prestation technique préalablement établi par l'Opéra national de Paris annexé aux présentes (annexe 1).

L'Opéra national de Paris pourra vérifier la qualité acoustique et vidéo de la projection définie dans le cahier des charges et demander au Conseil départemental du Cantal, le cas échéant, de s'y conformer.

La Communauté de communes du Pays de Salers assumera l'accueil et la sécurité du public, en mettant à disposition le personnel nécessaire.

La Communauté de communes du Pays de Salers organise et finance le repas du soir des techniciens chargées de la projection soit 4 repas à prévoir.

Pendant l'occupation du lieu, la Communauté de communes du Pays de Salers s'engage à maintenir la propreté du site et à se soumettre à toutes les consignes en matière de sécurité que lui communique la direction du lieu choisi.

Il est entendu entre les Parties qu'au regard des règles liées aux établissements recevant du public, les lieux peuvent accueillir jusqu'à 250 personnes assises. Ce nombre de personnes constitue la jauge maximale que Le Conseil départemental du Cantal et la communauté de communes du Pays de Salers s'engagent à faire respecter.

Le Conseil départemental du Cantal s'engage à restituer à l'Opéra national de Paris l'ensemble du matériel audiovisuel dans un délai de 30 jours après la projection et s'engage à ne faire aucune copie des éléments audiovisuels qui lui ont été confiés et ne procéder à aucune autre exploitation que celle objet des présentes.

2 – Apports en communication

Le Conseil départemental du Cantal contribue à la promotion de la retransmission de l'ŒUVRE AUDIOVISUELLE par ses supports habituels de communication (site internet, magazine, panneaux lumineux, newsletter, programmes...) mais également par une campagne d'affichage et de flyers promotionnels largement diffusés sur les lieux d'accueil du public et de vacanciers.

Le Conseil départemental du Cantal s'engage à faire apparaître sur tous ses supports de communication distribués et affichés en amont et le jour de la manifestation, le logo de l'Opéra national de Paris et de l'opération Opéra d'été ainsi que ceux des mécènes et partenaires listés par l'Opéra.

Le Conseil départemental du Cantal fournira à la communauté de communes du Pays de Salers, les supports de communication pour une distribution locale. L'ensemble de ces supports devra être envoyé à l'Opéra national de Paris pour validation préalable. Les partenaires médias choisis par l'organisateur pour la manifestation devront faire l'objet d'un accord de l'Opéra national de Paris, qui sera partie prenante dans le contrat passé entre l'organisateur et chaque média.

3 – Billetterie

La retransmission de l'ŒUVRE AUDIOVISUELLE est accessible et gratuite pour tous.
Un système de billetterie sera néanmoins mis en place par la Communauté de Communes du Pays de Salers afin de pouvoir contrôler le nombre d'entrées non numérotées.

Article IV – Responsabilité et assurances

Les Parties sont tenues d'assurer, contre tous les risques, tous les objets leur appartenant et certifient avoir souscrit une police d'assurance couvrant leur responsabilité civile et celle de leur personnel contre tous les dommages qu'elles sont susceptibles de causer à tout tiers et notamment aux spectateurs pour ce qui relève de leurs obligations.

Article V – Annulation

La présente convention se trouve suspendue ou annulée de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte dans tous les cas reconnus de force majeure par la loi et la jurisprudence.

Le défaut ou le retrait des droits de propriété intellectuelle à la date d'exécution de la présente convention entraîne sa résiliation de plein droit.

Toute annulation du fait de l'une des Parties entraîne pour la Partie défaillante l'obligation de verser aux autres une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par ces dernières, sur présentation des justificatifs correspondants, sans que celles-ci puissent prétendre à un quelconque dédommagement complémentaire.

Article VI – Attribution de compétence

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les Parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux compétents de Paris.

Fait à Aurillac, en trois exemplaires originaux, le

Pour le Département du Cantal
Le Président,

Pour la communauté de
Communes du Pays de
Salers
Le Président

Pour l'Opéra national de Paris
Le Directeur général

Bruno FAURE

Pierre MENNESSON

Alexander NEEF

En présence du
Propriétaire du lieu
d'accueil

Robert de Léotoing

ANNEXE I

Projet de diffusions sur grand écran, hors cinéma, d'Opéras et de Ballets de l'Opéra national de Paris

CAHIER DES CHARGES

Les lieux de diffusion devront avoir fait l'objet d'un accord préalable de l'Opéra national de Paris. L'organisateur de la manifestation prendra à sa charge l'ensemble de l'organisation, en ce y compris les installations requises pour accueillir du public, les équipements nécessaires à la diffusion du son et de l'image en HD et 5.1, le gardiennage, la fourniture d'énergie, ainsi que le coût et le transport de la bande vidéo fournie par l'Opéra de Paris. La manifestation devra être en accès gratuit pour le public.

Une convention entre l'organisateur de la manifestation et l'Opéra national de Paris devra être signée entre les parties.

I) SON

Étant donné la qualité acoustique des programmes, il est nécessaire d'effectuer la diffusion du son en **5.1** et non pas en 3.1. Cette diffusion **5.1** devra donc être suffisamment dimensionnée en fonction de la jauge et du lieu et de l'environnement sonore.

Il faudra également prévoir un micro HF (type SHURE SM58) permettant de sonoriser un éventuel orateur. Un ordinateur portable pourra si besoin être la source de diffusion d'éventuels messages audio.

II) IMAGE

Diffusion en Haute Définition. La taille de l'écran devra être adaptée en fonction de la jauge (minimum 100 personnes) et du lieu de la manifestation.

Matériel nécessaire :

- Soit un écran gonflable extérieur pour une projection HD 16/9^{ème}
- Soit un écran bâche classique pour diffusion HD 16/9^{ème}
- Soit un écran LED HD (si diffusion de jour) de base suffisante : écran sur camion ou à monter, avec respect des distances en fonction du nombre de leds et de la taille de l'écran ...
- Ordinateur portable
- Lecteur numérique 2K / 4K + lecteur secours Blu-Ray

III) PROMOTION/PUBLICITÉ/PARTENARIATS

Présence des mécènes de l'Opéra national de Paris sur tous les supports de communication distribués et affichés en amont et le jour de la manifestation.

L'ensemble de ces supports devra être envoyé à l'Opéra de Paris pour validation préalable.

Les partenaires médias choisis par l'organisateur pour la manifestation, quel que soit le support de diffusion linéaire ou non linéaire, devront faire l'objet d'un accord de l'Opéra de Paris, qui sera partie prenante dans le contrat passé entre l'organisateur et chaque média.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 AVRIL 2024

DELIBERATION N°24CP04-4

Convention de mise à disposition d'un stand par l'Université Clermont Auvergne pour la Journée Universitaire de Médecine Générale d'Auvergne

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six avril à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 12 avril 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Absent(s) : M. Vincent DESCOEUR, Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°23CD05-01 du Conseil départemental des 18 et 19 décembre 2023 validant le programme d'actions visant à structurer une politique d'attractivité à l'échelle du département et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits afférents ;

Considérant le travail partenarial avec le Conseil de l'Ordre des Médecins du Cantal, l'Agence Régionale de Santé, les Contrats Locaux de Santé du département, l'Association des Médecins du Bassin d'Aurillac et du Cantal, la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Cantal, le Centre Hospitalier d'Aurillac, le Centre Médico-Chirurgical de Tronquières et les représentants des internes concernant la stratégie d'accueil des internes en médecine libéraux et hospitaliers ;

Considérant l'intérêt de la présence du Département du Cantal à la Journée Universitaire de Médecine Générale d'Auvergne organisée par l'Université Clermont Auvergne le samedi 25 mai 2024 à Clermont-Ferrand ;

- APPROUVE la convention de mise à disposition par l'Université Clermont Auvergne d'un stand, dont le projet est joint en annexe de la présente délibération, pour la Journée Universitaire de Médecine Générale d'Auvergne le samedi 25 mai 2024 à Clermont-Ferrand, pour un montant de 1 100 € TTC.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention et à engager les crédits correspondants.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 011, fonction 501 du budget du Département.

Publication : 30-04-2024

Transmission Préfecture : 29-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

MISE À DISPOSITION TEMPORAIRE DE LOCAUX DU DOMAINE PUBLIC

MADL_MEDECINE_2024-009

Entre les soussignés,

L'UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE,

Etablissement Public Expérimental (EPE), inscrit sous le numéro Siret 130 028 061 00013, code APE 8542Z, N° de TVA intracommunautaire de l'UCA : FR 53130028061, dont le siège est situé 49 boulevard François Mitterrand – CS 60032 - 63 001 CLERMONT-FERRAND Cedex 1, représentée par son Président, Monsieur Mathias BERNARD ;

Agissant pour le compte de UFR Médecine et des Professions Paramédicales, représenté par Monsieur le Professeur Pierre CLAVELOU - Doyen Directeur ; ayant ses locaux 28 place Henri Dunant – 63001 CLERMONT-FERRAND ;

Ci-après dénommée l'UCA et/ou UFR Médecine et des Professions Paramédicales
D'une part ;

ET

Le CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL

Inscrit sous le numéro Siret 221 50001000014, code APE 8411 NZ, dont le siège est situé 28 avenue Gambetta 15015 AURILLAC CEDEX, représenté(e) par Monsieur Bruno FAURE, de Président du Conseil Départemental ;

Ci-après désigné(e) « l'occupant »
D'autre part ;

Ci-après désignées collectivement « les parties » ;

Préambule :

Considérant que l'occupant sollicite l'UCA, en vue d'utiliser les locaux de cette dernière dans le cadre de :

- la mise à disposition d'un stand lors de la journée Universitaire de Médecine Générale Auvergne 2024

Que l'UCA consent à la mise à disposition de locaux sollicitée par l'occupant, selon les modalités et conditions définies ci-après.

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles l'occupant est autorisé, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à occuper à titre temporaire et révocable les locaux définis à l'article 2 de la présente convention afin de lui permettre de les utiliser dans le cadre du projet décrit au sein du préambule.

Aucune des dispositions de la présente convention ne saurait s'interpréter comme impliquant des droits et obligations en dehors de ceux expressément exposés. En particulier, l'occupant ne saurait se prévaloir de la qualité de preneur au sens des articles L145-1 et suivants du code de commerce.

La présente convention est conclue en considération de la qualité du projet porté par l'occupant. Elle a donc un caractère rigoureusement personnel et ne pourra être ni cédée, ni transmise sous aucune forme.

Article 2 : Désignation des locaux mis à disposition

Par la présente convention, l'UCA met à disposition de l'occupant les locaux suivants dans le cadre du projet décrit au sein du préambule :

- **Lieux, dates et capacités d'accueil**

- La mise à disposition concerne les locaux suivants :

Stand dans le hall des UFR de Médecine et des Professions Paramédicales et de Pharmacie ;

- Pour la période suivante :

le samedi 25 mai 2024 de 8 h à 16 h. ;

- Pour l'accueil de 499 personnes maximum.

Pour les lieux de passage (hall, couloirs), la mise à disposition n'est pas exclusive et sera organisée de manière à ce que l'UCA puisse assurer ses missions de service public dans des conditions normales de sécurité.

- **Matériel / éléments d'équipement**

La mise à disposition concerne le matériel / les équipements suivants :

- 1 table et 2 chaises

Article 3 : Etat des lieux

L'occupant déclare accepter les locaux en l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance.

L'occupant devra laisser le lieu en bon état de conservation et de propreté.

L'occupant devra laisser les éléments d'équipement du lieu en bon état de fonctionnement.

En cas de dégradation commise dans les locaux ou de dégradations des éléments d'équipement, le coût de remise en état sera facturé à l'occupant.

Article 4 : Sécurité – Incendie – Règlement intérieur

L'occupant sera tenu de respecter les consignes de sécurité-incendie. L'occupant sera, par ailleurs, tenu de respecter et de faire respecter à ses usagers, les règles de sécurité de l'UCA (consignes affichées sur la porte).

Préalablement à l'utilisation des locaux, l'occupant reconnaît :

- avoir pris connaissance des consignes générales et particulières de sécurité et s'engager à les appliquer ;
- avoir procédé à une visite des locaux et voies d'accès ;
- avoir constaté l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction et avoir pris connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours ;
- avoir pris connaissance des capacités d'accueil mentionnées au sein de l'article 2 et s'engager à les respecter.

Dans le cas où le contexte sanitaire l'exige, le port du masque est obligatoire au sein des locaux mis à disposition et UCA s'engage à mettre à disposition du gel hydroalcoolique.

Article 5 : Responsabilité – Assurance

L'occupant devra fournir avant la date de mise à disposition une attestation d'assurance couvrant sa propre responsabilité civile lors de ses activités. L'occupant sera responsable civilement ou pénalement pour tout préjudice qui résulterait de son fait ou des personnes agissant pour son compte, sur son personnel, ses fournisseurs, ses prestations et à tout tiers pouvant se trouver dans les lieux objet des présentes, ainsi qu'à leurs biens, durant les créneaux d'utilisation par l'occupant. Toute détérioration des locaux ou de l'équipement mis à disposition de l'occupant par l'UCA, toute disparition de matériel appartenant aux organisateurs ou aux participants devront être pris en charge par l'occupant.

A cet effet, l'occupant déclare avoir souscrit, une police d'assurance couvrant l'intégralité des risques sus-désignés. Une copie de l'attestation d'assurance est jointe en annexe.

- Assurance : SMACL
- N° de contrat : 058309/E

L'occupant demeurera par ailleurs gardien du matériel qu'il serait amené à entreposer dans les lieux mis à disposition.

Article 6 : Clauses financières

L'UCA met à la disposition de l'occupant les locaux désignés au sein de l'article 2 de la présente convention du 25/05/2024 au 25/05/2024.

L'occupant s'engage à payer une redevance d'occupation des locaux et/ou de location de matériel.

La redevance est fixée à 916.67 € HT en sus TVA à 20% soit 1100 € TTC.

L'UCA émettra une facture avant le 30/11/2024 et **devra comporter le ou les numéro-s de bon de commande émis par l'occupant.**

Dans le cas d'un dépôt de la facture sur le portail Chorus Pro, le code service à utiliser sera le :

L'UCA sera susceptible d'envoyer une facture par mail à l'adresse mail suivante :

Cette somme sera versée sur le compte de l'UCA, ci-dessous, au nom de Madame l'Agent Comptable, dans un délai de 30 jours suivant la réception de la facture par l'occupant.

TRESOR PUBLIC		RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE	
		PARTIE RÉSERVÉE AU DESTINATAIRE DU RELEVÉ	
Le relevé ci-contre est destiné à être remis à vos créanciers ou débiteurs, français ou étrangers, appelés à faire inscrire des opérations à votre compte (virements, paiement des quittances etc...)			
Identifiant national de compte bancaire - RIB			
Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB
10071	63000	00001005238	48
Domiciliation			
TPCLERMONT F			
Identifiant international de compte bancaire - IBAN			
IBAN (International Bank Account Number)			
BIC (Bank Identifier Code)			
FR76	1007	1630	0000 0010 0523 848
TRPUFRP1			
TITULAIRE DU COMPTE :			
UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE UCAAGENCE COMPTABLE			

Article 7 : Modification – Résiliation

Article 7.1 Modification

Toute modification interviendra par voie d'avenant sur demande expresse de l'une ou l'autre des parties.

Article 7.2 Résiliation

- Résiliation par l'UCA pour raisons inhérentes à ses missions de service public

Dans l'hypothèse où l'UCA aurait à recouvrer en totalité la partie de son domaine public, faisant l'objet de la présente convention, pour des raisons inhérentes aux missions de service public que lui assignent les lois et règlements, l'UCA pourra résilier la convention sous réserve de respecter un préavis de 7 jours notifié à l'occupant par lettre recommandée avec accusé de réception.

- Résiliation pour inexécution des obligations contractuelles

En cas du non-respect de ses engagements par une Partie, l'autre Partie pourra mettre fin à la présente convention, 7 jours après une mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception restée sans effet.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la Partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et ce, sous réserve des dommages éventuellement subis par la Partie plaignante du fait de la résiliation anticipée de la convention.

- Résiliation anticipée

Cette convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, sous réserve d'un préavis de 7 jours.

Article 8 : Date d'effet – Durée

La présente convention entrera en vigueur à compter du 25/05/2024 et prendra fin le 25/05/2024. Elle pourra être prolongée par voie d'avenant.

Article 9 : Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent, dans le cadre des présentes, à respecter leurs obligations en matière de protection des données à caractère personnel conformément aux dispositions du Règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD), et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés dite loi « Informatique et Libertés ».

Les informations collectées dans le cadre du présent contrat (données d'identification) font l'objet d'un traitement pour la gestion du présent contrat par les parties sur le fondement de l'article 6-1. b) du RGPD.

Le présent traitement de données personnelles ne prévoit pas de prise de décision automatisée telle que définie à l'article 22 du RGPD.

Les agents des parties en charge de la gestion administrative et de l'exécution des présentes sont destinataires des données personnelles collectées dans le cadre du présent contrat.

Aucun transfert de données hors de l'Union Européenne n'est réalisé.

Les données personnelles sont conservées pour toute la durée du contrat mentionnée ci-dessus.

Concernant l'UCA, les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à sa politique de sécurité des systèmes d'information (PSSI), issue de la PSSI de l'Etat.

Les agents de l'UCA en charge de la gestion administrative et de l'exécution des présentes s'engagent à utiliser des outils garantissant la sécurité des données personnelles traitées.

Concernant Le CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL , Aucune mesure de sécurité spécifique n'est mise en oeuvre.

Conformément à la réglementation en matière de protection des données, les personnes concernées disposent des droits suivants sur leurs données : droit d'accès, droit de rectification, droit à l'effacement (droit à l'oubli), droit d'opposition, droit à la limitation du traitement.

Pour comprendre leurs droits, se référer à : <https://www.cnil.fr/fr/les-droits-pour-maitriser-vos-donnees-personnelles>

Pour exercer leurs droits, ils doivent s'adresser :

Soit au DPO de l'UCA :

- par voie électronique : dpo@uca.fr
- Par voie postale :

Direction des Affaires Juridiques et Institutionnelles
À l'attention du Délégué à la protection des données
Université Clermont Auvergne
49, boulevard François Mitterrand – CS 60032
63001 Clermont-Ferrand Cedex 1

Soit au DPO de Le CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL : NEANT

Sous réserve d'un manquement aux dispositions ci-dessus, le co-contractant a le droit d'introduire une réclamation auprès de la CNIL via www.cnil.fr

Article 10 : Règlement des litiges

La présente convention est soumise à la législation française.

Pour tout différend susceptible de survenir entre les Parties, relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention, les Parties s'efforceront, préalablement à toute action contentieuse, de rechercher une solution amiable.

À défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

Fait à Clermont-Ferrand, en 2 exemplaires originaux

Pour Le CONSEIL DEPARTEMENTAL DU
CANTAL
Monsieur Bruno FAURE

Pour l'Université Clermont Auvergne
Par délégation, Monsieur le Professeur
Pierre CLAVELOU - Doyen Directeur

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 AVRIL 2024

DELIBERATION N°24CP04-5

Conventions avec l'Association Stade Aurillacois Cantal Auvergne et la SASP Stade Aurillacois Cantal Auvergne pour la saison 2023-2024

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six avril à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 12 avril 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Absent(s) : M. Vincent DESCOEUR, Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code du sport et notamment les articles L.113-2, R.113-1 et suivants ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leur relation avec les administrations ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération n°23CD05-25 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 attribuant une subvention de 187 000 € au Stade Aurillacois Cantal Auvergne pour la mise en oeuvre de missions d'intérêt général et donnant délégation à la Commission Permanente pour l'examen des conventions afférentes ;

Vu l'avis favorable de la Commission Sport du 26 mars 2024 ;

- **ADOpte** les conventions de partenariat établies au titre de la saison 2023-2024 entre le Conseil départemental et :

- le Stade Aurillacois Cantal Auvergne,
- la Société Anonyme Sportive Professionnelle (SASP) Stade Aurillacois Cantal Auvergne, dont les projets sont joints en annexe de la présente délibération.

- **ATTRIBUE** les subventions correspondantes à savoir :

- 42 000 € à l'Association Stade Aurillacois Cantal Auvergne,
- 145 000 € à la SASP Stade Aurillacois Cantal Auvergne.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer les dites conventions.

La dépense d'un montant global de 187 000 € sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 65748, fonction 325 du Budget départemental.

Publication : 30-04-2024

Transmission Préfecture : 29-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LE DEPARTEMENT DU CANTAL ET L'ASSOCIATION STADE AURILLACOIS CANTAL AUVERGNE
SAISON SPORTIVE 2023/2024**

VU la loi 2000-321, du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leur relation avec les administrations,

VU l'article R 113-2 du code du sport relatif à la définition des types d'actions retenues comme étant d'intérêt général,

VU le décret 2001-495, du 06 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

VU le Règlement financier et comptable des aides du Département,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 26 Avril 2024 concernant l'octroi du présent financement,

ENTRE:

Le Conseil départemental du CANTAL, ayant son siège 15015 AURILLAC Cedex, représenté par son Président, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal du 26 Avril 2024.

Ci-après dénommé : **«Le Département»**

D'une part,

L'association **«Stade Aurillacois Cantal Auvergne»**, dont le siège est 64 boulevard Louis Dauzier 15000 AURILLAC, représentée par son Président,

ci-après désignée par les termes **"le bénéficiaire"**

D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT:

Article 1 – Objet de la convention :

La présente convention a pour objet de définir le cadre des modalités d'attribution d'une aide départementale à l'association Stade Aurillacois Cantal Auvergne pour la réalisation d'une mission d'intérêt général.

Article 2 – Engagements du Conseil départemental :

Conformément à la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 26 Avril 2024, le Département s'engage à verser une aide financière d'un montant de **42 000 €**.

Le montant de la subvention est définitif sous réserve des dispositions de l'article 3.

Article 3 – Engagements du bénéficiaire :

Le bénéficiaire s'engage à réaliser des missions d'intérêt général, telles que décrites à l'article R 113-2 du Code du sport :

- Promotion et développement de la discipline : le bénéficiaire s'engage à mettre en place des actions de promotion et de développement de sa discipline à destination des jeunes, en partenariat notamment, avec le comité départemental de Rugby.

- Adhésion au dispositif départemental permettant aux jeunes sportifs âgés de 3 à 17 ans d'obtenir des réductions pour les licences et les manifestations sportives : le chéquier Activités PASS CANTAL en signant la convention de partenariat ad hoc.

- Participation aux étapes du Cantal Tour Sport.

Article 4 – Modalités de versement :

La subvention est versée exclusivement au bénéficiaire.

La présente subvention est incessible. A ce titre, le bénéficiaire ne peut, pour quelque raison que ce soit, reverser tout ou partie de la présente subvention à un tiers.

La subvention départementale sera versée en Mai 2024 sur production d'un programme prévisionnel de missions d'intérêt général défini en conformité avec les termes de l'article 3 de la présente convention et sur présentation d'un budget prévisionnel par action menée.

Article 5 – Obligations du bénéficiaire :

Le bénéficiaire s'engage à utiliser la présente subvention conformément à l'objet pour lequel elle a été attribuée.

Le bénéficiaire accepte tout contrôle sur l'utilisation de la subvention.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention.

Article 6 – Moyens de contrôle :

A l'issue de la saison sportive, le Conseil départemental du Cantal et le bénéficiaire s'engagent à dresser un bilan de leur partenariat.

A l'issue de chaque Assemblée Générale et en fonction de l'ordre du jour, le bénéficiaire s'engage à fournir les documents suivants :

- § Le procès verbal de la dernière Assemblée Générale de l'association
- § Les comptes certifiés conformes de la saison écoulée
- § Le budget prévisionnel de la saison à venir
- § L'état des aides apportées au club par l'ensemble des collectivités publiques,
- § Le budget analytique par action réalisée composant la mission d'intérêt général.

Le Département se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative.

Article 7 – Durée :

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature jusqu'au 30 juin 2024.

Article 8 – Reversement :

Au terme des opérations de contrôle, le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la somme allouée s'il apparaît :

- que celle-ci n'a pas été utilisée conformément à l'objet des présentes
- que les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles le bénéficiaire doit s'astreindre n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette, dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement, une lettre de notification est adressée au bénéficiaire en mentionnant les conclusions du contrôle qui justifient le reversement, cette lettre précise le délai dont dispose le bénéficiaire pour produire tout justificatif écrit complémentaire, permettant le maintien de la somme allouée.

Le délai ne peut être inférieur à 15 jours. Au-delà, si les éléments produits ne sont pas de nature à maintenir la somme, la décision de reversement est prise par le Président du Conseil départemental.

Article 9 – Résiliation :

En cas d'inexécution de ses obligations contractuelles par l'une des parties, l'autre partie peut résilier de plein droit la présente convention après un délai de 15 jours suivant mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet.

La résiliation sera effective à l'issue du délai de préavis de 15 jours à compter de la notification de la mise en demeure, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- l'inexécution des obligations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Le Département se réserve le droit de mettre fin, unilatéralement et à tout moment, à la présente convention, sans préavis, en cas de faute lourde du bénéficiaire.
La résiliation ne donne lieu à aucune indemnité pour le bénéficiaire.

Article 10- Élection de domicile :

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur siège respectif.

Fait à Aurillac, le
En deux exemplaires originaux

Le Président du Conseil départemental
du Cantal

Le Président de l'association
Stade Aurillacois Cantal Auvergne

Bruno FAURE

Jean BESSIERE

**CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LE DEPARTEMENT DU CANTAL ET LA SASP STADE AURILLACOIS
CANTAL AUVERGNE
SAISON SPORTIVE 2023/2024**

VU les articles L 113-2, R 113-1 et suivants du Code du sport relatifs à l'attribution de subventions publiques pour des missions d'intérêt général,

VU le Règlement financier et comptable des aides du Département,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 26 Avril 2024 concernant l'octroi du présent financement,

ENTRE:

Le Conseil départemental du CANTAL, ayant son siège 15015 AURILLAC Cedex, représenté par son Président, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal 26 Avril 2024,

Ci-après dénommé : « **Le Département** »

D'une part,

La Société Anonyme Sportive Professionnelle «**Stade Aurillacois Cantal Auvergne**», sise 64 boulevard Louis Dautzier 15000 AURILLAC, représentée par son Président,

ci-après désignée par les termes "**le bénéficiaire**"

D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT:

Article 1 – Objet de la convention :

La présente convention a pour objet de définir le cadre des modalités d'attribution d'une aide départementale à la SASP Stade Aurillacois Cantal Auvergne pour la réalisation d'une mission d'intérêt général.

Article 2 – Engagements du Conseil départemental :

Conformément à la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 26 Avril 2024, le Département s'engage à verser une aide financière **d'un montant de 145 000 €**.

Le montant de la subvention est définitif sous réserve des dispositions de l'article 3.

Article 3 – Engagements du bénéficiaire :

Le bénéficiaire s'engage à réaliser des missions d'intérêt général, telles que décrites à l'article R 113-2 du Code du sport :

- la formation, le perfectionnement et l'insertion scolaire ou professionnelle des jeunes sportifs accueillis dans le centre de formation agréé ;

- la participation de la SASP à des actions d'éducation, d'intégration ou de cohésion sociale. Les populations visées sont : des jeunes garçons et filles issus de quartiers défavorisés et de jeunes sportifs: clubs de rugby, comités départementaux, clubs sportifs, écoles, collèges, maisons de jeunes, maisons de quartiers. Par ailleurs, et dans le but de suppléer l'association Stade Aurillacois Cantal Auvergne dans sa mission de développement de la pratique du rugby, le bénéficiaire fournira vingt invitations aux écoles de rugby du département pour assister aux rencontres à domicile.

- la mise en oeuvre d'actions visant à l'amélioration de la sécurité du public et à la prévention de la violence dans les enceintes sportives.

- la conception d'un plan événementiel annuel autour des rencontres phares qui permettrait d'intégrer à ce sport les enjeux du développement durable (environnement, cohésion sociale et solidarité entre territoires et entre générations, épanouissement de tous les êtres humains...).

- Adhésion au PASSCANTAL, dispositif départemental permet aux jeunes sportifs âgés de 3 à 17 ans de bénéficier d'une réduction pour les licences et les manifestations sportives en utilisant le chéquier Activités PASS CANTAL en signant la convention de partenariat ad hoc.

- Participation aux étapes du Cantal Tour Sport.

Article 4 – Modalités de versement:

La subvention est versée exclusivement au bénéficiaire.

La présente subvention est incessible. A ce titre, le bénéficiaire ne peut, pour quelque raison que ce soit, reverser tout ou partie de la présente subvention à un tiers.

La subvention départementale sera versée en Mai 2024 sur production d'un programme prévisionnel de missions d'intérêt général défini en conformité avec les termes de l'article 3 de la présente convention et sur présentation d'un budget prévisionnel par action menée.

Article 5 – Obligations du bénéficiaire :

Le bénéficiaire s'engage à utiliser la présente subvention conformément à l'objet pour lequel elle a été attribuée.

Le bénéficiaire accepte tout contrôle sur l'utilisation de la subvention.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention.

Article 6 – Moyens de contrôle :

A l'issue de la saison sportive, le Conseil départemental du Cantal et le bénéficiaire s'engagent à dresser un bilan de leur partenariat.

A l'issue de chaque Assemblée Générale et en fonction de l'ordre du jour, le bénéficiaire s'engage à fournir les documents suivants :

- § Le procès verbal de la dernière Assemblée Générale de la SASP
- § Les comptes certifiés conformes de la saison écoulée
- § Le budget prévisionnel de la saison à venir
- § L'état des aides apportées au club par l'ensemble des collectivités publiques,
- § Le budget analytique du centre de formation
- § Le budget analytique par action réalisée composant la mission d'intérêt général.

Le Département se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative.

Article 7 – Durée :

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature jusqu'au 30 juin 2024.

Article 8 – Reversement :

Au terme des opérations de contrôle, le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la somme allouée s'il apparaît :

- que celle-ci n'a pas été utilisée conformément à l'objet des présentes
- que les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles le bénéficiaire doit s'astreindre n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette, dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement, une lettre de notification est adressée au bénéficiaire en mentionnant les conclusions du contrôle qui justifient le reversement, cette lettre précise le délai dont dispose le bénéficiaire pour produire tout justificatif écrit complémentaire, permettant le maintien de la somme allouée.

Le délai ne peut être inférieur à 15 jours. Au-delà, si les éléments produits ne sont pas de nature à maintenir la somme, la décision de reversement est prise par le Président du Conseil départemental.

Article 9– Résiliation :

En cas d'inexécution de ses obligations contractuelles par l'une des parties, l'autre partie peut résilier de plein droit la présente convention après un délai de 15 jours suivant mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet.

La résiliation sera effective à l'issue du délai de préavis de 15 jours à compter de la notification de la mise en demeure, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- l'inexécution des obligations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Le Département se réserve le droit de mettre fin, unilatéralement et à tout moment, à la présente convention, sans préavis, en cas de faute lourde du bénéficiaire.

La résiliation ne donne lieu à aucune indemnité pour le bénéficiaire.

Article 10– Élection de domicile :

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur siège respectif.

Fait à Aurillac, le
En deux exemplaires originaux

Le Président du Conseil départemental
du Cantal

Le Président de la SASP
Stade Aurillacois Cantal Auvergne

Bruno FAURE

Christian MILLETTE

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 AVRIL 2024

DELIBERATION N°24CP04-6

Appel à projets dans le cadre de l'ouverture internationale des collèges publics : attribution de subventions

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six avril à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 12 avril 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Absent(s) : M. Vincent DESCOEUR, Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°23CP04-2 de la Commission Permanente du Conseil départemental du 28 avril 2023 validant pour l'année scolaire 2023-2024 l'appel à projets dans le cadre de l'ouverture internationale dans les collèges publics et le soutien aux projets des établissements favorisant la construction de la citoyenneté ;

Vu la délibération n°23CP08-4 de la Commission Permanente du Conseil départemental du 27 octobre 2023 attribuant une subvention de 2 000 € au collège Georges Pompidou de Murat pour un échange franco-allemand sur la base de l'histoire commune et de la mémoire ;

- **ATTRIBUE** dans le cadre de l'appel à projets pour l'ouverture internationale des collèges publics les subventions suivantes :

ETABLISSEMENT	TITRE DU PROJET COMMUN, THEME RETENU ET DESTINATION	MONTANT TOTAL	SUBVENTION
Collège Jeanne de la Treilhé Aurillac	"400 millions d'Européens, et moi, et moi, et moi !" Citoyenneté européenne, vivre l'Europe en découvrant le Parlement européen de Strasbourg et la région frontalière entre l'Alsace et la Forêt Noire, Rencontres franco-allemandes en tiers lieu à Fribourg (Allemagne) et Mollkirch (France).	13 637 €	2 000 €
Collège Jules Ferry Aurillac	"Rencontre franco-allemande sous le signe de l'environnement". Découverte d'une ville modèle pour son engagement environnemental, de son éco quartier Vauban, avec une école partenaire bénéficiant des labels Ecole pour l'environnement et Ecole pour l'Europe, Rencontre en tiers lieu à Fribourg (Allemagne).	13 057 €	1 000 €
Collège Jules Ferry Aurillac	"A la découverte des spécificités économiques du partenaire". Découverte de divers milieux professionnels (visite d'une mine de sel, découverte d'avancées scientifiques au musée BMW), Munich (Allemagne).	9 733 €	800 €
Collège Jules Ferry Aurillac	"Accréditation Erasmus +". Travaux sur les thèmes de l'alimentation (Norvège), l'activité physique et l'environnement (Italie), l'épanouissement dans un contexte nouveau (Espagne), mobilités sortantes et entrantes avec Molde (Norvège), Benidorm (Espagne) et Vimercate (Italie).	20 000 €	1 200 €
Collège Georges Pompidou Condat	"London in photos, save the day !" Projet linguistique et photographique et environnemental en partenariat avec l'Ecole Supérieure des Arts de l'Image de Bruxelles et la fondation Varenne. E-twinning avec des écoles de Grèce, Turquie, Italie, Pologne, Espagne, Projet photographique réalisé à Londres (Royaume-Uni)	21 500 €	2 000 €
Collège Georges Pompidou Murat	"Echange Murat Brême sur la base de l'histoire commune et de la mémoire". Echange entre les collégiens des deux villes sur la base de la mémoire (événements des 12 et 14 juin 1944).	15 348 €	2 000 €

Collège Blaise Pascal Saint-Flour	"Echange franco allemand en tiers lieu". Découverte partagée et interculturelle du littoral breton : animations linguistiques, ateliers artistiques, activités nautiques et sportives, création d'un journal Rencontre en tiers lieu à Camaret sur Mer (Bretagne).	9 237 €	2 000 €
Collège La Vigière Saint-Flour	"Echange franco allemand en tiers lieu". Découverte partagée et interculturelle du littoral breton : animations linguistiques, ateliers artistiques, activités nautiques et sportives, création d'un journal Rencontre en tiers lieu à Camaret sur Mer (Bretagne).	9 237 €	2 310 €
Collège Jean Dauzié Saint-Mamet	"En route vers Paris 2024". Les Jeux Olympiques et les valeurs de l'olympisme et du sport, Rencontre avec des adhérents d'un club d'athlétisme romain, partage d'un entraînement et participation à la course "Loisirs" du marathon de Rome (Italie).	38 900 €	2 000 €
Collège Georges Brassens Ydes	"Jeunes extraordinaires". Découverte d'une ville et du modernisme catalan par le prisme du parcours de vie de figures représentatives du monde de l'art et du sport pour une réflexion sur les notions du dépassement de soi et de la créativité. Concours photo en collaboration avec un établissement scolaire de Barcelone (Espagne).	21 168 €	3 000 €
TOTAL			18 310 €

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 65 nature 657381 fonction 221 du budget départemental.

Publication : 30-04-2024

Transmission Préfecture : 29-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 AVRIL 2024

DELIBERATION N°24CP04-7

Voyages pédagogiques des collèges sur le territoire national

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six avril à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 12 avril 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Isabelle LANTUEJOL donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Absent(s) : M. Vincent DESCOEUR, Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°23CD05-6 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de l'éducation et donnant délégation à la Commission permanente pour la mise en oeuvre des crédits ;

- **ATTRIBUE**, dans le cadre de la participation aux dépenses liées aux voyages pédagogiques sur le territoire national pour l'année scolaire 2023-2024, les subventions suivantes :

Etablissement	Destination	Dates	classes concernées	Budget	Subvention
Collège Maurice Peschaud Allanche	Bellevaux (Haute Savoie)	8 au 12 janvier	21 élèves de 6 ^{ème} et 5 ^{ème}	9 564 €	1 000 €
Collège Albert Monier (EREA) Aurillac	La Tranche sur Mer	17 au 21 juin	12 élèves de 4 ^{ème}	5 012 €	1 000 €
Collège la Jordanne Aurillac	Volcan de Lemptégy, Vulcania Puy de Dôme, Vichy	17 au 20 juin	40 élèves à besoins éducatifs particuliers	14 076 €	1 000 €
Collège Jeanne de la Treille Aurillac	Paris et château de Versailles	6 au 8 mars	66 élèves de 3 ^{ème}	21 385 €	1 000 €
Collège Georges Pompidou Condat	Bellevaux (Haute Savoie)	8 au 12 janvier	26 de 6 ^{ème} et 5 ^{ème}	17 530 €	1 000 €

Collège Pierre Galéry Massiac	Paris	7 au 9 février	31 élèves de 3 ^{ème}	11 836 €	1 000 €
Collège Marcellin Boule Montsalvy	Baux de Provence, Marseille, Aix en Provence	9 au 12 avril	38 élèves de 3 ^{ème}	15 435 €	1 000 €
Collège Raymond Cortat Pleaux	Toulouse	15 au 17 mai	28 élèves de 4 ^{ème} et 3 ^{ème}	7 780 €	1 000 €
Collège Georges Bataille Riom ès Montagnes	château de Cheverny, Futuroscope de Poitiers	3 au 5 juin	37 élèves de 5 ^{ème}	10 500 €	500 €
Collège Georges Bataille Riom ès Montagnes	Paris	14 au 17 mai	35 élèves de 4 ^{ème}	14 142 €	500 €
Collège Blaise Pascal Saint Flour	Toulouse	6 au 7 juin	7 élèves toutes classes	900 €	180 €
Collège Blaise Pascal Saint Flour	Rodez Conques	6 au 7 mai	73 élèves de 5 ^{ème}	6 386 €	820 €
Collège Jean Dauzié Saint Mamet la Salvetat	Les Gets Haute Savoie	5 au 9 février	50 élèves de 5 ^{ème}	22 630 €	1 000 €
TOTAL					11 000 €

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 65 nature 657381 fonction 221 du budget départemental.

Publication : 30-04-2024

Transmission Préfecture : 29-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 AVRIL 2024

DELIBERATION N°24CP04-8

Transformer et valoriser les productions agricoles - Cofinancement du dispositif 302 du Feader

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six avril à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 12 avril 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Absent(s) : M. Vincent DESCOEUR, Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°AP - 2022 - 06/07 - 13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu le programme régional Feader 2023-2027 Auvergne-Rhône-Alpes - Mesure 302 ;

Vu la délibération n°23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023 adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

Vu la délibération n°23CD05-5 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 décidant de poursuivre la mise en œuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental en faveur de l'agriculture conformément aux modalités d'intervention des différents dispositifs validés en 2023 ;

Vu le Comité de Sélection Feader en date du 13 février 2024 ;

- **DECIDE** d'accorder des subventions pour un montant global de 19 317,31 € à 5 bénéficiaires pour le financement de projets de transformation et valorisation des productions agricoles selon les conditions définies dans le tableau joint à la présente délibération.

Les subventions accordées relèvent du règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les Etats membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER).

Le montant global des dépenses ainsi engagées sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 204, fonction 6312 du budget départemental.

Publication : 30-04-2024

Transmission Préfecture : 29-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Annexe : Transformer et valoriser les productions agricoles (dispositif 302 du Feader)

RAISON SOCIALE	ADRESSE	CP	COMMUNE	NATURE DE L'INVESTISSEMENT	ASSIETTE ELIGIBLE HT (en €)	TAUX D'AIDE PUBLIQUE	AIDE PUBLIQUE PLAFONNEE (en €)	AIDE FEADER (en €)	AIDE REGION (en €)	TAUX CDI5	AIDE CDI5 (en €)
GAEC RONGIER BERNARD	Labro	15380	MOUSSAGES	Construction d'une fromagerie et aménagement d'une cave d'affinage	113 244,80	35	39 635,68	23 781,40	11 098,00	4,20	4 756,28
		15200	CHALVIGNAC	Création d'une fromagerie	149 969,99	35	52 495,99	31 499,99	14 700,00	4,20	6 300,00
GAEC DES GARDES	4 Impasse de la Garde Nuits - Chaligny	15170	NEUSSARGUES EN PINATTE	Mise en place d'un local d'accueil d'une emballage à outils	17 904,16	35	6 266,45	3 759,86	-	14	2 506,58
		15130	VEZELS ROUSSY	Création d'un laboratoire fromager	87 020,75	35	30 457,26	18 274,35	8 528,04	4,20	3 654,87
EARL NAVARRO	8 Rue de l'Abreuvoir Manégoulis	15800	POLMINHAC	Installation d'une cuve mécanisée pour la fabrication de Cantal AOP	49 990,00	35	17 496,50	10 497,90	4 899,02	4,20	2 099,58
					418 559,70		146 955,88	87 843,50	39 225,06		19 317,31

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 AVRIL 2024

DELIBERATION N°24CP04-9

Favoriser l'emploi en agriculture - Subvention à la Fédération des Groupements d'Employeurs Agricoles et Ruraux du Cantal

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six avril à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 12 avril 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Isabelle LANTUEJOL donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Absent(s) : M. Vincent DESCOEUR, Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023 adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

Vu la délibération n°23CD05-5 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 décidant de poursuivre la mise en oeuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental en faveur de l'agriculture conformément aux modalités d'intervention de différents dispositifs validées en 2023 ;

- **DECIDE** d'accorder à la Fédération Départementale de Groupements d'Employeurs Agricoles et Ruraux du Cantal, dont le siège social est situé 26 rue du 139^{ème} R.I - 15000 Aurillac, une subvention d'un montant de 20 000 € représentant 70 % d'une dépense subventionnable plafonnée à 28 571 € TTC pour la création et le suivi de groupements d'employeurs agricoles - Année 2024.

Cette aide est allouée sur la base du règlement (UE) 2023/2831 de la Commission relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

Le montant de cette dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 65748, fonction 6312 du Budget départemental.

Publication : 30-04-2024

Transmission Préfecture : 29-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 AVRIL 2024

DELIBERATION N°24CP04-10

Soutenir les races emblématiques Salers et Aubrac - Subvention au Groupe Salers Evolution

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six avril à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 12 avril 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Isabelle LANTUEJOL donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Absent(s) : M. Vincent DESCOEUR, Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour - 1 non-participation(s) : Bruno FAURE se retire et ne participe pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023, adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

Vu la délibération n°23CD05-5 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 décidant de poursuivre la mise en oeuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental en faveur de l'agriculture conformément aux modalités d'intervention des différents dispositifs validées en 2023 ;

- **DECIDE** d'accorder au Groupe Salers Evolution, dont le siège social est situé Domaine du Fau - 15140 Saint-Bonnet-de-Salers, deux aides financières d'un montant global de 12 500 € pour la promotion de la race Salers selon les conditions définies dans le tableau joint à la présente délibération ;

Ces aides sont allouées sur la base du régime cadre exempté de notification n° SA.109080, relatif aux aides aux actions de promotion en faveur des produits agricoles pour la période 2023-2029, adopté sur la base du règlement (UE) 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, publié au JOUE du 21 décembre 2022.

Le montant global des dépenses ainsi engagées sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 65748, fonction 6312 du budget départemental.

Publication : 30-04-2024

Transmission Préfecture : 29-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

ANNEXE

Nom et adresse du bénéficiaire	Opération	Coût total (en €)	Montant éligible plafonné (en €)	Taux	Subvention CD15 (en €)
GROUPE SALERS EVOLUTION Maison de la Salers Domaine du Fau 15140 SAINT BONNET DE SALERS	Organisation du Concours National Salers au Sommet de l'élevage. Du 1 ^{er} au 4 octobre 2024 à Clermont Ferrand	95 000,00	15 000,00	50%	7 500,00
	Participation au Salon International de l'Agriculture Du 24 février au 3 mars 2024 à Paris	40 000,00	10 000,00	50%	5 000,00
	TOTAL				12 500,00

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 AVRIL 2024

DELIBERATION N°24CP04-11

Fonds Cantal Animation

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six avril à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 12 avril 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Isabelle LANTUEJOL donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Absent(s) : M. Vincent DESCOEUR, Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code Général des Collectivités Locales ;

Vu la délibération du Conseil départemental n°23CD05-28 du 18 décembre 2023 approuvant le renouvellement du dispositif d'aides dénommé Fonds Cantal Animation, ainsi que les modalités et conditions d'attributions et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits afférents ;

- **ATTRIBUE** des subventions aux manifestations ou associations locales de 11 cantons pour un montant global de 55 690 € au titre du Fonds Cantal Animation.
Le détail de l'aide départementale pour chaque bénéficiaire est présenté dans le tableau joint à la présente délibération.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, fonction 54 du budget départemental.

Publication : 30-04-2024

Transmission Préfecture : 29-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

FONDS CANTAL ANIMATION
Commission Permanente du 26 avril 2024

Bénéficiaires	Objet	Subvention
CANTON D'ARPAJON SUR CERE		
Pétanque Montsalvyenne	participation aux activités de l'école de pétanque pour les jeunes	250
Les Croqueurs de Pommes du Cantal	organisation de plusieurs manifestations en 2024	300
Association Départementale des Radios Amateurs du Cantal	participation à l'entretien du matériel et aux activités de secours de la sécurité civile	100
SPA du Cantal le 15 - Refuge pour animaux	participation aux soins et aux stérilisations des nombreux animaux recueillis	300
Sport Cynophile Arpajonnais	organisation du concours d'obéissance les 25 et 26 Mai 2024 et les 2 concours d'agilité les 10 et 11 Août 2024	300
Foyer des élèves du Collège Marcellin	réalisation du projet "L'Ecole Autrement" le 14 juin 2024 et l'organisation du spectacle musicale intitulé "Le Gramophone de Camille "	600
Félibrige Maintenance d'Auvergne	édition d'un livre sur l'écrivain Frédéric MISTRAL	250
Comité des Fêtes de Ladinhac	organisation de la 1ère édition de la course de caisses à savon dans le cadre de la fête patronale les 29 et 30 juin.	250
Association du Marché de Lafeuillade En Vézie	organisation d'un marché chaque mois , de deux marchés de pays, d'un vide-grenier/vidé dressing et d'un grand marché de Noël	250
CANTON D'AURILLAC 1		
Sprinter Club Aurillac	organisation de la course cycliste Roland Cornet	800
CANTON D'AURILLAC 2		
Association des bénévoles en soins Palliatifs 15	fonctionnement 2024	500
Les Restaurants du Cœur du Cantal	fonctionnement 2024	800
Association TOM 15	organisation de l'UTPMA	1 000
Ecole primaire de Tivoli	organisation d'une classe de mer	500
Compagnie Cassyopée	organisation d'une exposition	200
Association des Donneurs de Sang Bénévoles d'Aurillac	fonctionnement	300
Tour du Cantal Pédestre	organisation d'animation touristique	200
Savate Boxe Française Aurillacoise	participation à la Finale des Championnats de France en Guadeloupe	500
CANTON DE MAURIAC		
Association Fest' Irlande	fonctionnement 2024	500
Comité des Fêtes d'Anglards de Salers	fonctionnement 2024	300
Association des chevaux lourds de Mauriac	participation d'un éleveur au salon de l'agriculture	400
Moto Club du Pays de Salers	fonctionnement 2024	300
Comité des fêtes de Chalignac	fonctionnement 2024	300
Racing Club de Mauriac (RCM)	fonctionnement 2024	1 500
Football Club Ally Mauriac - FCAM	fonctionnement 2024	1 500
ASPRB Football - A.S. Pleaux-Rilhac-Barriac	fonctionnement 2024	1 000
Association Entente de la Maronne	organisation d'un voyage au Futuroscope	300
Rando trail Mauriac - RTM	fonctionnement 2024	500
Les Gabariers de Chalignac	fonctionnement 2024	800
Etoile Sportive du Collège Méridien	organisation de sorties ski	900

ACCA de Mauriac	aménagement du local de chasse	1 000
Guitares à Pleaux	fonctionnement 2024	500
Association des Donneurs de Sang Mauriac	fonctionnement 2024	300
Association des Donneurs de Sang Saint-Martin Valmeroux	fonctionnement 2024	300
Secours Populaire Français Comité de Mauriac	fonctionnement 2024	300
Association La Miremontaise	fonctionnement 2024	500
Groupement Artisanal des Métiers d'Art du Cantal - GRAMAC	fonctionnement 2024	300
Mauriac Cantal Rando - MCR	fonctionnement 2024	300
Pro Volcalis - Ensemble Haute Auvergne	fonctionnement 2024	300
Vélo club de Mauriac	acquisition de maillots	300
Judo Cub de Mauriac	fonctionnement 2024	400
Association "Y" a l' feu aux planches"	fonctionnement 2024	1 000
Association Promotion Ecole de l'Innovation Pédagogique	fonctionnement 2024	500
Association Dériv'Bike	hommage à Monsieur Hébrard de Sainte-Eulalie	300
Les Enfants de l'Ecole du Barrage de l'Aigle EEBA - les Anciens de l'Ecoles d'Aynes	fonctionnement 2024	300
Association Artémis	opération Cadillac à Pleaux	1 500
Association Pour la Mise en Valeur du Patrimoine de Ruzolles	fonctionnement 2024	200
Club de l'amitié de Pleaux	fonctionnement	300
Association du Puy Salers	fonctionnement 2024	300
Association RPAD Regard sur le Patrimoine d'Ally Drignac	fonctionnement 2024	300
Club de l'Epagneul Français	fonctionnement 2024	1 000
Association Cédric Chabreuil Hard Enduro Team d'Ally	fonctionnement 2024	300
CANTON DE MAURS		
Comité des Fêtes de Mourjou	organisation des animations 2024	300
Comité départemental Cycliste du Cantal	organisation du Tour du Cantal Cadets 2024	200
Comité des Fêtes de Maurs	fonctionnement 2024	500
Dynamic'Séniors	fonctionnement 2024	200
Tennis Club de la Châtaigneraie	fonctionnement 2024	200
Saint-Mamet Auto Radio Commandée - SMARC	organisation de la première compétition officielle du SMARC en septembre 2024	200
L'Entraide Sanssacoise	fonctionnement	200
Association Mékécup Nation	fonctionnement	300
CANTON DE MURAT		
Association Cantal Rock	organisation du festival Canta'1 Rock 2024	500
Association Intercommunale Cézallier Vallée de la Sianne	organisation des Estivales 2024	300
Association Splash	organisation de la 5e édition du MadCow Festival en août 2024 et de la 2e édition de Là Haut La Nuit en juin 2024	500
Comité départemental Cycliste du Cantal	organisation du Tour du Cantal Cadets 2024	300
Comité des Fêtes "Vivre à Ségur"	fonctionnement 2024	250
Comité des fêtes de Vernols	organisation des animations 2024	250
Judo Club d'Allanche	organisation des activités du Club en 2024	300

Ecole Elémentaire Publique Jean-Jacques TRILLAT de Murat	organisation d'un voyage scolaire à Paris pour les Jeux Olympiques	1 300
Allanche Animation	organisation des festivités 2024	1 000
Association D.T.R. - DIM TWIN Racing	fonctionnement	500
APEL de l'Ecole élémentaire privée Institution Notre Dame des Oliviers de Murat	organisation d'une sortie scolaire à la Bourboule	1 740
Association Intercommunale Cézallier Vallée de la Sianne	organisation de la Grande Fête du Cézallier à Vèze	1 500
Association Les Conteurs d'Art	fonctionnement pour l'année 2024	1 000
Cervus Impact Muratais	participation au Championnat en mai prochain en Guadeloupe et aux autres déplacements	750
CANTON DE NAUCELLES		
Sprinter Club Aurillac	organisation de la course en ligne "Souvenir Antonin Magne"	150
Jussac Tennis Club	organisation et déplacement à Roland Garros	250
Club de la Vallée de la Doire	développement et maintien du Club	200
CANTON DE NEUEGLISE SUR TRUYERE		
Groupe Folklorique de la Haute Truyère	organisation d'un rencontre folklorique en mai 2024	300
Etape Sanfloraine	organisation de l'Etape Sanfloraine 2024	500
Association Ruynes en fête	organisation des animations 2024	500
Vélo Club du Pays de Saint-Flour	organisation de l'épreuve cycliste de la Semaine Cantalienne en août 2024	1 000
C.L.A.C Art Contemporain de Chaudes-Aigues	organisation de deux expositions et l'édition d'un catalogue à l'occasion des 20 ans de l'Association	1 000
Association Le Souffle du Par	organisation du festival de chorale	1 000
Association Diego n'Co	réalisation d'une campagne de communication	500
Association pour la Foire du Mois d'août	organisation d'une fête et d'un voyage en Espagne	600
Comité Départemental de Gymnastique Volontaire du Cantal	mise en place de Sanflor'Ensemble	300
CANTON DE RIOM ES MONTAGNES		
Association Objectif Passion	participation au Championnat de France	150
Association Vie et Montagnes	organisation de la 10e édition du Trail des 6 Burons	300
Association Sportive du Cézallier	organisation de la 29e Foulée du Cézallier	200
Les Tournesols	réalisation des projets 2024	300
Familles Rurales Condat	organisation des manifestations	800
Association Mycologique de Haute Auvergne	organisation de congrès	500
Pétanque du Pays Gentiane	acquisition de vestes	150
Collège Georges Bataille	organisation d'un voyage en Roumanie	300
Comité des Fêtes de Valette	acquisition de matériel	500
Association Haut et Clair	organisation de Zumbas au profit de la lutte contre le cancer	150
NEKO Cantal	organisation d'une campagne de stérilisation	300
Comice Agricole de Salers	acquisition de cloches	300
Protection Civile Antenne de Riom-ès-Montagnes	réalisation d'actions en 2024	150
Association 4L et Faons	participation au 4L Trophy 2025	300
CANTON DE SAINT-PAUL DES LANDES		
Comice Salers de Laroquebrou	organisation des manifestations 2024	300
Association Roque Culture Evasion	fonctionnement 2024	300
Association "Coups de Pousses au Jardin"	fonctionnement	700
Association Le Petit Prince	organisation de deux concerts dans le Cantal	200

Association des Chevaux de Trait du canton de Saint-Paul des Landes	organisation d'un concours cantonal sur la race équine d'un cheval breton	300
CANTON DE YDES		
Association Vivement mardi!	acquisition d'un vidéoprojecteur	150
Bouge et Danse	fonctionnement 2024	200
Atelier des Peintres de Champs	organisation d'expositions à Champs et au Château de Val	200
Comité des Fêtes du Bois de Lempire	organisation de la Fête patronale et des concours de pétanque et de pêche en 2024	200
Comité des Fêtes de la Monsélie	organisation de la Fête patronale en 2024	250
Comité des Fêtes d'Embort	organisation de la Fête du Radgi et la Fête patronale	200
Club du 3ème âge "Les Colchiques de l'Agayrou"	organisation d'une sortie à Saint-Cirq-Lapopie	200
Le Bastringue	organisation des représentations théâtrales dans les communes du canton	300
Club du Champagnagues	organisation des manifestations pour les adhérents	200
Club Génération Mouvement	participation aux déplacements pour les activités du Club	300
Association A.C.A.D.Y. Association Culturelle des Amis d'Ydes	acquisition d'objets publicitaires et de flyers pour le Musée des Papillons	500
Junior Association Auver'Bike	organisation des animations VTT	200
Les Cyclos réunis de Madic	organisation du Sumène Artense VTT Tour le 9 mai 2024 à Saignes	1 500
Association Marchal'Aise	acquisition de matériel pour les cours de gymnastique volontaire	300
	TOTAL	55 690

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 AVRIL 2024

DELIBERATION N°24CP04-12

Attribution de subventions

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six avril à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 12 avril 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Isabelle LANTUEJOL donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Absent(s) : M. Vincent DESCOEUR, Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

- DECIDE d'attribuer les subventions suivantes :

- 200 euros pour le Judo Club de Mauriac ;
- 250 euros pour la 914^{ème} section locale de la Médaille Militaire d'Aurillac ;
- 250 euros pour le Club de Sports et de Loisirs de la Gendarmerie VTT 15 (CSLG VTT 15) ;
- 300 euros pour le Comité du Cantal du Club des Amis de la Gendarmerie ;
- 600 euros pour La Savate Boxe Française Aurillacoise ;
- 200 euros pour l'association MT BAN.

Les montants seront imputés sur les crédits inscrits au chapitre 65 du Budget départemental.

Publication : 30-04-2024

Transmission Préfecture : 29-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 AVRIL 2024

DELIBERATION N°24CP04-13

Route nationale 2122 - Prise en considération des travaux d'aménagement d'un giratoire de la RN 2122 future RD 120, au carrefour de Verdun - Commune d'Aurillac

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six avril à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 12 avril 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Absent(s) : M. Vincent DESCOEUR, Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour - 1 non-participation(s), Pierre MATHONIER se retire et ne participe pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de la Commande Publique et notamment ses articles L.2422-12 et suivants ;

Vu la délibération n°22CD04-21 du Conseil départemental du 14 novembre 2022 validant la modification des règles d'intervention du Département dans le cadre de l'aménagement des routes départementales en traverse d'agglomération ;

Vu la délibération de la Commune d'Aurillac en date du 12 octobre 2023 faisant part de son intention de réaliser un giratoire en lieu et place du carrefour à feux ;

- **DECIDE** de prendre en considération les travaux d'aménagement d'un giratoire de la RN 2122 future RD 120, au carrefour de Verdun, Commune d'Aurillac, pour un montant de participation estimé à 225 790 € TTC.

- **APPROUVE** la convention tripartite (Etat, Ville d'Aurillac, Département) à conclure avec l'Etat et la Commune fixant les modalités techniques, administratives et la répartition financière de réalisation des travaux dont le projet est joint en annexe de la délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention et tout acte s'y rapportant.

Publication : 30-04-2024

Transmission Préfecture : 29-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT
ET DU LOGEMENT AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**

**- RN 122 -
Déviation de Sansac-de-Marmiesse
et raccordement au contournement sud d'Aurillac**

CONVENTION n°2023C05 MAP-POO

**relative à la participation financière de l'État
et du conseil départemental du Cantal
à la construction du giratoire de Verdun
sous maîtrise d'ouvrage de la commune d'Aurillac
en lieu et place du carrefour à feu
entre le Boulevard de Verdun (RN 2 122), le Boulevard Leclerc
et le Boulevard des Volontaires**

(sur le territoire de la commune d'Aurillac dans le département du Cantal)

ENTRE

L'ÉTAT, représenté par le Monsieur le préfet de région Auvergne-Rhône-Alpes
Ci-après dénommé « L'État »

D'une part,

Et :

La COMMUNE D'AURILLAC représentée par son Maire dûment autorisé par délibération du Conseil Municipal en date du 12 octobre 2023
Ci-après dénommée « la Commune » ou « le Maître d'ouvrage délégué » ;

Ainsi que

Le DÉPARTEMENT DU CANTAL représenté par le Président du Conseil départemental, dûment autorisé par délibération de la Commission Permanente en date du

VU le code général des collectivités territoriales,

VU la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

VU le décret n°2005-149 du 05 décembre 2005 relatif à la consistance du réseau routier national,

VU l'arrêté préfectoral modifié du 15 avril 1980 réglementant l'occupation du domaine public routier national (DPRN),

VU la délibération n° 10CG05-08 du Conseil Général du Cantal du 16 décembre 2010 adoptant les nouvelles règles d'intervention du Département concernant l'aménagement des Routes Départementales en traverse d'agglomérations

VU la convention en date du 04 juillet 2023 de transfert de maîtrise d'ouvrage relative à l'aménagement d'un giratoire au niveau du carrefour de Verdun RN 2122-PR49+000 / commune d'Aurillac passé entre l'État et la Commune d'Aurillac

CONSIDÉRANT les transferts de domanialité à venir entre l'État et le Département concernant la RN 2 122 consécutifs à la mise en service du contournement de la ville d'Aurillac par la RN 122, à savoir de deux sections de la RN 122 déviée, situées sur le territoire de la commune d'Aurillac :

- Une première entre le boulevard Charles de Gaulle et le giratoire Henri Tricot (future RD 120), section sur laquelle se situe le boulevard de Verdun, d'une longueur d'environ 1 600 m
- Une seconde section entre le carrefour avec l'avenue Julien et la limite communale avec la commune d'Ytrac, d'une longueur d'environ 2 200 m

CONSIDÉRANT la nécessité de procéder à la dépose des portiques de signalisation au carrefour RN 2122 / Boulevard Leclerc / Boulevard des Volontaires considérant leur état de vétusté

CONSIDÉRANT le projet de la commune d'Aurillac de créer un carrefour giratoire en lieu et place du carrefour à feux actuel

CONSIDÉRANT que l'entretien des routes nationales incombe à l'État et qu'il convient concomitamment à la délivrance de l'autorisation de réaliser des travaux sur le DPRN de définir également :

- Les modalités de financement entre l'État, le Département et la commune, en matière de travaux réalisés par la commune sur le domaine public routier national « DPRN »,

Il est arrêté et convenu ce qui suit :



ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de participation de l'État et du Département au financement de l'aménagement d'un carrefour giratoire sur la RN 2122 en lieu et place du carrefour à feu entre le Boulevard de Verdun, le Boulevard Leclerc et le Boulevard des Volontaires.

ARTICLE 2 – PRISE EN CHARGE DES PRESTATIONS

Les travaux de construction du giratoire sont réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la commune d'Aurillac.

Cette dernière se charge d'obtenir toutes les autorisations nécessaires à la réalisation cet ouvrage, dont la délégation de maîtrise d'ouvrage à conventionner avec la Direction Interdépartementale des Routes Massif Central (DIR MC).

ARTICLE 3 –PARTICIPATION DE L'ÉTAT

La participation de l'État est fixée à **50 000 € non assujettis à la TVA (cinquante mille euros hors taxes)**. Ce montant est engagé sur le budget de l'opération routière : BOP 203-OB1 1, tranche fonctionnelle n°041179.

Une partie de cette participation, fixée à **20 000 € non assujettis à la TVA**, sera déduite du montant de la soulte que l'État doit verser au Conseil départemental du Cantal dans le cadre du transfert dans le domaine public routier départemental des deux sections de RN 2122 visées dans les considérants.

L'État verse forfaitairement cette somme à la Commune d'Aurillac, dans un délai de trente jours à compter de la notification de la présente convention.

SIRET : 211 500 145 000 19

RIB (IBAN) : FR71 3000 1001 61C1 5200 0000 057

La participation de l'État comprend également l'engagement à réaliser à ses frais la dépose des portiques de signalisation, support des feux tricolores existants sur le carrefour, hors socles en béton.

ARTICLE 4 –PARTICIPATION DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL

Le Département s'engage pour sa part à verser à la Commune la participation, prévue en application de sa délibération de Décembre 2010 sur les traverses d'agglomération, appliquée à l'emprise de la chaussée du futur giratoire (devant intégrée le domaine public départemental) située au delà de l'emprise actuelle de la RN2122.

L'inscription de cette opération, au tableau de programmation pluriannuelle des investissements routiers en traverse d'agglomération, n'étant pas réalisée à ce jour par le Département, l'intégralité du financement demeure pour l'instant à la charge du maître d'ouvrage délégué ; l'éventuel engagement du Département pour une participation financière, estimée à **225 970 € TTC** est différé à un examen budgétaire ultérieur.

Ce montant est établi sur la base d'une estimation faite par le maître d'œuvre des prestations que le Département pourrait financer.

Le versement de la participation versée à la Commune par le Département à l'issue des travaux, tiendra compte des quantités mises en œuvre et des prix du marché de travaux sans dépasser le montant indiqué ci-dessus.

Toutefois, si le quantitatif de ces prestations devait évoluer à la hausse du fait d'adaptation de la convention (validation du Département (PRD) ou son représentant) est un préalable obligatoire à toute modification.

Envoyé en préfecture le 13/10/2023
Reçu en préfecture le 13/10/2023
Publié le 13/10/2023
ID : 015-211500145-20231012-DEL2023_121-DE

En cas de décision favorable, le Département pourra s'acquitter de sa participation en plusieurs versements, après justification et certification des dépenses relatives aux travaux lui incombant par le maître d'ouvrage délégué dans la limite de 80% du montant indiqué au présent article, le solde étant versé après la remise des ouvrages.

La Commune ne percevra aucune rémunération pour l'exécution des prestations déterminées à l'article 1 de la présente convention et pour l'exercice de ses obligations en matière de sécurité et de la protection de la santé.

ARTICLE 5 - ENGAGEMENT DES PARTIES

Par la signature de cette convention, l'État, maître d'ouvrage est libéré de toute obligation de remise en état de la section de RN 2122 impactée par les travaux de construction du giratoire.

ARTICLE 6 : DURÉE ET ENTRÉE EN VIGUEUR

La présente convention entrera en vigueur dès sa signature. Elle sera caduque si, à expiration d'un délai de 2 ans, elle n'a reçu aucun commencement d'exécution.

ARTICLE 7 : ÉLECTION DE DOMICILE

Afin de permettre à toute personne, intéressée par ce dossier de le consulter, les parties font élection de domicile en Mairie d'Aurillac, Place de l'Hôtel de Ville, 15 000 AURILLAC.

ARTICLE 8 - RÈGLEMENT DES LITIGES

Les différentes parties conviennent de se rencontrer le cas échéant pour tout litige qui surviendrait dans l'application ou l'exécution de la présente convention. A défaut d'accord amiable, tout litige devra être porté devant le tribunal administratif de Lyon.

ARTICLE 9 - NOMBRE D'EXEMPLAIRES

La présente convention est établie en trois exemplaires originaux

Une copie de cette convention est également adressée pour information à la Direction Interdépartementale des Routes Massif Central, en tant que service gestionnaire de la RN 2122.

A Aurillac, le 18/10/23

A Aurillac, le

Le maire de la Commune d'Aurillac

Le Président du Conseil départemental


Pierre MATHONIER


A Lyon, le

La Préfète de Région

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 AVRIL 2024

DELIBERATION N°24CP04-14

Route départementale n°125 - Aménagement de la traverse du bourg de Sénezergues - Commune de Sénezergues

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six avril à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 12 avril 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Absent(s) : M. Vincent DESCOEUR, Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le code de la Commande Publique et notamment ses articles L.2422-12 et suivants ;

Vu la délibération n°22CD04-21 du Conseil départemental du 14 novembre 2022 validant la modification des règles d'intervention du Département dans le cadre de l'aménagement des routes départementales en traverse d'agglomération ;

Vu la délibération de la Commune de Sénezergues en date du 12 mars 2024 faisant part de son intention d'aménager la RD n°125 en traverse du bourg et sollicitant la délégation de la maîtrise d'ouvrage ;

- **DECIDE** de prendre en considération les travaux d'aménagement de la RD n°125, en traverse du bourg de Sénezergues, Commune de Sénezergues, pour un montant de participation estimé à 53 500 € TTC.

- **APPROUVE** la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage à titre gratuit à conclure avec la Commune de Sénézergues, fixant les modalités techniques et administratives de réalisation des travaux dont le projet est joint en annexe de la délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention et tout acte s'y rapportant.

Publication : 30-04-2024

Transmission Préfecture : 29-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

DÉPARTEMENT DU CANTAL

CONVENTION DE DELEGATION DE MAÎTRISE D'OUVRAGE A TITRE GRATUIT POUR L'AMÉNAGEMENT DE LA RD 125 EN TRAVERSE DU BOURG DE SENEZERGUES

COMMUNE DE SENEZERGUES

ROUTE DEPARTEMENTALE N°125

Entre :

Le Département du Cantal dont le siège est 28 avenue Gambetta 15000 Aurillac représenté par le Président du Conseil départemental, dûment autorisé par délibération de la Commission Permanente en date du 26 avril 2024,

Et

La Commune de Senezergues dont le siège est situé à La Chourlie 15340 Senezergues, représentée par son Maire dûment autorisé par délibération du Conseil Municipal en date du 12 mars 2024,

Vu le code de la Commande publique et notamment ses articles L.2422-12 et suivants ;

Vu la délibération n°22CD04-21 du Conseil départemental du 14 novembre 2022 validant la modification des règles d'intervention du Département dans le cadre de l'aménagement des routes départementales en traverse d'agglomération ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

Le Département donne délégation à la Commune de Senezergues qui l'accepte, à titre gratuit, pour exercer en son nom et pour son compte la maîtrise d'ouvrage des travaux d'aménagement de la RD 125, en traverse du bourg.

Sur la base du projet technique, les attributions déléguées sont les suivantes :

1. Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera exécuté,
2. Préparation du choix du maître d'œuvre, signature et gestion du contrat de maîtrise d'œuvre,
3. Préparation du choix de l'entrepreneur, signature et gestion du marché de travaux,
4. Versement de la rémunération de la mission de maîtrise d'œuvre et des travaux,
5. Réception de l'ouvrage

Et accomplissement de tous actes afférents aux attributions mentionnées ci-dessus.

Article 2 : Obligations de La Commune

La Commune s'engage à respecter toutes les obligations lui incombant et découlant de la maîtrise d'ouvrage, déléguée gratuitement par le Département, des travaux cités en objet.

Il lui appartient notamment :

- De recourir à une maîtrise d'œuvre et d'en assurer son financement,
- De respecter le code du travail en matière de sécurité, de coordination et de protection de la santé,
- De respecter les dispositions de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique,
- De respecter les règles de la commande publique (décret 2016-360 du 25 Mars 2016) et de la comptabilité en matière de dévolution et d'exécution des travaux,
- D'exercer les pouvoirs de police lui appartenant afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels intervenant sur le chantier.

Le Département ne pourra s'engager à participer à l'opération, pour les travaux ci-après, que sous réserve de son inscription au tableau de programmation pluriannuelle des investissements routiers en traverse d'agglomération :

- Pose de caniveaux (financement sur la base de caniveaux béton)
- Réfection de la chaussée

Article 3 : Publicité

Dans toute communication (panneaux, dossiers de presse, etc...) relative à l'opération visée par la présente convention, le maître d'ouvrage délégué s'engage à faire mention de la participation du maître d'ouvrage déléguant le cas échéant.

Article 4 : Conditions financières

L'inscription de cette opération, au tableau de programmation pluriannuelle des investissements routiers en traverse d'agglomération, n'étant pas réalisée à ce jour, l'intégralité du financement demeure pour l'instant à la charge du maître d'ouvrage délégué ; l'éventuel engagement du Département pour une participation financière, estimée à 53 500 € TTC est différé à un examen budgétaire ultérieur.

Ce montant est établi sur la base d'une estimation des prestations que le Département pourrait financer et qui sont mentionnées à l'article 2 de la présente convention.

Le versement du fond de concours, versé à la Commune par le Département à l'issue des travaux, tiendra compte des quantités mises en œuvre et des prix du marché de travaux sans dépasser le montant indiqué ci-dessus.

Toutefois, si le quantitatif de ces prestations devait évoluer à la hausse du fait d'adaptations en cours de chantier, une validation du Département (Direction des mobilités ou son représentant) est un préalable à toute réalisation et prise en charge.

En cas de décision favorable, le Département pourra s'acquitter de sa participation en plusieurs versements, après justification et certification des dépenses relatives aux travaux lui incombant par le maître d'ouvrage délégué, le solde sera versé après la remise des ouvrages prévue à l'article 7 de la présente convention.

La Commune ne percevra aucune rémunération pour l'exécution des prestations déterminées à l'article 1 de la présente convention et pour l'exercice de ses obligations en matière de sécurité et de la protection de la santé.

Article 5 : Durée et entrée en vigueur

La présente convention entrera en vigueur dès sa signature. Elle sera caduque si, à l'expiration d'un délai de 3 ans, elle n'a été suivie d'aucun commencement d'exécution.

Article 6 : Modalités de contrôle

Outre les prérogatives de contrôle appartenant au maître d'ouvrage délégué, le Département se réserve le droit de procéder ou de faire procéder à tout contrôle de l'exécution des travaux prévus par la présente au titre de la conservation du patrimoine départemental (notamment la portance de la chaussée avant mise en œuvre des couches de structures de chaussée). A ce titre, le maître d'ouvrage délégué et son maître d'œuvre inviteront le Département à chacune des réunions relatives à l'élaboration du projet ou à sa réalisation.

Article 7 : Réception et remise des ouvrages, transferts domaniaux

Le maître d'ouvrage délégué et son maître d'œuvre inviteront le Département, représenté par le Territoire d'Aurillac, à participer aux opérations préalables à la réception des travaux. Après réception définitive et sans réserve de ces derniers par le maître d'ouvrage délégué, il sera dressé contradictoirement un procès-verbal de réception et de remise au Département des ouvrages réalisés sur le domaine public départemental ou destinés à être incorporés dans le domaine public départemental.

Le Département assurera :

- L'entretien et les grosses réparations de la chaussée (hormis les parties pavées ou réalisées en matériaux non bitumineux),
- L'entretien et la mise en conformité des panneaux de signalisation directionnelle pour les mentions le concernant,
- L'entretien des supports classiques de signalisation directionnelle
- La signalisation horizontale et de police conformément au Règlement de Voirie Départementale en vigueur

La Commune assurera l'entretien des dépendances :

- Les plantations,
- Les trottoirs,
- Les deux murs de soutènement réalisés par la commune y compris leurs grosses réparations et reconstruction éventuelle
- Les mobiliers urbains autorisés,
- Les caniveaux,
- Les réseaux d'assainissement,
- La signalisation horizontale et de police conformément au Règlement de Voirie Départementale en vigueur
- La signalisation directionnelle pour les mentions la concernant,
- Les supports de signalisation directionnelle qui sont la conséquence d'un choix esthétique,
- L'éclairage public,
- Les autres équipements

Article 8 : Domiciliation de la convention

Afin de permettre à toute personne, intéressée par ce dossier de le consulter, la domiciliation de la présente convention est établie en Mairie de Senezergues.

Article 9 : Règlement des litiges

Le Département autorise la commune, après information préalable, à ester en justice pour le règlement des litiges intervenant antérieurement à la réception définitive des travaux concernant le patrimoine départemental et à leur remise au Département.

Les litiges susceptibles de naître entre les contractants à l'occasion de la présente convention relèvent de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand.

Article 10 : Modalités d'établissement de la convention

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux, chaque cosignataire bénéficiant d'un original.

Fait à Aurillac, le

Le Maire de Senezergues

Le Président du Conseil départemental,

Léon PERIER

Bruno FAURE

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 AVRIL 2024

DELIBERATION N°24CP04-15

Route départementale n°21 - Aménagement de la traverse du bourg de Saint-Saturnin - Commune de Saint-Saturnin

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six avril à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 12 avril 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Absent(s) : M. Vincent DESCOEUR, Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de la Commande Publique et notamment ses articles L.2422-12 et suivants ;

Vu la délibération n°22CD04-21 du Conseil départemental du 14 novembre 2022 validant la modification des règles d'intervention du Département dans le cadre de l'aménagement des routes départementales en traverse d'agglomération ;

Vu la délibération de la Commune de Saint-Saturnin en date du 21 février 2024 faisant part de son intention d'aménager la RD n°21 en traverse du bourg et sollicitant la délégation de la maîtrise d'ouvrage ;

- DECIDE de prendre en considération les travaux d'aménagement de la RD n°21, en traverse du bourg de Saint-Saturnin, Commune de Saint-Saturnin, pour un montant de participation estimé à 90 400 € TTC.

- **APPROUVE** la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage à titre gratuit à conclure avec la Commune de Saint-Saturnin fixant les modalités techniques et administratives de réalisation des travaux dont le projet est joint en annexe de la délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention et tout acte s'y rapportant.

Publication : 30-04-2024

Transmission Préfecture : 29-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

DÉPARTEMENT DU CANTAL

CONVENTION DE DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE A TITRE GRATUIT POUR L'AMENAGEMENT DE LA RD 21 EN TRAVERSE DE SAINT-SATURNIN

COMMUNE DE SAINT-SATURNIN

ROUTE DEPARTEMENTALE N°21

Entre :

Le Département du Cantal dont le siège est 28 avenue Gambetta 15000 Aurillac représenté par le Président du Conseil départemental, dûment autorisé par délibération de la Commission Permanente en date du 26 avril 2024,

Et

La Commune de SAINT-SATURNIN dont le siège est situé à Mairie - 15190 SAINT-SATURNIN représentée par son Maire dûment autorisé par délibération du Conseil Municipal en date du 21 février 2024,

Vu le code de la Commande publique et notamment ses articles L.2422-12 et suivants ;

Vu la délibération n°22CD04-21 du Conseil départemental du 14 novembre 2022 validant la modification des règles d'intervention du Département dans le cadre de l'aménagement des routes départementales en traverse d'agglomération ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

Le Département donne délégation à la Commune de SAINT-SATURNIN qui l'accepte, à titre gratuit, pour exercer en son nom et pour son compte la maîtrise d'ouvrage des travaux d'aménagement de la RD 21, en traverse du bourg.

Sur la base du projet technique, les attributions déléguées sont les suivantes :

1. Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera exécuté,
2. Préparation du choix du maître d'œuvre, signature et gestion du contrat de maîtrise d'œuvre,
3. Préparation du choix de l'entrepreneur, signature et gestion du marché de travaux,
4. Versement de la rémunération de la mission de maîtrise d'œuvre et des travaux,
5. Réception de l'ouvrage

Et accomplissement de tous actes afférents aux attributions mentionnées ci-dessus.

Article 2 : Obligations de La Commune

La Commune s'engage à respecter toutes les obligations lui incombant et découlant de la maîtrise d'ouvrage, déléguée gratuitement par le Département, des travaux cités en objet.

Il lui appartient notamment :

- De recourir à une maîtrise d'œuvre et d'en assurer son financement,
- De respecter le code du travail en matière de sécurité, de coordination et de protection de la santé,
- De respecter les dispositions de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique,
- De respecter les règles de la commande publique (décret 2016-360 du 25 Mars 2016) et de la comptabilité en matière de dévolution et d'exécution des travaux,
- D'exercer les pouvoirs de police lui appartenant afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels intervenant sur le chantier.

Le Département ne pourra s'engager à participer à l'opération, pour les travaux ci-après, que sous réserve de son inscription au tableau de programmation pluriannuelle des investissements routiers en traverse d'agglomération :

- Pose de caniveaux (financement sur la base de caniveaux béton)
- Réfection complète de la structure de chaussée

Article 3 : Publicité

Dans toute communication (panneaux, dossiers de presse, etc....) relative à l'opération visée par la présente convention, le maître d'ouvrage délégué s'engage à faire mention de la participation du maître d'ouvrage déléguant le cas échéant.

Article 4 : Conditions financières

L'inscription de cette opération, au tableau de programmation pluriannuelle des investissements routiers en traverse d'agglomération, n'étant pas réalisée à ce jour, l'intégralité du financement demeure pour l'instant à la charge du maître d'ouvrage délégué ; l'éventuel engagement du Département pour une participation financière, estimée à 90 400 € TTC est différé à un examen budgétaire ultérieur.

Ce montant est établi sur la base d'une estimation des prestations que le Département pourrait financer et qui sont mentionnées à l'article 2 de la présente convention.

Le versement du fond de concours, versé à la Commune par le Département à l'issue des travaux, tiendra compte des quantités mises en œuvre et des prix du marché de travaux sans dépasser le montant indiqué ci-dessus.

Le montant indiqué ci-dessus tient compte en application de la délibération du 16 décembre 2010:

- ✚ Des travaux de confortement du mur (50 % à la charge de la commune) et de construction d'un parapet à la demande de la commune (100 % à charge de la commune) situé le long du cours d'eau. Ces travaux ont été réalisés par le Département en 2023 dans le cadre de son marché de réparation d'ouvrages d'Art pour un montant de participation de 24 900,95 € TTC
- ✚ De la prise en charge par la commune des travaux liés à l'évacuation des eaux pluviales sur le Pont de St-Saturnin (compétence de la commune en agglomération) pour un montant de 2 083,51 € TTC

Ainsi, la participation finale de la commune de 26 984,46 € TTC aux travaux précités est déduite de la participation que le Département versera à la Commune de SAINT-SATURNIN pour l'aménagement de la chaussée de la RD 21.

Toutefois, si le quantitatif des travaux d'aménagement de la chaussée devait évoluer à la hausse du fait d'adaptations en cours de chantier, une validation du Département (Direction des mobilités ou son représentant) est un préalable à toute réalisation et prise en charge.

En cas de décision favorable, le Département pourra s'acquitter de sa participation en plusieurs versements, après justification et certification des dépenses relatives aux travaux lui incombant par le maître d'ouvrage délégué, le solde sera versé après la remise des ouvrages prévue à l'article 7 de la présente convention.

Compte tenu de la contamination des couches de chaussée aux HAP à un taux supérieur à 1 000 mg / Kg MS, les matériaux correspondant doivent être évacués dans un centre de stockage de classe I conformément à la réglementation en vigueur. Le versement de la participation du Département est conditionné à la transmission au Département des bons de livraison originaux fournis par le centre de stockage agréé.

La Commune ne percevra aucune rémunération pour l'exécution des prestations déterminées à l'article 1 de la présente convention et pour l'exercice de ses obligations en matière de sécurité et de la protection de la santé.

Article 5 : Durée et entrée en vigueur

La présente convention entrera en vigueur dès sa signature. Elle sera caduque si, à l'expiration d'un délai de 3 ans, elle n'a été suivie d'aucun commencement d'exécution.

Article 6 : Modalités de contrôle

Outre les prérogatives de contrôle appartenant au maître d'ouvrage délégué, le Département se réserve le droit de procéder ou de faire procéder à tout contrôle de l'exécution des travaux prévus par la présente au titre de la conservation du patrimoine départemental (notamment la portance de la chaussée avant mise en œuvre des couches de structures de chaussée). A ce titre, le maître d'ouvrage délégué et son maître d'œuvre inviteront le Département à chacune des réunions relatives à l'élaboration du projet ou à sa réalisation.

Article 7 : Réception et remise des ouvrages, transferts domaniaux

Le maître d'ouvrage délégué et son maître d'œuvre inviteront le Département, représenté par l'Agence départementale de SAINT-LOUR, à participer aux opérations préalables à la réception des travaux. Après réception définitive et sans réserve de ces derniers par le maître d'ouvrage délégué, il sera dressé contradictoirement un procès-verbal de réception et de remise au Département des ouvrages réalisés sur le domaine public départemental ou destinés à être incorporés dans le domaine public départemental.

Le Département assurera :

- L'entretien et les grosses réparations de la chaussée (hormis les parties pavées ou réalisées en matériaux non bitumineux),
- L'entretien et les grosses réparations du parapet aval du Pont de St-Saturnin

- L'entretien et la mise en conformité des panneaux de signalisation directionnelle pour les mentions le concernant,
- L'entretien des supports classiques de signalisation directionnelle
- La signalisation horizontale et de police conformément au Règlement de Voirie Départementale en vigueur

La Commune assurera l'entretien des dépendances :

- Les plantations,
- Les trottoirs,
- Le mur de soutènement du trottoir construit par la commune entre les profils 41 et 44 le long du ruisseau y compris grosses réparations et reconstruction éventuelle
- L'entretien courant et les grosses réparations du parapet du Mur situé le long du ruisseau « Le Lemmet »
- L'entretien courant et spécialisé du garde-corps amont du Pont de St-Saturnin
- Les mobiliers urbains autorisés,
- Les caniveaux,
- Les réseaux d'assainissement pluvial,
- La signalisation horizontale et de police conformément au Règlement de Voirie Départementale en vigueur
- La signalisation directionnelle pour les mentions la concernant,
- Les supports de signalisation directionnelle qui sont la conséquence d'un choix esthétique,
- L'éclairage public,
- Les autres équipements réalisés par la commune

Article 8 : Domiciliation de la convention

Afin de permettre à toute personne, intéressée par ce dossier de le consulter, la domiciliation de la présente convention est établie en Mairie de SAINT-SATURNIN.

Article 9 : Règlement des litiges

Le Département autorise la commune, après information préalable, à ester en justice pour le règlement des litiges intervenant antérieurement à la réception définitive des travaux concernant le patrimoine départemental et à leur remise au Département.

Les litiges susceptibles de naître entre les contractants à l'occasion de la présente convention relèvent de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand.

Article 10 : Modalités d'établissement de la convention

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux, chaque cosignataire bénéficiant d'un original.

Fait à Aurillac, le

Madame le Maire de SAINT-SATURNIN

Le Président du Conseil départemental,

Claire ANDRIEUX-JANNETTA

Bruno FAURE

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 AVRIL 2024

DELIBERATION N°24CP04-16

Aménagement des Routes départementales n°39, n°317, n°110 et n°17 - Communes de Murat, Mandailles-Saint-Julien, Neuvéglise-sur-Truyère et Velzic - Acquisitions de terrains - Pas de DUP (article 1042)

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six avril à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 12 avril 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Isabelle LANTUEJOL donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Absent(s) : M. Vincent DESCOEUR, Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.131-5 du Code de la voirie routière ;

Vu la délibération n°21CD03-10 du Conseil départemental du 16 juillet 2021 autorisant Monsieur le Président faisant office de Notaire à signer les actes authentiques en la forme administrative ;

Vu la délibération n°23CD05-44 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'investissement 2024 sur la voirie départementale ;

- **VALIDE** les acquisitions de terrains nécessaires à l'aménagement des Routes Départementales n°39, n°317, n°110 et n°17 selon les modalités et conditions arrêtées dans les tableaux ci-après :

Route Départementale n°39
Rectification virage "Ezoldebeau" - 01186

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts)

Commune : MURAT

Nom du Propriétaire	Parcelles				Indemnité en €
	Références cadastrales	Emprise m²	Hors emprise m²	Nature	Principale et totale
	A204 A282	302	38328	PRE	120,80

Route Départementale n°317
Régularisation de terrain - 00798

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts)

Commune : MANDAILLES-ST-JULIEN

Nom du Propriétaire	Parcelles			Indemnité en €
	Références cadastrales	Emprise m²	Nature	Principale et totale
	B788 B842	835	PRE	250,50

Route Départementale n° 110
GRC 2023 "Fontille" SIERIS - 01183

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts)

Commune : NEUVEGLISE-SUR-TRUYERE

Nom du Propriétaire	Parcelles				Indemnité en €
	Références cadastrales	Emprise m²	Hors emprise m²	Nature	Principale et totale
	227D 99	307	17953	PA	138,15
	227D106	211	18639	T	94,95
	227D108	85	9285	T	38,25
	227D109 227D110	628	20770	T	282,60
	227D126	80	4470	T	40,00

Route Départementale n°17
Régularisation à Velzic Nord - 01193

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts)

Commune : VELZIC

Nom du Propriétaire	Parcelles				Indemnité en €
	Références cadastrales	Emprise m²	Hors emprise m²	Nature	Principale et totale
	AA52	244	14391	Pré	73,20

- **AUTORISE** les Vice-présidents ayant une délégation individuelle de fonction et de signature couvrant notamment la signature des actes d'acquisitions et de vente de biens meubles ou immeubles à représenter le Département en sa qualité d'acquéreur et à ce titre signer l'acte à intervenir dans ces affaires ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental à recevoir et authentifier l'acte authentique en la forme administrative correspondant et à régler les frais y afférent ;

- **SOLLICITE** l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement prévue par l'article 1042 du Code Général des Impôts.

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 21 du Budget départemental.

Publication : 30-04-2024

Transmission Préfecture : 29-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 AVRIL 2024

DELIBERATION N°24CP04-17

**Aménagement de la Route Départementale n°110 - Commune de Neuvéglise-sur-Truyère -
Acquisition de terrains - Pas de DUP (Article 1042)**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six avril à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 12 avril 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Isabelle LANTUEJOL donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Absent(s) : M. Vincent DESCOEUR, Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.131-5 du Code de la voirie routière ;

Vu la délibération n°23CD05-44 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'investissement 2024 sur la voirie départementale ;

- DECIDE de l'acquisition des terrains nécessaire à l'aménagement de la route départementale n°110 selon les modalités et conditions arrêtées dans le tableau ci-après :

Route Départementale n°110
GRC 2023 "Fontille" SÉRIERS - 01183

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts)

Commune : NEUVEGLISE-SUR-TRUYERE

Nom du Propriétaire	Parcelles				Indemnité en €
	Références cadastrales	Emprise m²	Hors emprise m²	Nature	Principale et totale
Consorts CONSTANT	227D102	470	14940	T	211,50
Consorts DAVID	227D125	166	7694	T	74,70

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer l'acte notarié lié à ces acquisitions et à régler les frais afférents ;

- **SOLLICITE** l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement prévue par l'article 1042 du Code Général des Impôts.

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 21 du Budget départemental.

Publication : 30-04-2024

Transmission Préfecture : 29-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 AVRIL 2024

DELIBERATION N°24CP04-18

**Aménagement des Routes Départementales n°39 et n°110 - Communes de Murat et
Neuvéglise-sur-Truyère - Indemnisation de fermiers**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six avril à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 12 avril 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Isabelle LANTUEJOL donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Absent(s) : M. Vincent DESCOEUR, Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de la voirie routière et notamment l'article L.131-5 ;

Vu la délibération n°23CD05-44 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 adoptant le programme d'investissement 2024 sur la voirie départementale ;

Vu la convention départementale d'indemnisation des propriétaires et exploitants agricoles conclue le 7 août 1990 entre le Préfet du Cantal, les Services Fiscaux, le Département et les Organismes Agricoles.

- **DECIDE** l'indemnisation des exploitants selon les modalités et conditions arrêtées dans les tableaux ci-dessous :

**Rectification virage "Ezoldebeau" - 01186
Commune de MURAT - RD39**

Fermiers	Propriétaire	N° parcelle	Surface en m²	Nature	Indemnité d'éviction totale en €
GAEC d'Ezoldebeau	RIGAL Pierre	A204 A282	302	PRE	76,76

**GRC 2023 "Fontille" SIERIS - 01183
Commune de NEUEGLISE-SUR-TRUYERE - RD110**

Fermiers	Propriétaires	N° parcelle	Surface en m²	Nature	Indemnité d'éviction	Indemnité clôtures	Indemnité totale en €
EARL des LAURIERS		227D99	307	PA	78,04	1 020,00	1 098,04
	Consorts CONSTANT	227D102	470	T	119,47	1 080,00	1 199,47

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer la convention d'indemnisation à intervenir dans ces affaires.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 21 du Budget départemental.

Publication : 30-04-2024

Transmission Préfecture : 29-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 AVRIL 2024

DELIBERATION N°24CP04-19

Pilotage de la convention de subvention globale FSE+ 2022/26 - Insertion professionnelle et inclusion sociale

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six avril à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 12 avril 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGÉ, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Absent(s) : M. Vincent DESCOEUR, Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Règlement (UE) n°2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement (UE) n°1296/2013 du 13 décembre 2013 est paru au Journal officiel de l'Union européenne du 30 juin 2021 ;

Vu le Règlement (UE) n°2021/1060 du Parlement Européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et l'aquaculture et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;

Vu le Programme national FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences n°2021FR05SFPR001 adopté par la Commission européenne en date du 28 octobre 2022 ;

Vu le décret modifié n°2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la Commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les Fonds européens ;

Vu le décret n°2021-1884 du 29 décembre 2021 relatif à la gestion des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période 2021-2027 ;

Vu le décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027 ;

Vu la délibération n°22CD03-14 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 approuvant le projet de subvention globale « Insertion professionnelle et inclusion sociale dans le Cantal 2022-2027 » et donnant délégation à la Commission Permanente la mise en œuvre de la convention et la sélection des opérations cofinancées par du FSE+ « Emploi-Inclusion-Jeunesse Compétences » ;

Vu la convention de subvention globale au titre du programme national FSE SG2022026 signée le 29 novembre 2023 ;

- **PREND ACTE** des mises à jour du descriptif des systèmes de gestion et de contrôle, de l'organigramme fonctionnel et de la cartographie des risques de la convention de subvention globale FSE+ 2022026 ;

- **PREND ACTE** du plan de contrôle 2024 établissant l'échantillonnage des visites sur place des opérations cofinancées FSE+ 2024.

Publication : 30-04-2024

Transmission Préfecture : 29-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

SYNTHESE DES RISQUES			
PROCESSUS	COTATION RISQUES INHERENTS	COTATION RISQUES RESIDUELS	OBSERVATIONS
RISQUES FONCTION COMPTABLE			
Catégorie de risque 1 : RISQUES LIES A LA GESTION DU PROGRAMME DANS LE CADRE DE LA FONCTION COMPTABLE	2	2	
Catégorie de risque 2 : RISQUES LIES A LA GESTION DU PROGRAMME DANS LE CADRE DE LA FONCTION COMPTABLE (Au niveau des demandes de paiements intermédiaires)	2	2	
RISQUES FINANCIERS			
Catégorie de risque 1 : NON RESPECT DES REGLES DE BONNE GESTION FINANCIERE DU PROGRAMME	2	2	
Catégorie de risque 2 : INELIGIBILITE DES DEPENSES	2	1	
Catégorie de risque 3 : DOUBLE FINANCEMENT EUROPEEN	2	1	
Catégorie de risque 4 : IMPORTANCE DU NOMBRE DE COFINANCEURS SUR L'OPERATION ET RISQUE DE SURFINANCEMENT	3	2	
RISQUES CONTRÔLE INTERNE			
Catégorie de risque 1 : PILOTAGE INSUFFISANT	2	2	
Catégorie de risque 2 : DESCRIPTION ET PROCEDURES DE GESTION ET DE CONTRÔLE DEFAILLANTES	2	2	
Catégorie de risque 3 : ANALYSE DE RISQUE ET PLAN D'ACTION INSUFFISANTS	2	1	
Catégorie de risque 4 : ABSENCE ou INSUFFISANCE DE SEPARATION FONCTIONNELLE	2	1	
Catégorie de risque 5 : CONSERVATION DES PIECES JUSTIFICATIVES DEFAILLANTE	3	3	
RISQUES JURIDIQUES			
Catégorie de risque 1: VERIFICATIONS DE GESTION INSUFFISANTES OU NON TRACEES	2	1	
Catégorie de risque 2: NON RESPECT DES CONDITIONS REGLEMENTAIRES LIEES AU DEMARRAGE DE L'OPERATION	3	1	
Catégorie de risque 3: NON RESPECT DE LA REGLEMENTATION RELATIVE A L'ENCADREMENT DES AIDES D'ETAT	2	1	
Catégorie de risque 4: INELIGIBILITE, NON-CONFORMITE AUX REGLES EUROPEENNES ET NATIONALES	2	1	
Catégorie de risque 5: CAPACITES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES INSUFFISANTES, NON VIABILITE DE LA STRUCTURE BENEFICIAIRE	3	2	
Catégorie de risque 6 : NON RESPECT DES OBLIGATIONS DE PUBLICITE ET COMMUNICATION	2	2	
Catégorie de risque 7 : DEPASSEMENT DU DELAI REGLEMENTAIRE POUR PAYER L'AIDE AU BENEFICIAIRE	3	3	
Catégorie de risque 8: EVOLUTION DES TEXTES REGLEMENTAIRES (NATIONAUX, EUROPEENS) CONCERNANT LA GESTION, LE SUIVI ET LE CONTROLE DES FONDS EUROPEENS	4	3	
Catégorie de risque 9: NON RESPECT DES REGLES SPECIFIQUES SUR LA COMMANDE PUBLIQUE	3	2	
Catégorie de risque 10: PLAINTES DES BENEFICIAIRES ET CONTENTIEUX DEVANT LES JURIDICTIONS COMPETENTES	2	2	
Catégorie de risque 11: SELECTION NON TRANSPARENTE OU DISCRIMINATOIRE	2	2	
RISQUES FRAUDES			
Catégorie de risque 1: FRAUDES RISQUE GENERAL	2	2	
Catégorie de risque 2: FRAUDES MARCHES PUBLICS	2	2	
RISQUES LIES AUX RESSOURCES HUMAINES			
Catégorie de risque 1: MOYENS HUMAINS INADEQUATS POUR GERER, SUIVRE ET CONTROLER LE PROGRAMME	2	1	
RISQUES INDICATEURS			
Catégorie de risque 1: ABSENCE DE SAISIE DES DONNEES OU NON-CONFORMITE	2	2	
Catégorie de risque 2: SYSTEME DE SUIVI ET PERFORMANCE DU PROGRAMME	2	2	
RISQUES SYSTEME D'INFORMATION			
Catégorie de risque 1: SYSTEME DE SUIVI ET PERFORMANCE DU PROGRAMME NON TRANSPARENT, NON OPERATIONNEL	2	2	
Catégorie de risque 2: DONNEES PERSONNELLES (INFORMATIQUE ET LIBERTES)	2	2	

13.3. Organisme exerçant la fonction comptable	Non, adresse et points de contact au sein de l'autorité responsable du programme exerçant la fonction comptable	Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle Vice-président en charge du Travail 14 avenue Duquesne 75350 Paris 07 SP Mission des affaires financières et juridiques Service des affaires financières Monsieur Vincent LEDELIN Agnes ACHARD-VINCENT et Corinne LEDELIN agnes.achard-vincent@emploi.gouv.fr corinne.le-delin@emploi.gouv.fr	
13.4. Indiquez comment le principe de séparation des fonctions entre les autorités responsables du programme et les autorités exécutives est respecté		<p>Les recommandations de l'autorité d'audit relatives à la programmation 2021-2027 (CICC2021/111380) prévoient qu'il doit exister au sein du service gestionnaire une séparation entre la fonction d'instruction et celle de réalisation des vérifications de gestion. Ainsi, le service Cantal Europe procédera à la mise en œuvre de la séparation des fonctions de gestion et de réalisation des opérations. Cette composition permettra de mettre en œuvre cette séparation fonctionnelle interne au service en charge de la convention de financement globalisée des dossiers d'opération communale. Le service Cantal Europe assurera la mise en œuvre de la séparation des fonctions d'instruction et de réalisation des vérifications de gestion.</p> <p>Par ailleurs, les conflits d'intérêts sont évités au moyen d'une politique de gestion des conflits d'intérêts. Les services de gestion des services gestionnaires. En effet, au sein de l'OI Cantal, les services potentiellement bénéficiaires sont toujours distincts du service gestionnaire.</p> <p>Au sein de la collectivité, pour le paiement des subventions FSE+ dues aux bénéficiaires externes, le service Cantal Europe effectue le pré-mandatement puis la Direction des Finances octroie le paiement tandis que le service Cantal Europe assure la mise en œuvre de la convention de financement supplémentaire.</p> <p>De plus, l'autorité de gestion - la DGEFP, assurant la fonction gestionnaire, assure la mise en œuvre de la séparation fonctionnelle et est bien réalisée.</p>	
2. ORGANISME INTERMEDIAIRE			
2.1. Statut de l'organisme intermédiaire	Organisme public ou privé national, régional ou local et organisme dont il fait partie	L'OI Cantal est au sein du Conseil départemental du Cantal (département de l'Aude). Le Département du Cantal fait partie de l'ADE et adhère à l'AFICORE.	
2.2. Spécifications des fonctions et des tâches exécutées directement par l'organisme intermédiaire	<p>Cf articles 72 à 74 du Règlement (UE) n° 2021/1060</p> <p>Le service Cantal Europe doit être en mesure de sélectionner les projets FSE+ de l'OI Cantal. L'appel à projets intégrera, comme le prévoit le Règlement 2021/1060 : des informations sur les conditions de financement, les critères de sélection des opérations à soutenir, les personnes contacts pouvant fournir des informations sur l'appel à projets, le fait qu'il est de la responsabilité des bénéficiaires de l'opération de fournir les informations nécessaires à la mise en œuvre de l'opération par le fonds. Après validation du résumé de l'appel à projets, le service Cantal Europe verra à la soumission de l'appel à projets à l'ADE puis à la publication du résumé de l'appel à projets sur le site internet de l'ADE. Le service Cantal Europe assurera la mise en œuvre de la convention de financement globalisée des dossiers d'opération communale. Le service Cantal Europe assurera la mise en œuvre de la convention de financement globalisée des dossiers d'opération communale. Le service Cantal Europe assurera la mise en œuvre de la convention de financement globalisée des dossiers d'opération communale.</p>	<p><u>Détaillez les principales fonctions que l'OI assure</u></p> <p>Fonctions assurées par l'OI Cantal pour les tâches de suivi et de pilotage de la subvention globale :</p> <p>Le service Cantal Europe procédera à l'établissement des appels à projets FSE+ de l'OI Cantal. L'appel à projets intégrera, comme le prévoit le Règlement 2021/1060 : des informations sur les conditions de financement, les critères de sélection des opérations à soutenir, les personnes contacts pouvant fournir des informations sur l'appel à projets, le fait qu'il est de la responsabilité des bénéficiaires de l'opération de fournir les informations nécessaires à la mise en œuvre de l'opération par le fonds. Après validation du résumé de l'appel à projets, le service Cantal Europe verra à la soumission de l'appel à projets à l'ADE puis à la publication du résumé de l'appel à projets sur le site internet de l'ADE. Le service Cantal Europe assurera la mise en œuvre de la convention de financement globalisée des dossiers d'opération communale. Le service Cantal Europe assurera la mise en œuvre de la convention de financement globalisée des dossiers d'opération communale. Le service Cantal Europe assurera la mise en œuvre de la convention de financement globalisée des dossiers d'opération communale.</p>	

<p>En cas de recours à des prestataires, il convient de détailler les activités réalisées par l'OI et les fonctions externalisées.</p>	<p>appel à projets dans MDFSE+. Un simple avis, en amont ou en aval de la sélection, est émis par le Comité de programmation régional agissant sous le nom de Comité de programmation régional (CPR).</p> <p>Contrôle interne de la liste d'audit</p> <ul style="list-style-type: none"> - global : Pilotage qualitatif et quantitatif des objectifs spécifiques et suivi des indicateurs - Réduction d'un rapport de dialogue de gestion, notamment pour la partie des dépenses prélevées sur les crédits réservés - Rédaction d'un rapport annuel sur les contrôles réalisés par l'organisme intermédiaire (visite sur place) et sur les suites réservées aux constats de l'ensemble des contrôles - Mise en œuvre d'un plan d'actions de suivi et de programmation complémentaires (nationaux et régionaux) <p>Sélection opérations :</p> <p>Exécution des tâches de gestion du programme :</p> <p>Le service gestionnaire s'assure que le projet complet est suffisamment détaillé et que les dépenses prévues sont compatibles avec les règles de l'Etat et que les avis techniques requis ont été recueillis. Un rapport d'instruction doit être établi, les éléments relatifs à la programmation, à la gestion et à la réalisation du projet. Si le dossier une fois complet et instruit est inscrit à l'ordre du jour d'un comité de programmation, celui-ci émet un avis sur les projets.</p> <p>Un comité de programmation est établi faisant apparaître les unités du comité de programmation, est élu pour une durée de 3 ans. Ce comité de programmation est chargé de valider le montant de la aide accordée et son taux.</p> <p>Le service gestionnaire s'assure que les bénéficiaires ont été sélectionnés et que leurs annexes financières et techniques sont établis et signés électroniquement dans MDFSE+.</p> <p>Le service gestionnaire report au sein de MDFSE+ les biens d'exécution des opérations et les dépenses de fonctionnement. Les dépenses sont présentées par le bénéficiaire et liquidées le montant de fonds européens du au bénéficiaire au titre du bilan déposé.</p> <p>Fonctions confiées pour les tâches de gestion des dossiers d'opération :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le service Capital Europe a la mission de mettre en œuvre la plate forme de gestion des dossiers d'opération et de valider les dossiers de la Priorité 1 ; Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables tout des excois. - Animation de la convention de subvention globale - Le service Capital Europe mobilisera son réseau de partenaires, développera des supports de communication et d'information en version papier et numérique et mettra à disposition des personnes du centre Europe Direct Capital pour l'information et l'animation territoriale relative à la convention de subvention globale. - Appui aux bénéficiaires : Le service Capital Europe s'assure que les appui aux bénéficiaires sera assuré directement par le service Capital Europe. Les gestionnaires pourront s'appuyer sur le partenariat pour avis technique, réglementaire,.... sauf si ce partenaire est porteur de projet. - Lieu de dépôt de la demande FSE+ via MDFSE+. - Le porteur de projet dépose la demande de concours FSE+ via MaBénarhèreSE+ : réception dans MDFSE+ des demandes de concours FSE+ et leur traitement par les candidats et notifiés par une alerte mail provenant de MDFSE+. - Recouvrabilité de la demande.
--	---

		<p>vérifier la réalisation de l'opération et la régularité des dépenses présentées par le bénéficiaire. Nota bene : l'IO Cantal pourra être mandaté par le service des Marchés de la DRETS Auvergne-Rhône-Alpes et le service des Marchés du Conseil départemental. La procédure de paiement des dépenses sera alors la même que prévue par le point de la présente note. L'ensemble des opérations du Centre de service restera de la responsabilité du service gestionnaire.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etablissement du rapport de Contrôle de service fait (suivi des recouvrements) - Etablissement des notifications, proviseurs et définitive, de contrôle de service fait - Paiement des aides FSE+ aux bénéficiaires, avance étou - suite - Suivi des recouvrements le cas échéant <p>Le service gestionnaire liquide le montant de fonds européens dû au bénéficiaire au titre du bien déposé. Cas général : lorsque l'action est financée par le service des Marchés de la DRETS Auvergne-Rhône-Alpes, le Conseil départemental c'est le service Cantal Europe qui effectue le dossier de mandatement qu'elle adresse à la Direction des Finances qui émet l'ordre de paiement suivant les règles de la comptabilité publique. (date, n°, montant) sont enregistrés dans MademarcheSE+.</p> <p>Cas particulier lorsque l'IO Cantal est lui-même bénéficiaire : lorsque l'action commandée par le FSE+ a été portée par un service interne au service des Marchés de la DRETS Auvergne-Rhône-Alpes, le service Cantal Europe ne peut pas effectuer le paiement. L'ACD doit consigner dans MademarcheSE+ les dépenses effectuées par l'ACD après validation de la déclaration de dépenses. Les dépenses effectuées par l'ACD sont consignées dans MademarcheSE+ et les dépenses justifiées au sein du compte administratif. Dans le cadre des avances versées par l'IO Cantal, le service Cantal Europe procède au paiement des avances.</p> <p>Le recouvrement des aides indument perçues par un bénéficiaire d'une opération s'effectue dans le cadre des règles de la comptabilité publique (décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012) et notamment au sein du service des Marchés de la DRETS Auvergne-Rhône-Alpes sous le contrôle interne de la Direction des Finances & exécuté par le service de gestion et de contrôle de la DDFP. Le service gestionnaire FSE s'appuiera sur les informations de MademarcheSE+ et des systèmes d'information de la DRETS Auvergne-Rhône-Alpes pour effectuer la correction en continu des irrégularités, l'enregistrement des sommes retirées et recouvrées, des montants à recourir et des montants recouvrables, des montants des opérations suspendues par une irrégularité et des montants des opérations suspendues par une irrégularité.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Archivage des dossiers - L'ensemble des pièces du dossier est conservé dans MademarcheSE+ et dans un lieu unique au sein du service Cantal Europe. 	
<p>Procédures de vérification des opérations : le cas échéant l'identification des opérations et la vérification de ce contrôle est confiée cf. article 74 (1-a à 2 et 3) du RPDG</p>		<p>Le service Cantal Europe intervient dans la procédure de vérification de tous les dossiers d'opération que ces derniers soient portés par des bénéficiaires ou par le service Cantal Europe lui-même. Le service Cantal Europe est chargé de la procédure de vérification des opérations. Il pourra recourir à des prestataires externes sur le CSE pour certaines opérations dans le respect du code de la commande publique.</p> <p>En tout état de cause, le service Cantal Europe ne sera pas bénéficiaire des opérations financées par le FSE+ et ne sera pas responsable fonctionnelle avec les services opérationnels bénéficiaires. Le service garantit une séparation fonctionnelle pour procéder à ces tâches conformément aux exigences européennes. La séparation fonctionnelle sera assurée par la mise en place de différents services au sein du départementaux pour les opérateurs internes. En effet, Isabelle LANTUEJOL, Vice-Présidente en charge des affaires européennes représente l'IO tandis que les autres élus, Dominique BEAUDREY est</p>	

		<p>• S'assurer de la correcte saisie des informations sur MDF SE+ :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Vérifier le respect des obligations notamment celles relatives à la nature s'y prête par des éléments figurant au dossier, par une visite sur place et/ou lors d'exécution et sur la base du bilan d'exécution et de la mise à jour des données. • Vérifier l'absence de double financement et/ou de sur financement. • Etablir un rapport de contrôle de service fait daté et signé. Ces rapports doivent être transmis à l'Agence pour l'information et la régulation des participants, équilibre des dépenses directes et indirectes, le montant des dépenses directes éligibles et justifiées, le montant de l'aide européenne du au regard notamment des dépenses éligibles et justifiées, le montant des dépenses indirectes et justifiées, le montant des dépenses non éligibles et justifiées et le montant des dépenses non éligibles et non justifiées. • Il fait l'objet d'une phase contradictoire en cas de aggrégation de dépenses. • Conserver dans le dossier unique tous les éléments relatifs à ces paiements et vérifications. 		
<p>Description des mesures et procédures anti-fraude mises en œuvre par le règlement (UE) n° 2021/1060.</p>	<p>Ces éléments sont communs à l'ensemble des entités participants à a gestion du programme et décrits dans le DSSC de l'AGD :</p> <p>Le règlement portant dispositions communes (UE) N°2021/1060 exige de l'autorité de gestion qu'elle mette en place des « mesures anti-fraude efficaces et proportionnées tenant compte des risques recensés » et qu'elle « mette en place des mesures de prévention, de détection et de sanction de la fraude et les irrégularités de manière efficace, et rembourser les montants irréguliers au budget de l'UE. Outre la mise en place d'un système solide de gestion et de contrôle permettant d'identifier et de prévenir les fraudes, la Commission européenne préconise de prévenir la fraude au moyen d'un engagement visible de l'Etat membre et d'une sensibilisation, tant dans son environnement interne qu'externe, sur la lutte contre la fraude.</p> <p>La DGEFP a décidé de mettre en place une série de procédures anti-fraude efficaces et proportionnées, en lien avec l'AGD et des OI annexés. Ces titres l'AGD a procédé ou va procéder :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au déploiement d'un système de contrôle interne, afin de prévenir les risques de fraudes, reposant sur une cartographie des risques recensés, la mise en place de contrôles internes, la mise en place de crédits FSE+ et de plans d'action en réponse aux risques identifiés. - à la diffusion de la déclaration de la politique anti-fraude de la DGEFP au sein du service FSE+, qui sera d'ailleurs disponible sur le futur site de l'Agence. - à la diffusion de la charte déontologique rappelant les principes éthiques à mettre en œuvre dans le cadre des activités de gestion des fonds européens auprès de tous les agents du service. Cette charte sera accessible à tous les agents du service et sera soumise à signature par tous les agents du service FSE+ ; <p>Le référent contrôle interne du Département du Cantal est Marc TEMPLAT, Chef de Service.</p> <p>Le référent anti-fraude est Marc TEMPLAT du service Cantal Europe.</p> <p>La DGEFP a prévu la mise en place d'une plateforme en ligne pour la déclaration et le signalement des soupçons de fraude sur le site du FSE+ en France afin de permettre aux lanceurs d'alerte d'avoir une entité unique pour signaler de manière anonyme et sécurisée les soupçons de fraude ;</p> <p>L'AGD communiquera sur l'existence de cette plateforme et se conformera aux processus mis en place par le niveau national en matière de lutte contre la fraude. Les agents du service FSE+ seront concernés et sollicités.</p> <p>Enfin, l'OI a accès au logiciel ARACHNE.</p>			

<p>2.1.3. Cadre permettant la réalisation, en cas de besoin, d'un exercice de cartographie des risques, en particulier en cas de changements dans les intervenants dans le processus de gestion et de contrôle.</p>	<p>Il s'agit d'établir à partir de l'analyse des tâches une évaluation des principaux risques, en particulier en lien avec les fonds et de définir les dispositifs palliatifs en conséquence.</p>	<p>Les OI doivent actualiser la cartographie élaborée par la DGEFP pour la programmation 2014-2020 et l'annexer au présent document. Le modèle de cartographie des risques, basé sur le modèle de la DGEFP, sera actualisé dans le cadre des missions à venir. Un modèle actualisé sera transmis en 2023.</p> <p>La cartographie des risques s'inscrit dans le cadre du déploiement du programme au sein de la DGEFP et des autorités de gestion. Elle vise à identifier les risques liés à la mise en œuvre de la mission de la DGEFP et des autorités de gestion, en particulier les risques liés à la gestion des fonds européens FSE+ a été élaborée par la Mission des Affaires Financières et Juridiques de la DGEFP. Cette mission pilote et anime le dispositif.</p> <p>Une cartographie spécifique au OI identifie les principaux risques et les mesures de mitigation à mettre en œuvre. Cette cartographie sera actualisée chaque année suite à un examen annuel des procédures par le référent de l'OI et de l'AGD et sous le pilotage de l'autorité de gestion en titre du programme (DGEFP- Sous-direction FSE+).</p> <p>Elle intégrera l'ensemble des observations issues des constats d'audit et des contrôles de tous niveaux et donnera lieu à des plans d'actions ciblés le cas échéant en fonction des risques identifiés.</p> <p>Le Département du Contrôle s'inscrit d'ores et déjà dans la lutte contre les risques et a mis en place les procédures suivantes :</p> <p>Afin de vérifier le respect de la plate d'audit et de confirmer que toute opération cofinancée donne lieu à un traitement efficient et homogène, l'AGD réalisera des contrôles de supervision. Un Département d'audit sera mis en place pour assurer la supervision de la DGEFP et l'AGD. Au moins un contrôle de supervision par convention de subvention globale sera réalisé par l'AGD et débouchera sur la rédaction d'un rapport (selon le modèle de la DGEFP) qui sera transmis à la DGEFP et à l'AGD. Le rapport de supervision sera transmis à la DGEFP et à l'AGD. Un rapport contradictoire sera rédigé par le service Central Europe sur la base du rapport type de l'autorité de gestion et transmis à l'AGD pour répondre aux observations et à la DGEFP pour répondre aux observations et à la DGEFP. La cartographie de supervision comprend systématiquement deux volets :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une analyse des systèmes de gestion, suivi et contrôle du Conseil - une vérification par sondage des dossiers (échantillonnage est réalisé de telle manière que les dossiers sélectionnés représentent les différents modes d'allocation des financements, l'ensemble des années de programmation, l'ensemble des dispositifs cofinancés). <p>En sus des contrôles de supervision assurés par l'AGD, l'autorité de gestion peut demander la réalisation de contrôles supplémentaires ou complémentaires. Les contrôles supplémentaires ou complémentaires sont réalisés dans le rapport annuel sur les contrôles. Le service Central Europe se tient à la disposition de l'AGD qui dans le cadre de son programme d'activité doit vérifier les niveaux des OI.</p>
---	---	---

<p>21.1.4. Organigramme de l'organisme intermédiaire liés avec tout autre organisme ou toute autre division interne ou externe des fonctions et les tâches prévues aux articles 72 à 74</p>	<p>Il s'agit de bien identifier chacun des services ou fonctions et les moyens humains et matériels affectés à leur exécution. Il est en place et/ou prévu (préciser les Recrutements prévus) :</p> <p>Les organigrammes doivent décrire les fonctions et les principales tâches des agents affectés à leur exécution. Ils doivent être actualisés et validés pour chaque année de la piste d'audit. La personne responsable des contrôles doit valider les personnes chargées des contrôles et les délégations de signature et les délégations de signature informatiques (par rapport à la démarche-FSE+). Ils doivent également faire mention de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la séparation des fonctions cf. au point 1.3.4. • "les postes dits "sensibles" et • les mesures de prévention mises en place <p>Toutes les fiches de postes (incluant les tâches et les responsabilités) doivent être fournies au soutien du contrôle interne et être référencées à la nouvelle programmation 2021-2027.</p>	<p>En vue des contrôles internes et des contrôles assurés par l'OI Capital et des contrôles de supervision assurés par l'AGD, l'autorité de gestion doit valider les résultats des différents contrôles figurant dans le rapport annuel sur les contrôles. Le service Capital Europe se tient à la disposition de l'Autorité de Gestion Déléguée qui, dans le cadre de son programme d'audit, doit valider les travaux des OI.</p> <p>Compléter et fournir l'organigramme fonctionnel de l'OI en annexe aux fiches de postes des gestionnaires des fonds de placement et a affectés des moyens pour la maîtrise effective du programme.</p> <p>Un service du Département est mobilisé directement avec trois agents : 1 M ETP :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nathalie MEALET, chargée de projet Fonds européens, est chargée du pilotage et de la gestion des dossiers d'opération FSE+ du dépôt du dossier à son achèvement (0,80 ETP) ; - Céline MOISSINAC, chargée de projet Fonds européens est chargée du pilotage et de la gestion des dossiers d'opération FSE+ du dépôt du dossier à son achèvement (0,80 ETP) ; - Les tâches des différents offices européennes est chargée du contrôle interne, de l'évaluation-suivi et du pilotage général de la subvention globale (0,20 ETP). <p>L'OI Capital a identifié des tâches et des postes dits "sensibles" dans les organigrammes fonctionnels. Les postes des chargés de projet Fonds Européens et de Marc TEMPLAR sont des postes dits "sensibles". Afin de sécuriser la piste d'audit et préserver l'intégrité et le fonctionnement des organigrammes fonctionnels, les tâches des chargés de projet Fonds européens sont confiées à Sylvie JABOT, pour Marc TEMPLAR. Des procédures uniques sont également livrées pour une application identique et cohérente selon les modalités de mise en œuvre de la démarche FSE+.</p> <p>L'objectif est également "signer" par l'ensemble des agents intervenant dans le FSE+.</p> <p>Les tâches dites "sensibles" sont présentées essentiellement dans le fiche d'instruction des demandes, dans le conventionnement et dans le contrôle de service fait. Afin de pallier les risques de fraudes et d'irrégularités dans ces étapes les plus exposées, le contrôle interne de l'OI Capital sur ces tâches et des procédures uniques seront mises en œuvre.</p> <p>Enfin, toutes les personnes mettant en œuvre le FSE+, au sein du Département, doivent être sensibilisées à la démarche FSE+ et à l'organigramme fonctionnel (fonctionnaire, titulaire ou contractuel). Ainsi les agents doivent respecter le principe de désintéressement : « le fonctionnaire ne peut prendre par lui-même ou par personne interposée des intérêts de nature à compromettre son indépendance ».</p>	<p>Annexe : - organigramme(s) de l'OI - fiches de postes</p>
---	--	---	--

		<p>tels que le guide interne des procédures pour assurer une continuité du service.</p> <p>La DGEFP met en place un programme de formation qui est défini dans le DSGC de l'autorité de gestion.</p>	
<p>3. ORGANISME EXERCANT LA FONCTION COMPTABLE</p>			
<p>La fonction comptable est exercée par la DGEFP, l'autorité de gestion, conformément au point 3 du DSGC de l'autorité de gestion.</p>			
<p>4. SYSTÈME ELECTRONIQUE</p>			
<p>L'organisme intermédiaire (préciser le nom) utilise le système d'information Ma-démarche-FSE, développé par l'autorité de gestion du programme conformément au point 4 du DSGC de l'autorité de gestion.</p>			

Indiquer par une "x" les postes sensibles

ORGANIGRAMME FONCTIONNEL						
PROCEDURES / TACHES / OPERATIONS	SERVICE / Mission	TITULAIRE	SUPPLÉANT	CONTRÔLE DE SUPERVISION	DÉLEGATION DE SIGNATURE	OBSERVATIONS INFORMATIQUES
La relative contrôle interne : Marc TEMPLAR, chef de service La relative plannings-déclaration : Marc TEMPLAR, chef de service La relative des subventions : Marc TEMPLAR, chef de service						
APPEL A PROJETS						
Definition critères de sélection et rédaction	Service Cantal Europe	Marc TEMPLAR*	Jean-Claude ETIENNE Syvle JABOL	Jean-Claude ETIENNE Syvle JABOL	Jean-Claude ETIENNE, Syvle JABOL & Marc TEMPLAR	Jean-Claude ETIENNE, Syvle JABOL, habilitation chef de service OI
Validation	Service Cantal Europe	Marc TEMPLAR*	Jean-Claude ETIENNE Syvle JABOL	Jean-Claude ETIENNE Syvle JABOL	Jean-Claude ETIENNE, Syvle JABOL & Marc TEMPLAR	Jean-Claude ETIENNE, Syvle JABOL, habilitation chef de service OI
Publication	Service Cantal Europe	Marc TEMPLAR	Jean-Claude ETIENNE Syvle JABOL	Jean-Claude ETIENNE Syvle JABOL	Jean-Claude ETIENNE, Syvle JABOL & Marc TEMPLAR	Jean-Claude ETIENNE, Syvle JABOL, habilitation chef de service OI
INSTRUCTION DU DOSSIER DE SUBVENTION						
Affectation du dossier à un gestionnaire	Service Cantal Europe	Marc TEMPLAR	Jean-Claude ETIENNE Syvle JABOL	Jean-Claude ETIENNE Syvle JABOL	Jean-Claude ETIENNE, Syvle JABOL & Marc TEMPLAR	Jean-Claude ETIENNE, Syvle JABOL, habilitation chef de service OI
Contrôle des pièces et signature	Service Cantal Europe	Nathalie MEALET & Céline MOISSINAC	Nathalie MEALET & Céline MOISSINAC	Marc TEMPLAR	Jean-Claude ETIENNE, Syvle JABOL & Marc TEMPLAR	Nathalie MEALET & Céline MOISSINAC, Syvle JABOL & Marc TEMPLAR, habilitation chef de service OI
Attestation de recevabilité	Service Cantal Europe	Nathalie MEALET & Céline MOISSINAC	Nathalie MEALET & Céline MOISSINAC	Marc TEMPLAR	Jean-Claude ETIENNE, Syvle JABOL & Marc TEMPLAR	Nathalie MEALET & Céline MOISSINAC, Syvle JABOL & Marc TEMPLAR, habilitation chef de service OI
Analyse de la demande de subvention (instruction)	Service Cantal Europe	Nathalie MEALET & Céline MOISSINAC	Nathalie MEALET & Céline MOISSINAC	Marc TEMPLAR	Jean-Claude ETIENNE, Syvle JABOL & Marc TEMPLAR	Nathalie MEALET & Céline MOISSINAC, Syvle JABOL & Marc TEMPLAR, habilitation chef de service OI
Validation des instructions	Service Cantal Europe	Marc TEMPLAR	Jean-Claude ETIENNE Syvle JABOL	Jean-Claude ETIENNE Syvle JABOL	Jean-Claude ETIENNE, Syvle JABOL & Marc TEMPLAR	Jean-Claude ETIENNE, Syvle JABOL, habilitation chef de service OI
PROGRAMMATION DES OPERATIONS ET NOTIFICATION DE LA DECISION						
La relative contrôle interne : Marc TEMPLAR, chef de service La relative plannings-déclaration : Marc TEMPLAR, chef de service La relative des subventions : Marc TEMPLAR, chef de service						

ORGANIGRAMME FONCTIONNEL							
PROCESSUS / ETAPES / OPERATIONS	SERVICE / DIRECTION	TITULAIRE	SUPPLEANT	UNITÉ DE SUPERVISION	COORDONNATEUR / RESPONSABLE	MAINTIEN	OBSERVATIONS
Etablissement de l'ordre du jour des dossiers à présenter au comité de programmation	Service Carrel Europe	Nathalie MEALET & Céline MOISSINAC	Nathalie MEALET & Céline MOISSINAC	Marc TEMPLAR	Jean-Claude ETIENNE, Sylvie JABOL & Marc TEMPLAR	Nathalie MEALET & Céline MOISSINAC, habilitation prisonnier OI4, Jean-Claude ETIENNE, Sylvie JABOL & Marc TEMPLAR, habilitation chef de service OI	<i>cf. Annexe relative à l'ordre du jour des dossiers à présenter aux directeurs et chefs de services départementaux</i>
Notification de la décision au bénéficiaire	Service Carrel Europe	Nathalie MEALET & Céline MOISSINAC	Nathalie MEALET & Céline MOISSINAC	Marc TEMPLAR	Jean-Claude ETIENNE, Sylvie JABOL & Marc TEMPLAR	Nathalie MEALET & Céline MOISSINAC, habilitation prisonnier OI4, Jean-Claude ETIENNE, Sylvie JABOL & Marc TEMPLAR, habilitation chef de service OI	<i>cf. Annexe relative à l'ordre du jour des dossiers à présenter aux directeurs et chefs de services départementaux</i>
ENGAGEMENT JURIDIQUE ACTE ATTRIBUTIF DE SUBVENTION							
Formalisation de l'acte attributif de subvention	Service Carrel Europe	Nathalie MEALET & Céline MOISSINAC	Nathalie MEALET & Céline MOISSINAC	Marc TEMPLAR	Jean-Claude ETIENNE, Sylvie JABOL & Marc TEMPLAR	Nathalie MEALET & Céline MOISSINAC, habilitation prisonnier OI4, Jean-Claude ETIENNE, Sylvie JABOL & Marc TEMPLAR, habilitation chef de service OI	<i>cf. Annexe relative à l'ordre du jour des dossiers à présenter aux directeurs et chefs de services départementaux</i>
Validation de l'acte attributif de subvention	Service Carrel Europe	Marc TEMPLAR	Jean-Claude ETIENNE, Sylvie JABOL	Jean-Claude ETIENNE, Sylvie JABOL	Jean-Claude ETIENNE, Sylvie JABOL & Marc TEMPLAR	habilitation chef de service OI Sylvie JABOL & Marc TEMPLAR, habilitation chef de service OI	<i>cf. Annexe relative à l'ordre du jour des dossiers à présenter aux directeurs et chefs de services départementaux</i>
Transmission du projet de convention au bénéficiaire pour signature	Service Carrel Europe	Nathalie MEALET & Céline MOISSINAC	Nathalie MEALET & Céline MOISSINAC	Marc TEMPLAR	Jean-Claude ETIENNE, Sylvie JABOL & Marc TEMPLAR	Nathalie MEALET & Céline MOISSINAC, habilitation prisonnier OI4, Jean-Claude ETIENNE, Sylvie JABOL & Marc TEMPLAR, habilitation chef de service OI	<i>cf. Annexe relative à l'ordre du jour des dossiers à présenter aux directeurs et chefs de services départementaux</i>
Archivage de la convention signée par les deux parties	Service Carrel Europe	Nathalie MEALET & Céline MOISSINAC	Nathalie MEALET & Céline MOISSINAC	Marc TEMPLAR	Jean-Claude ETIENNE, Sylvie JABOL & Marc TEMPLAR	Nathalie MEALET & Céline MOISSINAC, habilitation prisonnier OI4, Jean-Claude ETIENNE, Sylvie JABOL & Marc TEMPLAR, habilitation chef de service OI	<i>cf. Annexe relative à l'ordre du jour des dossiers à présenter aux directeurs et chefs de services départementaux</i>
Avenant modificatif	Service Carrel Europe	Nathalie MEALET & Céline MOISSINAC	Nathalie MEALET & Céline MOISSINAC	Marc TEMPLAR	Jean-Claude ETIENNE, Sylvie JABOL & Marc TEMPLAR	Nathalie MEALET & Céline MOISSINAC, habilitation prisonnier OI4, Jean-Claude ETIENNE, Sylvie JABOL & Marc TEMPLAR, habilitation chef de service OI	<i>cf. Annexe relative à l'ordre du jour des dossiers à présenter aux directeurs et chefs de services départementaux</i>
Conformément à la séparation des fonctions souhaitée entre l'instruction et le contrôle, lorsque Nathalie Mealet réalise l'instruction d'un dossier y compris le conventionnement, Nathalie Mealet procède aux étapes de contrôle CSF & lorsque Céline MOISSINAC réalise l'instruction d'un dossier y compris le conventionnement, Nathalie Mealet procède aux étapes de contrôle CSF							
VERIFICATION DE LA SAGESSE DES INDICATEURS							
Validation du recensement des données relatives aux indicateurs de PO	Service Carrel Europe	Nathalie MEALET & Céline MOISSINAC	Nathalie MEALET & Céline MOISSINAC	Marc TEMPLAR	Jean-Claude ETIENNE, Sylvie JABOL & Marc TEMPLAR	Nathalie MEALET & Céline MOISSINAC, habilitation prisonnier OI4, Jean-Claude ETIENNE, Sylvie JABOL & Marc TEMPLAR, habilitation chef de service OI	<i>cf. Annexe relative à l'ordre du jour des dossiers à présenter aux directeurs et chefs de services départementaux</i>
DEMANDE DE PAIEMENT							
Reception du bilan intermédiaire ou final	Service Carrel Europe	Nathalie MEALET & Céline MOISSINAC	Nathalie MEALET & Céline MOISSINAC	Marc TEMPLAR	Jean-Claude ETIENNE, Sylvie JABOL & Marc TEMPLAR	Nathalie MEALET & Céline MOISSINAC, habilitation prisonnier OI4, Jean-Claude ETIENNE, Sylvie JABOL & Marc TEMPLAR, habilitation chef de service OI	<i>cf. Annexe relative à l'ordre du jour des dossiers à présenter aux directeurs et chefs de services départementaux</i>

ORGANIGRAMME FONCTIONNEL						
PROCESSUS / ETAPES / OPERATIONS	SERVICE / DIRECTION	TITULAIRE	SUPPLEANT	CONTROLE ET SUPERVISION	LEGISLATION / REGLEMENTATION	OBSERVATIONS
Examen du bilan d'exécution intermédiaire	Service Carrel Europe	Nathalie MEALET & Céline MOISSINAC	Nathalie MEALET & Céline MOISSINAC	Marc TEMPLAR	Jean-Claude ETIENNE, Sylvie JABOL & Marc TEMPLAR	<i>cf. Annexe relative à l'analyse portant délégation de signature aux directeurs et chefs de services départementaux</i>
Examen du bilan d'exécution final	Service Carrel Europe	Nathalie MEALET & Céline MOISSINAC	Nathalie MEALET & Céline MOISSINAC	Marc TEMPLAR	Jean-Claude ETIENNE, Sylvie JABOL & Marc TEMPLAR	<i>cf. Annexe relative à l'analyse portant délégation de signature aux directeurs et chefs de services départementaux</i>
CONTROLE DE SERVICE FAIT ET VISITES SUR PLACE						
Realisation des visites sur place	Service Carrel Europe	Nathalie MEALET & Céline MOISSINAC	Nathalie MEALET & Céline MOISSINAC	Marc TEMPLAR	Jean-Claude ETIENNE, Sylvie JABOL & Marc TEMPLAR	<i>cf. Annexe relative à l'analyse portant délégation de signature aux directeurs et chefs de services départementaux</i>
Etablissement du rapport des visites sur place	Service Carrel Europe	Nathalie MEALET & Céline MOISSINAC	Nathalie MEALET & Céline MOISSINAC	Marc TEMPLAR	Jean-Claude ETIENNE, Sylvie JABOL & Marc TEMPLAR	<i>cf. Annexe relative à l'analyse portant délégation de signature aux directeurs et chefs de services départementaux</i>
Validation du rapport des visites sur place	Service Carrel Europe	Marc TEMPLAR	Jean-Claude ETIENNE, Sylvie JABOL	Jean-Claude ETIENNE, Sylvie JABOL	Jean-Claude ETIENNE, Sylvie JABOL, habilitation chef de service OI Marc TEMPLAR, habilitation chef de service OI	<i>cf. Annexe relative à l'analyse portant délégation de signature aux directeurs et chefs de services départementaux</i>
Mise en œuvre du contrôle de services fait	Service Carrel Europe	Nathalie MEALET & Céline MOISSINAC	Nathalie MEALET & Céline MOISSINAC	Marc TEMPLAR	Jean-Claude ETIENNE, Sylvie JABOL, habilitation chef de service OI Marc TEMPLAR, habilitation chef de service OI	<i>cf. Annexe relative à l'analyse portant délégation de signature aux directeurs et chefs de services départementaux</i>
Etablissement du rapport de contrôle de service fait	Service Carrel Europe	Nathalie MEALET & Céline MOISSINAC	Nathalie MEALET & Céline MOISSINAC	Marc TEMPLAR	Jean-Claude ETIENNE, Sylvie JABOL & Marc TEMPLAR	<i>cf. Annexe relative à l'analyse portant délégation de signature aux directeurs et chefs de services départementaux</i>
Validation du rapport du contrôle de service fait	Service Carrel Europe	Marc TEMPLAR	Jean-Claude ETIENNE, Sylvie JABOL	Jean-Claude ETIENNE, Sylvie JABOL	Jean-Claude ETIENNE, Sylvie JABOL, habilitation chef de service OI Marc TEMPLAR, habilitation chef de service OI	<i>cf. Annexe relative à l'analyse portant délégation de signature aux directeurs et chefs de services départementaux</i>
Mise en paiement du bilan d'exécution	Service Carrel Europe	Nathalie MEALET & Céline MOISSINAC	Nathalie MEALET & Céline MOISSINAC	Marc TEMPLAR	Jean-Claude ETIENNE, Sylvie JABOL & Marc TEMPLAR	<i>cf. Annexe relative à l'analyse portant délégation de signature aux directeurs et chefs de services départementaux</i>
Suivi du paiement	Service Carrel Europe	Nathalie MEALET & Céline MOISSINAC	Nathalie MEALET & Céline MOISSINAC	Marc TEMPLAR	Jean-Claude ETIENNE, Sylvie JABOL & Marc TEMPLAR	<i>cf. Annexe relative à l'analyse portant délégation de signature aux directeurs et chefs de services départementaux</i>
ARCHIVAGE DU DOSSIER						

PN FSE+ 2021-2027 PLAN DE VISITES SUR PLACE POUR L'ANNEE 2024 CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL				
Nombre d'opérations programmées et échantillonnage				
Nombre d'opérations en cours sur l'année 2024	Nombre d'opérations prévisionnelles à visiter	Pourcentage de l'échantillon (entre 10% minimum et 20%)	Observations	
16	6	37,5		
Critères de sélection des opérations à contrôler				
Type de critères	Nombre d'opérations concernées au sein de l'échantillon			
Critère lié au montant de subvention FSE+	Montant de subvention FSE+ élevé	3		
	Nouveau bénéficiaire	1		
	Opération pluriannuelle n'ayant pas fait l'objet de VSP	0		
	Opérations à subventions multiples	13		
	Difficultés antérieures relevées dans la gestion	0		
Critères liés aux risques	Soupons d'irrégularités	0		
	Opérateur récurrent	15		
	Autres critères éventuels	A préciser	-	
Les opérations échantillonnées pour les visites sur place 2024 ont été sélectionnées par rapport au montant de subvention FSE+ élevée sollicitée (3 opérations de plus de 100 000 euros). Les trois autres opérations sélectionnées correspondent à un opérateur n'ayant pas été bénéficiaire d'une subvention FSE+ & à un opérateur ayant deux opérations, une sur l'OSH et l'autre sur l'OSL.				
Il est recommandé de mettre à jour le plan de visites sur place semestriellement				

Référence POFI4		Référence de l'opération		COTÉS DE DÉTERMINATION ET D'ONTIOLNAGE				Programme de la VSP	
Prorité	OS	Numéro de dossier	Nom du bénéficiaire	Date de début de réalisation de l'opération (année/mois)	Date de fin de réalisation de l'opération (année/mois)	Montant total programmé	Montant PSE+ subventions PSE+ dév	CIBLE1 Opérateur à subventions multiples Opérateur à subventions PSE+ dév	CIBLE2 Préciser parmi les critères suivants : - Nouveau demandeur - Opérateur à subventions multiples - Opérateur à subventions PSE+ dév - Opérateur à subventions multiples - Opérateur à subventions PSE+ dév - Autre critère
1	H	20304629	DAHLER	01/01/2024	31/12/2024	60 830,00 €	36 393,00 €	Opérateur à subventions multiples	Opérateur récurrent
1	H	20304629	DEPARTEMENT DU CANTAL	01/01/2024	31/12/2024	344 796,42 €	98 871,85 €	Opérateur récurrent	VSP en juin
1	H	20304681	DEPARTEMENT DU CANTAL	01/01/2024	31/12/2024	443 776,98 €	266 265,64 €	Opérateur à subventions PSE+ dév	VSP en juin
1	H	20304287	AMPAZ - CHERIEUX RESSOURCES ET EMPLOI POUR L'INSERTION ET L'EMPLOI	01/01/2024	31/12/2024	41 529,61 €	23 529,60 €	Opérateur à subventions multiples	Opérateur récurrent
1	H	20304285	RESSOURCES ET EMPLOI POUR L'INSERTION ET L'EMPLOI	01/01/2024	31/12/2024	343 576,84 €	83 576,84 €	Opérateur à subventions multiples	Opérateur récurrent
1	H	20304287	RESSOURCES ET EMPLOI POUR L'INSERTION ET L'EMPLOI	01/01/2024	31/12/2024	564 610,87 €	339 660,67 €	Opérateur à subventions multiples	Opérateur récurrent
1	H	20304724	ASSOCIATION AURHIE	01/01/2024	31/12/2024	24 075,00 €	14 400,00 €	Opérateur à subventions multiples	Opérateur récurrent
1	H	20304666	ASSOCIATION REACTIVE	01/01/2024	31/12/2024	25 379,52 €	4 917,52 €	Nouveau demandeur	Opérateur à subventions multiples
1	H	20304621	ASSOC CANTALINE AIDE ROMSE AU TRAVAIL	01/01/2024	31/12/2024	94 989,23 €	44 966,28 €	Opérateur à subventions multiples	Opérateur récurrent
1	H	20304320	DIPPO SERVICES	01/01/2024	31/12/2024	86 065,00 €	48 031,50 €	Opérateur à subventions multiples	Opérateur récurrent
1	H	20304453	ASSOC ENFANT AMIS PARENTS ENFANTS INADAP	01/01/2024	31/12/2024	79 630,77 €	39 827,27 €	Opérateur à subventions multiples	Opérateur récurrent
1	H	20304359	ONGEUNE	01/01/2024	31/12/2024	40 066,00 €	21 865,00 €	Opérateur à subventions multiples	Opérateur récurrent
1	H	20304105	ASSOC INTERMEDAIRE NORD- OUEST CANTAL	01/01/2024	31/12/2024	52 088,43 €	9 559,43 €	Opérateur à subventions multiples	Opérateur récurrent
1	H	20304091	HAUTES TERRES COMMUNAUTE	01/01/2024	31/12/2024	26 795,55 €	11 673,88 €	Opérateur à subventions multiples	Opérateur récurrent
1	L	20304622	DAHLER	01/01/2024	31/12/2024	31 631,13 €	15 594,15 €	Opérateur à subventions multiples	Opérateur récurrent
1	L	20303989	DEPARTEMENT DU CANTAL	01/01/2024	31/12/2024	270 741,67 €	162 085,00 €	Opérateur à subventions multiples	VSP en juin

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 AVRIL 2024

DELIBERATION N°24CP04-20

Rapport d'exécution 2023 de la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six avril à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 12 avril 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Absent(s) : M. Vincent DESCOEUR, Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération n°23CD02-7 du Conseil départemental du 23 juin 2023 approuvant la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et l'accès à l'emploi pour 2023 ;

- APPROUVE le rapport d'exécution 2023 de la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi signée avec l'État joint en annexe de la présente délibération.

- AUTORISE Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit rapport.

Publication : 30-04-2024

Transmission Préfecture : 29-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

POLE DE LA SOLIDARITE DEPARTEMENTALE

RAPPORT D'EXECUTION DE LA CONVENTION D'APPUI À LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET D'ACCES A L'EMPLOI

2023

Avril 2024

SOMMAIRE

PREAMBULE	4
1 MESURES SOCLES	5
1.1 Coordonateur Social Logement	5
1.1.1 Descriptif de l'action	5
1.1.2 Date de mise en place de l'action	5
1.1.3 Partenaires et co-financeurs	5
1.1.4 Durée de l'action	7
1.1.5 Budget	6
1.1.6 Indicateurs	7
1.1.7 Bilan d'exécution	8
1.1.8 Difficultés d'exécution	8
1.1.9 Perspectives futures de mise en œuvre de l'action	8
1.2 REFERENT DE PARCOURS : POUR UNE MEILLEURE PRISE EN CHARGE DES SITUATIONS COMPLEXES	8
1.2.1 Descriptif de l'action	8
1.2.2 Public visé	10
1.2.3 Date de mise en place de l'action	10
1.2.4 Partenaires et co-financeurs	10
1.2.5 Durée de l'action	10
1.2.6 Budget	10
1.2.7 Indicateurs	12
1.2.8 Bilan d'exécution	13
1.2.9 Perspectives futures de mise en œuvre de l'action	14
1.3 REDUIRE LES DELAIS DE L'ENTREE EN PARCOURS D'ACCOMPAGNEMENT DES ALLOCATAIRES DU RSA	14
1.3.1 Descriptif de l'action	14
1.3.2 Date de mise en place de l'action	15
1.3.3 Partenaires et co-financeurs	15
1.3.4 Durée de l'action	15
1.3.5 Budget	15
1.3.6 Indicateurs	16
1.3.7 Bilan d'exécution	17
1.3.8 Difficultés d'exécution	18
1.3.9 Perspectives futures de mise en œuvre de l'action	18
1.4 DEPLOYER LA GARANTIE D'ACTIVITE	18
1.4.1 Descriptif de l'action	18
1.4.2 Date de mise en place de l'action	20

1.4.3	Partenaires et co-financeurs	20
1.4.4	Durée de l'action.....	20
1.4.5	Budget	20
1.4.6	Indicateurs	21
1.4.7	Bilan d'exécution.....	21
1.4.8	Perspectives	22
1.5	POURSUIVRE LA MONTEE EN PUISSANCE DES SYSTEMES D'INFORMATION POUR LE PILOTAGE DE LA POLITIQUE INSERTION ET LE SUIVI DE PARCOURS	22
1.5.1	Descriptif de l'action.....	22
1.5.2	Date de mise en place de l'action	23
1.5.3	Partenaires et co-financeurs	23
1.5.4	Durée de l'action.....	23
1.5.5	Budget	23
1.5.6	Indicateurs	24
1.5.7	Bilan d'exécution.....	24
1.5.8	Difficultés d'exécution	24
1.5.9	Perspectives futures de mise en œuvre de l'action	24
1.6	SOUTIEN A LA MOBILITE GEOGRAPHIQUE DES DEMANDEURS D'EMPLOI.....	24
1.6.1	Descriptif de l'action.....	24
1.6.2	Date de mise en place de l'action	25
1.6.3	Partenaires et co-financeurs	25
1.6.4	Durée de l'action.....	25
1.6.5	Budget	25
1.6.6	Indicateurs	26
1.6.7	Bilan d'exécution.....	27
1.6.8	Difficultés d'exécution	27
1.6.9	Perspectives futures de mise en œuvre de l'action	27
2	MESURES A L'INITIATIVE DU DEPARTEMENT	27
2.1	Soutien aux structures de l'insertion par l'activité économique.....	27
2.1.1	Descriptif de l'action.....	27
2.1.2	Date de mise en place de l'action	28
2.1.3	Partenaires et co-financeurs	28
2.1.4	Durée de l'action.....	28
2.1.5	Budget	28
2.1.6	Indicateurs	29
2.1.7	Bilan d'exécution.....	29
2.1.8	Difficultés d'exécution	30
2.1.9	Perspectives futures de mise en œuvre de l'action	30

PREAMBULE

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté repose sur une mise en œuvre à partir des territoires, en appui de la gouvernance nationale dont elle fait l'objet. La contractualisation exigeante entre l'Etat et les Départements lancée le 21 février 2019 en constitue un levier essentiel. Le Département du Cantal a ainsi adopté la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi lors de la session du Conseil départemental du 28 juin 2019.

Cette contractualisation a été conclue initialement pour une période de trois ans, de 2019 à 2021 et a été prolongée en 2022 puis en 2023. Une évaluation est réalisée chaque année sur la mise en œuvre des actions de la contractualisation et conditionne le versement des crédits de la contractualisation pour l'année suivante. Le présent rapport d'exécution permet, pour l'année 2023, une nouvelle évaluation des actions contractualisées dans la convention 2022 et prorogées en 2023.

Le rapport a pour but de rendre compte de l'exécution des crédits versés au titre de la convention signée par le préfet de département et le président du conseil départemental. A l'aune des fiches-actions annexées à la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi, le rapport rappelle, action par action, les engagements et le cadre financier initial, rend compte de son exécution et des résultats atteints.

Ce rapport fera l'objet d'une délibération lors de la Conseil départemental du 21 juin 2024 et d'une transmission au préfet de région et au préfet de département, pour analyse en vue de la délégation des crédits pour l'année 2023.

Pour mémoire :

- Le rapport de suivi d'exécution 2019 a fait l'objet d'une délibération départementale le 24 avril 2020 et d'une transmission au préfet de région et au préfet de département, pour analyse en vue de la délégation des crédits pour l'année 2020. Un premier avenant à la convention, voté par l'Assemblée départementale le 25 juin 2020 et signé le 3 juillet 2020, a acté une nouvelle délégation de crédits pour l'année 2020. Cet avenant a également validé le rapport de suivi d'exécution 2019 et a pris acte de l'engagement de l'ensemble des moyens financiers alloués en 2019 à cette stratégie, à l'exception des moyens spécifiquement dédiés à la mise en œuvre de la fiche action "Déploiement d'un dispositif Emploi accompagné". Ces moyens, par accord entre les deux parties, ont été affectés en 2020 en appui d'un engagement du Conseil départemental pour les publics les plus vulnérables.
- Le rapport de suivi d'exécution 2020 a fait l'objet d'une délibération départementale le 26 mars 2021 et d'une transmission au préfet de région et au préfet de département, pour analyse en vue de la délégation des crédits pour l'année 2021. Un second avenant à la convention, voté par l'Assemblée départementale le 28 mai 2021 et signé le 16 septembre 2021, a acté pour l'année 2021 une nouvelle délégation de crédits. Cet avenant a également validé le rapport de suivi d'exécution 2020 et a pris acte de l'engagement de l'ensemble des moyens financiers alloués en 2021 à cette stratégie, y compris les reports de 2019.
- Le rapport de suivi d'exécution 2021 a fait l'objet d'une délibération départementale le 25 mars 2022 et d'une transmission au préfet de région et au préfet de département, pour analyse en vue de la délégation des crédits pour l'année 2022. Une nouvelle convention votée par l'Assemblée départementale le 20 mai 2022 et signée le 24 juin 2022, a acté pour l'année 2022 une nouvelle délégation de crédits. Cette convention a également validé le rapport de suivi d'exécution 2021 et a pris acte de l'engagement de l'ensemble des moyens financiers alloués 2022 à cette stratégie.
- Le rapport de suivi d'exécution 2022 a fait l'objet d'une délibération départementale le 31 mars 2023 et d'une transmission au préfet de région et au préfet de département, pour analyse en vue de la délégation des crédits pour 2023. Une nouvelle convention votée par l'Assemblée départementale signée le 23 juin 2023, a acté pour l'année 2023 une nouvelle délégation de crédits. Cette convention a également validé le rapport de suivi d'exécution 2022 et a pris acte de l'engagement de l'ensemble des moyens financiers alloués 2023 à cette stratégie.

1 MESURES SOCLES

1.1 Le coordonnateur social logement

1.1.1 Descriptif de l'action

La pauvreté et la précarité prennent des formes diverses et se traduisent par la difficulté des personnes à subvenir à des besoins élémentaires tant sur le plan alimentaire, que sur le plan énergétique ou celui du logement.

Il existe sur les territoires de nombreux acteurs en capacité d'apporter des solutions aux personnes en situation de précarité énergétique. Ils sont cependant confrontés à la difficulté de repérer les ménages concernés, qui se situent bien souvent en dehors de leurs radars. L'enjeu n'est donc pas de créer un service supplémentaire dédié mais de rendre plus efficace les solutions existantes en mobilisant et en coordonnant l'ensemble des acteurs pour organiser la géolocalisation des ménages, analyser leur situation et les orienter vers les dispositifs adaptés.

L'échelle locale est particulièrement adaptée à la lutte contre cette forme de précarité.

Ce coordonnateur social logement est au cœur d'un dispositif plus large où il est amené à travailler de façon transversale avec le Service Public de la Performance énergétique de l'Habitat (SPPEH), en lien avec la Mission Logement qui gère le FSL qui lui-même intervient auprès du Bricobus. Le projet final, plus ambitieux est d'aller progressivement vers une Maison Départementale de l'Habitat.

Il est le lien avec le FSL qui peut lui faire remonter des éléments complémentaires demandés par cette instance notamment dans le cas d'une récurrence des demandes d'aides énergétiques. Il intervient également au sein d'autres instances telles que le BALH ou le comité mal logement.

Le coordonnateur social logement permet d'organiser les actions de lutte contre la précarité énergétique pour massifier le repérage des ménages et faciliter leur orientation. Cette méthodologie repose sur trois étapes :

– Organiser le repérage des ménages, notamment à travers la constitution d'un réseau de donneurs d'alerte : mobilisation des travailleurs sociaux, des associations, des services techniques des collectivités, des structures de médiation, etc. Il peut intervenir en complémentarité avec un travailleur social de la DASEIL, ou sur sollicitation.

– Établir un diagnostic sociotechnique lors d'une visite à domicile : le coordonnateur social logement s'intéresse tant à l'état du bâti, à la performance des équipements électroménagers, qu'à la situation sociale du ménage et à ses habitudes de vie. Des conseils personnalisés sur ses usages en énergie dans le logement sont directement apportés au ménage ainsi que sur l'utilisation de petits équipements qui favoriseront un gain de confort et d'énergie.

– Orienter les ménages vers les solutions les plus adaptées à leur situation ainsi que vers les bons interlocuteurs tout en leur apprenant les gestes écoresponsables pour qu'ils deviennent un mode de vie.

On reste bien sur la dynamique « d'aller vers » en lien avec le PDIE. La mission consiste à rencontrer, écouter, faire un premier état des lieux de la situation, soit pour renseigner directement la famille sur ses droits et la conseiller, soit pour l'orienter vers une institution adaptée à sa situation (Préfecture, bailleurs publics et privés, CAF, MSA, ...), dans le respect du principe de participation des personnes aux décisions qui les concernent.

1.1.2 Date de mise en place de l'action

La signature de l'avenant à la convention étant intervenue le 23 Juin 2023, la mise en œuvre de l'action a été essentiellement engagée au second semestre 2023.

1.1.3 Partenaires et co-financeurs

Partenaires impliqués dans l'action sans co-financement :

- CCAS de Saint-Flour, Aurillac et Arpajon, Mauriac

- EPCI
- Mission logement du Cd
- Préfecture
- Bailleurs privés et/ou publics
- Compagnons bâtisseurs
- CAF

Co-financeurs :

État – CD15 à parité

1.1.4 Durée de l'action

- 2023 : Cette action a débuté en 2023 pour un an, dans le cadre de l'avenant de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté avec comme perspective la mise en place du Service Local d'Intervention de Maîtrise de l'Energie (SLIME) dans le cadre du Pacte des solidarités.

1.1.5 Budget

Le tableau récapitulatif financier est annexé au présent rapport.

1.1.5.1 Budget prévisionnel figurant dans la convention : Etat, CD, Total**Du 01/01/2023 au 31/12/2023 :**

Budget 2023 : 120 000 € dédiés d'une part au poste de coordonnateur social logement en charge d'établir un diagnostic sociotechnique au service des ménages, de les orienter vers les entités compétentes (travailleurs sociaux, SPEEH, ...) d'être un appui technique à la décision. Sa présence à certaines réunions spécifiques (BALH, CCAPEX, ...) en fait un atout essentiel pour intervenir rapidement et apporter des compléments d'informations essentiels à la prise de décisions communes, dans la dynamique « d'aller-vers ».

- 60 000 € de l'État dédiés d'une part, au poste de coordonnateur social logement rattaché au Conseil départemental ainsi qu'à ses frais de déplacement
- 60 000 € du Conseil départemental sous forme de valorisation de temps de cadres, de travailleurs sociaux et d'agents administratifs, réorientés vers cette action et la mise à disposition de kit « économie d'énergie ».
- Crédits reportés 2022 sur 2023 part Etat = 0 €
- Crédits reportés 2022 sur 2023 part CD = 0 €

Budget global = 120 000 €

A noter que le Département engage une aide financière dans le cadre de la prévention d'économie d'énergie pour les publics les plus défavorisés à hauteur de 4 000 € ainsi que des actions ponctuelles vers des associations caritatives (ex : les resto du cœur pour 3 000 € supplémentaires).

1.1.5.2 Budget exécuté**Au 31/12/2023 :**

- Dépenses exécutées sur la part financée par l'Etat = 60 000 € dont 50 000 € dédiés au financement du poste de coordonnateur social logement ou de la valorisation de temps supplémentaires en début d'année, rattaché au Conseil départemental.
- Dépenses à reporter sur 2024 sur la part financée par l'Etat = 0 €
- Dépenses exécutées sur la part financée par le Département = 60 000 € sous forme de valorisation de temps de cadres, de travailleurs sociaux et d'agents administratifs, réorientés vers cette action : ces temps ont bien été mobilisés.
- Dépenses à reprogrammer sur 2024 par le Département = 0 €

1.1.6 Indicateurs

Pour 2023 :

Indicateurs	Résultat du Département en 2023	Justification des écarts le cas échéant
Nombre d'intervention auprès des familles en grande difficulté	85 situations dont : - 30 très préoccupantes (au moins une demande FSL maintient par an depuis 4 ans) - 37 situations préoccupantes (3 demandes FSL en 4 ans) 18 situations ont été repérées après convention avec les Compagnons bâtisseurs	
Nombre de partenaires participant aux réunions d'information	4 EPCI – CAF et MSA – Polygone – Cantal Habitat – Service social du département – Mission logement du département – CCAS – UDAF 15 – 2 Fournisseurs d'énergie (Engie et EDF) – 3 Opérateurs logement accompagné (SOLHIA, ANEF HJC)	
Nombre de sollicitations	Actions collectives : 10 ateliers en 2023 pour 66 personnes. 67 sollicitations individuelles	
Nombre de foyers ayant résolu totalement ou partiellement les difficultés liées au paiement du surcout des énergies (baisse du montant des factures)	56 familles pour 20 705,13 € d'aides mobilisées en plus des interventions	Les 18 situations repérées par les Compagnons bâtisseurs, qui sont extrêmement dégradées nécessitent des travaux très importants qui à ce jour ne permettent pas de vérifier le gain en termes d'énergie.

1.1.7 Bilan d'exécution

Le repérage des familles les plus en difficulté dans le cadre de recherche de solutions, d'aménagements possibles n'a été opérant qu'à partir du moment où nous avons pu organiser un process adapté.

Les travailleurs sociaux du Département ont à la fois servi de personnes ressources dans ce cadre, dans le fait « d'aller vers » et à la fois de facilitateur en préconisations, de conseils, en distribuant des kit d'économie d'énergie par exemple.

Il a également mis en place un process afin que lorsque des personnes sont repérées comme étant en difficulté pour pouvoir payer ses fluides, de façon systématique, un courrier les invitant à prendre rendez-vous avec un travailleur social leur est envoyé.

1.1.8 Difficultés d'exécution

Compte tenu du vote tardif de la convention, la phase de recrutement a débuté au second semestre. Afin de compenser le décalage, nous avons été amené à la fois à contractualiser avec une association afin de faire de la détection et à la fois de solliciter les travailleurs sociaux du Département.

Beaucoup de situations sont très préoccupantes nécessitant des travaux importants que ces foyers ne peuvent pas effectuer malgré les quelques aides possibles.

1.1.9 Perspectives futures de mise en œuvre de l'action

Depuis le recrutement du coordonnateur social logement, le nombre de sollicitations est exponentiel. Avec la mise en place du Pacte des solidarités, les diagnostics, actions de prévention, de conseils, vont continuer à augmenter en espérant pouvoir trouver des solutions au service des cantaliens.

1.2 REFERENT DE PARCOURS : POUR UNE MEILLEURE PRISE EN CHARGE DES SITUATIONS COMPLEXES

1.2.1 Descriptif de l'action

La démarche « référent de parcours » a été lancée dans le cadre du plan d'action en faveur du travail social adopté par le gouvernement en 2015 à la suite des ETGS (États Généraux du Travail Social). Les ETGS ont fixé des axes prioritaires parmi lesquels on peut trouver la participation des personnes accompagnées et la recherche de l'amélioration de leur accompagnement.

La démarche de Référence de Parcours fait partie de cet axe prioritaire qui vise à **permettre à la personne accompagnée d'être mieux pris en charge (accompagnée) et de lui laisser ou redonner sa capacité d'agir et de décider**. Elle vise à proposer un accompagnement coordonné aux personnes en grande difficulté sociale.

Le cœur de la problématique de la démarche de Référent de Parcours consiste à chercher des réponses méthodologiques, posturales et organisationnelles appropriées aux situations sociales les plus complexes. Par situations complexes, on entend des situations de personnes ou de familles qui comportent des problématiques diverses et autour desquelles plusieurs acteurs du champ social, médico-social et socio-professionnel peuvent intervenir. Cette richesse de l'intervention peut, paradoxalement, venir brouiller parfois la lisibilité des projets de parcours entrepris et réduire l'efficacité des actions mises en œuvre.

Au regard de la plus-value repérée dans la prise en charge des usagers, le Département souhaite engager cette démarche de référent de parcours sur des situations adultes présentant un cumul de problématiques sociales et de ce

fait susceptibles d'être qualifiées de complexes et qui ne relèvent pas d'une coordination spécialisée (MAIA-DAC, Communauté 360, coordination PA, RAPT, PTA, accompagnement global Pôle Emploi/Département).

Désigné par la personne accompagnée, le référent de parcours interviendra sur les situations sociales complexes qui nécessitent la mobilisation d'une pluralité d'intervenants, afin de :

- Coordonner les interventions sociales ;
- Garantir la continuité du parcours et la cohérence des interventions.

Un référent de parcours est défini comme un professionnel disposant d'une vision globale des interventions sociales qu'il coordonne, en accord avec la personne et en lien avec l'ensemble des intervenants qui l'accompagnent. Il assure la continuité du parcours d'insertion de la personne accompagnée et la cohérence des interventions qui lui sont proposées. Il est désigné par la personne accompagnée parmi les professionnels concernés par son suivi. Il n'a pas vocation à suppléer ces intervenants mais à assurer l'échange d'informations et la coordination entre ces derniers.

La démarche repose sur cinq principes fondamentaux :

- Le référent de parcours, tel qu'il ressort de l'expérimentation, doit être choisi par la personne accompagnée parmi l'ensemble des services ayant vocation à assurer son suivi (conseil départemental, Pôle Emploi, CAF, CCAS...). La personne accompagnée est actrice : participation aux instances partenariales, élaboration de son projet, participation aux décisions.
- La coordination des professionnels constitue le deuxième principe de la démarche. L'objectif poursuivi est de favoriser la concertation, les échanges pour leur permettre de disposer d'une vision globale des parcours et ainsi palier aux lacunes du travail en silo.
- Pour garantir une meilleure appréhension des situations, des besoins, et apporter une cohérence entre les interventions, les décisions doivent être prises collégialement lors des instances partenariales.
- Dans cet ensemble, le référent de parcours assure quant à lui le rôle d'interlocuteur privilégié de la personne accompagnée. En tant que facilitateur de la démarche, il doit favoriser une meilleure compréhension des informations, assurer la continuité du parcours de la personne en concertation avec les autres professionnels. L'objectif est d'instaurer une relation de confiance pour améliorer l'accompagnement.
- Enfin, le cinquième principe, qui découle de ceux qui précèdent, est que le référent de parcours ne doit pas modifier l'accompagnement des autres professionnels. Puisqu'il s'agit avant tout de se concerter et de se coordonner, chaque service et chaque professionnel conserve et assure les responsabilités qui lui sont propres.

La notion de référent de parcours nécessite un **fort accompagnement au changement** des équipes qui ont déjà l'habitude de se mettre en lien avec les autres professionnels intervenant auprès de la personne. L'acceptation de la formalisation d'une instance et la présence de la personne qui reprend en main son parcours nécessitent un temps d'appropriation pour « donner du sens » à ces nouvelles pratiques.

La mise en œuvre opérationnelle du volet contractualisé repose sur deux phases :

1.2.1.1 Étapes préparatoires

- Repérage et mobilisation des travailleurs sociaux (accompagnement au changement)
- Élaboration des procédures et outils conjointement avec les partenaires intéressés à assurer la référence (public cible, identification des typologies de situations, périmètre d'intervention du référent, modalités de désignation du référent, durée de l'accompagnement...) et calendrier de déploiement
- Formalisation de la collaboration (mobilisation de groupe de travail associant des Travailleurs sociaux ou médico-sociaux ayant vocation à assurer la fonction de référents du CD et des partenaires inscrits dans la démarche)
- Sensibilisation des agents : développement du pouvoir d'agir et association des usagers au projet d'accompagnement, à l'animation d'instances partenariales avec présence de l'utilisateur, élaboration du parcours/projet, aux outils et partage des informations
- Communication

1.2.1.2 Mise en place

- Mise en œuvre progressive sur un territoire départemental (territoire SAS) et sur un nombre limité de situations à compter de 2021 (objectif estimation de 30 cas complexes par an).
- Suivi et évaluation à échéances rapprochées en phase de déploiement, pour ajustements.
- Utilisation des fiches diagnostic sur les situations présentées en réunions d'équipe SAS, afin de mieux identifier les situations cibles
- Déploiement de la démarche dans le cadre du SPIE et autres instances : EMPP, logement notamment
- Accompagnement au changement des équipes sur les nouvelles modalités de travail
- Retour d'expérience

1.2.2 Public visé

Tous les travailleurs sociaux de la DASEIL (du Pôle de la Solidarité Départementale)

1.2.3 Date de mise en place de l'action

Cette fiche action existe depuis 2020 et est toujours d'actualité en 2023 et devrait se poursuivre comme une pratique vertueuse de l'accompagnement.

1.2.4 Partenaires et co-financeurs

Partenaires impliqués dans l'action sans co-financement :

- CCAS
- France Services
- Tous les acteurs employeurs d'intervenants sociaux (à identifier annuellement et à associer progressivement)

Co-financeurs :

Etat – CD15 à parité

1.2.5 Durée de l'action

Cette action dure depuis 3 ans et se poursuit en 2023 pour 1 année dans le cadre de la CALPAE.

1.2.6 Budget

Le tableau récapitulatif financier est annexé au présent rapport.

1.2.6.1 Budget prévisionnel figurant dans la convention : État, CD, Total

Du 01/01/2023 au 31/12/2023 :

Budget 2021 : 60 000 € dédiés à la création d'un poste de chef de projet en charge de l'ingénierie de la démarche, à la mobilisation de temps d'agents en charge de participer à la mise en place du dispositif et à la mise en œuvre de la démarche, dont :

- 30 000 € de l'État dédiés à la contribution du financement d'un poste de chef de projet (adjoint DASEIL) rattaché au Conseil départemental, en charge de l'ingénierie du dispositif
- 30 000 € du Conseil départemental sous forme de valorisation de temps des Chefs de service d'action sociale du Département qui concourent à la réalisation de cette démarche
- Crédits reportés 2022 sur 2023 part Etat = 0 €
- Crédits reportés 2022 sur 2023 part CD= 0 €

Budget global = 60 000 €

1.2.6.2 Budget exécuté

Au 31/12/2023 :

60 000 € dédiés à la création d'un poste de chef de projet en charge de l'ingénierie de la démarche, à la mobilisation de temps d'agents en charge de participer à la mise en place du dispositif et à la mise en œuvre de la démarche, dont :

- Dépenses exécutées sur la part financée par l'Etat = 30 000 € dédiés à la contribution du financement d'un poste de chef de projet (adjoint DASEIL) rattaché au Conseil départemental, en charge de l'ingénierie du dispositif.
- Dépenses à reporter sur 2024 sur la part financée par l'Etat = 0 €
- Dépenses exécutées sur la part financée par le Département = 30 000 € sous forme de valorisation de temps des Chefs de service d'action sociale du Département et des Chefs de projet Insertion qui concourent à la réalisation de cette démarche. Ces temps ont bien été mobilisés.
- Dépenses à reprogrammer sur 2024 par le Département = 0 €

1.2.7 Indicateurs

La prise en compte des indicateurs retenus dans le plan Cantal, est réalisée au 31/12/2023

Indicateurs	Résultat atteint en 2019	Résultat atteint en 2020	Résultat atteint en 2021	Résultat attendu en 2022	Résultat atteint en 2022	Explication apportée sur l'atteinte de l'objectif et l'évolution par rapport à 2021	Résultat atteint en 2023
Nombre d'intervenants sociaux sensibilisés ou formés à la démarche de référent de parcours	Action non conventionnée	100 % de sensibilisés au travers de 4 réunions territoriales pluridisciplinaires dédiées (DASEIL, DEF, MDA) et la mise en place d'un groupe pilote, animés par la Directrice adjointe de la DASEIL et le chef de Service d'Action Sociale concerné et présentant la démarche, ses principes, ses attendus (en s'appuyant sur le Référentiel de mise en œuvre publié en janvier 2019 - et les synthèses d'expérimentations DGCS)	Ensemble des partenaires sociaux sensibilisés (ANEF, ADAPEI, CCAS, Hôpital, Accent Jeunes, Additions France, APT, UDAF, AT 15, EMPP, organismes d'aides à domicile, Pole Emploi, Mission Locale, Cap Emploi, SPIP, Cantal Habitat, Polygone, AURORE, France Terre d'Asile, REFUGIES, ...)	Ensemble des partenaires sociaux sensibilisés (ANEF, ADAPEI, CCAS, Hôpital, Accent Jeunes, Additions France, APT, UDAF, AT 15, EMPP, organismes d'aides à domicile, Pole Emploi, Mission Locale, Cap Emploi, SPIP, Cantal Habitat, Polygone, AURORE, France Terre d'Asile, REFUGIES, ...)	Ensemble des partenaires sociaux sensibilisés (ANEF, ADAPEI, CCAS, Hôpital, Accent Jeunes, Additions France, APT, UDAF, AT 15, EMPP, organismes d'aides à domicile, Pole Emploi, Mission Locale, Cap Emploi, SPIP, Cantal Habitat, Polygone, AURORE, France Terre d'Asile, REFUGIES, ...)	Objectifs atteints	Généralisation du process avec une formation pour l'ensemble des nouveaux professionnels
Nombre total de personnes accompagnées par un référent de parcours	Action non conventionnée	16 (résultat attendu : 10)	20	Objectif : 30	52 soit une atteinte de la cible de 173 %	Objectifs atteints	Objectifs atteints

1.2.8 Bilan d'exécution

Juin 2020 :

- Déploiement de la notion de référent de parcours lors de Comités de suivi de parcours en Atelier-chantier d'insertion. Ce temps dédié à la coordination des interventions se déroule en présence du salarié.
- Élargissement des missions du chef de projet Stratégie Pauvreté
- Benchmark auprès des départements expérimentateurs de la démarche
- Mise en place d'un calendrier avec les cadres de l'action sociale
- Construction d'outils de communication autour de la démarche (internes et externes)
- Plaquette d'information
- Support interne de présentation de la déclinaison de la démarche
- Publication d'un cahier des charges en vue d'une formation à la démarche de référent de parcours par un organisme externe
- Sensibilisation de l'ensemble des travailleurs sociaux de la Direction Action Sociale Emploi Insertion Logement par le Chef de projet dédié ainsi que de représentants de la Direction Enfance Famille et Direction de l'Autonomie
- Calendrier mis à jour avec les cadres de l'action sociale
- Création d'un groupe pilote constitué de travailleurs sociaux de l'Action Sociale, de la PMI et de la Direction de l'Autonomie

2021 :


- 7 réunions du groupe de travail spécifique en vue de l'élaboration des outils nécessaires au déploiement de la démarche début 2021 (mise en place des instances, communication partenaires / usagers, suivi, etc.)
- Identification des situations relevant du référent de parcours
- Expérimentation de la référence de parcours par les membres du groupe pilote – second semestre 2021
- Présentation à l'ensemble des professionnels du PSD des secteurs sociaux, médico-sociaux, éducatifs, et de l'insertion sociale et professionnelle les outils réalisés par le groupe pilote en juin 2021
- Développement du nombre de référents de parcours :
 - 1) élargissement de la démarche aux autres agents du Pôle de la Solidarité Départementale du Conseil départemental : formation Référence de parcours, transversale au PSD fin 2021 (dernier groupe à former fin janvier 2022 en raison de reports liés au contexte sanitaire COVID)
 - 2) élargissement de la démarche aux partenaires (décembre 2021)

PowerPoint Sensibilisation des Travailleurs sociaux

PRÉSENTATION DE LA DÉMARCHE

Les principes fondateurs

- La participation active de la personne accompagnée est essentielle pour son association à chaque étape de la construction de son projet. Elle doit notamment pouvoir choisir son référent de parcours si elle le souhaite. Elle est nécessairement volontaire et dans l'acceptation de cette démarche.
- La coordination des professionnels se regroupant lors d'instances de suivi des situations, en présence de la personne accompagnée, permet de disposer d'une vision globale des parcours.
- La continuité des relations prises lors de ces instances de suivi garantit une meilleure appréhension de la situation, une prise en compte des besoins réels de la personne et la détermination d'objectifs concertés.
- Le rôle de facilitateur de l'information joué par le référent de parcours, interlocuteur privilégié de la personne accompagnée et des professionnels.
- La démarche ne modifie pas l'accompagnement existant par chaque professionnel. Chacun conserve ses responsabilités qui lui sont propres.



Exemple de contenu


PRÉSENTATION DE LA DÉMARCHE

Le rôle des autres intervenants

- Ils participent au comité de suivi les professionnels qui rencontrent la personne, dans le respect de ce qu'elle souhaite attendre ou non ;
- Ils se concertent pour évaluer en diagonale de la situation et proposer un projet cohérent et adapté aux besoins de la personne, en fonction des actes évaluable.
- Ils valident ensemble le projet proposé à la personne et s'engagent à mettre en place les actions qui y sont inscrites.

Le rôle de la personne accompagnée

- Elle expose sa situation et ses attentes devant les professionnels ;
- Elle participe à l'élaboration de son projet ;
- Elle valide le projet avec les professionnels et s'engage dans les actions inscrites.



2022 :

- Accompagnement au changement des équipes sur les nouvelles modalités de travail
- Généralisation de la démarche aux services internes du PSD et aux partenaires externes, après les phases de sensibilisation et formation. Tout professionnel du département exerçant dans le domaine social, médico-social,

éducatif, de l'insertion (SPIE notamment) peut initier la démarche de référent de parcours. Transmission des outils élaborés dans le cadre de la référence de parcours à l'ensemble des partenaires du territoire Cantalien.

- Mise en place d'un groupe ressource en interne au PSD composé de professionnels pluridisciplinaires dont l'objectif est de venir en appui au référent qui souhaite enclencher la démarche RDP.
- Retour d'expérience sur les situations accompagnées en 2021
- Utilisation des fiches diagnostic sur les situations présentées en réunions d'équipe SAS, afin de mieux identifier les situations cibles.

2023 : Cette année la généralisation du process de référent de parcours a été intégrée dans la bonne pratique professionnelle au quotidien. Un accompagnement plus spécifique est proposé à tous les nouveaux professionnels recrutés, ainsi que vers l'ensemble des partenaires qui nous sollicitent.

1.2.9 Perspectives futures de mise en œuvre de l'action

Voir s'il est opportun de se rapprocher de la démarche d'auto-détermination portée par le secteur du handicap, notamment en lien avec les acteurs de la Communauté 360.

1.3 REDUIRE LES DELAIS DE L'ENTREE EN PARCOURS D'ACCOMPAGNEMENT DES ALLOCATAIRES DU RSA

1.3.1 Descriptif de l'action

Selon l'article L 262-29 du Code de l'action sociale et des familles, toute personne bénéficiaire du RSA soumise aux droits et devoirs, doit être orientée vers un organisme chargé de l'accompagner en vue d'une meilleure insertion professionnelle et/ou sociale. La décision d'orientation, qui prend en compte les caractéristiques individuelles, relève de la compétence du président du Conseil départemental. L'accompagnement professionnel est proposé de façon prioritaire, lorsque la personne est disponible pour occuper un emploi (...) ou pour créer sa propre activité. Lorsqu'il apparaît que des difficultés tenant notamment aux conditions de logement, à l'absence de logement ou à son état de santé font temporairement obstacle à son engagement dans une démarche de recherche d'emploi, la personne est orientée vers un accompagnement social.

Pour la période 2021-2025, le Département a conclu un **document unique regroupant le Programme départemental d'insertion et d'emploi (PDIE) et le Pacte territorial pour l'insertion et l'emploi (PTIE)**. Les engagements et axes de travail s'articulent tous autour du leitmotiv « **l'emploi d'abord** » et des **priorités de la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi** :

- Une prise en charge rapide et un accompagnement renforcé
- Un passeport vers l'emploi
- Un parcours d'insertion sans obstacle
- La prise en compte des spécificités de chacun
- Une offre territoriale lisible et cohérente

S'appuyant sur l'idée qu'une grande partie des bénéficiaires du RSA peut retourner rapidement à l'emploi si un dispositif d'insertion volontariste et efficace est instauré, de nouvelles modalités d'orientation des allocataires du RSA permettant de réduire les délais d'entrée dans un parcours d'insertion vers l'emploi ont ainsi été mises en place avec la **création du dispositif Cantal Emploi Insertion**. Un entretien individuel systématique permet désormais d'informer les nouveaux entrants dans le dispositif de leurs droits et devoirs pour leur permettre de devenir rapidement des acteurs dynamiques de leur parcours d'insertion. Ce parcours est soutenu par **accompagnement socio-professionnel renforcé**, adapté aux spécificités de chacun (jeunes, travailleurs non-salariés, exploitants agricoles, issus de la communauté des gens du voyage...), s'inscrivant dans la **Garantie d'activité départementale** (Cf. fiche action 2 « Déployer la Garantie d'activité »). Un **soutien important à l'insertion par l'activité économique** vient compléter ce programme. Ainsi, si fin 2018, 45% des bénéficiaires du RSA du Cantal étaient orientés vers un **accompagnement professionnel**, ce sont désormais **75 % des nouveaux allocataires** qui bénéficient de cette orientation.

Sous l'impulsion du Département, la mise en œuvre d'un **Service public d'insertion et d'emploi (SPIE) dans le Cantal** en 2022 a permis de conforter cette dynamique en revisitant la coordination opérationnelle entre les différentes structures qui accompagnent les personnes et en simplifiant les démarches.

Cependant, la réussite de cette mesure demeure néanmoins conditionnée à **des informations et données partagées entre acteurs**, au premier rang desquels le Conseil départemental, la CAF et Pôle Emploi.

Il convient à ce titre **d'interconnecter le SI du Département avec les différents outils développés par la direction interministérielle du numérique (DINUM)**.

1.3.2 Date de mise en place de l'action

Depuis 2019, cette action a été mise en place et se poursuit toujours en lien avec l'évolution permanente des politiques publiques qui nécessitent une adaptation permanente.

1.3.3 Partenaires et co-financeurs

Partenaires impliqués dans l'action sans co-financement :

- CAF
- Pôle emploi
- PLIE

Co-financeurs :

État – CD15 à parité

1.3.4 Durée de l'action

Cette action qui dure depuis 3 ans a perduré en 2023 et se poursuit toujours.

1.3.5 Budget

Le tableau récapitulatif financier est annexé au présent rapport.

1.3.5.1 Budget prévisionnel figurant dans la convention : État, CD, Total

Du 01/01/2023 au 31/12/2023 :

Budget 2023 : 127 870 € dédiés à la création d'un poste de chef de projet en charge de l'ingénierie du dispositif, à la mobilisation de temps d'agents en charge de participer à la mise en place du dispositif et à la mise en œuvre de la garantie d'activité, dont :

- 50 000 € de l'État dédiés à la création d'un poste de chef de projet rattaché au Conseil départemental, en charge de l'ingénierie du dispositif
- 13 935 € de l'État dédiés à la création d'un poste de secrétariat, en charge du suivi administratif du dispositif
- 63 935 € du Conseil départemental sous forme de valorisation de temps des Chefs de projet Insertion, des secrétaires et des actions d'Insertion du Département qui concourent à la réalisation de ce dispositif
- Crédits reportés 2022 sur 2023 part Etat = 0 €
- Crédits reportés 2022 sur 2023 part CD= 0 €

Budget global = 127 870 €

1.3.5.2 Budget exécuté

Au 31/12/2023 :

- Dépenses exécutées sur la part financée par l'Etat = 50 000 € dédiés à la création d'un poste de chef de projet rattaché au Conseil départemental, en charge de l'ingénierie du dispositif

- Dépenses exécutées sur la part financée par l'Etat = 13 935 € dédiés à la création d'un poste de secrétariat, en charge du suivi administratif du dispositif
- Dépenses à reporter sur 2024 sur la part financée par l'Etat = 0 €
- Dépenses exécutées sur la part financée par le Département = 63 935 € sous forme de valorisation de temps des Chefs de projet Insertion, des secrétaires et des actions d'Insertion du Département qui concourent à la réalisation de ce dispositif. Ces temps ont bien été mobilisés voire renforcés par le recours supplémentaire de temps des Chefs de projet Insertion.
- Dépenses à reprogrammer sur 2024 par le Département = 0 €

Pour favoriser l'insertion sociale et professionnelle, le Conseil départemental a renforcé l'équipe du Service Emploi Insertion par le dispositif Cantal Emploi Insertion composé de 7 postes de chargés d'orientation et d'insertion professionnelle.

1.3.6 Indicateurs

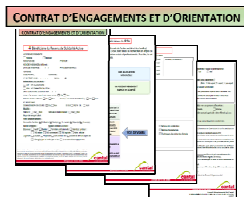
À compter de 2020, indicateurs nationaux :

Indicateurs	Résultat atteint en 2020	Résultat atteint en 2021	Résultat attendu en 2022	Résultat atteint en 2022	Explication apportée sur l'atteinte de l'objectif et l'évolution par rapport à 2021	Résultat attendu en 2023 (cible)	Résultat atteint en 2023
Nombre de nouveaux entrants	1240	1120		1013			1158
Nombre de nouveaux entrants orientés en 1 mois et moins	946 (76 %) en tenant compte des reports de RDV non honorés par les bénéficiaires Sinon 100 % des nouveaux entrants qui sont présents sont orientés en 1 mois et moins	903 (80,62 %) en tenant compte des reports de RDV non honorés par les bénéficiaires Sinon 100 % des nouveaux entrants qui sont présents sont orientés en 1 mois et moins	Objectif : 100%	947 personnes convoquées (93,48 % en tenant compte des RDV non honorés) 91,6% des présents au RDV d'orientation	En 2022, 66 personnes n'ont pu être orientées en moins d'un mois pour des raisons de contraintes de planification de RDV.	Objectif : 100%	941
Nombre total de 1 ^{er} rendez-vous d'accompagnement fixé	Donnée inconnue	1101 (soit 98,30 %)		786 (soit 77,6 %)	Dans le Cantal, c'est le bénéficiaire qui est en charge de prendre son RDV. En 2022 nous ne relançons la personne qu'une seule fois (contrairement à 2021 et 2020 où 2 relances étaient effectuées). De fait, le taux d'absence a un peu progressé.	100%	941

					et fait l'objet d'une sanction sur l'allocation (sauf motif légitime)		
Nombre de 1 ^{er} rendez-vous fixés sous 2 semaines et moins à partir de la date d'orientation	Donnée partiellement connue mais à minima 48 %.	Donnée partiellement connue mais 386 rendez-vous (soit 35 %) fixés le jour même de l'entretien d'orientation grâce à un accès direct à l'agenda des référents (Pôle Emploi- Cantal Emploi Insertion)	100 %	Données partiellement connue (55,6 % ont un Rdv fixé le jour de l'orientation)	Pas de retour des référents RSA externes Pôle emploi.	Objectif : 100%	519
Nombre total de 1 ^{er} contrat d'engagements réciproques	381	1101		786 (100% des personnes orientées)			630 (hors allocataires orientés PE)
Nombre de 1 ^{er} contrat d'engagement dans les 2 mois	381	920 (soit 84 %)	Objectif : 100%	786 (100%) des personnes orientées)		Objectif : 100%	630

1.3.7 Bilan d'exécution

- Mise en œuvre des outils élaborés tels que le « Primo diagnostic » (affiné dans le cadre du SPIE) et le Contrat d'Engagements et d'Orientation (ci-dessous) en s'appuyant au préalable sur des analyses de la situation via les plateformes CDAP et DUDE (Pôle emploi).
- Mise en place de prises de rendez-vous en ligne avec Pôle emploi via GOOGLE AGENDA. Evaluation non satisfaisante de la procédure fin 2023.
- Rendez-vous d'accompagnement fixé le jour du rendez-vous d'orientation pour les BRSA orientés Cantal Emploi Insertion.
- Transmission via Fil'R (Pôle emploi) ou par mail, des diagnostics réalisés au cours du rendez-vous d'orientation
- Systématisation du remplissage des recueils des données socio-professionnelles (DSP) lors d'une demande de RSA, quelle que soit la modalité de demande (papier ou télé-procédure RSA) depuis le 8 février 2022
- Mise en place de suspension de l'allocation en cas d'absence au rendez-vous d'orientation (résolution adoptée par l'Assemblée départementale)
- Poursuite de la dématérialisation de tous les processus de prise de rendez-vous, de rappels de rendez-vous et de contractualisation (CER et CEO) dans le cadre de la mise en place du nouveau système d'information ALISE
- Participation à tous les « cafés de l'insertion » proposés par la DINUM avec un travail engagé avec les services de DATA insertion sur l'intégration des outils « Rendez-vous d'insertion » et « Carnet de bord »
- Mise en place de l'API « données contacts ».



1.3.8 Difficultés d'exécution

- Absence d'outil informatisé et partagé entre acteurs, de suivis, nécessitant la création de tableurs
- Le volume de nouveaux entrants dans le RSA génère une activité qui nécessite plus qu'un ETP comme chef de projet
- En 2022, 75 bénéficiaires du RSA ont été très rapidement non soumis aux droits et devoirs contre 66 en 2021
- En 2022, 131 personnes ne se sont pas présentées à leur rendez-vous d'orientation et font l'objet d'une suspension administrative contre 151 en 2021. (Délibération N°21CD06-19)
- En 2023, 147 personnes ne se sont pas présentées à leur rendez-vous d'orientation et font l'objet d'une suspension administrative. Le nombre important de personnes ne se présentant pas au 1^{er} rendez-vous (27 %), complique le respect des délais et nécessitent la programmation d'un second rendez-vous.

1.3.9 Perspectives futures de mise en œuvre de l'action

- Poursuite de l'intégration des outils développés par data-insertion sous réserve d'obtenir des crédits dans le cadre du Pacte des solidarités
- Conforter le second chef de projet en charge de l'orientation des nouveaux bénéficiaires du RSA
- Conforter le travail du chef de projet d'orientation et le soutien administratif
- Elaboration d'une nouvelle procédure de prise de rendez-vous des bénéficiaires du RSA nouveaux entrants avec Pôle emploi en remplacement de GOOGLE AGENDA permettant de mieux garantir les délais de rendez-vous mais aussi d'assurer un suivi des BRSA orientés vers Pôle emploi (Mise en place prévue février 2023)
- Poursuite du CER dématérialisé
- Rappel SMS des rendez-vous par le Département via l'outil ALISE (intégration des données contacts en 2022)
- Participation aux groupes de travail pilotes par la DINUM dans le cadre de la démarche numérique du SPIE pour favoriser les échanges de données entre acteurs.

1.4 DEPLOYER LA GARANTIE D'ACTIVITE

1.4.1 Descriptif de l'action

Pour une insertion professionnelle plus rapide, il convient d'offrir un accompagnement pour tous les allocataires des minimas sociaux, prenant simultanément en compte l'insertion professionnelle et la résolution des problèmes du quotidien. Ce véritable « droit à l'accompagnement », mis en œuvre avec les collectivités territoriales, notamment au travers de la Garantie d'activité, aura pour contrepartie le devoir pour l'allocataire d'agir pour son insertion.

La « Garantie d'activité » est présentée comme un nouveau dispositif permettant de renforcer l'offre d'accompagnement sur les territoires. Elle vise à garantir à toute personne en difficulté d'inclusion sociale et professionnelle un accompagnement intensif et orienté vers l'activité, adapté à sa situation. Elle a notamment pour objectif d'accroître la rapidité de la mise en place de l'accompagnement des bénéficiaires du RSA et le nombre de bénéficiaires orientés et accompagnés dans un cadre socio-professionnel. Il s'agit de contribuer à mettre fin à la dichotomie entre suivi social et suivi professionnel des BRSA et de faire du retour à l'activité pour tous une finalité des dispositifs d'accompagnement.

La sortie durable de la pauvreté repose sur l'autonomie par le travail, hors depuis la crise de 2008, la dépense d'allocation du RSA a progressé de 80%. L'accroissement de la pauvreté lié à la crise sanitaire rend encore plus impératif le déploiement accéléré des politiques de prévention et de lutte contre la pauvreté portée par la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté.

La Garantie d'activité départementale (GAD) doit contribuer à **renverser la dégradation du rapport entre dépenses d'insertion et dépenses d'allocation** : en 2022, par rapport à 2019, 100 000 allocataires du RSA supplémentaires devront bénéficier d'une action d'insertion prescrite par les Conseils départementaux, hors diagnostics de mobilité. En 2023, 705 personnes ont été orientées vers la garantie d'activité.

La garantie d'activité départementale vise à traiter de manière simultanée et articulée les difficultés sociales et professionnelles rencontrées par les allocataires du RSA et à adapter l'accompagnement au degré d'éloignement du marché du travail des personnes concernées.

Sa mise en œuvre repose sur deux dispositifs complémentaires visant à décloisonner suivi social et suivi professionnel.

- L'accompagnement global porté par Pôle Emploi, d'une part, consiste en un double accompagnement par un conseiller de Pôle emploi et un travailleur social du conseil départemental.
- La garantie d'activité départementale pilotée par les Conseils départementaux, d'autre part, doit permettre d'accroître la rapidité de l'accompagnement des bénéficiaires du RSA et le nombre de bénéficiaires orientés et accompagnés dans un parcours d'inclusion sociale et professionnelle.



La réussite de la garantie d'activité et l'atteinte de l'objectif de 300 000 bénéficiaires accompagnés par an à partir de 2022 dépendent :

- de la complémentarité entre l'accompagnement global et les actions mises en place dans le cadre de la garantie d'activité départementale
- et
- du niveau de coopération entre Pôle emploi et les Conseils départementaux dans la mise en œuvre de l'accompagnement global et sa montée en charge.

Pour conforter sa politique d'insertion tournée vers « l'emploi d'abord » et les priorités de la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi, le Département du Cantal a créé le **dispositif Cantal Emploi Insertion** qui consiste en une entrée rapide dans une dynamique d'accompagnement socio-professionnel renforcé et **en articulation étroite avec la montée en puissance de l'accompagnement global**. Ce parcours est soutenu par **d'autres offres d'accompagnement intégrées et intensives des bénéficiaires du RSA vers l'emploi**, adaptées aux spécificités de chacun (jeunes, travailleurs non-salariés, exploitants agricoles, issus de la communauté des gens du voyage...), **qui sont le résultat d'un appel d'offre ou appel à projet comblant les manquements identifiés dans l'offre d'accompagnement sur les territoires** et qui s'inscrivent dans la **Garantie d'activité départementale**.

Un soutien important à l'insertion par l'activité économique vient compléter ce programme. Ainsi, si fin 2018, 45% des bénéficiaires du RSA du Cantal étaient orientés vers un accompagnement professionnel, ce sont désormais 75 % des nouveaux allocataires qui bénéficient de cette orientation.

Sous l'impulsion du Département, la mise en œuvre d'un Service public d'insertion et d'emploi (SPIE) dans le Cantal en 2022 a permis de conforter cette dynamique en revisitant la coordination opérationnelle entre les différentes structures qui accompagnent les personnes et en simplifiant les démarches.

1.4.2 Date de mise en place de l'action

Cette thématique a fait l'objet d'une fiche action spécifique depuis la signature de l'avenant à la convention en 2021.

1.4.3 Partenaires et co-financeurs

Partenaires :

- Structures retenues suite aux appels à projet 2021
- Pôle emploi

Co-financeurs :

- Etat – CD15 à parité

1.4.4 Durée de l'action

La durée initiale était de 2 ans et s'est poursuivie pour une année supplémentaire.

1.4.5 Budget

Le tableau récapitulatif financier est annexé au présent rapport.

1.4.5.1 Budget prévisionnel figurant dans la convention : État, CD, Total

Du 01/01/2023 au 31/12/2023 :

Budget 2022 : 59 896 € dédiés au renforcement de la garantie d'activité, dont :

- 29 948 € de l'Etat dédiés aux appels à projets concernant les actions de la Garantie d'activité départementale
- 29 948 € du Conseil départemental sous forme d'appel à projets concernant les actions au titre de la Garantie d'activité départementale et donc de dépenses supplémentaires.
- Crédits reportés 2022 sur 2023 part Etat = 0 €
- Crédits reportés 2022 sur 2023 part CD= 0 €

Budget global = 59 896 €

1.4.5.2 Budget exécuté

Au 31/12/2023 :

- Dépenses exécutées sur la part financée par l'Etat = 29 948 € dédiés aux appels à projets concernant les actions de la Garantie d'activité départementale
- Dépenses à reporter sur 2024 sur la part financée par l'Etat = 0 €
- Dépenses exécutées sur la part financée par le Département = 29 948 € sous forme d'appel à projets concernant les actions au titre de la Garantie d'activité départementale. Ces crédits ont bien été mobilisés. Au total, la dépense du Département concernant la Garantie d'activité est largement supérieure à la part Etat.
- Dépenses à reprogrammer sur 2024 par le Département = 0 €

Pour favoriser l'insertion sociale et professionnelle, le Conseil départemental met en œuvre son PTIE/PDIE 2021-2025 en renouvelant et développant son appel à projet insertion (1,32 millions d'euros par an), notamment au travers de la mise en œuvre de l'action « Soutien aux structures de l'insertion par l'activité économique » (Engagement à l'initiative du Département).

De plus, pour répondre à la demande de transversalité et d'indicateurs de la stratégie pauvreté, et atteindre les attentes du SPIE, le Conseil départemental renouvelle la totalité du système informatique gérant l'insertion pour une dépense totale de 574 510 € et une opérationnalité depuis le 1^{er} janvier 2022. La connexion de cet outil avec ceux développés par la DINUM est en cours et se poursuit toujours.

1.4.6 Indicateurs

À compter de 2020, indicateurs nationaux :

Indicateurs	Résultat du Département en 2020	Résultat atteint en 2021	Résultat attendu en 2022	Résultat atteint en 2022	Explication apportée sur l'atteinte de l'objectif et l'évolution par rapport à 2021	Résultat attendu en 2023 (cible)	Résultat atteint en 2023
Nombre de bénéficiaires du RSA orientés vers la garantie départementale (nouveaux entrants dans l'année)	306	582 (51,9 % des nouveaux entrants)	600	592 (58 % des nouveaux entrants)	Le nombre de nouveaux entrants a diminué de 9,55 % ce qui a réduit les possibilités d'orientation. Cependant le taux de nouveaux entrants orientés vers la GA a augmenté.		705
Nombre de bénéficiaires du RSA en cours d'accompagnement par la garantie départementale (entrants + existants)	413	1084		1024			1096
Nombre de bénéficiaires du RSA orientés vers l'accompagnement global	117	204	210	219			149
Nombre de bénéficiaires en cours d'accompagnement par l'accompagnement global	174	383		428			179
Nombre de personnes bénéficiaires du RSA accompagnées par conseiller dédié à l'accompagnement global (stock)	60	186	> 70	103	Néant – Objectif atteint		4 conseillers dédiés pour 280 personnes accompagnées (70 par conseiller)
Délai moyen du démarrage de l'accompagnement global	28 jours	21 jours à Aurillac/Mauriac et 19 jours à St-Flour	3 semaines (21 jours)	6 jours en moyenne sur les 3 sites	Néant – Objectif atteint		2,4 jours

1.4.7 Bilan d'exécution

- Renforcement de la Garantie d'activité départementale au travers de 3 dispositifs portés en 2022 par 6 acteurs et qui s'est poursuivi en 2023 :
 - Renforcement de l'Accompagnement global avec 4 conseillers dédiés (Pôle emploi),
 - Accompagnement spécialisé TNS (France Auvergne Active, Chambre d'agriculture et Chambre de Métiers et de l'Artisanat),

- Mise en œuvre d'un accompagnement renforcé supplémentaire dédié aux 16-25 ans, confié aux 2 Missions locales sur tout le territoire Cantalien
- Renforcement du dispositif Cantal emploi insertion visant un accompagnement socioprofessionnel renforcé des bénéficiaires du RSA, incluant un soutien dans les démarches de soins
- Un avenant à la « Convention de partenariat entre le Pôle Emploi et le Conseil départemental pour l'approche globale de l'accompagnement des demandeurs d'emploi ayant des difficultés sociales et professionnelles pour la période 2021-2023 » permettant de porter de 3 à 4 le nombre de conseillers Pôle emploi dédiés à l'accompagnement global.
- Le recours aux immersions professionnelles (interconnexion nécessaire avec via l'API Immersion Facilitée développée par la DINUM)
- La complétude des étapes de parcours. Le partage des informations sera affiné dans le cadre du SPIE avec les membres du consortium (interconnexion nécessaire avec via l'API Carnet de bord-beta.gouv développée par la DINUM).
- L'accès à la formation (Convention avec Pôle emploi pour l'accès à OUIFORM)

1.4.8 Perspectives

- Participation aux groupes de travail pilotés par la DINUM dans le cadre de la poursuite de la démarche numérique du SPIE pour favoriser les échanges de données entre acteurs.
- Renforcer le suivi des personnes en Garantie d'activité dans le SI ALISE
- Poursuivre la mise en place d'un « Pack Sortie » favorisant le fait que les BRSA aillent vers l'emploi de façon durable notamment vers les métiers en tension.

1.5 POURSUIVRE LA MONTEE EN PUISSANCE DES SYSTEMES D'INFORMATION POUR LE PILOTAGE DE LA POLITIQUE INSERTION ET LE SUIVI DE PARCOURS

1.5.1 Descriptif de l'action

Après la réduction des délais d'entrée en parcours d'accompagnement et le déploiement de la Garantie d'activité, l'efficacité du pilotage de la politique insertion et du suivi de parcours demeurent conditionnées à :

- **des informations et données partagées entre acteurs**, au premier rang desquels le Conseil départemental, la CAF et Pôle Emploi, et
- une mise en cohérence des modalités de **remontées des indicateurs insertion à la DRESS**.

Le Département a ainsi développé un **nouveau Système d'information** intitulé ALISE (Autonomie Logement Insertion Social Enfance), permettant à ce jour :

- de regrouper, dans un dossier usager unique, les accompagnements menés au titre de l'insertion et de l'accompagnement social généraliste,
- au référent de parcours de disposer d'une vision globale de la prise en charge de la personne.

Cet outil a vocation à être déployé auprès des délégataires de l'accompagnement RSA du territoire, dans une volonté de conforter le dossier unique de l'usager (dites-le nous une fois) et de faciliter les échanges d'informations.

Embarqué avec data.insertion, suite à la participation du Département aux différents « cafés de l'insertion » ou webinaires, il convient à présent d'**interconnecter le logiciel ALISE avec les différents outils développés par la direction interministérielle du numérique (DINUM)** et de mettre en cohérence les modalités de **remontées des indicateurs insertion à la DRESS**.

Ne relevant pas d'un éditeur prestataire mais d'un outil spécifique, ce travail ne peut être mutualisé avec d'autres Départements et devra être mené en interne, **nécessitant un renfort des équipes de la DSI**.

1.5.2 Date de mise en place de l'action

Cette fiche action a été rajoutée en 2022 et s'est poursuivie en 2023.

1.5.3 Partenaires et co-financeurs

Co-financeurs :

- Etat – CD15 à parité

1.5.4 Durée de l'action

Cette action débutée en 2022 pour 1 an s'est prolongée pour une année de plus.

1.5.5 Budget

Le tableau récapitulatif financier est annexé au présent rapport.

1.5.5.1 Budget prévisionnel figurant dans la convention : État, CD, Total

Du 01/01/2023 au 31/12/2023 :

Budget 2023 : 160 000 € dédiés à la création de postes d'informaticiens pour l'interconnexion des différents outils développés (ou en cours de développement) par la DINUM avec le SI ALISE et à la mobilisation de temps d'agents en charge de participer à la mise en place du dispositif dont :

- 80 000 € de l'État dédiés à la création de deux postes d'informaticien, en charge de l'intégration des solutions portées par la DINUM au système d'information ALISE, l'utilisation et l'échange de données sur les allocataires du RSA entre les principaux opérateurs et le Département du Cantal)
- 80 000 € du Conseil départemental sous forme de valorisation de temps de Référents mission développement informatique

Budget global = 160 000 €

1.5.5.2 Budget exécuté

Au 31/12/2023 :

160 000 € dédiés à la création de postes d'informaticiens pour l'interconnexion des différents outils développés (ou en cours de développement) par la DINUM avec le SI ALISE et à la mobilisation de temps d'agents en charge de participer à la mise en place du dispositif dont :

- Dépenses exécutées sur la part financée par l'Etat = 80 000 € dédiés à la création de deux postes d'informaticien, en charge de l'intégration des solutions portées par la DINUM au système d'information ALISE, l'utilisation et l'échange de données sur les allocataires du RSA entre les principaux opérateurs et le Département du Cantal)
- Dépenses à reporter sur 2024 sur la part financée par l'Etat = 0 €
- Dépenses exécutées sur la part financée par le Département = 80 000 € du Conseil départemental sous forme de valorisation des temps de Référents mission développement informatique
- Dépenses à reprogrammer sur 2024 par le Département = 0 €

Pour améliorer la prise en charge globale (socio-professionnelle) des publics en insertion accompagnés par le Département ou ses délégataires, répondre à la demande de transversalité et d'indicateurs de la stratégie pauvreté, la DASEIL du Conseil départemental a renouvelé la totalité de son système informatique pour une dépense de 574 510 € et une opérationnalité depuis le 1^{er} janvier 2022. Ce système informatique a continué à évoluer en 2023 et devra se poursuivre par la suite.

1.5.6 Indicateurs

La prise en compte des indicateurs retenus dans le plan Cantal, est réalisée au 31/12/2023

Indicateurs	Résultat attendu en 2022	Résultat atteint en 2022	Résultat attendu en 2023	Justification des écarts le cas échéant
API Coordonnées de contact CAF	Connexion ALISE avec	Connexion effectuée	Mise à jour éventuelle	Néant – Objectif atteint
API RDV-insertion :		Connexion partiellement effectuée	Lien avec agenda Outlook des travailleurs sociaux et harmonisation de l'envoi SMS avec celui d'ALISE	Manque de temps de développement
API Carnet de bord-beta.gouv		Connexion partiellement effectuée	Connexion totale	Contenu de Carnet de bord travaillé dans le cadre du SPIE
API flux PEGCM (informations relatives au profil du demandeur d'emploi bénéficiaire du RSA et informations de suivi).		Connexion effectuée pour le flux hebdomadaire	Connexion avec le flux journalier	Difficulté à harmoniser et prioriser des informations identiques dans le flux CAF, Pôle emploi et le SI ALISE
Plateforme Immersion Facilitée : OK		Connexion effectuée	Mise à jour éventuelle	Néant – Objectif atteint
Plateforme QUIFORM :		Connexion effectuée	Mise à jour éventuelle	Néant – Objectif atteint
Données statistiques DRESS		Connexion effectuée	Mise à jour éventuelle	Néant – Objectif atteint

1.5.7 Bilan d'exécution

2023 :

- Connexion totale ou partielle de notre système d'information ALISE avec 6 outils de la DINUM ou création de requêtes permettant de répondre aux demandes de remontées statistiques nationales

1.5.8 Difficultés d'exécution

En raison des tensions du marché du travail concernant les professionnels des systèmes d'information, le montant alloué à cette action n'a pas permis de recruter autant de personnels que nécessaires.

De plus, la démultiplication du nombre de flux entrants dans l'application (Flux CAF, flux Pôle emploi) nécessite un temps d'harmonisation de saisie et de contrôles de cohérence très important pour fiabiliser la donnée.

1.5.9 Perspectives futures de mise en œuvre de l'action

- Les perspectives futures sont de continuer à faire évoluer le SI afin de pouvoir intégrer les nouvelles exigences liées au Pacte des solidarités avec une interopérabilité du SI du département avec celui de France travail.

1.6 SOUTIEN A LA MOBILITE GEOGRAPHIQUE DES DEMANDEURS D'EMPLOI

1.6.1 Descriptif de l'action

L'enjeu de l'accès à la mobilité constitue un frein majeur à l'insertion, en particulier dans de nombreux territoires ruraux ou anciens territoires industriels en déprise, zones blanches d'offre de mobilité inclusive. On estime en effet que 20 % de la population active rencontre des difficultés à se déplacer en France. Ces difficultés sont à la fois économiques, matérielles (manque de moyens de locomotion), cognitives (accès au permis de conduire, capacité à se repérer sur un plan...) et psychosociales (avoir confiance dans sa capacité à se déplacer). Parallèlement, une personne en insertion sur deux déclare avoir déjà refusé un travail ou une formation pour des problèmes de mobilité.

Le Premier Ministre a annoncé le 26 octobre 2020 le déploiement d'un volet complémentaire de la Stratégie pauvreté en soutien à la mobilité géographique des demandeurs d'emploi à des fins d'insertion professionnelle.

La création de Cantal'Mouv, Plateforme de mobilité Départementale a été financée par le Département du Cantal et dépend de l'AFAPCA (Centre de Ressources et d'Ingénierie pour l'insertion et l'emploi). Elle est à destination des publics en fragilité économique en démarche d'insertion professionnelle rencontrant des problèmes de mobilité.

Cette plateforme de Mobilité à un double objectif :

1. Informer et former les professionnels de l'accompagnement et créer un réseau sur le thème de la mobilité pour tous, pour faire progresser la mobilité dans le département, que ce soit pour les personnes en situation de handicap, les personnes âgées, les jeunes ou tous les adultes qui sont freinés dans leurs déplacements.
 - ✓ En valorisant l'existant en matière d'offres de services liés à la mobilité.
 - ✓ En confortant et en développant des initiatives et pour accompagner la mutualisation des déplacements.
2. Proposer aux bénéficiaires orientés par un prescripteur un « accompagnement » pour permettre au plus grand nombre de se déplacer de façon autonome sur l'ensemble du territoire et maintenir les populations sur leur bassin de vie.
 - ✓ En proposant une prestation Bilan Mobilité (évaluation des ressources, des compétences, des capacités, des freins et de la motivation du bénéficiaire et a pour objectif d'individualiser et d'accompagner le parcours des bénéficiaires en fonction de leur projet professionnel).
 - ✓ En proposant des prestations Accompagnement Individualisé « Savoir Bouger » & « Pouvoir Bouger ».

Diverses prestations sont proposées dans le cadre de la Plateforme de mobilité Cantal'Mouv comme :

- Prestation Bilan Mobilité
- Prestation Accompagnement Individualisé « Savoir Bouger » & « Pouvoir Bouger »
- Accompagnement « Parcours Permis »
- Ingénierie de financement pour « Réparation, Achat & location de véhicule » (depuis 2021).
- A l'issue du « bilan mobilité », des orientations extérieures à la Plateforme sont possibles, toujours dans l'optique d'acquérir des connaissances afin de développer sa mobilité : cours de français, apprendre à gérer son stress, lever des freins psychologiques, ...

Passer le permis de conduire peut poser des problèmes importants aux personnes rencontrant des difficultés personnelles qu'elles soient financières, physiques ou même familiales. Aussi, Cantal Mouv a élargi ses services en 2022 avec l'obtention de l'agrément d'auto-école associative et a poursuivi son développement.

1.6.2 Date de mise en place de l'action

Cette fiche engagée depuis janvier 2021, est toujours d'actualité en 2023.

1.6.3 Partenaires et co-financiers

Partenaires :

- AFAPCA

Co-financiers :

- Etat
- Ces crédits ne sont pas soumis à la règle de cofinancement.

1.6.4 Durée de l'action

1 an

1.6.5 Budget

Le tableau récapitulatif financier est annexé au présent rapport.

1.6.5.1 Budget prévisionnel figurant dans la convention : État, CD, Total

Du 01/01/2023 au 31/12/2023 :

Budget 2023 : 30 011 € de l'État dédiés à l'augmentation du nombre de bénéficiaires de ces parcours mobilités.

- Conformément à l'Instruction N°DIPL/DGCS/SD1B/DGEFP/SDPAE/DPE/2021/23 du 19 mars 2021 modificative relative aux avenants aux conventions départementales d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi pour 2021 - ANNEXE 2 : SOUTIEN A LA MOBILITE GEOGRAPHIQUE DES DEMANDEURS D'EMPLOI - Mesure n°2 – Accompagnement du public en insertion via la prescription de mesures d'accompagnement à la mobilité : Ces crédits ne sont pas soumis à la règle de cofinancement.
- Crédits reportés 2022 sur 2023 part Etat = 0 €
- Crédits reportés 2022 sur 2023 part CD= 0 €

Budget global = 30 011 €

1.6.5.2 Budget exécuté

Au 31/12/2023 :

30 011 € dédiés à la mobilité des personnes en insertion

Dépenses exécutées sur la part financée par l'Etat = 30 011 € dédiés à l'augmentation du nombre de bénéficiaires de ces parcours mobilités. Cette enveloppe de crédits a été entièrement mobilisée pour permettre davantage accompagnements supplémentaires.

- Dépenses à reporter sur 2024 sur la part financée par l'Etat = 0 €
- A noter que si ces crédits ne sont pas soumis à la règle de cofinancement, le Département a cependant financé cette action au titre de son PDIE à hauteur de 100 000 € en 2021 et 100 000 € en 2022 et 100 000 € pour 2023.**

1.6.6 Indicateurs

La prise en compte des indicateurs retenus dans le plan Cantal, est réalisée au 31/12/2023

Indicateurs	Situation du Département en 2020	Résultat atteint en 2021	Résultat attendu en 2022	Résultat atteint en 2022	Explication apportée sur l'atteinte de l'objectif et l'évolution par rapport à 2021	Résultat atteint en 2023
Nombre de personnes accompagnées par la plateforme de mobilité à des fins d'insertion professionnelle. Stock de personnes accompagnées au 31/12/2023.	149	434		503		487
Nombre de mesures de diagnostics et d'accompagnement à la mobilité prescrites par le Conseil départemental Cet indicateur est un flux.	90 (51 femmes et 39 hommes)	185 (94 femmes et 91 hommes)	87 sur crédits CD + 33 sur crédits Etat, soit 120 parcours	189 (98 femmes et 91 hommes)	Néant – Objectif dépassé	157 personnes (soit 32,23 % des personnes accompagnées)

1.6.7 Bilan d'exécution

- 157 prescriptions reçues
- 23 prescripteurs différents : travailleurs sociaux du Conseil départemental, conseillers en insertion professionnelle des structures de l'IAE, Pôle Emploi, associations intervenant auprès des réfugiés, CAP Emploi...
- Intervention sur l'ensemble du territoire cantalien
- Les principaux projets exprimés à l'entrée dans le parcours : Préparer et/ou financer le permis de conduire (65,8%) ; 34,2 % des demandes concernent les véhicules (achat, location, réparations),
- 53 % des participants ont atteint l'objectif visé.
- La parité hommes/femmes est respectée (55,7 % de femmes)
- Création d'une auto-école solidaire (99 personnes accompagnées + 50 % par rapport à 2022)
- Intégration des prescriptions vers le Garage solidaire dans le parcours mobilité malgré une période sans mécanicien diplômé nécessitant un arrêt momentané des orientations.

Plateforme de mobilité départementale



1.6.8 Difficultés d'exécution

L'absence de mécanicien diplômé a nécessité l'arrêt des orientations vers le garage solidaire de façon momentanée (location, vente, réparations).

1.6.9 Perspectives futures de mise en œuvre de l'action

- Poursuite de l'engagement du Conseil départemental 15 dans le cadre du PDIE-PTIE (fiche action N° 7)
- Articulation de cette action avec la poursuite de la mise en œuvre du SPIE et l'action mobilité développée par Pôle emploi
- Identification des problèmes de mobilité « sans solution » lors des comités de suivi de parcours pour réajustement des besoins
- Communication sur la plateforme Cantal'Mouv (simplification avec des fonds communs ce qui a pour effet d'avoir un seul interlocuteur)
- Facilité de se mouvoir sur les derniers kilomètres et/ou en cas d'absence de permis de conduire, avec la mise en place du Pacte des solidarités.

2 MESURES A L'INITIATIVE DU DEPARTEMENT

2.1 Soutien aux structures de l'insertion par l'activité économique

2.1.1 Descriptif de l'action

L'insertion par l'activité économique (IAE) permet aux personnes les plus éloignées du marché du travail, en raison de difficultés sociales et professionnelles particulières (âge, état de santé, précarité) de bénéficier d'un accompagnement individualisé et renforcé leur permettant de lever ces freins et de faciliter leur insertion professionnelle. Dans le Cantal, ce secteur comprend aujourd'hui 21 structures d'insertion par l'activité économiques (SIAE) conventionnées qui emploient environ 654 salariés en atelier chantier d'insertion, soit l'attribution d'un nombre d'aide aux postes d'insertion (en équivalent temps plein - ETP) à hauteur d'environ 247,49 ETP.

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté porte l'objectif de faire passer de 140 000 à 240 000 le nombre de salariés en insertion des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) : ateliers et chantiers d'insertion (ACI), entreprises d'insertion (EI), entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI), associations intermédiaires (AI) et entreprises d'insertion par le travail indépendant (EITI). Le Département est un partenaire central de l'État pour porter l'ambition du Pacte pour l'IAE. Chef de file de la politique d'insertion au niveau territorial, il est en outre le deuxième financeur de ces structures.

Le soutien à l'IAE constitue pour le Département un investissement social de long terme : l'augmentation des places d'insertion, dans les structures existantes ou dans la création de nouvelles structures permettra à une partie croissante des allocataires du RSA de retrouver une activité, d'être accompagnés pour se former et à l'issue des parcours de s'insérer dans l'emploi. Cette ambition doit permettre de réduire, dans une logique d'activation des dépenses passives, les charges sociales pesant sur les Départements. En outre, la réforme de l'agrément des publics éligibles à l'IAE qui sera conduite en 2020, et le développement d'outils digitaux facilitant le recrutement des salariés en insertion, va permettre aux services sociaux des départements de devenir des acteurs de la prescription de parcours IAE.

De plus, le savoir-faire des SIAE en matière d'accueil, d'accompagnement et d'orientation mérite d'être reconnu dans la perspective d'améliorer l'insertion des bénéficiaires du RSA et l'accueil social inconditionnel de proximité et de contribuer éventuellement à la mise en œuvre de la garantie d'activité départementale, faisant partie des objectifs socles de la contractualisation entre l'État et les départements d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi. Enfin, l'insertion par l'activité économique constitue un outil de développement économique des territoires. Ainsi, pour accroître le nombre de sorties positives des salariés en insertion, il est nécessaire d'une part de renforcer cet accompagnement socio-professionnel et de développer des parcours de sortie vers les entreprises cantaliennes.

2.1.2 Date de mise en place de l'action

Publication des appels d'offres depuis octobre 2019

2.1.3 Partenaires et co-financeurs

- Co-financeurs : État – CD15 à parité

2.1.4 Durée de l'action

Cette fiche engagée au second semestre 2020 s'est poursuivie en 2023.

2.1.5 Budget

Le tableau récapitulatif financier est annexé au présent rapport.

2.1.5.1 Budget prévisionnel figurant dans la convention : Etat, CD, Total

Du 01/01/2023 au 31/12/2023 :

Budget 2023 : 38 748 € dédiés au cofinancement des postes de CIP et du chef de projet en charge des comités de parcours dont :

- 19 374 € du Conseil départemental sous forme de cofinancement des postes de CIP dans les SIAE suivants : Hautes Terres Communautés, Oxygène, ADAPEI, ACART CREATELIER, YDEALIS AINOC, REAGIR, DISPOSERVICES, et AURORE.
- 19 374 € de l'État pour l'ingénierie portée par le Conseil départemental au titre des suivis de parcours des salariés en insertion, notamment bénéficiaires du RSA
- Crédits reportés 2022 sur 2023 part Etat = 0 €
- Crédits reportés 2022 sur 2023 part CD= 0 €

2.1.5.2 Budget exécuté

Au 31/12/2023

38 748 € dédiés au cofinancement des postes de CIP et du chef de projet en charge des comités de parcours dont :

- Dépenses exécutées sur la part financée par l'Etat = 19 374 € pour l'ingénierie portée par le Conseil départemental au titre des suivis de parcours des salariés en insertion, notamment bénéficiaires du RSA
- Dépenses à reporter sur 2024 sur la part financée par l'Etat = 0 €
- Dépenses exécutées sur la part financée par le Département = 19 374 € sous forme de cofinancement des postes de CIP dans les SIAE suivants : Hautes Terres Communautés, Oxygène, ADAPEI, ACART CREATELIER, YDEALIS AINOC, REAGIR, DISPOSERVICES, et AURORE.
- Dépenses à reprogrammer sur 2024 par le Département = 0 €

Pour conforter le modèle socio-économique des SIAE, le Conseil départemental mobilise en réalité 663 946,77 € pour les années 2022 et 2023, en plus des engagements pris dans la CAOM, soit 16 % de plus que pour la période 2020-2021.

2.1.6 Indicateurs

La prise en compte des indicateurs est réalisée au 31/12/2023

Indicateurs	Situation 2019 du Département	Résultat atteint 2020	Résultat atteint en 2021	Résultat atteint en 2022	Résultat atteint en 2023
Nombre de bénéficiaires du RSA accompagnés	143 (ACI)	71 (ACI)	209 (ACI)	157 (ACI) Dont 103 recrutés depuis le 01/01/2022	143 (ACI) Dont 75 recrutés depuis le 01/01/2023
Nombre de comités de suivi et de pilotage	0	25	36 comités de suivi 9 comités de pilotage	39 comités de suivi 10 comités de pilotage	40 comités de suivi 10 comités de pilotage
Nombre de salariés en insertion en « sortie positive » (dynamiques)	107	93	98 Dont 14 entrées en formation 60 CDD (PEC, intérim, CDD) et 24 CDI	81	101

2.1.7 Bilan d'exécution

- Constitution et généralisation des comités de suivi de parcours de façon trimestrielle
- Tous les ACI du département utilisent le même outil de suivi du parcours individuel (livret d'accompagnement)
- Objectifs : Construire un plan d'actions adapté, coordonné, évolutif, avec et pour le salarié en insertion dans l'objectif de faciliter une insertion durable.
- Organisation de comités de parcours à chaque étape importante du parcours : Entrée en ACI (identification des freins et des potentialités, définition des premiers objectifs à atteindre, désignation du référent de parcours) ; Bilan intermédiaire à 4 mois ; Fin de contrat (bilan du parcours en ACI, identification d'un nouveau référent si besoin).
- La mise en place des vendredis de l'insertion permet de rompre avec le sentiment d'isolement que peuvent avoir par moment les différents ACI en diffusant une information de premier niveau.
- Les ACI sollicitent régulièrement les personnes en charge des comités de suivi qui sont repérées et identifiées comme service ressource.

2.1.8 Difficultés d'exécution

Après la crise sanitaire qui a empêché la poursuite des comités de suivis élargis, des comités de suivis de parcours restreints se sont poursuivis et se poursuivent toujours : 1 par trimestre dans chaque ACI du département et ont néanmoins permis de maintenir les liens avec les ACI et les dispositifs existants.

Ceux-ci sont intégrés dans la bonne pratique professionnelle de tous et ne pose pas de difficulté spécifique.

2.1.9 Perspectives futures de mise en œuvre de l'action

- Renforcer le rôle du comité de suivi en l'ouvrant à plus de partenaires (Membres : Prescripteur du parcours IAE (assistante sociale, Pôle Emploi, Milo, France Addictions...), le CIP de l'ACI, le référent de parcours désigné par le salarié si différent du prescripteur, le salarié. L'animation est assurée par le chef de projet du SEI.
- Poursuite des travaux en lien avec les services pilotés par la DINUM dans le cadre de la démarche numérique du SPIE pour l'étude d'un carnet de bord et d'une cartographie numérique de l'offre.
- Déployer encore davantage cet appui aux ACI en proposant également de nouvelles pistes avec une adaptation des heures pour des ARSA très éloignés de l'emploi dans le cadre de l'éventualité de l'extension de l'expérimentation des territoires pilotes.

Le

Le Président du Conseil départemental du Cantal

Bruno FAURE

Département du Cantal
28 Avenue Gambetta
15 000 AURILLAC
Tél. : 04 71 46 20 20

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 AVRIL 2024

DELIBERATION N°24CP04-21

Subventions au titre de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six avril à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 12 avril 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Isabelle LANTUEJOL donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Absent(s) : M. Vincent DESCOEUR, Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de l'action sociale et des familles, et notamment l'article D.312-159-5 ;

Vu la délibération n°23CD05-44 du Conseil départemental du 19 décembre 2023 adoptant le Budget annexe de la Conférence des Financeurs pour 2024 ;

Vu l'avis rendu par la Conférence des Financeurs du 20 mars 2024 portant sur les actions de prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées du Cantal inscrites dans le programme au titre de l'exercice 2024 ;

- **AUTORISE** le versement d'une subvention « actions collectives de prévention » au titre de 2024 aux organismes listés dans le tableau tel que joint en annexe pour un montant total de 28 196 €.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer la convention avec chaque bénéficiaire attributaire.

Le montant des dépenses d'un total de 28 196 € sera imputé sur le chapitre 65, nature 65748, fonction 4232 du budget annexe de la Conférence des Financeurs.

Publication : 30-04-2024

Transmission Préfecture : 29-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Annexe

**Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie (CFPPA)
Actions collectives pour la prévention de la perte d'autonomie**

Appel à projet n°4 axe sécurité routière / prévention routière			
Bénéficiaires	Nom de l'action	Thème abordé	Montant attribué
La Poste	Les Ateliers en route / 1 jour pour faire le point (territoire hors CABA)	une conférence avec le volet santé une conduite sur simulateur un audit de conduite en situation réelle	18 446,00 €
ARSEPT	Poursuivre sur la bonne voie (territoire CABA)	une conférence généraliste sur les risques routiers un module : je suis conducteur un module : je suis piéton un module : je suis cycliste	9 750,00 €
TOTAL GENERAL			28 196,00 €

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 AVRIL 2024

DELIBERATION N°24CP04-22

Attribution de subventions dans le cadre de l'appel à projets 2024-2025 "Prise en compte des travailleurs non salariés"

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six avril à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 12 avril 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Absent(s) : M. Vincent DESCOEUR, Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.262-29 et L.263-1 à L.263-2 ;

Vu le Code du travail et notamment l'article L 5314-1 ;

Vu la convention d'orientation dans le cadre de la mise en œuvre du Revenu de Solidarité Active approuvée par délibération de la Commission Permanente du Conseil Général du 18 septembre 2009 et son avenant approuvé par délibération de la Commission Permanente du Conseil Général du 17 septembre 2010 ;

Vu la délibération n°21CD01-02 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant le Pacte Territorial pour l'Insertion et pour l'Emploi - PTIE (2021-2025) et la fusion en un seul document intitulé PDIE-PTIE 2021-2025 ;

Vu la délibération n°21CD06-18 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 adoptant le règlement départemental d'aide sociales ;

Vu la délibération n°24CP01-22 du Conseil départemental du 26 janvier 2024 approuvant le lancement de l'appel à projets 2024-2025 « Prise en compte des spécificités des travailleurs non salariés » ;

Vu l'attestation de dépôt de la demande de subvention de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat en date du 7 mars 2024 ;

Vu l'attestation de dépôt de la demande de subvention de la l'association France Active Auvergne en date du 14 février 2024 ;

- **DECLARE** la Chambre de Métiers et de l'Artisanat et France Active Auvergne lauréates de l'appel à projets 2024-2025 "Prise en compte des spécificités des travailleurs non salariés".

- **APPROUVE** les conventions de partenariat 2024-2025 entre le Conseil départemental du Cantal et la Chambre de métiers et de l'Artisanat et entre le Conseil départemental et France Active Auvergne pour la mise en place d'un accompagnement spécifique des travailleurs non-salariés allocataires du RSA dont les projets sont joints en annexe.

- **AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer lesdites conventions.

- **APPROUVE** le montant du concours financier du Département à hauteur de 48 000 € pour l'année 2024 à la Chambre des Métiers et de l'Artisanat qui sera versé comme suit :

- 24 000 € au titre d'avance, soit 50 % du montant prévisionnel, mis en paiement dès signature de la convention ;
- le solde sera versé après présentation du bilan de l'action 2024 par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat.

- **APPROUVE** le montant du concours financier du Département à hauteur de 50 000 € pour l'année 2024 à France Active Auvergne qui sera versé comme suit :

- 25 000 € au titre d'avance, soit 50 % du montant prévisionnel, mis en paiement dès signature de la convention ;
- le solde sera versé après présentation du bilan de l'action 2024 par France Active Auvergne.

Le montant de la dépense de 98 000 € sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 017, nature 6568, fonction 444 du budget départemental 2024.

Publication : 30-04-2024

Transmission Préfecture : 29-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONVENTION RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION
À LA CHAMBRE DE MÉTIERS ET DE L'ARTISANAT
POUR LA PRISE EN COMPTE DES SPÉCIFICITÉS
DES TRAVAILLEURS NON-SALARIÉS ALLOCATAIRES DU RSA**

Entre

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, autorisé par délibération de la Commission Permanente du 26 avril 2024, ci-après dénommé : « **Le Département** »,

D'une part,

Et

LA CHAMBRE DE MÉTIERS ET DE L'ARTISANAT DE RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES, 10 rue Paul Montrochet, 69 002 LYON, représentée par son Président, Monsieur Vincent GAUD, ci-après désignée par les termes « **La Chambre de Métiers et de l'Artisanat** »,

D'autre part,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.262-29 et L.263-1 à L.263-2 ;

Vu le Code du travail et notamment l'article L.5314-1 ;

Vu la convention d'orientation dans le cadre de la mise en œuvre du Revenu de Solidarité Active approuvée par délibération de la Commission Permanente du Conseil Général du 18 septembre 2009 et son avenant approuvé par délibération de la Commission Permanente du Conseil Général du 17 septembre 2010 ;

Vu la délibération n°21CD01-02 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant le Pacte Territorial pour l'Insertion et pour l'Emploi- PTIE (2021-2025) et la fusion en un seul document intitulé PDIE-PTIE 2021-2025 ;

Vu la délibération n°21CD06-18 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 adoptant le règlement départemental d'aide sociales ;

Vu la délibération n°24CP01-22 du Conseil départemental du 26 janvier 2024 approuvant le lancement de l'appel à projets « Prise en compte des spécificités » ;

Vu l'attestation de dépôt de la demande de subvention de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat en date du 07 mars 2024 ;

Vu la décision n°24CP04- de la Commission Permanente du Conseil départemental du 26 avril 2024.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PRÉAMBULE

La loi n°2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité active (RSA) et réformant les politiques d'insertion dispose que chaque « bénéficiaire du RSA a droit à un accompagnement social et professionnel adapté à ses besoins et organisé par un référent unique » (art. L. 262-27 du CASF).

L'engagement en direction des travailleurs non-salariés allocataires du RSA, inscrit dans le PDIE-PTIE (Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi - Pacte Territorial pour l'Insertion et l'Emploi) 2021-2025, a fait l'objet d'un appel à projets du Département afin de déléguer pour 2024-2025 la mise en œuvre de l'engagement n° 4 « Prise en compte des spécificités de chacun » et notamment de la fiche action n°17 « Développer la référence de parcours pour les Travailleurs Non-Salariés ».

L'expérience acquise dans le Département du Cantal a démontré l'importance de mettre en place un accompagnement spécifique pour le public dit Travailleur Non Salariné (TNS). Par ailleurs, le Département du Cantal a souhaité, par le biais du référentiel TNS non agricole adopté le 19 décembre 2019, définir une règle encadrant la durée d'octroi du RSA à cette catégorie de demandeurs et préciser les modalités de leur accompagnement.

L'accompagnement spécifique des TNS non agricoles doit permettre pour cela soit :

- De consolider et développer l'activité afin qu'elle atteigne une autonomie financière et permette une sortie du dispositif RSA ;
- D'accompagner à la réorientation du projet de base, que ce soit par la redéfinition de l'activité ou bien par l'orientation vers une activité salariée.

La Chambre de Métiers et de l'Artisanat a répondu à l'appel à projets 2024-2025 relative à la prise en compte des spécificités des travailleurs non-salariés allocataires du RSA.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

L'article L.262-29 du CASF prévoit qu'il revient au Président du Conseil départemental de procéder à l'orientation des allocataires du RSA. Dans le cadre du PDIE-PTIE, il a été retenu de confier l'accompagnement des allocataires du RSA travailleurs indépendants à des prestataires experts dans ce domaine.

Ainsi, le Département confie à la Chambre de Métiers et de l'Artisanat la mission de référent RSA, qui consiste en un accompagnement individuel renforcé et adapté au développement de l'activité de Travailleurs Non-Salariés non-agricoles allocataires du RSA.

Les objectifs opérationnels de la présente convention sont de :

- Renforcer le suivi des allocataires du RSA travailleurs non-salariés (TNS), par l'intervention de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat ;
- Appliquer le référentiel de maintien des travailleurs non-salariés dans le dispositif RSA adopté par la collectivité ;
- Réduire le nombre des allocataires du RSA ayant un statut de TNS en les aidant à vivre de leur activité.
- Augmenter l'orientation des gens du voyage, allocataires du RSA, vers l'accompagnement professionnel des travailleurs non-salariés.

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de coopération et de coordination entre les signataires, la nature des actions mises en œuvre, ainsi que les conditions et modalités de leur financement.

ARTICLE 2 : L'ENGAGEMENT DE LA CHAMBRE DE MÉTIERS ET DE L'ARTISANAT

Par la présente convention, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser l'opération « Prise en compte des spécificités des travailleurs non-salariés ».

Dans ce cadre, un accompagnement est mis en place par la Chambre de Métiers et de l'Artisanat pour les allocataires du RSA travailleurs non-salariés non-agricoles orientés par les services du Département. Cet

accompagnement spécialisé et global doit permettre aux allocataires du RSA de recevoir les aides et conseils nécessaires au développement de leur entreprise et ainsi d'accéder à une entière autonomie financière ou d'être réorientés vers un emploi salarié conformément au référentiel d'accompagnement des travailleurs non-salariés voté par la collectivité le 19 décembre 2019.

Cet accompagnement socio-professionnel global se déroulera essentiellement sous forme d'entretiens individuels approfondis et/ou de phases en collectif qui permettront de diagnostiquer, d'orienter, de soutenir et d'accompagner les TNS orientés vers la Chambre de Métiers et de l'Artisanat par les services du Département. En plus de leurs propres outils, les conseillers de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat mobiliseront les dispositifs de droit commun et ceux du PDIIE.

En tant que référent unique RSA, le conseiller de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat coordonne l'élaboration du diagnostic de la situation du bénéficiaire, permettant de construire un parcours d'insertion. Il propose au bénéficiaire des temps de rencontre réguliers pour le suivi et l'évaluation du parcours. Il formalise, dans un délai de deux mois maximum, après l'orientation de l'allocataire, un contrat énumérant les engagements en matière d'insertion sociale ou professionnelle.

Le référent unique collabore étroitement avec le Service Emploi Insertion afin de mettre à jour régulièrement les informations relatives au suivi de l'allocataire et le cas échéant prépare le dossier pour le passage en équipe pluridisciplinaire. Il est à même d'enclencher les procédures de sanction en lien avec le service emploi insertion du Conseil départemental du Cantal.

Modalités de travail du référent unique

1. Elaborer dans le mois qui suit l'orientation par les services du Département, le diagnostic socio-professionnel du bénéficiaire.

Cette étape est un préalable à la construction négociée du parcours d'insertion et s'appuie sur les ressources et compétences du bénéficiaire,

- a. Informer le bénéficiaire des droits et devoirs liés à la perception de l'allocation de RSA,
- b. Saisir le Service Emploi Insertion pour un passage en équipe pluridisciplinaire en cas d'impossibilité d'établir le contrat d'engagements.

2. Construire le parcours d'insertion axé sur la rentabilité financière de son entreprise.

- a. Elaborer le projet et séquencer le parcours en prenant en compte la globalité de la situation du bénéficiaire et son entreprise,
- b. Permettre l'accès aux droits du bénéficiaire en l'orientant, l'accompagnant ou en constituant des dossiers.

3. Contractualiser les engagements du bénéficiaire dans un délai maximum de 2 mois.

- a. Expliquer la valeur du contrat engagements,
- b. Rédiger et formaliser le document contractuel énumérant les engagements.

4. Mettre en œuvre et suivre le contrat d'engagement.

- a. Evaluer l'évolution de la situation du bénéficiaire et le respect des engagements contractuels,
- b. Centraliser les informations, diagnostics et évaluations d'étapes,
- c. Communiquer avec les différents partenaires impliqués dans le parcours sur le projet d'insertion et coordonner sa mise en œuvre,
- d. Rédiger et formaliser le renouvellement du contrat d'engagement dans le respect des échéances prévues dans le contrat précédent.
- e. Saisir si nécessaire le Service Emploi Insertion pour un passage en équipe pluridisciplinaire (réorientation, impossibilité de renouveler le contrat, non-respect du contrat),
- f. Effectuer le bilan du suivi.

5. Activités spécifiques

- a. Renseigner les outils de mesure quantitative et qualitative du suivi des allocataires,
- b. Collaborer étroitement avec le Service Emploi Insertion pour la mise à jour des infos concernant les allocataires suivis,
- c. Participer aux instances partenariales liées aux dispositifs d'insertion.

Le suivi s'arrête lorsque le bénéficiaire sort du dispositif RSA ou lorsqu'une autre structure est désignée comme référent unique. Le référent est tenu à la confidentialité.

ARTICLE 3 : VOLUME DE PUBLIC CONCERNÉ

Le département confie à la CMA l'accompagnement de **104 Travailleurs Non-Salariés** par an orientés par le Service Emploi Insertion soit **208 Travailleurs Non-Salariés artisans** sur la durée de la convention 2024-2025.

ARTICLE 4 : MOYENS MIS À DISPOSITION

Pour la mise en œuvre de la présente convention la Chambre de Métiers et de l'Artisanat met à disposition :

4.1 Des moyens humains

- a. Un interlocuteur référent

Un interlocuteur unique est affecté à la gestion de la convention (gestion administrative, coordination, gestion des dysfonctionnements éventuels, appui et remplacement si nécessaire...).

- b. Une équipe de conseillers

Pour l'accompagnement des travailleurs non-salariés allocataires du RSA, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat met à disposition 4 conseillers entreprises et territoire.

4.2 Des moyens matériels

Afin de réaliser cet accompagnement le plus proche possible du lieu de résidence des travailleurs non-salariés, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat interviendra sur six lieux de permanences : Aurillac, Mauriac, Saint-Flour, Riom-es-Montagnes, Murat et Maurs. Si le besoin apparaît sur un autre territoire, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat peut être amenée à proposer des solutions pour couvrir la zone géographique concernée.

ARTICLE 5 : RÉGLEMENTATION APPLICABLE AU REGARD DE L'ENCADREMENT DES AIDES

Compte tenu des éléments portés dans le dossier de demande de subvention, l'activité de l'association peut être considérée comme économique au sens du droit de la concurrence.

La subvention départementale n'affecte pas les échanges entre Etats membres de l'UE, elle n'est donc pas susceptible de constituer une aide d'Etat au sens des articles 106 et 107 du TFUE.

ARTICLE 6 : MONTANT DE LA SUBVENTION

Le coût total éligible prévisionnel de l'opération est de 138 600 € pour 2 ans soit 69 300 € pour une année.

La subvention départementale attribuée au bénéficiaire pour la réalisation de l'opération, au titre de l'année 2024, est fixée à un montant de 48 000 euros maximum, soit un taux de cofinancement maximum arrondi à deux décimales de 69,26 % du coût total éligible pour l'année 2024.

Sous réserve du vote du budget, la contribution financière du Conseil départemental sera reconduite selon les mêmes modalités en 2025.

NB : Si la dépense réalisée n'atteint pas le coût prévisionnel de l'opération, la subvention est versée au prorata des dépenses effectivement justifiées par rapport à ce coût prévisionnel.

ARTICLE 7 : MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

7.1 Avance

En 2024, la subvention départementale est versée au bénéficiaire au titre d'une avance de 24 000 euros, soit une avance de 50,00 % du montant prévisionnel, mise en paiement dès notification de la présente convention.

En 2025, la subvention départementale est versée au bénéficiaire au titre d'un acompte de 24 000 euros, sous réserve du vote du budget départemental, soit 50,00 % du montant prévisionnel de l'année 2025, mis en paiement avant le 31 janvier 2025.

7.2 Solde

Le solde de la subvention au titre de l'année 2024 sera versé après transmission par le porteur de projet du bilan intermédiaire portant sur le réalisé 2024.

Le solde de la subvention au titre de l'année 2025 sera versé à la suite du contrôle de service fait établi par le Service Emploi Insertion sur la base du bilan d'exécution de l'opération déposé complet par le porteur de projet.

Le solde de la subvention sera calculé sur la base des dépenses effectivement retenues par le service gestionnaire lors du contrôle de service fait.

Le Département se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative.

La contribution financière est créditée au compte de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements sont effectués sur un compte ouvert au nom de :

*ORG CONS CMA DE REGION AUVERGNE RHONE ALPES
Domiciliation bancaire : BP AURA INS SEC PUB LOCA
N° IBAN : FR 76 1680 7004 0036 8031 8521 945*

ARTICLE 8 : OBLIGATIONS DE LA CHAMBRE DE MÉTIERS ET DE L'ARTISANAT

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, les parties sont susceptibles de recueillir et échanger des données personnelles concernant les allocataires, s'inscrivant dès lors dans les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

En application des principes posés par ces dispositions, chacune des parties garantit l'autre partie du respect des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel, en particulier de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « loi informatique et libertés ») et du règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données personnelles et à la libre circulation de ces données (ci-après « RGPD »).

Toute donnée personnelle, quel qu'en soit le support, communiquée par l'une des parties à l'autre ou à laquelle les parties pourraient avoir accès dans le cadre de la présente convention, ne peut être utilisée que pour la mise en œuvre de son objet.

Ces données personnelles sont conservées par la Chambre de Métiers et de l'Artisanat pendant la durée de mise en œuvre de la présente convention et seront détruites par ce dernier à son terme, sauf disposition législative ou réglementaire contraire.

Conformément à la loi « Informatique et Liberté », les allocataires pourront exercer leurs droits d'accès aux données, de rectification ou d'opposition en contactant le délégué à la protection des données du Département à l'adresse suivante : dpo@cantal.fr ou à Délégué à la Protection des Données, Direction des Affaires Juridiques, Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta 15015 Aurillac.

En cas de violation de ces données personnelles traitées par la Chambre de Métiers et de l'Artisanat (perte, vol, divulgation, altération, ...), celui-ci en informe le délégué à la protection des données du Département dans un délai de 48h après en avoir pris connaissance.

Chacune des parties convient du caractère confidentiel des informations échangées dans le cadre de la présente convention et s'engage à faire respecter cette confidentialité par ses salariés concernés.

8.1 Utilisation de la subvention

La Chambre de Métiers et de l'Artisanat accepte tout contrôle sur l'utilisation de la subvention et sur la réalisation de l'opération accompagnée financièrement. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé par toute personne dûment mandatée par le Président du département, notamment :

- En cours de réalisation de l'opération subventionnée,
- Après achèvement des travaux ou lors de la demande de solde de la subvention.

A ce titre, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat s'engage, d'une part à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins du contrôle sur place.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 9 ci-après.

8.2 Obligation de publicité

Lors de toute communication ou publication, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat s'engage à respecter les obligations d'information et de valorisation de la participation du Conseil départemental, à savoir :

- La Chambre de Métiers et de l'Artisanat s'engage à indiquer la participation financière du Conseil départemental aux co-financeurs publics de l'opération, à tous les organismes associés à sa mise en œuvre et aux participants à l'opération ;
- Toute communication ou publication de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat au bénéficiaire, sous quelque forme et sur quelque support que ce soit, doit mentionner qu'elle n'engage que son auteur et que le Conseil départemental du Cantal n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans cette communication ou publication.

8.3 Conservation et présentation des pièces relatives à l'opération

La Chambre de Métiers et de l'Artisanat s'engage à fournir toutes les pièces justificatives et données détaillées demandées par le service Emploi Insertion, ou tout autre organisme externe mandaté par le service Emploi Insertion, aux fins de s'assurer de la bonne exécution de l'opération et des dispositions de la convention.

La Chambre de Métiers et de l'Artisanat s'engage à conserver l'ensemble des pièces justificatives probantes pendant une période de 3 ans suivant la fin de la période de réalisation de la présente convention.

Durant toute la période comprise entre la date de début de réalisation et la date de fin de conservation des pièces, le bénéficiaire se soumet à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par le service Emploi Insertion ou toute autre instance habilitée.

Le montant de l'aide départementale peut être corrigé à l'issue de ces contrôles et amener le service Emploi Insertion à exiger de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat le reversement des sommes indûment perçues.

8.4 Information du Département

La Chambre de Métiers et de l'Artisanat devra tenir informé le Département, **dans un délai de 15 jours, de tout événement survenant tant dans sa situation** que dans celle de l'opération subventionnée.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 9 ci-après.

ARTICLE 9 : REVERSEMENT

Au terme des opérations de contrôle visé à l'article 7.2, le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît :

- Que celle-ci n'a pas été utilisée conformément à l'objet des présentes,
- Que les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre le bénéficiaire n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette, dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement, une lettre de notification est adressée à la Chambre de Métiers et de l'Artisanat en mentionnant les conclusions du contrôle qui justifient le reversement, cette lettre précise le délai dont dispose le bénéficiaire pour produire tout justificatif écrit complémentaire, permettant le maintien de la subvention allouée.

Le délai ne peut être inférieur à 15 jours. Au-delà, si les éléments produits ne sont pas de nature à maintenir la subvention, la décision de reversement est prise par le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 10 : CADUCITÉ ET DÉCHÉANCE

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si la subvention attribuée par le Département n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement dans un délai de six ans à compter de la date de fin de réalisation de l'opération.

Il sera toutefois possible à la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de solliciter la prorogation d'un an de cette décision.

ARTICLE 11 : SUIVI ET ÉVALUATION

11.1 Suivi du participant

La Chambre de Métiers et de l'Artisanat s'engage à accompagner les ARSA TNS de façon à garantir :

- La mise en place d'un parcours individualisé basé sur l'analyse de la situation individuelle du chef d'entreprise et la recherche d'informations, de conseils, d'appuis propres à son entreprise et ses besoins ;
- L'attribution d'un conseiller référent unique à chaque bénéficiaire ;
- La continuité de son parcours global en intégrant les autres acteurs intervenants ;
- La prise en compte des points de vigilance liés aux freins sociaux éventuels du bénéficiaire ;
- L'accès facilité et garanti au service dans le temps et dans l'espace : conseillers en nombre et couverture géographique sur l'intégralité du département.

La CMA proposera un accompagnement s'articulant autour de plusieurs étapes pour permettre à l'ARSA de développer la rentabilité économique de son entreprise en alternant :

- Travail personnel ;
- Rendez-vous individuels ;
- Ateliers collectifs ou formations sur des thématiques précises.
-

Pour cela, la CMA décline l'accompagnement sur mesure comme suit :

- Un parcours lié à la validation / redéfinition du projet ;
- Un parcours d'accompagnement lié à l'accroissement du chiffre d'affaires ;
- Un parcours d'accompagnement facilitant à la transition numérique ;
- Un parcours d'accompagnement d'appui à la gestion financière.

Le suivi de participant s'évaluera aux moyens suivants :

- a. Fiche individuelle de diagnostic (annexe 1) : elle sera établie pour toute intervention du conseiller spécialisé
- b. Diagnostic d'approche globale (annexe 2)
- c. Diagnostic numérique si évalué dans le diagnostic d'approche global (annexe 3)
- d. Contrat d'Engagement Réciproques mentionnant les engagements à venir et le bilan des précédents
- e. Bilan de l'intervention ou bilan intermédiaire

L'essentiel de l'attention sera porté sur l'accompagnement individuel mais le bénéficiaire pourra également suivre des ateliers et formations collectives lui permettant de monter en compétences sur son rôle de chef d'entreprise.

La Chambre de Métiers et de l'Artisanat mobilisera l'ensemble des outils et supports en sa possession dans un souci d'évolution de la situation des allocataires.

La Chambre de Métiers et de l'Artisanat s'engage à mettre en place un outil permettant de justifier les interventions auprès des entrepreneurs qui lui sont orientés, selon sa convenance, qui favorisera le suivi des allocataires.

11.2 Suivi de l'opération

Afin de garantir un suivi actualisé et efficient de la présente opération, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat et le Service Emploi Insertion du Cd15 échangeront régulièrement.

Au cours des deux années de mise en œuvre de la convention, seront organisés :

- Des points téléphoniques mensuels entre le service entreprises et territoires et le service emploi insertion ;
- Des comités de suivi trimestriels territorialisés ;
- Des comités de pilotages annuels.

L'équipe de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat se rendra également disponible si besoin pour participer aux instances du département visant à étudier les dossiers des ARSA qui ne respectent pas leurs engagements (Equipes Pluridisciplinaires) afin d'apporter leur expertise.

a) Points téléphoniques

Des points téléphoniques auront lieu mensuellement (sauf contrainte) entre le service entreprises et territoires de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat (le conseiller ou la responsable d'équipe) et les agents de gestion territoriaux du Service Emploi Insertion du Cd15.

Ces points mensuels auront pour objectifs d'étudier et mettre à jour les listes des ARSA orientés vers la Chambre de Métiers et de l'Artisanat, de vérifier l'effectivité de leurs droits et devoirs et de signaler tout changement ou anomalie sur la situation des dossiers.

b) Comités de suivis trimestriels

Le candidat s'engage à mettre en place un comité de suivi composé ad minima du conseiller entreprise, de la responsable d'équipe si nécessaire et des agents du Service Emploi Insertion (SEI) du Conseil départemental en charge du suivi de la convention sur chaque bassin.

Ces réunions devront avoir lieu trimestriellement, la date étant fixée de façon concertée. L'ordre du jour pourra traiter des points suivants :

- Le bilan intermédiaire de l'accompagnement socioprofessionnel de chaque travailleurs non-salariés sur la base du tableau nominatif des allocataires (date d'entrée, date de sortie, nombre d'entretiens réalisés, actions proposées, sorties) ;
- Les éventuelles difficultés rencontrés ;
- Les liaisons nécessaires entre partenaires / instances.

c) Comités de pilotage

Le candidat s'engage à mettre en place deux comités de pilotage composés ad minima du ou des responsables de la structure et des agents du Service Emploi Insertion (SEI) du Conseil départemental en charge du suivi de la convention. D'un commun accord, les signataires de la convention peuvent inviter aux réunions des personnes ressources. La Chambre de Métiers et de l'Artisanat s'engage à veiller à la disponibilité des membres du comité de pilotage pour établir les dates de réunion

Ces réunions devront avoir lieu **avant le 15 octobre de l'année 2024 et 2025** sur invitation du candidat. L'ordre du jour devra notamment traiter des points suivants :

- Nombre de travailleurs non-salariés orientés ;
- Nombre d'accompagnements finalisés (CER et RDV individuels) ;
- Répartition des TNS par bassins d'emploi ;
- Description des profils des ARSA TNS (genre, type d'activité, âge, situation familiale...) ;
- Actions mises en œuvre durant les parcours d'accompagnement ;
- Nombre de réorientations / changement de référent ou mises en demeure sollicités ;
- Nombre et motifs des sorties des ARSA ;
- Durée moyenne d'accompagnement.

L'ensemble de ces données quantitatives et qualitatives devront être compilées dans un compte-rendu, rédigé et remis au Service Emploi Insertion par la Chambre de Métiers et de l'Artisanat dans un délai de 15 jours suivant la date du comité de pilotage.

d) Bilan d'exécution

Le candidat s'engage à remettre au Service Emploi Insertion un bilan d'exécution de la convention au terme de l'année 2025.

Ce bilan devra faire la synthèse des deux années écoulées aux moyens d'éléments qualitatifs et des indicateurs cités précédemment :

- Nombre de travailleurs non-salariés orientés ;
- Nombre d'accompagnements finalisés (CER et RDV individuels) ;
- Répartition des TNS par bassins d'emploi ;
- Description des profils des ARSA TNS (genre, type d'activité, âge, situation familiale...) ;
- Actions mises en œuvre durant les parcours d'accompagnement ;
- Nombre de réorientations / changement de référent ou mises en demeure sollicités ;
- Nombre et motifs des sorties des ARSA ;
- Durée moyenne d'accompagnement.

Ce bilan devra être remis dans un délai d'un mois maximum à partir de la fin de la réalisation de la convention prestation, soit le 31 janvier 2026.

ARTICLE 12 : DURÉE ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet du 1^{er} janvier 2024 et jusqu'au 31 décembre 2025. Elle peut faire l'objet d'adaptations par voie d'avenants.

Dans l'hypothèse où des dispositions législatives ou réglementaires interviendraient pendant la durée de la convention et qu'elles modifieraient l'objet, les conditions et les modalités d'exécution de la mission, le Conseil départemental se réserve la possibilité de prononcer la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 13 : RÉSILIATION

13.1 : A l'initiative de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat

La Chambre de Métiers et de l'Artisanat peut renoncer à la subvention et mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé réception adressée au service Emploi Insertion au moins deux mois avant la date d'effet envisagée.

La Chambre de Métiers et de l'Artisanat est tenue de respecter l'ensemble des obligations contractuelles pour les sommes déjà déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution.

13.2 : A l'initiative du Département

Le Département peut décider de mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la Chambre de Métiers et de l'Artisanat, sans indemnité quelconque de sa part, dans les circonstances suivantes :

- Lorsqu'un changement juridique, financier, technique, d'organisation ou de contrôle de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat est susceptible d'affecter les modalités de réalisation de l'opération de manière substantielle ou de remettre en cause la décision d'octroi de la subvention ;
- Lorsque la Chambre de Métiers et de l'Artisanat n'exécute pas l'une des obligations qui lui incombent, conformément aux dispositions prévues par la convention et ses annexes ;
- En cas de fraude avérée ;
- Lorsque la Chambre de Métiers et de l'Artisanat refuse de se soumettre aux contrôles et audits menés par les services nationaux et européens habilités ;

La Chambre de Métiers et de l'Artisanat dispose d'un délai de 30 jours ouvrés à compter de la date d'accusé réception du courrier du service Emploi Insertion pour présenter à ce dernier ses observations par lettre recommandée avec accusé de réception. Il utilise, le cas échéant, ce délai pour répondre à ses obligations conventionnelles.

A compter de la date d'accusé de réception de la lettre de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat, le service Emploi Insertion dispose à son tour de 30 jours ouvrés pour statuer définitivement.

Il notifie sa décision au bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé réception.

13.3 : Effets de la résiliation

La date d'accusé réception de la lettre recommandée de demande de résiliation de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat ou de notification définitive de la résiliation par le service Emploi Insertion constitue la date effective pour la prise en compte pour le calcul du montant des crédits départementaux dus à la Chambre de Métiers et de l'Artisanat.

Les sommes dues à la Chambre de Métiers et de l'Artisanat à cette date sont limitées à la participation départementale correspondant aux dépenses éligibles acquittées par la Chambre de Métiers et de l'Artisanat déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution accepté par le service Emploi Insertion après contrôle de service fait.

A défaut, aucun paiement ne pourra être effectué et le service Emploi Insertion procédera au recouvrement des sommes versées au titre de l'avance éventuellement consentie aux termes de l'article 7.1.

ARTICLE 14 : ÉLECTION DE DOMICILE / LITIGES

Les Parties font élection de domicile aux adresses figurant en tête de la présente.

A défaut d'accord amiable, tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Clermont-Ferrand (63000).

Fait à AURILLAC, en deux exemplaires originaux, le

Le Président de la Chambre de Métiers et de
l'Artisanat Auvergne Rhône Alpes,
Vincent GAUD

Le Président du Conseil départemental

Par délégation,
Le Président de la Chambre des Métiers et de
l'Artisanat Auvergne Rhône Alpes - Cantal,

Bruno FAURE

Thierry PERBET

ANNEXE 1 : Fiche individuelle de diagnostic



Référentiel d'accompagnement des TNS dans le Cantal

1. Identification

Nom et prénom :	Date de naissance :/...../.....
Adresse :	
Code postal :	Commune :
Nom du référent RSA :	N° allocataire CAF/ MSA :
Niveau de formation :	
Type de formation :	
Inscription à pôle emploi : oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>	

2. Fiche signalétique de l'activité

Nom de l'activité (raison sociale) :	
Nature de l'activité :	
Numéro SIRET :	
Date de création (immatriculation) :/...../.....	Date de démarrage effectif :/...../.....
Statut juridique de l'activité :	
<input type="checkbox"/> Entreprise individuelle	<input type="checkbox"/> EURL
<input type="checkbox"/> SASU	<input type="checkbox"/> SAS
<input type="checkbox"/> EURL	<input type="checkbox"/> SARL
<input type="checkbox"/> Autre :	
Dans le cas d'une société, fonction du bénéficiaire (statuts) :	
Régime fiscal (régime d'imposition) :	
<input type="checkbox"/> micro	<input type="checkbox"/> réel
<input type="checkbox"/> impôt sur les revenus	<input type="checkbox"/> impôt sur les sociétés
Régime social (affiliation) : <input type="checkbox"/> travailleur non salarié <input type="checkbox"/> assimilé salarié	

3. Diagnostic de l'activité

Présentation précise de l'activité (exemple : vente sur les marchés de produits alimentaires : charcuterie et fromage, sur 3 marchés du Lot : Cahors, Figeac et Saint-Géry ...) :
.....
.....
.....

	Chiffre d'affaires (sans abattement)	Montant du bénéfice ou du déficit réalisé	Montant des amortissements	Montant des prélèvements privés
De l'exercice en cours (si différent de l'année civile)
De l'année n - 1
De l'année n - 2

Êtes-vous à jour de vos cotisations sociales ? oui ☐ non ☐
 Employez-vous des salariés ou des apprentis ? oui ☐ non ☐
 S'agit-il d'une activité saisonnière ? oui ☐ non ☐

Avez-vous fait cette année des démarches particulières pour développer votre activité
 (communication, formation, investissement) ? Si oui, lesquelles ?

.....

Quelles sont **les freins** que vous avez pu identifier depuis la création de votre activité ?

.....

Qu'attendez-vous du suivi dans le cadre du RSA ?

.....

Avez-vous des besoins en matière d'accompagnement ?

☐ Gestion / comptabilité ☐ Prospection / commercialisation
☐ Communication ☐ Démarches administratives
☐ Accès au financement ☐ Autre :

Quelles sont vos perspectives pour les mois ou l'année à venir ?

☐ Poursuivre votre activité ☐ Recruter une personne
☐ Changer de statut ☐ Rechercher une activité complémentaire (salariée / non salariée)
☐ Arrêter votre activité ☐ Autre :

Date :/...../.....

Signature :

Notice :

Dans le cas de l'exercice de plusieurs activités (n°SIRET différents), il convient de remplir ce document autant de fois que nécessaire.

Rubrique fiche signalétique de l'activité :

- Le statut juridique : il existe deux formes juridiques d'entreprise : l'entreprise individuelle (EI, EIRL) et la société, qui peut se décliner en plusieurs statuts (EURL, SARL, SA, SAS, SASU...).

Les entreprises peuvent être composées d'associés (SARL, SA). Pour autant, certaines formes de sociétés ne comportent pas d'associés tels que la SASU et l'EURL.

- Le régime fiscal : l'imposition peut se faire en tant que personne physique (impôt sur le revenu) ou personne morale (impôt sur les sociétés).

- Le régime social : dans certains cas ou selon le statut choisi, le dirigeant peut relever du régime des salariés (affiliation au régime général de la Sécurité Sociale) ou de celui des travailleurs non salariés.

Rubrique diagnostic de l'activité :

- Le chiffre d'affaires : représente le montant des affaires (hors taxes) réalisées par l'entreprise dans l'exercice de son activité professionnelle normale et courante. Il correspond à la somme des ventes de marchandises, de produits fabriqués, des prestations de services et des produits des activités annexes (définition INSEE).

**Performa - QUESTIONNAIRE AVEC L'ENSEMBLE
DES QUESTIONS**

Mars 2021



I Gestion administrative et financière

1/5 Quels sont les éléments financiers que vous suivez ?

- ☐ Trésorerie
- ☐ Chiffre d'affaires
- ☐ Besoin de financement
- ☐ Charges
- ☐ Aucun

2/5 Avez-vous des difficultés de trésorerie ?

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☐ Oui, mais c'est maîtrisé

3/5 Avez-vous des projets d'investissements ?

- ☐ Oui, projets définis d'investissements
- ☐ Oui, mais projets à définir
- ☐ Oui, mais pas les moyens
- ☐ Non

4/5 Comment fixez-vous vos prix de vente ?

- ☐ En fonction du marché
- ☐ En fonction du coût de revient / de la marge
- ☐ Prix réglementés / contractuels
- ☐ Estimation intuitive

5/5 Utilisez-vous des outils numériques dans votre entreprise pour :

- ☐ La comptabilité-gestion et télédéclarations administratives
- ☐ La sauvegarde permanente des données de l'entreprise
- ☐ Les relations dématérialisées avec les autres partenaires et vos clients
- ☐ Le suivi d'activité / Tableaux de bord
- ☐ Aucun outil

II Commercial et marketing

1/5 Quels sont les éléments commerciaux que vous suivez ?

- ☐ Les encaissements / délais de paiement
- ☐ Le nombre de clients
- ☐ Le carnet de commandes / de rendez-vous (prestations de services)
- ☐ Aucun
- ☐ La satisfaction des clients

2/5 Connaissez-vous vos concurrents ?

- ☐ Je les connais bien
- ☐ Je les connais un peu
- ☐ Indifférent
- ☐ Je n'ai pas de concurrent

3/5 Comment faites-vous pour connaître les besoins de votre clientèle ?

- ☐ De manière formalisée (enquête...)
- ☐ Par une veille professionnelle (salons, magazines etc...)
- ☐ De manière intuitive
- ☐ Aucune action

4/5 Quel type de démarche commerciale avez-vous mis en place ?

- ☐ Exploitation d'un fichier client
- ☐ Prospection
- ☐ Outils de communication / événements
- ☐ Réseau professionnel
- ☐ Aucune démarche

5/5 Comment utilisez-vous internet pour promouvoir et développer votre activité ?

- ☐ J'utilise les réseaux sociaux pour parler de mon entreprise et/ou vendre mes produits
- ☐ J'ai un site internet non marchand de présentation de mon activité
- ☐ Je propose mes produits/services sur une ou plusieurs plateformes internet ou annuaires professionnels
- ☐ Je vends mes produits sur ma boutique en ligne (site marchand)
- ☐ Aucune utilisation d'internet

III Production et achats approvisionnements

1/7 Quels sont les éléments que vous suivez ?

- ☐ Coût de production et d'approvisionnements
- ☐ Charge de travail / respect des délais clients
- ☐ Qualité des produits / services
- ☐ Délais de vos fournisseurs
- ☐ Aucun

2/7 Comment vous informez-vous sur l'évolution de votre métier ?

- ☐ Internet et revues professionnelles
- ☐ Salon
- ☐ Organisations professionnelles / CMA / Réseau professionnel
- ☐ Contacts fournisseurs
- ☐ Aucun contact

3/7 Etes-vous dans une démarche ?

- ☐ De progrès
- ☐ De qualité, certification
- ☐ De labellisation de produits / services
- ☐ Aucune
- ☐ Activité non concernée par ces démarches

4/7 Négociez-vous régulièrement les conditions de vos fournisseurs ?

- ☐ "Oui, de façon systématique"
- ☐ En fonction des opportunités
- ☐ Rarement ou jamais
- ☐ Non je ne peux pas

5/7 Utilisez-vous des outils ou applications numériques pour :

- ☐ Créer les approvisionnements et/ou la production ?
- ☐ Aucun outil ou application mais suivi de la gestion des approvisionnements et de la production
- ☐ Aucun outil ou application et pas de suivi des approvisionnements et de la production
- ☐ Non applicable à l'entreprise

6/7 Comment vos déchets sont-ils gérés ?

- ☐ Je n'ai pas de déchets
- ☐ Tous triés et stockés suivant leur nature et collectés
- ☐ Une partie triée, stockée et collectée
- ☐ Je ne m'en préoccupe pas

7/7 Etes-vous conforme aux réglementations qui vous sont applicables ? (Code du travail dont document unique, code du commerce et de l'artisanat, environnement, règles d'hygiène/sécurité...)

- ☐ Oui et elles sont appliquées
- ☐ Oui, mais difficultés à les appliquer
- ☐ Non, je ne les connais pas ou ne les comprends pas
- ☐ Non, je ne suis pas concerné

IV Gestion des ressources humaines

1/5 Comment définissez-vous vos besoins en personnel ?

- ☐ En fonction de l'activité du moment, de la saisonnalité
- ☐ De manière intuitive
- ☐ N'a pas identifié ses besoins
- ☐ En fonction de l'évolution des effectifs et/ou de l'activité prévisionnelle
- ☐ Pas de personnel

2/5 Votre personnel suit-il des formations ?

- ☐ Oui, avec plan de formation
- ☐ Oui, selon les opportunités
- ☐ Non, pas les moyens
- ☐ Non, aucun besoin
- ☐ Pas de personnel

3/5 Quelle est l'importance de la rotation de l'effectif ?

- ☐ Adaptée à l'activité
- ☐ Importante mais gérable
- ☐ Excessive et perturbante
- ☐ Pas de personnel

4/5 Suivez-vous des formations ?

- ☐ Oui, avec plan de formation
- ☐ Oui, en fonction des opportunités
- ☐ Non, pas les moyens, pas le temps
- ☐ Non, aucun besoin identifié

5/5 Organisez-vous l'entreprise en cas d'absence ?

- ☐ Oui, je m'organise
- ☐ Je ne pars jamais
- ☐ Les affaires attendent mon retour

V Avenir de l'entreprise

1/9 Où se situent vos principaux problèmes ?

- ☐ Volume de chiffre d'affaires, carnet de commandes
- ☐ Gestion et organisation de l'activité
- ☐ Gestion des ressources humaines
- ☐ Relations avec vos partenaires (banques, comptable, assureurs) ou clients
- ☐ Aucune

2/9 Aujourd'hui, envisagez-vous ?

- ☐ D'embaucher
- ☐ De licencier
- ☐ Former un apprenti
- ☐ Aucune évolution des effectifs

3/9 Quelles fonctions souhaitez-vous développer pour progresser ou être plus à l'aise ?

- ☐ Innovation / environnement / hygiène / sécurité
- ☐ Gestion des ressources humaines / formation
- ☐ Gestion / informatique / numérique / comptabilité
- ☐ Commercialisation / marketing / export
- ☐ Aucune

4/9 Quel est votre état d'esprit concernant votre entreprise ?

- ☐ J'ai envie de la développer
- ☐ Cela me convient de la laisser au même niveau
- ☐ J'ai envie d'acquiescer une entreprise
- ☐ J'ai envie de la transmettre
- ☐ Ses difficultés m'empêchent de faire des projets

5/9 Dans quels domaines souhaiteriez-vous développer votre entreprise dans les deux ans qui viennent ?

- ☐ Augmenter la capacité de production (équipements, techniques, organisation interne, recrutement)
- ☐ Développer, commercialiser de nouveaux produits
- ☐ Développer les marchés (national et/ou export)
- ☐ Autre projet d'investissement (locaux) / Une démarche éco responsable
- ☐ Aucun projet

6/9 Comment voyez-vous à six mois votre carnet de commandes ?

- ☐ En hausse
- ☐ En baisse
- ☐ Stable
- ☐ Ne sait pas

**Performa - QUESTIONNAIRE AVEC L'ENSEMBLE
DES QUESTIONS**

Mars 2021



7/9 Comment voyez-vous à six mois votre trésorerie ?

- ☐ En hausse
- ☐ En baisse
- ☐ Stable
- ☐ Ne sait pas

8/9 Comment voyez-vous à six mois votre effectif ?

- ☐ En hausse
- ☐ En baisse
- ☐ Stable
- ☐ Ne sait pas

9/9 Comment voyez-vous à six mois votre marge ?

- ☐ En hausse
- ☐ En baisse
- ☐ Stable
- ☐ Ne sait pas



DIAGNOSTIC NUMERIQUE

Destination France
Numérisation des entreprises pour le tourisme

Annexe
Restitution complète de vos réponses

Ce document est destiné à vous aider à profiter des possibilités offertes par le numérique pour développer l'activité de votre entreprise. Il permet de dresser un bilan de vos pratiques actuelles, de définir des objectifs adaptés et de vous proposer le plan d'action concret pour les atteindre. Votre conseiller CMA se tient à votre disposition pour vous accompagner à chaque étape de ce projet.

Région * :

Auvergne-Rhône-Alpes

Date du diagnostic * :

21/10/2022

Conseiller * :

Boquet

E-mail du conseiller * :

yeel.boquet@cma-auvergnerhonealpes.fr



Dans le cadre du plan Destination France

I. IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE

Nom de l'entreprise * :

SIREN * :

NIC * :

Date de création ou de reprise * :

Adresse de l'entreprise * :

Code postal

Commune

Voie

Numéro de voie

Complément d'adresse

Département * :

EPCI :

Statut juridique * :

- ☐ 1300 -- 01-ENTREPRENEUR INDIVIDUEL
- ☐ 1300 -- 01-ENTREPRENEUR INDIVIDUEL EIRL
- ☐ 5498 -- 02-EURL
- ☐ 5410 -- 03-SARL
- ☐ 5460 -- 04-SARL COOPERATIVE
- ☐ 5599 -- 05-SA

- ☐ 5653 -- 06-SA COOPERATIVE
- ☐ 5710 -- 07-SAS
- ☐ 5202 -- 08-SNC
- ☐ 5453 -- SARL COOPERATIVE ARTISANALE (SCOP)
- ☐ Autre

Activité de l'entreprise * :

Justification de l'éligibilité de l'entreprise * :

- ☐ Code NAFA éligible
- ☐ Activité de démonstration de savoir-faire (visite d'entreprise, réalisation d'ateliers de découverte ...)
- ☐ Métier d'art
- ☐ Située en intercommunalité comprenant au moins une commune classée "commune touristique"
- ☐ Située en territoire lauréat du programme Avenir Montagnes
- ☐ Située en région ou départements d'outre-mer
- ☐ Bénéficie de politique publique ou label liés au tourisme (villes d'art et d'histoire, petite cité de caractère, ville et métiers d'art ...)
- ☐ Autre

Nombre de salariés (dont apprentis)

* :



No. de téléphone *:

Site web :

Civilité *:

☐ M. ☐ Mme

Prénom du dirigeant *:

Nom du dirigeant *:

Email du dirigeant *:

Email de l'entreprise *:

Qualité du répondant *:

Civilité *:

☐ M. ☐ Mme

Prénom du répondant *:

Nom du répondant *:

2. SITUATION GLOBALE DE L'ENTREPRISE

2.1 : Quels sont les Produits et/ou /services de l'entreprise

2.2 : Comment évolue l'activité de l'entreprise

- ☐ Pas d'évolution
 ☐ Prévision de cession
☐ Evolution en légère baisse
 ☐ Reprise récente
☐ Evolution en cours

2.3 : Comment évolue le CA de l'entreprise entre l'année N et N-1 :

- ☐ En hausse
 ☐ En baisse
☐ Stable

2.4 : Sur quel marché exerce l'entreprise :

- ☐ Local
 ☐ Europe
☐ Régional
 ☐ International
☐ National

2.5 : Comment évolue le marché :

- ☐ En croissance
 ☐ En décroissance
☐ Stable
 ☐ Ne sait pas

2.6 : Quelle est la clientèle de l'entreprise :

- ☐ Particuliers
 ☐ Collectivités et secteur public
☐ Professionnels

2.7 : Comment évaluer la fidélité de la clientèle :

- ☐ Très infidèle
 ☐ Très fidèle
☐ Plutôt infidèle
 ☐ Pas de fidélisation possible pour l'activité
☐ Plutôt fidèle

2.8 : Quelle est la part de votre CA liée au tourisme ?

- ☐ Moins de 25%
 ☐ Plus de 75%
☐ Entre 25% et 50%
 ☐ Ne sais pas
☐ Entre 51% et 75%

3. STRATEGIE / VISION DU NUMERIQUE

3.1 : Comment vous évaluez-vous par rapport au numérique :

- ☐ Expert ☐ Avancé
☐ Confirmé ☐ Débutant

3.2 : Avez-vous effectué un autodiagnostic numérique ?

- ☐ Oui ☐ Non

3.6 : Pour vous, la transition numérique de votre entreprise est :

- ☐ Urgente ☐ A faire mais à moyen terme
☐ Prioritaire ☐ Inutile

3.8 : Quels sont les freins qui vous empêchent d'amorcer / de continuer votre transition numérique ?

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Aucun frein | <input type="checkbox"/> Doute sur l'efficacité des solutions web |
| <input type="checkbox"/> Manque de temps | <input type="checkbox"/> Difficulté à choisir prestataire de confiance |
| <input type="checkbox"/> Manque de moyens financiers | <input type="checkbox"/> Questionnement sur la protection des données |
| <input type="checkbox"/> Manque de moyens humains | <input type="checkbox"/> Peur de l'échec |
| <input type="checkbox"/> Manque de culture/connaissance sur le digital | <input type="checkbox"/> Autre |
| <input type="checkbox"/> Ne pas savoir par où commencer ? | |

3.9 : Selon vous, quel est l'impact du numérique sur votre CA

- | | |
|--|---|
| <input type="radio"/> Tout mon CA (100%) | <input type="radio"/> Un apport en plus (< 25%) |
| <input type="radio"/> Une partie importante de mon CA (> 60%) | <input type="radio"/> Pas de CA sur le numérique (0%) |
| <input type="radio"/> Une partie non négligeable de mon CA (entre 25 et 60%) | <input type="radio"/> Ne sait pas |

3. STRATEGIE / VISION DU NUMERIQUE

3.7 : Pour votre entreprise, le numérique c'est :

	Prioritaire	Secondaire	Non nécessaire
Fidéliser mes clients	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Trouver de nouveaux clients	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Communiquer et améliorer mon image	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Être trouvé facilement	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Faire de la publicité	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Offrir la réservation et la prise de RV en ligne	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Proposer l'achat en ligne	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Proposer la livraison à domicile	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Proposer le Click & collect	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Améliorer mon organisation	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Améliorer mon process de fabrication	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Améliorer ma gestion des ressources humaines	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Recruter via les sites et les réseaux sociaux	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Renforcer les compétences numériques	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Simplifier mes relations avec l'Administration	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

4. PRÉSENCE SUR INTERNET & MARKETING DIGITAL

4.1 : Comment peut-on vous trouver sur internet ?

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> Google My Business | <input type="checkbox"/> Annuaires professionnels |
| <input type="checkbox"/> Réseaux sociaux | <input type="checkbox"/> Pas de présence sur internet |
| <input type="checkbox"/> Site vitrine | <input type="checkbox"/> Ne sait pas |
| <input type="checkbox"/> Site marchand (vente en ligne) | <input type="checkbox"/> Autre |
| <input type="checkbox"/> Plateformes spécialisées | |

4.2 : Possédez-vous votre propre nom de domaine pour le site de votre entreprise ?

- | | |
|---------------------------|-----------------------------------|
| <input type="radio"/> Oui | <input type="radio"/> Ne sait pas |
| <input type="radio"/> Non | |

4.3 : Avez-vous un site internet ?

- | | |
|---------------------------|---------------------------|
| <input type="radio"/> Oui | <input type="radio"/> Non |
|---------------------------|---------------------------|

4.14 : Utilisez-vous les réseaux sociaux :

- ☐ A titre personnel
☐ Pour votre entreprise
☐ Les deux
☐ Non

4.15 : Sur quels réseaux sociaux votre entreprise est-elle présente ?

- ☐ Aucun
☐ Facebook
☐ LinkedIn
☐ Instagram
☐ Pinterest
☐ Twitter
☐ Youtube
☐ Tik Tok
☐ Autre

4.16 : A quelle fréquence animez-vous vos réseaux sociaux ?

- ☐ Quotidienne
☐ Hebdomadaire
☐ Mensuelle
☐ Trimestrielle
☐ Jamais

4.17 : Quelle est la nature de vos publications sur les réseaux sociaux ?

- ☐ Aucune
☐ Textes
☐ Photos
☐ Stories
☐ Vidéos
☐ Live
☐ Quiz, jeux
☐ Événements
☐ Offres promo
☐ Reels
☐ Autre

4.18 : Mesurez-vous les impacts de votre présence sur les réseaux sociaux ?

- ☐ Oui
☐ Non

4.20 : Faites-vous de la publicité payante sur les réseaux sociaux ?

- ☐ Oui ☐ Non

4.21 : Votre entreprise est-elle présente sur une plateforme en ligne pour son activité ?

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Plateforme de code promo / réduction |
| <input type="checkbox"/> Plateforme de réservation/prise de rendez-vous en ligne | <input type="checkbox"/> Plateforme de promotion touristique (TripAdvisor, airbnb, The Fork ...) |
| <input type="checkbox"/> Plateforme de vente en ligne | <input type="checkbox"/> Plateforme de collecte d'avis sur votre site internet (Trustpilot ...) |
| <input type="checkbox"/> Plateforme de devis en ligne | <input type="checkbox"/> Plateforme de livraison (Deliveroo, UberEats, Florajet, Interflora, Olica, Pourdebon ...) |
| <input type="checkbox"/> Plateforme de Click and Collect / Drive | <input type="checkbox"/> Sites partenaires (Office de tourisme, Mairies, associations, collectif d'artisan ...) |
| <input type="checkbox"/> Plateforme de géolocalisation | <input type="checkbox"/> Autre |

4.22 : Quels outils utilisez-vous pour fidéliser vos clients et en attirer de nouveaux ?

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> Téléphone | <input type="checkbox"/> Site internet / boutique en ligne |
| <input type="checkbox"/> Mail | <input type="checkbox"/> Réseaux sociaux |
| <input type="checkbox"/> SMS / messagerie instantanée | <input type="checkbox"/> Outil de gestion de la relation client |
| <input type="checkbox"/> Emailing/ Newsletter | <input type="checkbox"/> Autre |

4.24 : Quel budget global consacrez-vous à votre présence en ligne ?

- | | |
|---|--|
| <input type="radio"/> Moins de 100€ par an | <input type="radio"/> Entre 400€ et 1000€ par an |
| <input type="radio"/> Entre 100€ et 400€ par an | <input type="radio"/> Plus de 1000€ par an |

4.25 : Mesurez-vous le retour sur investissement de vos dépenses consacrées à votre présence en ligne ?

- ☐ Oui ☐ Ne sais pas
- ☐ Non

4.26 : Suivez-vous l'e-réputation de votre entreprise ?

- ☐ Oui ☐ Ne sais pas
- ☐ Non

4.27 : Comment l'entreprise gère les avis clients en ligne ?

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> J'invite / j'incite mes clients à laisser un avis sur une plateforme | <input type="checkbox"/> Aucune règle ou processus pour gérer les avis clients n'a été défini. |
| <input type="checkbox"/> Je réponds aux avis laissés par mes clients | |

4.28 : Comment est mesurée la satisfaction des clients en ligne ?

- ☐ Elle n'est pas ou très peu mesurée ☐ Elle est systématiquement mesurée
☐ Elle est recueillie ponctuellement

4.29 : Comment votre entreprise gère les réclamations venant du numérique ?

- ☐ Aucune règle ☐ Un processus et des règles ont été définis

4.30 : Vos concurrents sont-ils présents sur internet ?

- ☐ Oui ☐ Ne sait pas
☐ Non

4.31 : Avez-vous recours à des plateformes en ligne pour l'accès aux marchés publics ?

- ☐ Jamais ☐ Tout le temps
☐ Un peu ☐ Non concerné
☐ Souvent

4.32 : Si point de vente physique : quels sont les services que vous offrez à vos clients ?

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Aucun | <input type="checkbox"/> Click & Collect |
| <input type="checkbox"/> Wifi gratuit | <input type="checkbox"/> Vitrine inter-active |
| <input type="checkbox"/> Bornes interactives ou écrans d'information | <input type="checkbox"/> Réservation en ligne |
| <input type="checkbox"/> Libre-service aux outils du web-in-store | <input type="checkbox"/> Autre |

5. OUTILS DE GESTION

5.1 : Quel(s) outil(s) utilisez-vous pour gérer vos stocks ?

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Aucun | <input type="checkbox"/> Un logiciel qui intègre la gestion des stocks |
| <input type="checkbox"/> Non concerné | <input type="checkbox"/> Mon site e-commerce |
| <input type="checkbox"/> Sous forme papier | <input type="checkbox"/> Un système de scan pour les mouvements de stock |
| <input type="checkbox"/> Avec un tableur | <input type="checkbox"/> Un logiciel de gestion intégrée (ERP/PGI) |

5.2 : Comment est équipé votre point de vente physique ou nomade ?

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Pas de point de vente | <input type="checkbox"/> L'entreprise propose le paiement sans contact |
| <input type="checkbox"/> Aucune caisse enregistreuse | <input type="checkbox"/> L'entreprise dispose d'une caisse mobile sur tablette |
| <input type="checkbox"/> Caisse traditionnelle électronique | <input type="checkbox"/> Les articles sont scannés à la caisse (si adapté aux produits vendus) |
| <input type="checkbox"/> Caisse disposant d'un logiciel non certifié | <input type="checkbox"/> L'entreprise propose le paiement par mobile (type Apple pay) |
| <input type="checkbox"/> Caisse disposant d'un logiciel certifié | <input type="checkbox"/> Autre |
| <input type="checkbox"/> Le terminal de paiement (TPE) est relié à la caisse | |

5.3 : Quels moyens de paiement proposez-vous ?

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> Espèces | <input type="checkbox"/> Paiement mobile |
| <input type="checkbox"/> Carte bancaire | <input type="checkbox"/> Plateforme de paiement en ligne (Paypal, Stripe, Lydia, etc) |
| <input type="checkbox"/> Carte Titre-restaurant | <input type="checkbox"/> Lien de paiement par e-mail, SMS, QR Code |
| <input type="checkbox"/> Virement | <input type="checkbox"/> Monnaie numérique (Bitcoin, etc) |
| <input type="checkbox"/> Chèques-Vacances | <input type="checkbox"/> Autre |

5.4 : Quel outil utilisez-vous pour gérer vos devis/facture ?

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Aucun | <input type="checkbox"/> Un logiciel généraliste qui permet la gestion des devis factures |
| <input type="checkbox"/> Le papier | <input type="checkbox"/> Un logiciel de gestion commercial spécialisé qui intègre tout le processus |
| <input type="checkbox"/> Un logiciel de bureautique (traitement de texte, tableur) | <input type="checkbox"/> Logiciel SAAS (en ligne) |

5.5 : La gestion administrative avec vos différents partenaires (comptable, banque, fournisseurs, administrations,...) est-elle dématérialisée ?

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Non tout se fait via des canaux traditionnels (papier, courrier) | <input type="checkbox"/> Une plateforme pour la gestion administrative avec les partenaires a été mise en place. |
| <input type="checkbox"/> Quelques documents sont dématérialisés (formulaires en ligne) | <input type="checkbox"/> Les données numériques de gestion de point de vente sont transmises au comptable |
| <input type="checkbox"/> La relation avec les partenaires est entièrement dématérialisée | |

6. GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

6.1 : Qui gère le numérique dans l'entreprise ?

- ☐ Personne ☐ Un salarié
☐ Un proche (coup de main) ☐ Un prestataire
☐ Le dirigeant

6.2 : Suivez-vous ou vos salariés des formations sur le thème numérique ?

- ☐ Jamais ☐ Autoformation
☐ Rarement ☐ Régulièrement

6.3 : Est-ce que vous utilisez le numérique pour vous former ?

- ☐ Non ☐ Oui, e-formation ... etc. en langues étrangères
☐ Oui, e-formation, webinaires, tutoriels ... CMA ☐ Oui, tutoriels entre pairs
☐ Oui, e-formation ... etc. autres organismes

6.4 : De quelles compétences numériques disposez-vous au sein de l'entreprise ?

- ☐ Aucune ☐ Gestion
☐ Marketing/Communication/Commercial ☐ Conception-Fabrication (CAO, programmation, simulation, rendu,...)
☐ Gestion de projet

6.5 : Quel(s) outil(s) utilisez-vous pour collaborer au sein de votre entreprise ?

- ☐ Aucun ☐ Espace collaboratif / Intranet
☐ Organisation de réunions (webconférences) ☐ Outils de gestion de projet
☐ Echange / partage de documents ☐ Autre
☐ Agendas partagés

6.6 : Utilisez-vous le numérique pour recruter ?

- ☐ Non concerné ☐ Oui via les réseaux sociaux
☐ Non ☐ Oui via des sites dédiés (pôle emploi, APEC, etc)
☐ Oui, via mon site internet

6.7 : Maîtrisez-vous (ou votre personnel) une langue étrangère ?

- ☐ Non ☐ Oui, l'Anglais et une ou plusieurs autres langues
☐ Oui, l'Anglais ☐ Oui, une ou plusieurs autres langues à l'exception de l'Anglais

6.8 : Suivez-vous ou votre personnel des formations en langues étrangères ?

- ☐ Non ☐ Oui, l'Anglais et une ou plusieurs autres langues
☐ Oui, l'Anglais ☐ Oui, une ou plusieurs autres langues à l'exception de l'Anglais

7. CONCEPTION ET FABRICATION

7.1 : Votre entreprise utilise-t-elle un des logiciels de conception suivants ?

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Non concerné | <input type="checkbox"/> Un logiciel de Conception et Fabrication Assistée par Ordinateur (CFAO) |
| <input type="checkbox"/> Je ne dispose pas de logiciels spécifiques | <input type="checkbox"/> Autre |
| <input type="checkbox"/> Un logiciel de Conception et Dessin Assistés par Ordinateur (CAO/PAO) | |

7.2 : Votre entreprise utilise-t-elle des outils numériques de production ?

- | | |
|------------------------------|---------------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Oui | <input type="checkbox"/> Non concerné |
| <input type="checkbox"/> Non | |

Spécifique secteurs Bâtiment, Fabrication/ Métiers d'Art, Alimentaire

7.4 : Votre entreprise a-t-elle déjà participé à un projet utilisant un BIM (Bâtiment Informations Modélisées) pour ses projets ?

- | | |
|------------------------------|--|
| <input type="checkbox"/> Oui | <input type="checkbox"/> Je ne connais pas |
| <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Non concerné |

Spécifique secteur Bâtiment

7.5 : Votre entreprise a-t-elle déjà eu recours à un Fablab ?

- | | |
|------------------------------|--|
| <input type="checkbox"/> Oui | <input type="checkbox"/> Je ne connais pas |
| <input type="checkbox"/> Non | <input type="checkbox"/> Non concerné |

8. EQUIPEMENT NUMÉRIQUE ET SÉCURITÉ

8.1 : Disposez-vous d'une connexion internet ?

- ☐ Non
 ☐ Oui, de type fibre
☐ Oui, de type 4G
 ☐ Oui, autre
☐ Oui, de type ADSL

8.2 : Utilisez-vous des appareils mobiles pour votre activité ?

- ☐ Non
 ☐ PC portables
☐ Smartphones
 ☐ Autre
☐ Tablettes

8.3 : Utilisez-vous une boîte mail à usage strictement professionnel ?

- ☐ Oui
 ☐ Non
☐ Oui, avec nom de domaine personnalisé
 (ndd@monentreprise.fr)

8.4 : Vos données sont-elles accessibles à distance ?

- ☐ Oui, via un serveur physique dans l'entreprise
 ☐ Non
☐ Oui, via le cloud

8.5 : Quels sont vos moyens de sauvegarde et de stockage des données ?

- ☐ Aucun
 ☐ NAS / Serveur interne
☐ Clés USB
 ☐ Cloud
☐ Disques durs externes

8.6 : Quelle est votre politique concernant la gestion des mots de passe ?

- ☐ Pas de mot de passe
 ☐ Des mots de passe complexes
☐ Pas de politique particulière
 ☐ Des mots de passe changés régulièrement
☐ Des mots de passe différents pour chaque usage

8.7 : Plus globalement, est-ce que vous et votre personnel avez connaissance des bonnes pratiques de sécurité informatique (contre le risque de phishing/hameçonnage, les achats en ligne, ...) ?

- ☐ Oui
 ☐ Non

8.8 : Vos logiciels sont-ils à jour ?

- ☐ Oui
 ☐ Ne sait pas
☐ Non

8.9 : Avez-vous connaissance de la RGPD (Réglementation Générale pour la Protection des données) ?

- ☐ Oui
 ☐ Non

8.10 : Avez-vous mis en place un registre de traitement des données dans le cadre de la RGPD ?

- ☐ Oui
 ☐ Non

Conformément au Règlement Européen n°2016/679 dit RGPD ainsi qu'à la loi informatique et liberté du 6 janvier 1978, la collecte et le traitement des données des bénéficiaires du programme de Numérisation des entreprises pour le tourisme respectent les principes suivants : licéité, loyauté et transparence, limitation des finalités, minimisation de la collecte et du traitement des données, durée de conservation déterminée à 5 ans, intégrité et confidentialité des données collectées et traitées.

Le responsable du traitement de vos données à caractère personnel est votre Chambre de métiers et de l'artisanat. Vos données sont collectées afin de vous proposer un diagnostic de la maturité numérique de votre entreprise et un plan d'action pour progresser dans ce domaine. Ce traitement est mené dans le cadre de l'exécution d'une mission d'intérêt public (cf. article 6.1.e) du Règlement européen sur la protection des données).

Vos données sont communiquées uniquement aux personnes habilitées au sein de votre CMA et ne sauraient être utilisées pour toutes autres finalités et missions que celles qui sont visées par le présent programme. Nous vous informons que vos données pourront, de convention expresse, être utilisées ou communiquées aux partenaires ou tiers autorisés à savoir CMA France et la Direction générale des entreprises.

Vous pouvez exercer les droits suivants : droit d'accès, de rectification et droit à l'oubli, droit à la portabilité de vos données, droit à la limitation et à l'opposition du traitement des données, droit de déterminer le sort des données après la mort, droit de saisir l'autorité de contrôle compétente, droit de retirer son consentement à tout moment. En vertu de la réglementation applicable, vous pouvez exercer vos droits en contactant par courrier ou courriel le délégué à la protection des données de votre Chambre de métiers et de l'Artisanat en précisant vos nom et prénom et l'objet de votre demande. Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits « Informatique et Libertés » ne sont pas respectés, vous pouvez adresser une réclamation à la CNIL.

**CONVENTION RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION
À L'ASSOCIATION FRANCE ACTIVE AUVERGNE
POUR LA PRISE EN COMPTE DES SPÉCIFICITÉS DES TRAVAILLEURS NON-
SALARIÉS ALLOCATAIRES DU RSA**

Entre

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, autorisé par délibération de la Commission Permanente du 26 mai 2023, ci-après dénommé : « **Le Département** »,

D'une part,

Et

L'ASSOCIATION FRANCE ACTIVE AUVERGNE, 21, allée Evariste Galois, 63170 AUBIERE, représentée par son Président, Monsieur Jacques-Bernard MAGNER, ci-après désignée par les termes « **France Active Auvergne** »,

D'autre part,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.262-29 et L.263-1 à L.263-2 ;

Vu le Code du travail et notamment l'article L.5314-1 ;

Vu la convention d'orientation dans le cadre de la mise en œuvre du Revenu de Solidarité Active approuvée par délibération de la Commission Permanente du Conseil Général du 18 septembre 2009 et son avenant approuvé par délibération de la Commission Permanente du Conseil Général du 17 septembre 2010 ;

Vu la délibération n°21CD01-02 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant le Pacte Territorial pour l'Insertion et pour l'Emploi- PTIE (2021-2025) et la fusion en un seul document intitulé PDIE-PTIE 2021-2025 ;

Vu la délibération n°21CD06-18 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 adoptant le règlement départemental d'aide sociales ;

Vu la délibération n°24CP01-22 du Conseil départemental du 26 janvier 2024 approuvant le lancement de l'appel à projets « Prise en compte des spécificités » ;

Vu l'attestation de dépôt de la demande de subvention de la l'association France Active Auvergne en date du 14 février 2024 ;

Vu la décision n°24CP04- de la Commission Permanente du Conseil départemental du 26 avril 2024.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PRÉAMBULE

La loi n°2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité active (RSA) et réformant les politiques d'insertion dispose que chaque « bénéficiaire du RSA a droit à un accompagnement social et professionnel adapté à ses besoins et organisé par un référent unique » (art. L. 262-27 du CASF).

L'engagement en direction des travailleurs non-salariés bénéficiaires du RSA, inscrit dans le PDIE-PTIE (Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi - Pacte Territorial pour l'Insertion et l'Emploi) 2021-2025, a fait l'objet d'un appel à projets du Département afin de déléguer pour 2024-2025 la mise en œuvre de l'engagement n° 4 « Prise en compte des spécificités de chacun » et notamment de la fiche action n°17 « Développer la référence de parcours pour les Travailleurs Non-Salariés ».

L'expérience acquise dans le Département du Cantal a démontré l'importance de mettre en place un accompagnement spécifique pour le public dit travailleur non salarié (TNS). Par ailleurs, le Département du Cantal a souhaité, par le biais du référentiel TNS adopté le 19 décembre 2019, définir une règle encadrant la durée d'octroi du RSA à cette catégorie de demandeurs et préciser les modalités de leur accompagnement.

France Active Auvergne, mouvement à destination des structures d'utilité sociale et des entrepreneurs en situation de précarité propose un accompagnement spécifique pour les travailleurs indépendants au RSA du Cantal. Son offre de service doit permettre de répondre aux attentes du Département en matière d'insertion sociale et professionnelle dans un souci de prévention d'accompagnement et d'intervention auprès de ces TNS bénéficiaires du RSA sur l'ensemble du territoire du Cantal.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

L'article L.262-29 du CASF prévoit qu'il revient au Président du Conseil départemental de procéder à l'orientation des allocataires du RSA. Dans le cadre du nouveau PDIE-PTIE, il a été retenu de confier l'accompagnement des allocataires du RSA travailleurs indépendants à des prestataires experts dans ce domaine.

Ainsi, le Département confie à France Active Auvergne la mission de référent RSA, qui consiste en un accompagnement individuel renforcé et adapté au développement de l'activité de Travailleurs Non-Salariés allocataires du RSA.

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de coopération et de coordination entre les signataires, la nature des actions mises en œuvre, ainsi que les conditions et modalités de leur financement.

ARTICLE 2 : L'ENGAGEMENT DE FRANCE ACTIVE AUVERGNE

Par la présente convention, France Active Auvergne s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser l'opération « Prise en compte des spécificités des travailleurs non-salariés ».

Dans ce cadre, un accompagnement est mis en place par France Active Auvergne pour les allocataires du RSA travailleurs non-salariés désignés par les services du Département. Cet accompagnement spécialisé et global doit permettre aux allocataires du RSA de recevoir les aides et conseils nécessaires au développement de leur entreprise et ainsi d'accéder à une entière autonomie ou d'être réorienté vers un emploi salarié conformément au référentiel d'accompagnement des travailleurs non-salariés votés par la collectivité le 19 décembre 2019.

Cet accompagnement socio-professionnel global se déroulera essentiellement sous forme d'entretiens individuels approfondis et/ou de phases en collectif qui permettront de diagnostiquer, d'orienter, de soutenir et d'accompagner les TNS orientés vers France Active Auvergne par les services du Département. En plus de leurs propres outils, le conseiller de France Active Auvergne mobilisera les dispositifs de droit commun et ceux du PDIE.

En tant que référent unique RSA, le conseiller de France Active Auvergne coordonne l'élaboration du diagnostic de la situation du bénéficiaire, permettant de construire un parcours d'insertion. Il propose au bénéficiaire des temps de rencontre réguliers pour le suivi et l'évaluation du parcours. Il formalise, dans un délai de deux mois maximum, après l'orientation de l'allocataire, un contrat énumérant les engagements réciproques en matière d'insertion sociale ou professionnelle.

Le référent unique collabore étroitement avec le Service Emploi Insertion afin de mettre à jour régulièrement les informations relatives au suivi de l'allocataire et le cas échéant prépare le dossier pour le passage en équipe pluridisciplinaire. Il est à même d'enclencher les procédures de sanction en lien avec le service emploi insertion du Conseil départemental du Cantal.

Modalités de travail du référent unique

1. Elaborer dans le mois qui suit l'orientation par les services du Département, le diagnostic socio-professionnel du bénéficiaire.

Cette étape est un préalable à la construction négociée du parcours d'insertion et s'appuie sur les ressources et compétences du bénéficiaire,

- a. Informer l'allocataire des droits et devoirs liés à la perception de l'allocation de RSA,
- b. Saisir le Service Emploi Insertion pour un passage en équipe pluridisciplinaire en cas d'impossibilité d'établir le CER.

2. Construire le parcours d'insertion axé sur la rentabilité financière de son entreprise.

- a. Elaborer le projet et séquencer le parcours en prenant en compte la globalité de la situation du bénéficiaire et son entreprise,
- b. Permettre l'accès aux droits du bénéficiaire en l'orientant, l'accompagnant ou en constituant des dossiers.

3. Contractualiser les engagements du bénéficiaire dans un délai maximum de 2 mois

- a. Expliquer la valeur du contrat engagement réciproque,
- b. Rédiger et formaliser le document contractuel énumérant les engagements.

4. Mettre en œuvre et suivre le contrat d'engagement.

- a. Evaluer l'évolution de la situation du bénéficiaire et le respect des engagements contractuels,
- b. Centraliser les informations, diagnostics et évaluations d'étapes,
- c. Communiquer avec les différents partenaires impliqués dans le parcours sur le projet d'insertion et coordonner sa mise en œuvre,
- d. Rédiger et formaliser le renouvellement du contrat d'engagement dans le respect des échéances prévues dans le contrat précédent.
- e. Saisir si nécessaire le Service Emploi Insertion pour un passage en équipe pluridisciplinaire (réorientation, impossibilité de renouveler le CER, non-respect du CER),
- f. Effectuer le bilan du suivi.

5. Activités spécifiques

- a. Renseigner les outils de mesure quantitative et qualitative du suivi des bénéficiaires,
- b. Collaborer étroitement avec le Service Emploi Insertion pour la mise à jour des informations concernant les allocataires suivis,
- c. Participer aux instances partenariales liées aux dispositifs d'insertion

Le suivi s'arrête lorsque le bénéficiaire sort du dispositif RSA ou lorsqu'une autre structure est désignée comme référent unique. Le référent est tenu à la confidentialité.

Afin de réaliser cet accompagnement le plus proche possible du lieu de résidence des travailleurs non-salariés, France Active Auvergne interviendra sur l'ensemble du département.

ARTICLE 3 : VOLUME DE PUBLIC CONCERNÉ

France Active Auvergne accompagnera au maximum 150 travailleurs non-salariés orientés par le Service Emploi Insertion.

ARTICLE 4 : MOYENS MIS À DISPOSITION

Pour l'accompagnement des travailleurs non-salariés allocataires du RSA, France Active Auvergne met à disposition 1 conseiller spécialisé à hauteur de 1 ETP.

ARTICLE 5 : RÉGLEMENTATION APPLICABLE AU REGARD DE L'ENCADREMENT DES AIDES

Compte tenu des éléments portés dans le dossier de demande de subvention, l'activité de l'association peut être considérée comme économique au sens du droit de la concurrence.

La subvention départementale n'affecte pas les échanges entre Etats membres de l'UE, elle n'est donc pas susceptible de constituer une aide d'Etat au sens des articles 106 et 107 du TFUE.

ARTICLE 6 : MONTANT DE LA SUBVENTION

Le coût total éligible prévisionnel de l'opération de 120 000 € pour deux ans soit 60 000 € par année.

La subvention départementale attribuée au bénéficiaire pour la réalisation de l'opération, au titre de l'année 2024, est fixée à un montant de 50 000 euros maximum, soit 83,33 % du coût total éligible de l'opération.

NB : Si la dépense réalisée n'atteint pas le coût prévisionnel de l'opération, la subvention est versée au prorata des dépenses effectivement justifiées par rapport à ce coût prévisionnel.

Sous réserve du vote du budget, la contribution financière du Conseil départemental sera reconduite selon les mêmes modalités en 2025.

ARTICLE 7 : MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

7.1 Avance

En 2024, la subvention départementale est versée au bénéficiaire au titre d'une avance de 25 000 euros, soit une avance de 50,00 % du montant prévisionnel, mise en paiement dès notification de la présente convention.

En 2025, la subvention départementale est versée au bénéficiaire au titre d'un acompte de 25 000 euros, sous réserve du vote du budget départemental, soit 50,00 % du montant prévisionnel de l'année 2025, mis en paiement avant le 31 janvier 2025.

7.2 Solde

Le solde de la subvention au titre de l'année 2024 sera versé après transmission par le porteur de projet du bilan intermédiaire portant sur le réalisé 2024.

Le solde de la subvention au titre de l'année 2025 sera versé à la suite du contrôle de service fait établi par le Service Emploi Insertion sur la base du bilan d'exécution de l'opération déposé complet par le porteur de projet.

Le solde de la subvention sera calculé sur la base des dépenses effectivement retenues par le service gestionnaire lors du contrôle de service fait.

Le Département se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative.

La contribution financière est créditée au compte de France Active Auvergne selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements sont effectués sur un compte ouvert au nom de :

FRANCE ACTIVE AUVERGNE FCT
Domiciliation bancaire : Caisse d'Epargne d'Auvergne et du Limousin
N° IBAN : FR 76 1871 5002 0008 7794 3604 862

ARTICLE 8 : OBLIGATIONS DE FRANCE ACTIVE AUVERGNE

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, les parties sont susceptibles de recueillir et échanger des données personnelles concernant les allocataires, s'inscrivant dès lors dans les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

En application des principes posés par ces dispositions, chacune des parties garantit l'autre partie du respect des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel, en particulier de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « loi informatique et libertés ») et du règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données personnelles et à la libre circulation de ces données (ci-après « RGPD »).

Toute donnée personnelle, quel qu'en soit le support, communiquée par l'une des parties à l'autre ou à laquelle les parties pourraient avoir accès dans le cadre de la présente convention, ne peut être utilisée que pour la mise en œuvre de son objet.

Ces données personnelles sont conservées par France Active Auvergne pendant la durée de mise en œuvre de la présente convention et seront détruites par ce dernier à son terme, sauf disposition législative ou réglementaire contraire.

Conformément à la loi « Informatique et Liberté », les allocataires pourront exercer leurs droits d'accès aux données, de rectification ou d'opposition en contactant le délégué à la protection des données du Département à l'adresse suivante : dpo@cantal.fr ou à Délégué à la Protection des Données, Direction des Affaires Juridiques, Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta 15015 Aurillac.

En cas de violation de ces données personnelles traitées par France Active Auvergne (perte, vol, divulgation, altération, ...), celui-ci en informe le délégué à la protection des données du Département dans un délai de 48h après en avoir pris connaissance.

Chacune des parties convient du caractère confidentiel des informations échangées dans le cadre de la présente convention et s'engage à faire respecter cette confidentialité par ses salariés concernés.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par France Active Auvergne, pour une raison quelconque, celui-ci doit en informer le Département sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

8.1 Utilisation de la subvention

France Active Auvergne accepte tout contrôle sur l'utilisation de la subvention et sur la réalisation de l'opération accompagnée financièrement. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé par toute personne dûment mandatée par le Président du département, notamment :

- En cours de réalisation de l'opération subventionnée,
- Après achèvement des travaux ou lors de la demande de solde de la subvention.

A ce titre, France Active Auvergne s'engage, d'une part à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins du contrôle sur place.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 9 ci-après.

8.2 Obligation de publicité

Lors de toute communication ou publication, France Active Auvergne s'engage à respecter les obligations d'information et de valorisation de la participation du Conseil départemental, à savoir :

- France Active Auvergne s'engage à indiquer la participation financière du Conseil départemental aux cofinanceurs publics de l'opération, à tous les organismes associés à sa mise en œuvre et aux participants à l'opération.
- Toute communication ou publication de France Active Auvergne au bénéficiaire, sous quelque forme et sur quelque support que ce soit, doit mentionner qu'elle n'engage que son auteur et que le Conseil départemental du Cantal n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans cette communication ou publication.

8.3 Conservation et présentation des pièces relatives à l'opération

France Active Auvergne s'engage à fournir toutes les pièces justificatives et données détaillées demandées par le service Emploi Insertion, ou tout autre organisme externe mandaté par le service Emploi Insertion, aux fins de s'assurer de la bonne exécution de l'opération et des dispositions de la convention.

France Active Auvergne s'engage à conserver l'ensemble des pièces justificatives probantes pendant une période de 3 ans suivant la fin de la période de réalisation de la présente convention.

Durant toute la période comprise entre la date de début de réalisation et la date de fin de conservation des pièces, le bénéficiaire se soumet à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par le service Emploi Insertion ou toute autre instance habilitée.

Le montant de l'aide départementale peut être corrigé à l'issue de ces contrôles et amener le service Emploi Insertion à exiger de France Active Auvergne le reversement des sommes indûment perçues.

8.4 Information du Département

France Active Auvergne devra tenir informé le Département, dans un délai de 15 jours, de tout événement survenant tant dans sa situation que dans celle de l'opération subventionnée.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 9 ci-après.

ARTICLE 9 : REVERSEMENT

Au terme des opérations de contrôle visé à l'article 7-2, le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît :

- Que celle-ci n'a pas été utilisée conformément à l'objet des présentes,
- Que les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre le bénéficiaire n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette, dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement, une lettre de notification est adressée à France Active Auvergne en mentionnant les conclusions du contrôle qui justifient le reversement, cette lettre précise le délai dont dispose le bénéficiaire pour produire tout justificatif écrit complémentaire, permettant le maintien de la subvention allouée.

Le délai ne peut être inférieur à 15 jours. Au-delà, si les éléments produits ne sont pas de nature à maintenir la subvention, la décision de reversement est prise par le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 10 : CADUCITÉ ET DÉCHÉANCE

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si la subvention attribuée par le Département n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement dans un délai de six ans à compter de la date de fin de réalisation de l'opération.

Il sera toutefois possible à France Active Auvergne de solliciter la prorogation d'un an de cette décision.

ARTICLE 11 : SUIVI ET ÉVALUATION

11.1 Suivi du participant

- a. **Fiche de diagnostic de l'entreprise (cf. annexe)** : Elle sera établie pour toute intervention du conseiller spécialisé
- b. **Bilan de l'intervention ou bilan intermédiaire**

France Active Auvergne s'engage à mettre en place un outil permettant de justifier les interventions auprès des entrepreneurs qui lui sont orientés, selon sa convenance, qui favorisera le suivi des bénéficiaires.

11.2 Suivi de l'opération

a) Comités de suivis trimestriels

Le candidat s'engage à mettre en place un comité de suivi composé ad minima du conseiller entreprise, des agents du Service Emploi Insertion (SEI) du Conseil départemental en charge du suivi de la convention sur chaque bassin. Ces réunions devront avoir lieu trimestriellement sur invitation du candidat. L'ordre du jour devra traiter ad minima des points suivants :

- Le bilan intermédiaire de l'accompagnement socioprofessionnel de chaque travailleurs non-salariés sur la base du tableau nominatif des bénéficiaires (date d'entrée, date de sortie, nombre d'entretiens réalisés, actions proposées, sorties)

b) Comités de pilotage

Le candidat s'engage à mettre en place un comité de pilotage composé ad minima du ou des responsables de la structure et des agents du Service Emploi Insertion (SEI) du Conseil départemental en charge du suivi de la convention. D'un commun accord, les signataires de la convention peuvent inviter aux réunions des personnes ressources. France Active Auvergne s'engage à veiller à la disponibilité des membres du comité de pilotage pour établir les dates de réunion

Cette réunion devra avoir lieu **avant le 15 octobre de l'année 2024 et 2025** sur invitation du candidat. L'ordre du jour devra notamment traiter des points suivants :

- Nombre de travailleurs non-salariés orientés ;
- Nombre d'accompagnements finalisés (CER et RDV individuels) ;
- Répartition des TNS par bassins d'emploi ;
- Description des profils des ARSA TNS (genre, type d'activité, âge, situation familiale...) ;
- Actions mises en œuvre durant les parcours d'accompagnement ;
- Nombre de réorientations / changement de référent ou mises en demeure sollicités ;
- Nombre et motifs des sorties des ARSA ;
- Durée moyenne d'accompagnement.

L'ensemble de ces données quantitatives et qualitatives devront être compilées dans un compte-rendu, rédigé et remis au Service Emploi Insertion par la France Active Auvergne dans un délai de 15 jours suivant la date du comité de pilotage.

c) Bilan d'exécution

Le candidat s'engage à remettre au SEI un bilan d'exécution de la convention au terme de l'année 2025. Ce bilan devra faire la synthèse des années écoulées aux moyens de plusieurs indicateurs :

- Nombre de travailleurs non-salariés orientés ;
- Nombre d'accompagnements finalisés (CER et RDV individuels) ;
- Répartition des TNS par bassins d'emploi ;
- Description des profils des ARSA TNS (genre, type d'activité, âge, situation familiale...) ;
- Actions mises en œuvre durant les parcours d'accompagnement ;
- Nombre de réorientations / changement de référent ou mises en demeure sollicités ;
- Nombre et motifs des sorties des ARSA ;
- Durée moyenne d'accompagnement.

Ce bilan devra être remis dans un délai d'un mois maximum à partir de la fin de la réalisation de la convention prestation, soit le 31 janvier 2026.

ARTICLE 12 : DURÉE ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet du 1^{er} janvier 2024 et jusqu'au 31 décembre 2025. Elle peut faire l'objet d'adaptations par voie d'avenants.

Dans l'hypothèse où des dispositions législatives ou réglementaires interviendraient pendant la durée de la convention et qu'elles modifieraient l'objet, les conditions et les modalités d'exécution de la mission, le Conseil départemental se réserve la possibilité de prononcer la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 13 : RÉSILIATION

13.1 : A l'initiative de France Active Auvergne

France Active Auvergne peut renoncer à la subvention et mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé réception adressée au service Emploi Insertion au moins deux mois avant la date d'effet envisagée.

France Active Auvergne est tenue de respecter l'ensemble des obligations contractuelles pour les sommes déjà déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution.

13.2 : A l'initiative du Département

Le Département peut décider de mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé réception adressée à France Active Auvergne, sans indemnité quelconque de sa part, dans les circonstances suivantes :

- Lorsqu'un changement juridique, financier, technique, d'organisation ou de contrôle de France Active Auvergne est susceptible d'affecter les modalités de réalisation de l'opération de manière substantielle ou de remettre en cause la décision d'octroi de la subvention ;
- Lorsque France Active Auvergne n'exécute pas l'une des obligations qui lui incombent, conformément aux dispositions prévues par la convention et ses annexes ;
- En cas de fraude avérée ;
- Lorsque France Active Auvergne refuse de se soumettre aux contrôles et audits menés par les services nationaux et européens habilités ;

France Active Auvergne dispose d'un délai de 30 jours ouvrés à compter de la date d'accusé réception du courrier du service Emploi Insertion pour présenter à ce dernier ses observations par lettre recommandée avec accusé de réception. Il utilise, le cas échéant, ce délai pour répondre à ses obligations conventionnelles.

A compter de la date d'accusé de réception de la lettre de France Active Auvergne, le service Emploi Insertion dispose à son tour de 30 jours ouvrés pour statuer définitivement.

Il notifie sa décision au bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé réception.

13.3 : Effets de la résiliation

La date d'accusé réception de la lettre recommandée de demande de résiliation de France Active Auvergne ou de notification définitive de la résiliation par le service Emploi Insertion constitue la date effective pour la prise en compte pour le calcul du montant des crédits départementaux dus à France Active Auvergne.

Les sommes dues à France Active Auvergne à cette date sont limitées à la participation départementale correspondant aux dépenses éligibles acquittées par France Active Auvergne déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution accepté par le service Emploi Insertion après contrôle de service fait.

A défaut, aucun paiement ne pourra être effectué et le service Emploi Insertion procédera au recouvrement des sommes versées au titre de l'avance éventuellement consentie aux termes de l'article 7.1.

ARTICLE 14 : ÉLECTION DE DOMICILE / LITIGES

Les Parties font élection de domicile aux adresses figurant en tête de la présente.

A défaut d'accord amiable, tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Clermont-Ferrand (63000).

Fait à AURILLAC, en deux exemplaires originaux, le

Le Président du Conseil départemental

Le Président de France Active Auvergne,

Bruno FAURE

Jacques-Bernard MAGNER



1. Identification

Nom et prénom :	Date de naissance :/...../.....
Adresse :	
Code postal :	Commune :
Nom du référent RSA :	N° allocataire CAF/ MSA :
Niveau de formation :	
Type de formation :	
Inscription à pôle emploi : oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>	

2. Fiche signalétique de l'activité

Nom de l'activité (raison sociale) :	
Nature de l'activité :	
Numéro SIRET :	
Date de création (immatriculation) :/...../.....	Date de démarrage effectif :/...../.....
Statut juridique de l'activité :	
<input type="checkbox"/> Entreprise individuelle	<input type="checkbox"/> EURL
<input type="checkbox"/> SASU	<input type="checkbox"/> SAS
<input type="checkbox"/> EURL	<input type="checkbox"/> SARL
<input type="checkbox"/> Autre :	
Dans le cas d'une société, fonction du bénéficiaire (statuts) :	
Régime fiscal (régime d'imposition) :	
<input type="checkbox"/> micro	<input type="checkbox"/> réel
<input type="checkbox"/> impôt sur les revenus	<input type="checkbox"/> impôt sur les sociétés
Régime social (affiliation) : <input type="checkbox"/> travailleur non salarié <input type="checkbox"/> assimilé salarié	

3. Diagnostic de l'activité

Présentation précise de l'activité (exemple : vente sur les marchés de produits alimentaires : charcuterie et fromage, sur 3 marchés du Lot : Cahors, Figeac et Saint-Géry ...) :
.....
.....
.....

	Chiffre d'affaires (sans abattement)	Montant du bénéfice ou du déficit réalisé	Montant des amortissements	Montant des prélèvements privés
De l'exercice en cours (si différent de l'année civile)
De l'année n - 1
De l'année n - 2

Êtes-vous à jour de vos cotisations sociales ? oui ☐ non ☐

Employez-vous des salariés ou des apprentis ? oui ☐ non ☐

S'agit-il d'une activité saisonnière ? oui ☐ non ☐

Avez-vous fait cette année des démarches particulières pour développer votre activité
(communication, formation, investissement) ? Si oui, lesquelles ?

.....

.....

.....

Quelles sont les freins que vous avez pu identifier depuis la création de votre activité ?

.....

.....

Qu'attendez-vous du suivi dans le cadre du RSA ?

.....

.....

Avez-vous des besoins en matière d'accompagnement ?

<input type="checkbox"/> Gestion / comptabilité	<input type="checkbox"/> Prospection / commercialisation
<input type="checkbox"/> Communication	<input type="checkbox"/> Démarches administratives
<input type="checkbox"/> Accès au financement	<input type="checkbox"/> Autre :

Quelles sont vos perspectives pour les mois ou l'année à venir ?

<input type="checkbox"/> Poursuivre votre activité	<input type="checkbox"/> Recruter une personne
<input type="checkbox"/> Changer de statut	<input type="checkbox"/> Rechercher une activité complémentaire (salariée / non salariée)
<input type="checkbox"/> Arrêter votre activité	<input type="checkbox"/> Autre :

Date :/...../.....

Signature :

Notice :
Dans le cas de l'exercice de plusieurs activités (n°SIRET différents), il convient de remplir ce document autant de fois que nécessaire.

Rubrique fiche signalétique de l'activité :
- Le statut juridique : il existe deux formes juridiques d'entreprise : l'entreprise individuelle (EI, EIRL) et la société, qui peut se décliner en plusieurs statuts (EURL, SARL, SA, SAS, SASU...)
Les entreprises peuvent être composées d'associés (SARL, SA). Pour autant, certaines formes de sociétés ne comportent pas d'associés tels que la SASU et l'EURL.

- Le régime fiscal : l'imposition peut se faire en tant que personne physique (impôt sur le revenu) ou personne morale (impôt sur les sociétés).

- Le régime social : dans certains cas ou selon le statut choisi, le dirigeant peut relever du régime des salariés (affiliation au régime général de la Sécurité Sociale) ou de celui des travailleurs non salariés

Rubrique diagnostic de l'activité :
- Le chiffre d'affaires : représente le montant des affaires (hors taxes) réalisées par l'entreprise dans l'exercice de son activité professionnelle normale et courante. Il correspond à la somme des ventes de marchandises, de produits fabriqués, des prestations de services et des produits des activités annexes (définition INSEE).

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 AVRIL 2024

DELIBERATION N°24CP04-23

Attribution d'une subvention dans le cadre de l'appel à projets 2024-2025 "Prise en compte des travailleurs non salariés agricoles"

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six avril à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 12 avril 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Absent(s) : M. Vincent DESCOEUR, Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.262-29 et L.263-1 à L.263-2 ;

Vu le Code du travail et notamment l'article L 5314-1 ;

Vu la convention d'orientation dans le cadre de la mise en œuvre du Revenu de Solidarité Active approuvée par délibération de la Commission Permanente du Conseil Général du 18 septembre 2009 et son avenant approuvé par délibération de la Commission Permanente du Conseil Général du 17 septembre 2010 ;

Vu la délibération n°23CD04-7 du Conseil départemental du 17 novembre 2023 approuvant la convention relative à la délégation de la mission de référent unique à la Mutualité Sociale Agricole ;

Vu la délibération n°21CD01-02 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant le Pacte Territorial pour l'Insertion et pour l'Emploi-PTIE (2021-2025) et la fusion en un seul document intitulé PDIE-PTIE 2021-2025 ;

Vu la délibération n°21CD06-18 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 adoptant le règlement départemental d'aide sociale ;

Vu la délibération n°24CP01-22 du Conseil départemental du 26 janvier 2024 approuvant le lancement de l'appel à projets 2024-2025 « Prise en compte des spécificités des travailleurs non salariés » ;

- **DECLARE** la Chambre d'Agriculture du Cantal lauréate de l'appel à projets 2024-2025 "Prise en compte des travailleurs salariés non agricoles".

- **APPROUVE** la convention de partenariat 2024-2025 entre le Conseil départemental du Cantal et la Chambre d'Agriculture du Cantal pour la mise en place d'un accompagnement spécifique des travailleurs non-salariés agricoles allocataires du RSA dont le projet est joint à la présente délibération.

- **AUTORISE** le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

- **APPROUVE** le montant du concours financier du Conseil départemental à hauteur de 50 000 € pour l'année 2024 qui sera versé au bénéficiaire comme suit :

- 25 000 € au titre d'avance, soit 50 % du montant prévisionnel, mis en paiement dès signature de la convention ;
- le solde sera versé après présentation du bilan de l'action 2024 par la Chambre d'Agriculture du Cantal.

La dépense d'un montant de 50 000 € pour 2024 sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 017, nature 6568, fonction 444 du Budget départemental.

Publication : 30-04-2024

Transmission Préfecture : 29-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONVENTION RELATIVE A L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION
A LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DU CANTAL
POUR LA PRISE EN COMPTE DES SPECIFICITES DES TRAVAILLEURS NON-
SALARIES AGRICOLES ALLOCATAIRES DU RSA**

Entre

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, autorisé par délibération de la Commission Permanente du 26 avril 2024, ci-après dénommé : « **Le Département** »,

D'une part,

Et

LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DU CANTAL, 26, rue du 139^{ème} régiment d'infanterie, 15000 AURILLAC, représentée par son Président, Monsieur Patrick ESCURE, ci-après désignée par les termes « **La Chambre d'agriculture** »,

D'autre part,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.262-29 et L.263-1 à L.263-2 ;

Vu le Code du travail et notamment l'article L 5314-1 ;

Vu la convention d'orientation dans le cadre de la mise en œuvre du Revenu de Solidarité Active approuvée par délibération de la Commission Permanente du Conseil Général du 18 septembre 2009 et son avenant approuvé par délibération de la Commission Permanente du Conseil Général du 17 septembre 2010 ;

Vu la délibération n°23CD04-7 du Conseil départemental du 17 novembre 2023 approuvant la convention relative à la délégation de la mission de référent unique à la Mutualité Sociale Agricole ;

Vu la délibération n°21CD01-02 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant le Pacte Territorial pour l'Insertion et pour l'Emploi- PTIE (2021-2025) et la fusion en un seul document intitulé PDIE-PTIE 2021-2025 ;

Vu la délibération n°21CD06-18 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 adoptant le règlement départemental d'aide sociales ;

Vu la délibération n°24CP01-22 du Conseil départemental du 26 janvier 2024 approuvant le lancement de l'appel à projets « Prise en compte des spécificités » ;

Vu l'attestation de dépôt de la demande de subvention de la Chambre d'agriculture en date du 21 février 2024 ;

Vu la décision n°24CP04- de la Commission Permanente du Conseil départemental du 26 avril 2024.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

La loi n°2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité active (RSA) et réformant les politiques d'insertion dispose que chaque « bénéficiaire du RSA a droit à un accompagnement social et professionnel adapté à ses besoins et organisé par un référent unique » (art. L. 262-27 du CASF). Ce droit à l'accompagnement a été confié à la Mutualité Sociale Agricole Auvergne par le Conseil départemental dans le cadre de la convention relative à la délégation de la mission de référent unique à la Mutualité Sociale Agricole, en date du 17 novembre 2023.

La convention avec la Chambre d'agriculture vient compléter ces dispositions. Cet engagement en direction de ce public s'inscrit dans le PDIE-PTIE (Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi - Pacte Territorial pour l'Insertion et l'Emploi) 2021-2025. En effet, l'expérience acquise dans le Département du Cantal a démontré l'importance de mettre en place un accompagnement spécifique pour le public dit travailleur non salarié (TNS).

L'offre de service de la Chambre d'Agriculture du Cantal doit permettre de répondre aux attentes du Département en matière d'insertion sociale et professionnelle des travailleurs non-salariés agricoles.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de coopération et de coordination entre les signataires, la nature des actions mises en œuvre, ainsi que les conditions et modalités de leur financement.

ARTICLE 2 : L'ENGAGEMENT DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE

Par la présente convention, la Chambre d'agriculture s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser l'opération « Prise en compte des spécificités des travailleurs non-salariés agricoles ». Dans ce cadre, un accompagnement est mis en œuvre par la Chambre d'Agriculture pour les allocataires du RSA exploitants agricoles en appui des référents RSA désignés par les services du Département. Tout comme pour les travailleurs non-salariés des autres secteurs, cette convention a pour objectif de mettre en place un accompagnement spécifique permettant aux allocataires du RSA concernés soit de recevoir les aides et conseils nécessaires au développement de leur exploitation et accéder à une entière autonomie, soit à quitter définitivement une activité non rémunératrice pour accéder à un emploi salarié.

Le conseiller de la Chambre d'Agriculture mobilise, en plus de ses propres outils, les dispositifs de droit commun, ainsi que ceux du PDIE.

Afin de réaliser cet accompagnement le plus proche possible du lieu de résidence des exploitants agricoles, la Chambre d'agriculture interviendra sur ses 10 sites : Aurillac, Maurs, Mauriac, Ydes, Riom-es-Montagnes, Murat, St Flour, Chaudes Aigues, Pierrefort et Massiac.

Conformément à l'offre de service proposée dans sa candidature, l'accompagnement se déroulera selon les étapes suivantes :

Diagnostic global de l'exploitation

Un diagnostic global de l'exploitation sera réalisé par les conseillers de la Chambre d'agriculture. Ce diagnostic consiste à accueillir l'allocataire du RSA et dresser un état des lieux global de la situation économique, juridique et sociale de l'exploitation tout en prenant en compte la situation sociale du foyer (santé, logement, budget familial...). Le conseiller de la Chambre d'Agriculture a la possibilité d'activer un binôme social au vu des difficultés sociales rencontrées, tout en travaillant au déploiement de l'entreprise. Si par cas, le conseiller de la Chambre d'Agriculture évalue que l'exploitation ne serait pas viable, il peut à tout moment réorienter la personne vers un accompagnement plus adapté et ce, en lien avec le service emploi insertion et le service social de la MSA.

Suite à ce diagnostic, un plan d'actions est défini visant à trouver des solutions adaptées à la situation du foyer. Il permet d'orienter vers :

- **Un appui ponctuel** de la Chambre d'agriculture en parallèle de l'accompagnement social de la MSA,

- **Un accompagnement renforcé** de la Chambre d'agriculture soit dans le cadre d'une aide à la pérennisation ou au développement de l'exploitation, soit dans le cadre d'un accompagnement à une reconversion.

Trois modalités d'intervention sont définies :

a. Appui technique ponctuel

Dans le cadre de difficultés conjoncturelles ne mettant pas en péril la pérennité de l'exploitation, un appui technique ponctuel des conseillères de la chambre d'agriculture sera proposé.

Les appuis techniques ponctuels sont destinés à :

- Améliorer la rentabilité de l'exploitation
 - o Proposer des adaptations au système de production existant,
 - o Envisager des activités nouvelles.
- Favoriser le maintien des droits
 - o Appui à la réalisation de la déclaration de surfaces PAC,
 - o Appui aux demandes de primes PAC et autres aides conjoncturelles,
 - o Appui à la tenue des documents réglementaires

b. Accompagnement renforcé

L'accompagnement renforcé vise à favoriser la pérennité et la viabilité de l'exploitation en s'appuyant sur le projet de l'exploitant. Il comporte des objectifs à atteindre, des priorités fixées, des actions et délais spécifiques. Les conseillères de la Chambre d'agriculture mobiliseront toutes les mesures ou dispositifs nécessaires (Fonds départemental de Solidarité, micro-crédits...). Le cas échéant, elles accompagneront l'exploitant au redressement de son exploitation par divers leviers :

- Suivi du respect du plan de redressement
- Conseil en matière de gestion des comptes d'exploitation et de la trésorerie,
- Conseil pour l'adaptation du système de production existant,
- Conseil pour la création d'activités nouvelles dans l'objectif d'accéder à l'autonomie économique.

Cet accompagnement reposera sur des visites régulières.

c. Accompagnement à la cessation d'activité et/ou reconversion professionnelle.

Lorsque le maintien de l'activité agricole est irrémédiablement compromis, la conseillère agricole peut être amenée à accompagner l'exploitant agricole à une cessation d'activité et/ou une reconversion professionnelle (ARP). En parallèle du soutien aux démarches administratives, juridiques et financières, la conseillère de la Chambre d'agriculture agricole peut solliciter l'intervention d'un Conseiller en Orientation et Insertion Professionnel du dispositif Cantal Emploi Insertion.

La prise en charge au titre de cette convention s'arrête lorsque le bénéficiaire sort du dispositif RSA.

ARTICLE 3 : VOLUME DE PUBLIC CONCERNE

La Chambre d'agriculture accompagnera les travailleurs non-salariés agricoles orientés par les travailleurs sociaux de la Mutualité Sociale Agricole en qualité de référent unique RSA. Les exploitants agricoles concernés doivent percevoir du RSA. Cela représente environ 120 travailleurs non-salariés agricoles.

ARTICLE 4 : MOYENS MIS A DISPOSITION

Pour l'accompagnement des travailleurs non-salariés agricoles allocataires du RSA, la Chambre d'agriculture met à disposition 4 conseillères spécialisées à hauteur de 1,05 ETP.

ARTICLE 5 - REGLEMENTATION APPLICABLE AU REGARD DE L'ENCADREMENT DES AIDES

Compte tenu des éléments portés dans le dossier de demande de subvention, l'activité de la Chambre de l'agriculture peut être considérée comme économique au sens du droit de la concurrence.

La subvention départementale n'affecte pas les échanges entre Etats membres de l'UE, elle n'est donc pas susceptible de constituer une aide d'Etat au sens des articles 106 et 107 du TFUE.

ARTICLE 6 - MONTANT DE LA SUBVENTION

Le coût total éligible prévisionnel de l'opération de 166 042 € pour la durée de cette convention.

La subvention départementale attribuée au bénéficiaire pour la réalisation de l'opération, au titre de l'année 2024, est fixée à un montant de **50 000 euros maximum**, soit un taux de cofinancement maximum arrondi à deux décimales de 60,22% du coût total éligible de l'opération :

NB : Si la dépense réalisée n'atteint pas le coût prévisionnel de l'opération, la subvention est versée au prorata des dépenses effectivement justifiées par rapport à ce coût prévisionnel.

Sous réserve du vote du budget, la contribution financière du Conseil départemental sera reconduite selon les mêmes modalités en 2025.

ARTICLE 7 - MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

7.1 Avance

En 2024, la subvention départementale est versée au bénéficiaire au titre d'une avance de 25 000 euros, soit une avance de 50,00% du montant prévisionnel, mise en paiement dès notification de la présente convention.

En 2025, la subvention départementale est versée au bénéficiaire au titre d'un acompte de 25 000 euros, sous réserve du vote du budget départemental, soit 50,00% du montant prévisionnel de l'année 2025, mis en paiement avant le 31 janvier 2025.

7.2 Solde

Le solde de la subvention au titre de l'année 2024 sera versé après transmission par le porteur de projet du bilan intermédiaire portant sur le réalisé 2024.

Le solde de la subvention au titre de l'année 2025 sera versé à la suite du contrôle de service fait établi par le Service Emploi Insertion sur la base du bilan d'exécution de l'opération déposé complet par le porteur de projet.

Le solde de la subvention sera calculé sur la base des dépenses effectivement retenues par le service gestionnaire lors du contrôle de service fait.

Le Département se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative.

La contribution financière est créditée au compte de la Chambre d'agriculture selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements sont effectués sur un compte ouvert au nom de :

CHAMBRE DEPTL D'AGRICULTURE
Domiciliation bancaire : Trésor public Aurillac
N° IBAN : FR 76 1007 1150 0000 0010 0098 666
BIC : TRPUFRP1

ARTICLE 8 – ECHANGES D'INFORMATIONS- PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES-CONFIDENTIALITE

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, les parties sont susceptibles de recueillir et échanger des données personnelles concernant les bénéficiaires, s'inscrivant dès lors dans les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

En application des principes posés par ces dispositions, chacune des parties garantit l'autre partie du respect des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel, en particulier de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « loi informatique et libertés ») et du règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données personnelles et à la libre circulation de ces données (ci-après « RGPD »).

Toute donnée personnelle, quel qu'en soit le support, communiquée par l'une des parties à l'autre ou à laquelle les parties pourraient avoir accès dans le cadre de la présente convention, ne peut être utilisée que pour la mise en œuvre de son objet.

Ces données personnelles sont conservées par la Chambre d'Agriculture pendant la durée de mise en œuvre de la présente convention et seront détruites par cette dernière à son terme, sauf disposition législative ou réglementaire contraire.

Conformément à la loi « Informatique et Liberté », les bénéficiaires pourront exercer leurs droits d'accès aux données, de rectification ou d'opposition en contactant le délégué à la protection des données du Département à l'adresse suivante : dpo@cantal.fr ou à Délégué à la Protection des Données, Direction des Affaires Juridiques, Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta 15015 Aurillac.

En cas de violation de ces données personnelles traitées par la Chambre d'Agriculture (perte, vol, divulgation, altération, ...), celle-ci en informe le délégué à la protection des données du Département dans un délai de 48h après en avoir pris connaissance.

Chacune des parties convient du caractère confidentiel des informations échangées dans le cadre de la présente convention et s'engage à faire respecter cette confidentialité par ses salariés concernés.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par la Chambre d'agriculture, pour une raison quelconque, celui-ci doit en informer le Département sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

8.1 Utilisation de la subvention

La Chambre d'agriculture accepte tout contrôle sur l'utilisation de la subvention et sur la réalisation de l'opération accompagnée financièrement. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé par toute personne dûment mandatée par le Président du département, notamment :

- En cours de réalisation de l'opération subventionnée,
- Après achèvement des travaux ou lors de la demande de solde de la subvention.

A ce titre, la Chambre d'agriculture s'engage, d'une part à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins du contrôle sur place.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 9 ci-après.

8.2 Obligation de publicité

Lors de toute communication ou publication, la Chambre d'agriculture s'engage à respecter les obligations d'information et de valorisation de la participation du Conseil départemental, à savoir :

- La Chambre d'agriculture s'engage à indiquer la participation financière du Conseil départemental aux cofinanceurs publics de l'opération, à tous les organismes associés à sa mise en œuvre et aux participants à l'opération.
- Toute communication ou publication de la Chambre d'agriculture au bénéficiaire, sous quelque forme et sur quelque support que ce soit, doit mentionner qu'elle n'engage que son auteur et que le Conseil départemental du Cantal n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans cette communication ou publication.

8.3 Conservation et présentation des pièces relatives à l'opération

La Chambre d'agriculture s'engage à fournir toutes les pièces justificatives et données détaillées demandées par le service Emploi Insertion, ou tout autre organisme externe mandaté par le service Emploi Insertion, aux fins de s'assurer de la bonne exécution de l'opération et des dispositions de la convention.

La Chambre d'agriculture s'engage à conserver l'ensemble des pièces justificatives probantes pendant une période de 3 ans suivant la fin de la période de réalisation de la présente convention.

Durant toute la période comprise entre la date de début de réalisation et la date de fin de conservation des pièces, le bénéficiaire se soumet à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par le service Emploi Insertion ou toute autre instance habilitée.

Le montant de l'aide départementale peut être corrigé à l'issue de ces contrôles et amener le service Emploi Insertion à exiger de la Chambre d'agriculture le reversement des sommes indûment perçues.

8.4 Information du Département

La Chambre d'agriculture devra tenir informé le Département, dans un délai de 15 jours, de tout événement survenant tant dans sa situation que dans celle de l'opération subventionnée.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 9 ci-après.

ARTICLE 9 - REVERSEMENT :

Au terme des opérations de contrôle visé à l'article 7-2, le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît :

- Que celle-ci n'a pas été utilisée conformément à l'objet des présentes,
- Que les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre le bénéficiaire n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette, dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement, une lettre de notification est adressée à la Chambre d'agriculture en mentionnant les conclusions du contrôle qui justifient le reversement, cette lettre précise le délai dont dispose le bénéficiaire pour produire tout justificatif écrit complémentaire, permettant le maintien de la subvention allouée.

Le délai ne peut être inférieur à 15 jours. Au-delà, si les éléments produits ne sont pas de nature à maintenir la subvention, la décision de reversement est prise par le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 10 - CADUCITE ET DECHEANCE

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si la subvention attribuée par le Département n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement dans un délai de six ans à compter de la date de fin de réalisation de l'opération.

Il sera toutefois possible à la Chambre d'agriculture de solliciter la prorogation d'un an de cette décision.

ARTICLE 11 : SUIVI ET EVALUATION

11.1 Suivi du participant

a. **Fiche de diagnostic d'exploitation** : Elle sera établie pour toute intervention du conseiller spécialisé et devra faire apparaître à minima :

- Description de l'exploitation (production, surface, ...)
- Motifs des difficultés de l'exploitation,
- Plan d'actions proposées à l'agriculteur.

b. Bilan de l'intervention ou bilan intermédiaire

La Chambre d'agriculture s'engage à mettre en place un outil permettant de justifier les interventions auprès des agriculteurs qui lui sont orientés, selon sa convenance, qui favorisera le suivi des allocataires.

11.2 Suivi de l'opération

a) Comités de suivis semestriels

Le candidat s'engage à mettre en place un comité de suivi composé ad minima d'un conseiller agricole, des représentants de la Mutualité Sociale Agricole, des agents du Service Emploi Insertion (SEI) du Conseil départemental en charge du suivi de la convention sur chaque bassin : Aurillac, Mauriac et Saint-Flour.

Ces réunions semestrielles se feront à l'échelle départementale sur invitation du candidat. Les invitations pourront se faire de façon dématérialisée, par mail. L'ordre du jour devra traiter ad minima des points suivants :

- Le point se fera sur la base d'une liste des nouveaux entrants, des situations complexes et des TNS en situation de cessation d'activité et des situations de conjoint sans statut,
- Le candidat fournira une liste nominative des allocataires accompagnés précisant : date d'entrée, date de sortie, nombre d'entretiens réalisés, actions proposées, type de sorties.

b) Comités de pilotage 2024 et 2025

Le Conseil départemental du Cantal, organisera un comité de pilotage composé ad minima du ou des responsables de la Chambre de l'agriculture, des représentants de la Mutualité Sociale Agricole et des agents du Service Emploi Insertion (SEI) du Conseil départemental en charge du suivi de la convention. D'un commun accord, les signataires de la convention peuvent inviter aux réunions des personnes ressources. Le Conseil départemental en lien avec la Chambre d'agriculture s'engage à veiller à la disponibilité des membres du comité de pilotage pour établir les dates de réunion.

Cette réunion devra avoir lieu **avant les 15 décembre 2024 et 2025** sur invitation du Conseil départemental. L'ordre du jour devra traiter à minima les points suivants :

- Nombre de travailleurs non-salariés agricoles accompagnés par le candidat (date d'entrée, date de sortie),
- Nombre d'entretiens réalisés,
- Actions mises en œuvre,
- Nombre de sorties (amélioration de la situation économique, reconversion...)

c) Bilan d'exécution

Le candidat s'engage à remettre au SEI un bilan d'exécution de la convention au terme de l'année 2025. Ce bilan devra faire la synthèse des deux années écoulées aux moyens de plusieurs indicateurs :

- Nombre de travailleurs non-salariés agricoles accompagnés (date d'entrée, date de sortie),
- Nombre d'entretiens réalisés,
- Actions mises en œuvre,
- Nombre de sorties (amélioration de la situation économique, reconversion...)

Il sera demandé au candidat un détail récapitulatif des profils travailleurs non-salariés agricoles accompagnés :

- Répartition homme/femme,
- Age,
- Situation familiale,
- Type de structure
- Superficie moyenne des exploitations...

Ce bilan devra être remis dans un délai d'un mois maximum à partir de la fin de la réalisation de la convention, soit le 31 janvier 2026.

ARTICLE 12 : DUREE ET RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet du 1^{er} janvier 2024 et jusqu'au 31 décembre 2025. Elle peut faire l'objet d'adaptations par voie d'avenants.

Dans l'hypothèse où des dispositions législatives ou réglementaires interviendraient pendant la durée de la convention et qu'elles modifieraient l'objet, les conditions et les modalités d'exécution de la mission, le Conseil départemental se réserve la possibilité de prononcer la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 13 - RESILIATION

13.1 : A l'initiative de la Chambre d'agriculture

La Chambre d'agriculture peut renoncer à la subvention et mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé réception adressée au service Emploi Insertion au moins deux mois avant la date d'effet envisagée.

La Chambre d'agriculture est tenue de respecter l'ensemble des obligations contractuelles pour les sommes déjà déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution.

13.2 : A l'initiative du Département

Le Département peut décider de mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé réception adressée à la Chambre d'agriculture, sans indemnité quelconque de sa part, dans les circonstances suivantes :

- Lorsqu'un changement juridique, financier, technique, d'organisation ou de contrôle de la Chambre d'agriculture est susceptible d'affecter les modalités de réalisation de l'opération de manière substantielle ou de remettre en cause la décision d'octroi de la subvention ;
- Lorsque la Chambre d'agriculture n'exécute pas l'une des obligations qui lui incombent, conformément aux dispositions prévues par la convention et ses annexes ;
- En cas de fraude avérée ;
- Lorsque la Chambre d'agriculture refuse de se soumettre aux contrôles et audits menés par les services nationaux et européens habilités ;

La Chambre d'agriculture dispose d'un délai de 30 jours ouvrés à compter de la date d'accusé réception du courrier du service Emploi Insertion pour présenter à ce dernier ses observations par lettre recommandée avec accusé de réception. Il utilise, le cas échéant, ce délai pour répondre à ses obligations conventionnelles.

A compter de la date d'accusé de réception de la lettre de la Chambre d'agriculture, le service Emploi Insertion dispose à son tour de 30 jours ouvrés pour statuer définitivement.

Il notifie sa décision au bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé réception.

13.3 : Effets de la résiliation

La date d'accusé réception de la lettre recommandée de demande de résiliation de la Chambre d'agriculture ou de notification définitive de la résiliation par le service Emploi Insertion constitue la date effective pour la prise en compte pour le calcul du montant des crédits départementaux dus à la Chambre d'agriculture.

Les sommes dues à la Chambre d'agriculture à cette date sont limitées à la participation départementale correspondant aux dépenses éligibles acquittées par la Chambre d'agriculture déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution accepté par le service Emploi Insertion après contrôle de service fait.

A défaut, aucun paiement ne pourra être effectué et le service Emploi Insertion procédera au recouvrement des sommes versées au titre de l'avance éventuellement consentie aux termes de l'article 5.1.

ARTICLE 14 - ÉLECTION DE DOMICILE / LITIGES

Les Parties font élection de domicile aux adresses figurant en tête de la présente.

A défaut d'accord amiable, tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Clermont-Ferrand (63000).

ARTICLE 15- ANNEXE

Le dossier de demande de subvention fait partie intégrante de la présente convention.

Fait à AURILLAC, le

Le Président du Conseil départemental

Le Président de la Chambre d'agriculture du Cantal,

Bruno FAURE

Patrick ESCURE

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 AVRIL 2024

DELIBERATION N°24CP04-24

Favoriser le remplacement des agriculteurs - Accompagnement en cas de décès - Subvention à l'Association Terre Entraide Cantal

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six avril à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 12 avril 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Isabelle LANTUEJOL donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Absent(s) : M. Vincent DESCOEUR, Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023 adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

Vu la délibération n°23CD05-5 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 décidant de poursuivre la mise en oeuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental en faveur de l'agriculture conformément aux modalités d'intervention de différents dispositifs validées en 2023 ;

- **DECIDE** d'accorder à l'Association Terre Entraide Cantal, dont le siège social est situé 26 rue du 139^{ème} RI - 15000 Aurillac, une subvention d'un montant de 15 000 € pour l'accompagnement de

la famille lors du décès de l'exploitant agricole. Cette aide a été calculée au taux de 80 % sur la base d'une dépense éligible plafonnée à 18 750 €.

Cette aide est allouée sur la base du règlement (UE) 2023/2831 de la Commission relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

Le montant de cette dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 65748, fonction 6312 du Budget départemental.

Publication : 30-04-2024

Transmission Préfecture : 29-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 AVRIL 2024

DELIBERATION N°24CP04-25

Contrat Sport Cantal - Soutien aux Ecoles de Sport Saison 2023-2024 et aux tournois départementaux

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six avril à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 12 avril 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Absent(s) : M. Vincent DESCOEUR, Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code Général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°22CD03-13 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 approuvant les orientations de la nouvelle politique sportive 2022-2028 intitulée "Contrat Sport Cantal" et donnant délégation à la Commission Permanente pour mettre en œuvre les crédits afférents ;

Vu la délibération n°23CD05-25 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur du sport pour 2024 dans le cadre du "Contrat Sport Cantal" et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits ;

Vu l'avis favorable de la Commission Sport du 26 mars 2024 ;

- **ATTRIBUE** des subventions aux clubs sportifs pour le soutien aux écoles de sport au titre de la saison 2023-2024 pour un montant total de 54 908 € : 46 384 € aux clubs délégataires et 8 524 € aux clubs affinitaires répartis selon les tableaux joints en annexe de la présente délibération.

- **ATTRIBUE** au District de Football une subvention de 2 500 € pour l'organisation de son tournoi départemental du 1^{er} mai.

- **ATTRIBUE** au Comité départemental de Rugby une subvention de 2 500 € pour l'organisation de son tournoi départemental du 8 mai.

Le montant des dépenses sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 65748, fonction 325 du Budget départemental.

Publication : 30-04-2024

Transmission Préfecture : 29-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

SOUTIEN AUX ECOLES DE SPORTS DES CLUBS DELEGATAIRES
SAISON 2023-2024

COMITES	NOM DES CLUBS	TOTAL LICENCIES DE MOINS DE 18 ANS ANNEE 2022-2023	SUBVENTION PROPOSEE SAISON 2022-2023	TOTAL LICENCIES DE MOINS DE 18 ANS ANNEE 2023-2024	SUBVENTION VOTEE SAISON 2023-2024
ATHLETISME	AURILLAC ATHLETISME	73	300 €	83	332 €
	RANDO TRAIL DE MAURIAC	21	300 €	13	300 €
		94	600 €	96	632 €
AERO CLUB	AERO CLUB(sans comité)	14	300 €	13	300 €
		14	300 €	13	300 €
BADMINTON	BADMINTON ARPALON CLUB	43	300 €	42	300 €
		43	300 €	42	300 €
	BASKET CLUB CARLADEZ	50	200 €	43	200 €
BASKET	AFR BASKET PIERREFORT			9	200 €
	SANFLORANE BASKET			97	388 €
		50	200 €	149	788 €
BOXE FRANCAISE	SAVATE CLUB DU PAYS DE SAINT FLOUR	19	300 €	20	300 €
	SAVATE CLUB FRANCAISE AURILLACOISE	74	300 €	51	300 €
	BOXING CLUB RIOMOIS	22	300 €	26	300 €
	CERVUS IMPACT MURATAIS	11	300 €	17	300 €
		128	1 200 €	114	1 200 €
CANOE KAYAK	ASVOLT(sans comité)			17	300 €
CYCLISME	VELO CLUB PAYS DE SAINT FLOUR (section route)	18	300 €	19	300 €
	VELO CLUB PAYS DE SAINT FLOUR (section VTT DESCENTE)	13	300 €	13	300 €
	VELO CLUB DE MAURS	24	300 €	17	300 €
	AC VELOPEDIQUE AURILLACOIS	40	300 €	27	300 €
	VELO CLUB DE MAURIAC	16	300 €	14	300 €
	TEAM INCA			10	300 €
		111	1 500 €	100	1 800 €
CYCLOTOURISME	US SIRAN	30	300 €	18	300 €
		30	300 €	18	300 €
	JUSTIDANCE	47	300 €	40	300 €
DANSE	ARABESQUE			39	300 €
	V6 DANSE	5	300 €		
	CHOREGE	124	496 €	116	464 €
	DANSE AND CO			5	300 €
		176	1 096 €	200	1 364 €
EQUITATION	ECOLE D'EQUITATION D'AURILLAC	532	1 000 €	483	1 000 €
	SAINT FLOUR AU GALOP	104	416 €	115	460 €
	CENTRE EQUESTRE DE MASSALES	92	368 €	97	388 €
	CANTAL EQUIRE	45	300 €	52	300 €
	EQUI PASSION	9	300 €	9	300 €
	EQUI NATURE	7	300 €	9	300 €
	EQUI CLUB DE SAINT FLOUR VOLZAC	60	300 €	61	300 €
	MARGERIDE WESTERN HORSES	12	300 €	9	300 €
	CHEVAL DECOUVERTE	102	408 €	102	408 €
		963	3 692 €	928	3 456 €

COMITES	NOM DES CLUBS	TOTAL LICENCIES DE MOINS DE 16 ANS ANNEE 2022-2023	SUBVENTION PROPOSEE SAISON 2022-2023	TOTAL LICENCIES DE MOINS DE 16 ANS ANNEE 2023-2024	SUBVENTION VOTEE SAISON 2023-2024
ESCALADE	VERTICAL VIC AURILLAC MONTAGNE ESCALADE	51	300 €	44	300 €
		145	580 €	155	620 €
ESCRIME	CEROLE DESCRIME DAURILLAC	196	880 €	199	920 €
		12	300 €	12	300 €
ETUDE ET SPORT SOUS MARINS	CLUB DE PLONGEE AURILLACOIS	19	300 €	18	300 €
		19	300 €	18	300 €
FOOTBALL	AURILLAC FOOTBALL CLUB FC ALLY MAURIAC ARPAJON CS BELBEX AS MASSIAC MOLOMPIZE US MURAT STADE RIOM CONDAT US SANFLORAINE JORDANNE FC SUD CANTAL FOOT SAINT GEORGES FOOT CS VEZACOIS FC DES 4 VALLEES UNION SPORTIVE DE LA CERÉ CERÉ ET LANDES ENTENTE MORD LOZERE ENTENTE ZIGOLS AS ESPERAT VEZAC AM S. YOLLET GIGOU DE MAMOU CERÉ ET LANDES AYRENS - SAINT ILUDE U11 AS LE ROUGET PARLAN ENTENTE S. SAINT MAMET ENTENTE S. VITRAC MARCOLES FC PAYS DE RANCE (challagneraie) ENTENTE SPORTIVE ROANNAIS ITALIZAT AS AS CHAUDAS AIGUES FC PLANEZE ES PIERREFORTAISE US ST GEORGES US CHANDELLOISE US VALLÉE DE L'AUTRE US LOURAS SAINT CHRISTOPHE CS DRUGES AMICAL E LAIQUE PLEAUX BARRIAC ASPRE FONTANGES FC FC LES 4 VALLEES ESPINAT YTRAC YTRAC FOOT SANSAC DE MARMESSE ES ROANNAIS	278	1 000 €	276	1 000 €
		133	532 €	165	654 €
		231	921 €	217	868 €
		27	200 €	24	200 €
		75	300 €	67	268 €
		89	356 €	75	300 €
		98	392 €	86	344 €
		188	752 €	199	796 €
		114	456 €	115	460 €
		74	286 €	71	284 €
		40	200 €	45	200 €
		57	228 €	62	328 €
		37	200 €	45	200 €
		56	224 €	69	276 €
		96	392 €	107	428 €
FOOTBALL	GROUPEMENT DE LA CERÉ Club Directeur U.S VEZAC	107	428 €	114	458 €
		14	200 €		
ENTENTE CERÉ ET LANDES	Club Directeur CERÉ ET LANDES ENTENTE CERÉ ET RANCE FOOT Club Directeur Saint Mamet				
		47	328 €	35	328 €
FOOTBALL	ROUPEMENT PLANEZE TRUYERE FOOTBAL Club Directeur Pierrefot				
		35	400 €	33	360 €
FOOTBALL	GROUPEMENT VALLE DE L'AUTRE Club Directeur U.S Vallées de l'autre				
		10	708 €	12	616 €
ENTENTE DE LA MARONNE DOIRE BERTRAND	Club Directeur AM L PLEAUX BARRIAC				
		42	200 €	29	200 €
GROUPEMENT YTRAC SANSAC ROANNAIS	YTRAC FOOT SANSAC DE MARMESSE ES ROANNAIS				
		75	648 €	85	580 €

COMITES	NOM DES CLUBS	TOTAL LICENCIES DE MOINS DE 18 ANS ANNEE 2022-2023	SUBVENTION PROPOSEE SAISON 2022-2023	TOTAL LICENCIES DE MOINS DE 18 ANS ANNEE 2023-2024	SUBVENTION VOTEE SAISON 2023-2024
ENTENTE FOOTBALL SUMENE ARTENSE	VEBRETYDES	39		43	
	ARTENSE FC	42		49	
	SAGNES	10	372 €	19	444 €
	MINIERS	2			
	MINERSAIGNES				
Club Directeur FC Artense ENTENTE FOOTBALL CHATAIGNERAIE VEINAZES	FC JUNTIAUX	94		78	
	SPORTING CLUB CHATAIGNERAIE	47		50	
	HAUT CELE	14	620 €	7	540 €
	CERE FC				
	CARLADEZ GOUL	84	336 €		
GOLF		2611	10 692 €	2758	11 104 €
	VEZAC	44	300 €	29	300 €
	GOLF DE MAURIAC VAL SAINT JEAN	19	300 €		
	HAUT ALVERGNE	54	300 €	15	300 €
		117	900 €	44	600 €
GYMNASTIQUE	MAURIAC LA JEANNE D'ARC	145	580 €	156	624 €
		145	580 €	156	624 €
	LOISIR GV CANTAL			6	300 €
				6	300 €
HANDBALL	HAND BALL CLUB DES VOLCANS	151	604 €	164	656 €
	HBC MAURIAC	17	200 €	17	200 €
	HBC MAURS	74	296 €	61	244 €
	HBC MURAT	74	296 €	103	412 €
	HBC SAINT MAMET CERE ET RANCE	95	380 €	78	312 €
	HBC NRJ	112	448 €	75	300 €
	SAINT FLOUR HANDBALL	143	572 €	145	560 €
	HAND BALL NORD LOZERE	62	248 €	42	200 €
		728	3 044 €	685	2 904 €
	IMPACT DU DRAGON	47	300 €		
	BOXE THAI SPIRIT	28	300 €		
	CANTALOU FIGHTING CLUB	32	300 €		
KICK-BOXING	MUAY KHAO GYM (ST FLOUR)	15	300 €		
		122	1 200 €		
	JUDO CLUB RIOMOIS	20	300 €	22	300 €
	JUDO CLUB YTRACOIS	78	312 €	78	312 €
	JUDO CLUB CHATAIGNERAIE	51	300 €	53	300 €
	AJAC	79	316 €	88	352 €
	JC ALLANGHE	18	300 €	20	300 €
	JC YDES	7	300 €	8	300 €
	JUDO CLUB VIC SUR CERE	22	300 €	20	300 €
	JUDO CLUB MAURACOIS	77	308 €	114	456 €
	YOAKAI JUDO			47	300 €
	CERCLE JUDO BUDO 15	35	300 €	47	300 €
JUDO		387	2 736 €	497	3 220 €

COMITES	NOM DES CLUBS	TOTAL LICENCES DE MOINS DE 18 ANS ANNEE 2022-2023	SUBVENTION PROPOSEE SAISON 2022-2023	TOTAL LICENCES DE MOINS DE 18 ANS ANNEE 2023-2024	SUBVENTION VOTEE SAISON 2023-2024
NATATION	MAURIAC AQUA SPLASH	37	300 €	32	300 €
		37	300 €	32	300 €
PETANQUE	LA PETITE BOULE MAURISOISE	20	300 €	14	300 €
	PETANQUE ESTANCADE	11	300 €		
	PETANQUE AURILLACOISE	14	300 €	25	300 €
	PETANQUE HAUTE AUVERGNE (Saint Flour)	15	300 €	15	300 €
	LE TILLEUL REIL HACOIS (les jrtis lours Reilhacois)	10	300 €	11	300 €
	PETANQUE MONTSAUVENNE			13	300 €
RUGBY		70	1 500 €	78	1 500 €
	RC ARPAJON VEINAZES	132	528 €	146	584 €
	RC DES LANDES	82	328 €	113	452 €
	RC SAINT CERNIN	169	676 €	165	660 €
	RC SAINT SIMON	102	408 €	125	500 €
	STADE MAURISOIS	72	288 €	169	676 €
	RC MASSIAC	22	200 €	34	200 €
	OL RC RIOM ES MONTAGNES	107	428 €	99	396 €
	RC MAURIACOIS	55	220 €	69	276 €
	RC SAINT FLOUR	187	748 €	195	780 €
	RC YDES	13	200 €	17	200 €
	SAINT MAMET RUGBY	46	200 €	55	220 €
		987	4 224 €	1187	4 944 €
	SKI CLUB DU LIORAN (sans comité)	76	304 €	69	300 €
	SKI CLUB RIOMOIS (sans comité)	18	300 €	31	300 €
SKI		94	604 €	100	600 €
SPORT ADAPTE	SPORT ENSEMBLE 15				
	AS IME LES ESCLOSES				
	NATATION 15				
	AS IME VOLZAC				
TENNIS					
	ARPAJON TC	42	300 €	51	300 €
	TC AURILLAC	148	592 €	162	648 €
	JUSSAC TC	50	300 €	49	300 €
	TC MASSIAC	23	300 €	11	300 €
	PASSING SHOT MAURIAC	40	300 €	58	300 €
	TC NAUCELLES	3	0 €	2	0 €
	GENTIANES TC RIOMOIS	63	300 €	44	300 €
	SENTENTE LAROCHEBROUYTRAC	32	300 €	31	300 €
	TC SAINT FLOUR	22	300 €	33	300 €
TENNIS	VIC TENNIS PARC	56	300 €	50	300 €
	TC YDES	33	300 €	27	300 €
	TC SAIGNES	8	300 €	8	300 €
	TC MAURS	29	300 €	27	300 €
	TENNIS DE CHAUDES AIGUES	10	300 €		
		556	4 192 €	553	3 948 €

COMITES	NOM DES CLUBS	TOTAL LICENCIES DE MOINS DE 18 ANS ANNEE 2022-2023	SUBVENTION PROPOSEE SAISON 2022-2023	TOTAL LICENCIES DE MOINS DE 18 ANS ANNEE 2023-2024	SUBVENTION VOTEE SAISON 2023-2024
TENNIS DE TABLE	T.T DU PAYS DE MAURS	9	300 €	15	300 €
	CO ARPAJON	19	300 €	13	300 €
	PP NAUGELLES	14	300 €	18	300 €
	TT DE MAURIAC	12	300 €	8	300 €
	TT DES 3 ROCHERS (Mirat)	16	300 €	9	300 €
	TT DE MARMANHAC	13	300 €	11	300 €
	TT AURILLACOIS	13	300 €	15	300 €
	AS ITT L'ARQUEBROU	5	300 €		
		101	2 400 €	89	2 100 €
TIR	ATIS NEUVEGLISE			6	300 €
	ALERTE SANFLORAINE	20	300 €	32	300 €
	TIR MAURIAC	9	300 €	7	300 €
TIR A L'ARC		29	600 €	45	900 €
	ARCHERS DU STADE AURILLACOIS	14	300 €	16	300 €
	LA FLECHE DE LA SUMENE	8	300 €	12	300 €
VOILE		22	600 €	28	600 €
	CLUB NAUTIQUE DU PAYS D AURILLAC	125	500 €	120	480 €
	BASE DE LOISIRS GARABIT MALET	15	300 €	21	300 €
VOLLEY BALL	CLUB NAUTIQUE DE LASTIOULLES				
		140	800 €	141	780 €
	AURILLAC VOLLEY BALL	79	316 €	71	300 €
SPORT SANS COMITÉ		79	316 €	71	300 €
	TOUT UN CIRQUE	180	720 €		
		180	720 €		
TOTAL 1		8 239	46 076 €	8 364	46 384 €

SOUTIEN AUX ECOLES DE SPORTS DES CLUBS AFFINAIRES
SAISON 2023-2024

	NOM DES CLUBS	TOTAL LICENCES DE MOINS DE 18 ANS ANNEE 2022-2023	SUBVENTION PROPOSEE SAISON 2022-2023	TOTAL LICENCES DE MOINS DE 18 ANS ANNEE 2023-2024	SUBVENTION VOTEE SAISON 2023-2024
BASKET BALL	LA SANFLORAINE	98	392 €		
JUDO		84	336 €	136	544 €
ATHLETISME		10	300 €	16	300 €
		192	1 028 €	152	844 €
BASKET BALL	LA CANTALIENNE	225	900 €	190	760 €
NATATION		28	300 €	28	300 €
NATATION (UFOLEP)		266	1 000 €	214	856 €
GYMNASTIQUE (UFOLEP)		191	764 €	184	736 €
PTITS CANTALOUPS (UFOLEP)		54	300 €	75	300 €
		764	3 264 €	691	2 952 €
NATATION	ASPTT AURILLAC	179	716 €	159	636 €
TENNIS		0			
TIR A L'ARC		19	300 €	17	300 €
NATATION SYNCHRONISEE (FD ASPTT)		15	300 €		
		213	1 316 €	176	936 €
BADMINTON	AMICALE LAIQUE DE SAINT FLOUR	16	300 €	18	300 €
BABY SPORT (UFOLEP)		29	300 €	25	300 €
ESCALADE (UFOLEP)		59	300 €	51	300 €
ESCALADE (FFCAM)				36	300 €
ESCRIME				2	0 €
NATATION (UFOLEP)					
NATATION SYNCHRONISEE (UFOLEP)		183	732 €	201	804 €
VOLLEY BALL (UFOLEP)		24	300 €	32	300 €
PLONGEE		7	200 €	9	200 €
		318	2 132 €	377	2 504 €
Ecole de Judo 15	FSGT	48	300 €	69	300 €
		48	300 €	69	300 €
GERALDIENNE SECTION GYM	FSCF	113	452 €	108	432 €
LA SANFLORAINE SECTION GYM		122	488 €	139	556 €
		235	940 €	247	988 €
	TOTAL 2	1770	8 980 €	1712	8 524 €
	TOTAL GENERAL 1 + 2	10 009	55 056 €	10 076	54 908 €

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 AVRIL 2024

DELIBERATION N°24CP04-26

Contrat Sport Cantal - Soutien au Sport Scolaire en faveur de l'USEP 15 et l'UNSS 15

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six avril à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 12 avril 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Isabelle LANTUEJOL donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Absent(s) : M. Vincent DESCOEUR, Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération n°22CD03-13 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 approuvant les orientations de la nouvelle politique sportive 2022/2028 intitulée "Contrat Sport Cantal" et donnant délégation à la Commission Permanente pour mettre en oeuvre les crédits afférents ;

Vu la délibération n°23CP06-25 de la Commission Permanente du 7 juillet 2023 adoptant les conventions 2023-2028 à intervenir avec l'USEP 15 et l'UNSS 15 ;

Vu la délibération n°23CD05-25 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur du sport pour 2024 dans le cadre du Contrat Sport Cantal et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits ;

Vu l'avis favorable de la Commission Sport du 26 mars 2024 ;

- ADOPTE les programmes d'actions 2024 de l'USEP 15 et l'UNSS 15 tels qu'ils figurent en annexe de la présente délibération.

- **ATTRIBUE** les subventions suivantes :

- 14 000 € à l'USEP 15 : 9 000 € au titre du Centre de ressources et 5 000 € au titre des rencontres sportives ;
- 14 000 € à l'UNSS 15 : 6 500 € pour les déplacements et 7 500 € pour les manifestations.

Les dépenses seront imputées sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 65748, fonction 325 du budget départemental.

Publication : 30-04-2024

Transmission Préfecture : 29-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONTRAT SPORT CANTAL
PROGRAMME D' ACTIONS 2024
USEP 15**

1 - le Centre départemental de ressources de l'USEP :

Le Centre départemental de ressources de l'USEP est constitué de matériel sportif, audio-visuel, et de documentation pédagogique à disposition des associations sportives scolaires du Département. Ce parc est mis gratuitement à la disposition des associations affiliées qui en font la demande, pour des périodes d'environ 5/7 semaines. L'USEP 15 assure gratuitement l'acheminement du matériel sur place avec des véhicules utilitaires. Cette action permet à des associations, écoles et structures éducatives de loisirs, des secteurs ruraux du département, disposant de moyens et d'infrastructures limités, de pouvoir mettre en place des activités diversifiées et attractives (plateaux motricité maternelle, trottinettes, draisiennes, gymnastique, lutte, badminton, escrime, golf, tennis, cirque, tir à l'arc, rollers, course d'orientation, tir laser, VTT, athlétisme, sport boules, pétanque, escalade, sarbacanes, malky, kinball, sports collectifs, sonorisation, porte-voix, radios, etc...).

Le comité met également à la disposition des associations sportives scolaires un large choix d'outils pédagogiques (manuel EPS 1^{er} degré, revue EPS 1^{er} degré, toute la documentation des éditions de la revue EPS, les productions du réseau national USEP).

Dans le cadre des PEDT (projet éducatif de territoire), ce centre de ressources matériel et pédagogique est également à disposition des collectivités territoriales qui le souhaitent, permettant ainsi une programmation large et variée d'activités physiques dans les TAP (temps activité périscolaire).

En 2024, l'USEP 15 prévoit d'entretenir, compléter et renouveler une partie du parc existant (kinball, tir à l'arc, modules de motricité, sarbacanes...) et d'éditer et de diffuser des outils pédagogiques (Jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024, randonnée, pédestre, jeux traditionnels ...) permettant de favoriser, sur tout le département, la qualité de pratique de l'EPS et des 30 min d'Activité Physique Quotidienne. L'USEP 15 devra également faire fonctionner son centre de ressources suivant un planning départemental de réservation préétabli.

A ce jour, ce sont plus de 80 écoles, associations et structures éducatives qui bénéficient annuellement d'un accès à plus de 20 activités sportives, en veillant au maillage territorial et en permettant un accès équitable aux activités sportives pour tous les enfants du département.

L'engagement du Département se caractérise à ce titre par une dotation annuelle d'un montant de **9 000 €**, destinée au financement et au renouvellement du matériel pédagogique du Centre de ressources ainsi qu'au coût de son acheminement dans les écoles.

Cette dotation est engagée sur la base du budget prévisionnel du centre de ressources de l'USEP. Elle sera versée sur présentation d'un état des dépenses dûment acquittées par le comptable de la structure et sur la base du respect des contreparties exigées, photos à l'appui.

En contre partie de cette dotation, l'USEP s'engage à :

- Apposer le logo du Département sur tout le nouveau matériel pédagogique acquis ;
- Apposer le logo du Département sur la flotte de véhicules de l'USEP : 1 véhicule 9 places et 2 véhicules utilitaires qui porte uniquement le logo du Conseil départemental en dimension 100cmx100cm sur les portières gauches et le logo de la FAL/USEP de même dimension sur les portières droites. Le logo du Conseil départemental est accompagné d'un texte mettant en avant ce partenariat : « Le Conseil départemental 1^{er} partenaire de l'USEP » ;
- Mettre en avant le Conseil Départemental sur l'ensemble des manifestations organisées par l'USEP 15, selon les modalités souhaitées par la collectivité (oriflamme, arche, banderoles...) ;
- Mettre à disposition du Conseil départemental, en cas de besoin, pour toute manifestation organisée par ce dernier, tout le matériel nécessaire dont dispose l'USEP et ce à titre gracieux, sous réserve de sa disponibilité.

2 - Rencontres et pratiques d'activités sportives scolaires 1^{er} degré

L'USEP 15 programme et organise des rencontres sportives scolaires qui initient ou concluent les apprentissages en EPS - généralement plus de 100 rencontres par an sur l'ensemble du département et qui rassemblent plus de 5 000 élèves de la maternelle au CM2 :

■ **Organisation de rencontres sportives de proximité** (secteurs intercommunaux, communauté de communes) dans une quinzaine d'APSA différentes. Ces manifestations permettent un déplacement limité des élèves et privilégient le temps d'activité. Elles peuvent s'organiser à la journée ou 1/2 journée suivant le nombre d'élèves inscrits. Elles introduisent ou finalisent les apprentissages en EPS et se déroulent sous deux formes : des rencontres de découverte (permettant aux enfants d'identifier les règles et les contraintes d'une nouvelle activité) ou rencontres d'évaluation (permettant aux enfants de mettre en œuvre des compétences et connaissances acquises en EPS et d'évaluer son niveau de pratique par rapport à soi et aux autres).

■ **Rencontres sportives particulières** avec accueil, organisation, et participation à des rencontres sportives particulières avec un rayonnement départemental, régional, national et international. Manifestations, rencontres, compétitions ouvertes aux associations sportives scolaires du département et organisées :

- Dans le cadre d'une programmation de rencontres départementales ou régionales de masses (journées athlétisme, orientation, cross solidarité, lutte, football, APPN...etc.)
- Pour un public spécifique (enfants à besoins particuliers, issus de structures spécialisées : Institut Médico Educatif, Unités Localisées pour l'Inclusion Scolaire, Institut Education Sensorielle Handicapés Auditifs..., accueillis lors de journées sportives inclusives ou de rencontres traditionnelles USEP).
- En partenariat avec une fédération sportive délégataire et/ou le mouvement sportif français (CDOS, CROS, CNOSF, COJO Paris 2024) dans le cadre d'un accompagnement, d'une promotion d'un événement national ou international (Coupe du Monde de rugby 2023, Jeux Olympiques 2024 à Paris, football à l'école, Grand Stade handball, Chemins de la Mémoire...).

L'engagement du Département se caractérise à ce titre par une dotation annuelle d'un montant de **5 000 €**. Cette dotation est engagée sur la base du budget prévisionnel des actions proposées. Elle sera versée sur présentation d'un état des dépenses dûment acquittées par le comptable de la structure.

CONTRAT SPORT CANTAL PROGRAMME D'ACTIONS 2024 UNSS 15

L'aide aux déplacements nationaux, académiques, départementaux et de districts et à l'organisation de manifestations

Descriptif des actions menées dans ce cadre :

- Organisation des championnats de sports collectifs du niveau district au niveau départemental (Football - Rugby - Handball - Basket-ball - Futsal - Volley-ball).
- Organisation des championnats départementaux de sports individuels « traditionnels » (Athlétisme, Cross, Natation, Badminton...).
- Proposition de nouvelles activités ludiques comme le Laser Run (12 juin à Murat) ou la Pétanque (CD le 27 mars) et organisation du Championnat d'Académie de pétanque le 10 avril au boulodrome d'Aurillac.
- Organisation des journées de promotion pour des publics spécifiques - le développement du sport féminin avec : « La Collégienne » - Les rencontres ULIS : organisées par des élèves des sections sportives pour des jeunes en situation de Handicap (Rencontre ULIS Escalade organisée par des jeunes de la spécialité EPPCS du lycée Monnet-Mermoz le 04 avril 2024) - Organisation d'un Pentathlon pour les ULIS-IME (2 mai).
- Organisation d'une journée de promotion Olympique et Paralympique le 24 janvier sur le district de Saint-Flour. Piloté par le groupe olympique du collège la Vigière, 4 activités sont proposées : le Hand-Fauteuil - le Goalball
- L'Escalade bloc et vitesse – le Tir au pistolet laser associé à un quizz olympique.

L'engagement du Département se caractérise dans ce cadre par une dotation d'un montant de 6 500 € destinée au financement des coûts de transport et d'organisation des manifestations sportives.

Cette dotation est engagée sur la base du budget prévisionnel de l'UNSS. Elle sera versée sur présentation d'un état des dépenses dûment acquittées par le comptable de la structure et sur la base du respect des contreparties exigées, photos à l'appui.

En contrepartie de cette dotation, l'UNSS s'engage à :

- Apposer le logo du Département sur tout le nouveau matériel pédagogique acquis,
- Mettre en avant le Conseil départemental sur l'ensemble des manifestations organisées par l'UNSS 15, selon les modalités souhaitées par la collectivité (oriflamme, arche, banderoles, arche ainsi que les supports visuels du Cantal Tour Sport et du label Terre de Jeux 2024).
- Mettre à disposition du Conseil départemental, en cas de besoin, pour toute manifestation organisée par ce dernier, tout le matériel nécessaire dont dispose l'UNSS et ce à titre gracieux, sous réserve de sa disponibilité.

Le développement des pratiques et des rencontres en cohérence notamment avec le Cantal Tour Sport et les activités de plein nature

Les manifestations organisées par l'UNSS autour des APPN se décomposent en deux groupes :

- manifestations de compétition : qui répondent à des règles et des normes dictées par l'UNSS national et qui permettent l'accès à des niveaux de compétitions plus élevés (académique et national).
- manifestations de promotion : orientées sur la découverte d'activités en fonction des potentialités du territoire.

Descriptif des actions organisées dans ce cadre :

- Le Cantal Aventure (fin septembre 2024) : un raid réservé aux lycéens (es) ou les jeunes collégiens (es) de 3^{ème} des sections sportives sont invités.
- Le Championnat départemental (CD) de Raid Collège (début octobre 2024) : par équipe de 2 pour les benjamins et de 4 pour les minimes. Ils enchaînent sur la ½ journée Trail - VTT - CO (aérienne) - VTT - CO (iof) - Escalade - Tir Laser.
- Le Championnat départemental / Promo Flèche de Ski Alpin (7 février), avec le soutien de l'ESF et du Ski Club : les jeunes enchaînent 2 manches de Géant dans un tracé assez simple pour permettre aux non-initiés de faire leur première course et de valider une éventuelle flèche.
- Le Championnat départemental d'Equitation Excellence (21 mars) au centre équestre de Condat.
- Le Championnat départemental de Course d'Orientation (13 mars), dans la forêt de la Pinatelle sur la commune de Challinargues.
- Le Championnat départemental de VTT (20/03) : à Saint-Mamet, avec une épreuve de Trial et un Cross.
- Le Championnat départemental d'Equitation Établissement (26 mars) à Mur de Barrez.
- Le championnat Académique de Course d'Orientation (27 mars), dans la forêt de la Pinatelle (proche du centre équestre).
- Le Championnat Académique d'Equitation Excellence (9 avril) à Condat.
- Le Raid des collégiens CD-UNSS normalement à Renac le 5 juin. Après le Cross c'est la plus grosse manifestation organisée par l'UNSS avec environ 500 jeunes qui participent à cette journée par équipe de 4, pour une confrontation sur plusieurs épreuves : kayak, Course d'orientation, Run & Bike, Biathlon tir fléchettes.
- Le Promo Triathlon (12 juin) : au centre aquatique d'Aurillac, par équipes de 3, les jeunes réalisent en relais 3 mini triathlons (natation, vélo, course).

L'engagement du Département se caractérise au titre de ces actions par une dotation d'un montant de 7 500 €. Cette dotation est engagée sur la base du budget prévisionnel des actions proposées. Elle sera versée sur présentation d'un état des dépenses dûment acquittées par le comptable de la structure.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 AVRIL 2024

DELIBERATION N°24CP04-27

Contrat Cantal Développement 2022-2027 - Saint-Flour Communauté : Création d'un multiple rural à Saint-Rémy-de-Chaude-Aigues

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six avril à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 12 avril 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Absent(s) : M. Vincent DESCOEUR, Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.1111-9 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'absence de régime d'aides européen ;

Vu la délibération n°23CD01-19 du Conseil départemental en date du 31 mars 2023 approuvant le programme d'actions du Contrat Cantal Développement, relevant du territoire de la Communauté de communauté Saint-Flour Communauté pour la période 2022-2027 ;

Vu la délibération n°23CD05-28 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions 2024 du Conseil départemental en faveur de l'appui aux territoires et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits ;

Considérant les conditions d'encadrement du taux d'aides publiques ;

Considérant la nature des dépenses retenues : travaux d'un multiple rural à Saint-Rémy-de-Chaude-Aigues, incluant les frais d'études et de maîtrise d'œuvre inhérents, les équipements mobiliers étant exclus ;

Considérant le plan de financement prévisionnel présenté par le maître d'ouvrage :

Coût total de l'opération	Recettes	
	Conseil départemental	
526 999 € HT		80 000 €
Base de dépense éligible pour le Département :	DETR 2023	210 800 €
483 893 € HT	Autofinancement	236 199 €
TOTAL		526 999 €

- **ATTRIBUE** à la Commune de Saint-Rémy-de-Chaudes-Aigues une subvention de 80 000 € pour les travaux de création d'un multiple rural à Saint-Rémy-de-Chaudes-Aigues ainsi que les frais d'études et de maîtrise d'œuvre inhérents sur la base d'une dépense éligible de 483 893 € HT. Les équipements mobiliers sont exclus.

Cette opération relève de l'action inscrite au Contrat Cantal Développement du territoire de Saint-Flour Communauté pour la période 2022-2027.

Le montant de la subvention sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 204, fonction 54 du Budget départemental.

Publication : 30-04-2024

Transmission Préfecture : 29-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 AVRIL 2024

DELIBERATION N°24CP04-28

Contrat Cantal Développement 2022-2027 - Communauté de Communes de la Châtaigneraie Cantalienne - Commune de Siran : rénovation et réaménagement du bâtiment Mairie/Ecole

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six avril à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 12 avril 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Absent(s) : M. Vincent DESCOEUR, Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.1111-9 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'absence de régime d'aides européen ;

Vu la délibération n°23CD02-10 du Conseil départemental en date du 23 juin 2023 approuvant le programme d'actions du Contrat Cantal Développement 2022-2027 du territoire de la Communauté de communes de la Châtaigneraie Cantalienne ;

Vu la délibération n°23CD05-28 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions 2024 du Conseil départemental en faveur de l'appui aux territoires et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits ;

Considérant les conditions d'encadrement du taux d'aides publiques ;

Considérant la nature des dépenses retenues : travaux de rénovation du pôle mairie/école, incluant les frais d'études et de maîtrise d'œuvre inhérents. Les équipements mobiliers sont exclus ;

Considérant le plan de financement prévisionnel présenté par le maître d'ouvrage :

Coût total de l'opération	Recettes	
	Conseil départemental	60 000 €
634 423 € HT Base de dépense éligible pour le Département : 563 988 € HT	Etat	180 000 €
	FEDER	257 052 €
	Autofinancement	137 371 €
TOTAL		634 423 €

- **ATTRIBUE** à la Commune de Siran une subvention de 60 000 € pour les travaux de rénovation du pôle mairie/école, incluant les frais d'études et de maîtrise d'œuvre inhérents, sur la base d'une dépense éligible de 563 988 € HT.

Cette opération relève du Contrat Cantal Développement du territoire de la Communauté de communes de la Châtaigneraie Cantalienne pour la période 2022-2027.

Le montant de la subvention sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 204, fonction 54 du Budget départemental.

Publication : 30-04-2024

Transmission Préfecture : 29-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 AVRIL 2024

DELIBERATION N°24CP04-29

**Contrat Cantal Développement 2022-2027 - Communauté de Communes de la Châtaigneraie
Cantalienne - Aménagement de la piste de Karting du Lissartel à Pers**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six avril à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 12 avril 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Absent(s) : M. Vincent DESCOEUR, Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 27 voix pour - 1 non-participation(s), Gilles COMBELLE se retire et ne participe pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.1111-9 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'absence de régime d'aides européen ;

Vu la délibération n°23CD02-10 du Conseil départemental en date du 23 juin 2023 approuvant le programme d'actions du Contrat Cantal Développement, relevant du territoire de la Communauté de Communes de la Châtaigneraie Cantalienne pour la période 2022-2027 ;

Considérant les conditions d'encadrement du taux d'aides publiques ;

Considérant la nature des dépenses retenues : mise en sécurité électrique et amélioration de la sécurité de la piste. Les équipements mobiliers sont exclus.

Considérant le plan de financement prévisionnel présenté par le maître d'ouvrage :

Coût total de l'opération	Recettes	
	Conseil départemental	25 000 €
	Région	40 000 €
	SDE	24 952 €
	Autofinancement	22 488 €
112 400 € HT		
TOTAL		112 440 €

- **ATTRIBUE** à la Communauté de communes de la Châtaigneraie Cantalienne une subvention de 25 000 € pour des travaux de sécurisation de la piste sur la base d'une dépense éligible de 112 400 € HT. Les équipements mobiliers sont exclus.

Cette opération relève de l'action inscrite au Contrat Cantal Développement du territoire pour la période 2022-2027.

Le montant de la subvention sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 204, fonction 54 du Budget départemental.

Publication : 30-04-2024

Transmission Préfecture : 29-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 AVRIL 2024

DELIBERATION N°24CP04-30

Contrat Cantal Développement 2022-2027 - Sumène Artense Communauté - Création d'un pôle enfance jeunesse

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six avril à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 12 avril 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Absent(s) : M. Vincent DESCOEUR, Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 27 voix pour - 1 non-participation(s), Alain DELAGE se retire et ne participe pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.1111-9 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'absence de régime d'aides européen ;

Vu la délibération n°23CD01-20 du Conseil départemental en date du 31 mars 2023 approuvant le programme d'actions du Contrat Cantal Développement, relevant du territoire de Sumène Artense Communauté pour la période 2022-2027 ;

Vu la délibération n°23CD05-28 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de l'appui aux territoires pour 2024 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits ;

Considérant les conditions d'encadrement du taux d'aides publiques ;

Considérant la nature des dépenses retenues : travaux de création d'un pôle enfance jeunesse à Ydes, incluant les frais d'études et de maîtrise d'œuvre inhérents, les équipements mobiliers étant exclus ;

Considérant le plan de financement prévisionnel présenté par le maître d'ouvrage :

Coût total de l'opération	Recettes	
2 024 352 € HT Base de dépense éligible pour le Département : 1 462 597 € HT	Conseil départemental (17,29 %)	350 000 €
	Europe (FEDER) (19,02 %)	385 000 €
	Etat (DETR 2024) (20 %)	404 871 €
	Etat (DSIL 2024) (2,45 %)	49 610 €
	Région (6,42 %)	130 000 €
	CAF (14,82 %)	300 000 €
	Autofinancement (20 %)	404 871 €
TOTAL		2 024 352 €

- **ATTRIBUE** à Sumène Artense Communauté une subvention de 350 000 € pour les travaux de création d'un pôle enfance jeunesse à Ydes ainsi que les frais d'études et de maîtrise d'œuvre inhérents sur la base d'une dépense éligible de 1 462 597 € HT. Les équipements mobiliers sont exclus.

Cette opération relève de l'action inscrite au Contrat Cantal Développement du territoire pour la période 2022-2027.

Le montant de la subvention sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 204, fonction 54 du Budget départemental.

Publication : 30-04-2024

Transmission Préfecture : 29-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 AVRIL 2024

DELIBERATION N°24CP04-31

Contrat Cantal Développement 2022-2027 - Sumène Artense Communauté - Aménagement d'une antenne de l'école de musique du Haut Cantal

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six avril à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 12 avril 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Absent(s) : M. Vincent DESCOEUR, Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 27 voix pour - 1 non-participation(s), Alain DELAGE se retire et ne participe pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.1111-9 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'absence de régime d'aides européen ;

Vu la délibération n°23CD01-20 du Conseil départemental en date du 31 mars 2023 approuvant le programme d'actions du Contrat Cantal Développement, relevant du territoire de Sumène Artense Communauté pour la période 2022-2027 ;

Vu la délibération n°23CD05-28 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de l'appui aux territoires pour 2024 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits ;

Considérant les conditions d'encadrement du taux d'aides publiques ;

Considérant la nature des dépenses retenues : travaux d'aménagement de l'antenne de l'école de musique à Saignes, incluant les frais d'études et de maîtrise d'œuvre inhérents, les équipements mobiliers étant exclus ;

Considérant le plan de financement prévisionnel présenté par le maître d'ouvrage :

Coût total de l'opération	Recettes	
374 478 € HT Base de dépense éligible pour le Département : 200 000 € HT	Conseil départemental (16,02 %)	60 000 €
	Etat (DETR 2023) (26,47 %)	99 120 €
	Etat (DSIL 2024) (30,45 %)	114 029 €
	Autofinancement (27,06 %)	101 329 €
TOTAL		374 478 €

- **ATTRIBUE** à Sumène Artense Communauté une subvention de 60 000 € pour les travaux d'aménagement de l'antenne de l'école de musique à Saignes ainsi que les frais d'études et de maîtrise d'œuvre inhérents sur la base d'une dépense éligible de 200 000 € HT. Les équipements mobiliers sont exclus.
Cette opération relève de l'action inscrite au Contrat Cantal Développement du territoire pour la période 2022-2027.

Le montant de la subvention sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 204, fonction 54 du Budget départemental.

Publication : 30-04-2024

Transmission Préfecture : 29-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 AVRIL 2024

DELIBERATION N°24CP04-32

Petites Villes de Demain - Attribution de subvention à Sumène-Artense Communauté

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six avril à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 12 avril 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Isabelle LANTUEJOL donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Absent(s) : M. Vincent DESCOEUR, Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 27 voix pour - 1 non-participation(s), Alain DELAGE se retire et ne participe pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°21CD01-12 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant les termes de la convention de partenariat opérationnel avec la Banque des Territoires permettant le financement des études pré-opérationnelles ou thématiques réalisées par les territoires labellisés «Petites Villes de Demain» et donnant délégation à la Commission Permanente pour sa mise en oeuvre ;

Vu la délibération n°21CP07-42 de la Commission Permanente du 24 septembre 2021 approuvant la convention-type de financement des études relevant de la convention de partenariat opérationnel entre le Conseil départemental et la Banque des Territoires dans le cadre du programme «Petites Villes de Demain» ;

Vu la délibération n°23CD05-28 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de l'appui aux territoires pour 2024 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits ;

Vu la délibération n°24CP01-29 de la Commission Permanente du 26 janvier 2024 approuvant les termes de l'avenant à la convention de partenariat opérationnel pour la mise en oeuvre des contributions de la Banque des Territoires au programme "Petites Villes de Demain" ;

Considérant le plan de financement présenté par le maître d'ouvrage :

Coût total de l'opération	Recettes	
50 000 € HT	Conseil départemental (Banque des Territoires)	20 380 €
	Etat (DETR 2024)	15 000 €
	Autofinancement	14 620 €
	Total	50 000 €

- **ATTRIBUE** à la Communauté de communes Sumène-Artense Communauté une subvention de 20 380 € pour l'étude intitulée Etude pour la réalisation d'un plan de mobilité simplifié intégrant un schéma directeur des mobilités douces et cyclables, soit 41% d'une dépense subventionnable de 50 000 € HT.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer la convention-type de financement correspondante.

Le montant de la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 65, fonction 54 du budget départemental.

Publication : 30-04-2024

Transmission Préfecture : 29-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 AVRIL 2024

DELIBERATION N°24CP04-33

Sélection des opérations 2023 - Dispositif de soutien au fonctionnement du Groupe d'Action Locale Cantal

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six avril à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 12 avril 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Absent(s) : M. Vincent DESCOEUR, Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 27 voix pour - 1 non-participation(s), Bruno FAURE se retire et ne participe pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°21CD05-26 du Conseil départemental du 19 novembre 2021 portant sur la stratégie Cantal Europe 2022-2027 ;

Vu la délibération n°23CD05-30 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 portant sur le budget primitif 2024 Cantal Europe ;

Vu la délibération n°24CD01-1 du Conseil départemental du 29 mars 2024 portant sur le soutien au fonctionnement du Groupe d'Action Locale ;

Vu la convention LEADER « Cantal 3V » du Syndicat Mixte Cantal Attractivité pour la programmation LEADER 2023-2027 ;

- **DECIDE** de programmer une subvention de 21 454,33 € au titre de la stratégie Cantal Europe, sur un montant total éligible de 107 271,57 € soit un taux de cofinancement de 20 %, au Syndicat Mixte Cantal Attractivité pour l'opération "2023 - Syndicat Mixte Cantal Attractivité - animation-gestion du GAL Cantal".

- **APPROUVE** la convention n°GAL-2023 au titre de la stratégie Cantal Europe et du label EUROPE DIRECT entre le Syndicat Mixte Cantal Attractivité et le Conseil départemental dont le projet est joint en annexe.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer tout document afférent au suivi du dossier.

Le montant global du concours FSE+ ainsi engagé sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 657358, fonction 043 du budget départemental.

Publication : 30-04-2024

Transmission Préfecture : 29-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



**Convention n°GAL-2023 relative à
l'octroi d'une subvention du Conseil départemental
au titre de la stratégie Cantal Europe et du label EUROPE DIRECT
au Syndicat Mixte Cantal Attractivité**

Entre

D'une part,

Le Conseil départemental du Cantal

Numéro SIRET 22150001000014

Hôtel du département - 28 Avenue Gambetta - 15015 - AURILLAC CEDEX

Représenté(e) par Isabelle LANTUEJOUL, Vice-Présidente

Ci-après dénommé "le Département",

Et d'autre part,

Le Syndicat Mixte Cantal Attractivité

N° SIRET 200 099 547 00016

Hôtel du département - 28 Avenue Gambetta - 15015 - AURILLAC CEDEX

Représenté(e) par Bruno FAURE, Président

Ci-après dénommé "le bénéficiaire",

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération intitulée 2023 - Syndicat mixte Cantal Attractivité - animation-gestion du GAL Cantal, ci-après désignée « l'opération ». Il bénéficie pour cela d'une subvention du Conseil départemental dans le cadre de la stratégie Cantal Europe dans les conditions fixées par la présente convention.

Cette opération vise le pilotage, la coordination, l'animation et l'évaluation du programme LEADER 2023-2027 dont :

- La préparation, l'organisation, la gestion et le suivi des travaux des comités ou groupes de travail techniques ou transversaux nécessaires ;
- La préparation et l'élaboration des différents rapports sur la mise en œuvre du programme ;
- L'appui méthodologique des porteurs de projet, l'appui au renseignement des demandes de financement LEADER et des demandes de remboursement LEADER, la réalisation de traductions, la conception d'outils de gestion, guides, outils pédagogiques, questions-réponses ;
- La mise en œuvre du plan d'évaluation, la réalisation d'études, la diffusion des résultats et les actions de valorisation ;
- L'animation, le suivi et la gestion du programme ;
- L'appui à la mise en œuvre des différents types de contrôle (notamment, visites sur place & contrôles de service fait), capitalisation et diffusion des résultats des différents niveaux de contrôle dans une logique d'amélioration continue de la gestion du programme

Article 2 : Périodes couvertes par la présente convention

Article 2.1 : Période de réalisation de l'opération

La période de réalisation est comprise entre le 05/05/2023 et le 31/12/2023. Cette période correspond à la durée durant laquelle le bénéficiaire est habilité à réaliser l'opération, dans les conditions fixées par la présente convention.

Article 2.2 : Période d'acquittement des dépenses

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter l'ensemble des dépenses relatives à l'opération conventionnée entre la date de début de réalisation de l'opération et le 30/06/2024, soit 6 mois maximum après la fin de la période de réalisation.

Article 3 : Coût et financement de l'opération

Article 3.1 : Plan de financement de l'opération

Le coût total prévisionnel de l'opération est de 107 271,57 euros ventilés comme suit :

- Dépenses de personnel : 89 272,56 euros
- Frais généraux forfaitisés (15%) : 13 390,88 euros
- Frais de déplacement forfaitisés (5%) : 4 463,63 euros
- Frais de prestation : 144,50 euros

Le concours du Conseil départemental s'élève à 21 454,33 euros, soit 20% du coût total éligible. Les fonds départementaux ne sont pas gagés par des fonds européens et peuvent être utilisés en cofinancement de crédits européens LEADER.

Article 3.2 : Coûts éligibles de l'opération

Afin de pouvoir être considérées comme des coûts éligibles de l'opération, les dépenses doivent répondre aux critères généraux suivants :

- couvrir des actions réalisées à partir du 5 mai 2023 et être acquittées à partir de cette date et pendant la période fixée à l'article 2.2.
- être liées et nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- être conformes aux règles nationales et européennes d'éligibilité des dépenses ;
- être conforme à l'appel à candidatures « Animation & Fonctionnement du GAL » du programme LEADER Cantal 3V.

Article 4 : Imputation comptable de la subvention

Le versement de l'aide départementale est effectué à partir du compte Chapitre 65 Nature 657358 Fonction 043.

Le bénéficiaire est tenu d'enregistrer dans sa comptabilité la subvention départementale conventionnée.

Les crédits départementaux sont mis en paiement sous réserve de leur disponibilité.

Article 5 : Modalités de versement de la subvention

La subvention départementale est versée au bénéficiaire sur production d'une demande de paiement finale. Cette demande de paiement prend la forme d'un bilan d'exécution final identique au dossier de bilan d'opération LEADER.

Le versement de chaque paiement est conditionné à l'acceptation du bilan d'exécution et à la réalisation du contrôle de service fait conformément aux dispositions des articles 7 et 8.

Les fonds sont versés par virement sur le compte bancaire communiqué dans le cadre de la présente convention.

Raison sociale du titulaire du compte : Service de Gestion Comptable d'Aurillac

Établissement bancaire : Banque de France

N°IBAN : FR71 3000 1001 61C1 5200 0000 057

Code BIC : BDEFRPPCCT

Article 6 : Obligations comptables

Le bénéficiaire suit de façon distincte dans sa comptabilité les dépenses et les ressources liées à l'opération.

À cet effet, la comptabilité du bénéficiaire doit permettre, par une codification adéquate, d'assurer le suivi des dépenses et ressources au titre de l'opération avec les états comptables et les pièces justificatives afférentes.

Article 7 : Production des bilans d'exécution et des demandes de paiement par le bénéficiaire

Article 7.1 : Périodicité de production des bilans d'exécution et des demandes de paiement

Le bénéficiaire est tenu de produire un bilan final d'exécution au plus tard 6 mois après la fin de la période de réalisation de l'opération soit le 30/06/2024.

À défaut de demande de report de délai par le bénéficiaire, acceptée par le service gestionnaire en l'absence de production du bilan final d'exécution dans ce délai, le service gestionnaire se réserve le droit de procéder à la résiliation de la convention conformément aux dispositions de l'article 11.2 de la présente convention.

Article 7.2 : Conditions de recevabilité des bilans d'exécution et des demandes de paiement

Toute demande de paiement doit être faite à l'appui d'un bilan d'exécution final.

La demande de paiement jointe au bilan d'exécution doit être datée et signée pour être recevable.

Tout bilan d'exécution doit comprendre les éléments suivants :

- Le dossier LEADER de demande de paiement ainsi que les pièces annexées au dossier LEADER
- Les pièces justifiant le respect de l'obligation de publicité liée au soutien de l'opération par le Département du Cantal.

Article 8 : Détermination de la subvention due

Article 8.1 : Modalités de contrôle de service fait.

Le Département procède à un contrôle de service fait de l'ensemble du bilan final en vue de déterminer le montant de la subvention départementale due au bénéficiaire.

Les vérifications portent sur :

- La conformité de l'exécution de l'opération ;
- L'éligibilité des actions au regard des conditions fixées dans la convention ;
- L'équilibre du plan de financement ;
- Le respect des obligations de la publicité ;
- L'éligibilité des dépenses déclarées, au sens de l'article 3.2 ;
- L'acquittement effectif des dépenses.

Les vérifications reposent sur l'examen de tout ou partie des pièces justificatives mises à disposition par le bénéficiaire, conformément à l'article 19.

Les résultats du contrôle de service sont notifiés par le Département au bénéficiaire. Les délais de recours administratifs et contentieux courent à compter de la date d'accusé réception par le bénéficiaire des conclusions finales du contrôle de service fait.

Article 9 : Modification des conditions d'exécution de l'opération

Le bénéficiaire s'engage à informer le Département de toute modification qui pourrait intervenir en cours d'exécution de l'opération, portant sur ses objectifs ou ses caractéristiques techniques et financières telles que définies dans la présente convention et ses annexes.

Il n'est pas possible d'introduire des modifications à la convention ayant pour effet de remettre en cause l'objet et la finalité de l'opération.

Si les modifications introduites affectent l'équilibre ou les conditions d'exécution du projet, un avenant doit être établi à l'initiative du bénéficiaire.

On entend par modifications affectant l'équilibre et les conditions d'exécution du projet :

- L'introduction d'une ou plusieurs nouvelle(s) action(s) ;
- L'introduction de nouveaux postes de dépenses ;
- L'augmentation du montant de l'aide ;
- La prolongation de la période de réalisation de l'opération.

Article 10 : Cas de suspension de l'opération liée à un cas de force majeure

Le bénéficiaire ou le Département peut suspendre la mise en œuvre de l'opération si des circonstances exceptionnelles, notamment en cas de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile.

On entend par force majeure tout événement irrésistible et imprévisible qui empêche l'une des parties de la convention d'exécuter tout ou partie de ses obligations conventionnelles.

La partie qui invoque le cas de force majeure doit, aussitôt après sa survenance, en informer l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception.

Ce courrier doit être accompagné de toutes les informations circonstanciées utiles, et notamment préciser la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement et la date prévisionnelle de reprise.

Le bénéficiaire reprend la mise en œuvre de l'opération dès que les conditions sont réunies pour ce faire et en informe le Département.

Le délai d'exécution de la convention pourra être prolongé d'une durée équivalente à la période de suspension, dans la limite du 31 décembre 2025, sauf si les parties conviennent de résilier la convention selon les modalités définies à l'article 11.

En cas de force majeure, la participation départementale préalablement payée au bénéficiaire n'est pas recouvrée par le Département.

La participation départementale n'ayant pas encore fait l'objet d'un remboursement au bénéficiaire est payée par le service gestionnaire à due proportion des montants justifiés dans les conditions fixées à l'article 8.

Article 11 : Résiliation de la convention

Article 11.1 : A l'initiative du bénéficiaire

Le bénéficiaire peut renoncer à la subvention et mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé réception adressée au Département au moins deux mois avant la date d'effet envisagée.

Le bénéficiaire est tenu de respecter l'ensemble des obligations contractuelles pour les sommes déjà déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution.

Article 11.2 : A l'initiative du service gestionnaire

Le Département peut décider de mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au bénéficiaire, sans indemnité quelconque de sa part, dans les circonstances suivantes :

- Lorsqu'un changement juridique, financier, technique, d'organisation ou de contrôle du bénéficiaire est susceptible d'affecter les modalités de réalisation de l'opération de manière substantielle ou de remettre en cause la décision d'octroi de la subvention ;
- Lorsque le bénéficiaire n'exécute pas l'une des obligations qui lui incombent, conformément aux dispositions prévues par la convention et ses annexes ;
- En cas de fraude avérée ;
- Lorsque le bénéficiaire refuse de se soumettre aux contrôles et audits menés par les services habilités ;

Le bénéficiaire dispose d'un délai de 30 jours ouvrés à compter de la date d'accusé réception du courrier du Département pour présenter à ce dernier ses observations par lettre recommandée avec accusé de réception. Il utilise, le cas échéant, ce délai pour répondre à ses obligations conventionnelles.

À compter de la date d'accusé de réception de la lettre du bénéficiaire, le Département dispose à son tour de 30 jours ouvrés pour statuer définitivement.

Il notifie sa décision au bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé réception.

Article 11.3 : Effets de la résiliation

La date d'accusé réception de la lettre recommandée de demande de résiliation du bénéficiaire ou de notification définitive de la résiliation par le Département constitue la date effective pour la prise en compte pour le calcul du montant des crédits départementaux dus au bénéficiaire.

Les sommes dues au bénéficiaire à cette date sont limitées à la participation départementale correspondant aux dépenses éligibles acquittées par le bénéficiaire, déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution accepté par le Département après contrôle de service fait.

À défaut, aucun paiement ne pourra être effectué et le Département procédera au recouvrement des sommes versées au titre de l'avance éventuellement consentie aux termes de l'article 5.

Article 12 : Reversement de la subvention

Le reversement partiel ou total de la subvention pourra être exigé en cas de :

- Résiliation de l'opération dans les conditions fixées à l'article 11.1 et 11.2 ;
- Non-respect des dispositions prévues à l'article 19 ;
- Montant retenu après contrôle de service fait sur un bilan final inférieur au montant des crédits versés au titre de l'avance.

Lorsque des montants ont été indûment versés au bénéficiaire ou lorsqu'une procédure de recouvrement est justifiée au regard des conditions de la convention, le bénéficiaire s'engage à reverser les sommes indûment perçues, dans les conditions et à la date d'échéance fixées et selon les montants concernés.

Article 13 : Obligations de renseignement des données relatives aux actions

Le bénéficiaire a l'obligation de communiquer en au fil de l'eau et au plus tard au bilan final les données relatives aux actions.

Conformément au Règlement général n°2016/679 sur la protection des données et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, le bénéficiaire a la responsabilité de respecter ses obligations en matière de sécurité et de confidentialité des données collectées.

Article 14 : Réglementation applicable au regard de l'encadrement des aides

Compte tenu du caractère non économique de l'activité conventionnée, la réglementation relative aux aides d'État ne s'applique pas au titre de la présente convention.

Toutefois, si les actions mises en œuvre grâce au concours du Département conduisent à octroyer une aide d'Etat au sens de l'article 107 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne à des entreprises tierces, le bénéficiaire informe ces entreprises tierces que l'accès aux actions mises en œuvre dans le cadre de la présente opération constitue une aide d'Etat et assure le respect de la réglementation applicable.

Article 15 : Conflit d'intérêts

Le bénéficiaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention.

Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance du Département.

Le bénéficiaire s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

Article 16 : Responsabilité

Le bénéficiaire est seul responsable du respect des obligations légales, réglementaires et conventionnelles qui lui incombent. Il est ainsi seul responsable des actions mises en œuvre dans le cadre de l'opération exécutées par lui-même ou par tous les tiers (y compris les prestataires).

Il s'engage à respecter l'ensemble des obligations liées à l'octroi d'un financement public à compter de la date de démarrage de la réalisation de l'opération jusqu'à l'expiration du délai fixé à l'article 19 de la présente convention.

Le Département ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenu pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par le Département.

Le bénéficiaire est seul responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

Article 17 : Publicité et communication

Lors de toute communication ou publication, le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations de publicité de la participation du Département fixée par la charte graphique du Conseil départemental du Cantal.

Le bénéficiaire s'engage à indiquer la participation financière du Département aux cofinanceurs de l'opération, à tous les organismes associés à sa mise en œuvre et aux participants à l'opération.

Toute communication ou publication du bénéficiaire, sous quelque forme et sur quelque support que ce soit, doit mentionner qu'elle n'engage que son auteur et que le Département n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans cette communication ou publication.

Article 18 : Évaluation de l'opération

Les données relatives aux actions seront utilisées pour rendre compte des conditions d'exécution de l'opération et des conditions de mise en œuvre du programme en vue de son évaluation.

Le bénéficiaire s'engage à mettre à la disposition du Département et/ou des personnes dûment mandatées tout document ou information de nature à permettre cette évaluation, notamment les résultats qui s'apprécient au-delà de la période de réalisation de l'opération, tel qu'indiqué à l'article 19.

Article 19 : Conservation et présentation des pièces relatives à l'opération

Le bénéficiaire s'engage à fournir toutes les pièces justificatives et données détaillées demandées par le Département, ou tout autre organisme externe mandaté par le Département, aux fins de s'assurer de la bonne exécution de l'opération et des dispositions de la convention.

Le bénéficiaire s'engage à informer les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées (comme les agents dont les salaires sont valorisés en dépenses éligibles) conformément aux articles 13 et 14 du règlement général n°2016/679 sur la protection des données.

Le bénéficiaire s'engage à conserver l'ensemble des pièces justificatives probantes prévues à l'article 7.2 pendant une période de 3 ans à compter du 31 décembre suivant le versement du solde de la subvention ou le reversement pour indu.

Article 20 : Propriété et utilisation des résultats

Le Département reconnaît qu'il ne bénéficiera d'aucun droit de propriété (matériel et/ou intellectuel) sur les résultats obtenus en tout ou en partie en utilisant le financement objet de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à fournir au Département et à sa demande, en conformité avec les dispositions légales applicables, tous les documents utiles à la réalisation de supports de communication ou de manifestation destinés à la promotion des actions financées en tout ou en partie par la présente convention.

Le bénéficiaire concède sur les documents transmis au Département, les droits de représentation, de reproduction et d'adaptation. Ces droits sont concédés gratuitement sur tous supports sans limitation de délai, de quantité, ni d'étendue géographique.

Article 21 : Confidentialité

Le Département et le bénéficiaire s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer un tort à l'autre partie.

La confidentialité est appliquée sans préjudice des règles de publication applicables au niveau de la publicité conformément à l'article 17 et de l'obligation de présentation des pièces justificatives conformément à l'article 19.

Article 22 : Recours

La subvention est régie par les dispositions de la convention, de la réglementation européenne et par les textes législatifs et réglementaires français applicables aux subventions.

Les décisions du Département prises dans le cadre de l'exécution de la présente convention peuvent faire l'objet de recours par le bénéficiaire selon les voies et délais de recours applicables à celles-ci.

Fait en deux exemplaires originaux,

A

Le

Pour le Département du Cantal,
La Vice-Présidente,

Isabelle LANTUEJOUL

Pour le Syndicat Mixte Cantal Attractivité
Le Président,

Bruno FAURE

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 AVRIL 2024

DELIBERATION N°24CP04-34

Sélection des opérations 2024 - Dispositif de soutien au fonctionnement du Groupe d'Action Locale Cantal

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six avril à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 12 avril 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Absent(s) : M. Vincent DESCOEUR, Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 27 voix pour - 1 non-participation(s), Bruno FAURE se retire et ne participe pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°21CD05-26 du Conseil départemental du 19 novembre 2021 adoptant le document stratégique Cantal Europe 2022-2027 ;

Vu la délibération n°23CD05-30 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 portant sur le budget primitif 2024 Cantal Europe ;

Vu la délibération n°24CD01-1 du Conseil départemental du 29 mars 2024 approuvant le dispositif de soutien au fonctionnement du Groupe d'Action Locale Cantal ;

Vu la convention LEADER « Cantal 3V » du Syndicat Mixte Cantal Attractivité pour la programmation LEADER 2023-2027 ;

- **DECIDE** de programmer une subvention de 39 554,61 € au titre de la stratégie Cantal Europe, sur un montant total éligible de 197 773,05 € soit un taux de cofinancement de 20 %, au Syndicat Mixte Cantal Attractivité pour l'opération "2024 - Syndicat mixte Cantal Attractivité - animation-gestion du GAL Cantal".

- **AUTORISE** le versement d'une avance de 50 % de la subvention programmée au bénéficiaire, soit 19 777,30 €.

- **APPROUVE** la convention n°GAL-2024 au titre de la stratégie Cantal Europe et du label EUROPE DIRECT entre le Syndicat Mixte Cantal Attractivité et le Conseil départemental dont le projet est joint en annexe.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention et tout document afférent au suivi du dossier.

Le montant global du concours FSE+ ainsi engagé sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 657358, fonction 043 du budget départemental.

Publication : 30-04-2024

Transmission Préfecture : 29-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



**Convention n°GAL-2024 relative à
l'octroi d'une subvention du Conseil départemental
au titre de la stratégie Cantal Europe et du label EUROPE DIRECT
au Syndicat Mixte Cantal Attractivité**

Entre

D'une part,

Le Conseil départemental du Cantal

Numéro SIRET 22150001000014

Hôtel du département - 28 Avenue Gambetta - 15015 - AURILLAC CEDEX

Représenté(e) par Isabelle LANTUEJOUL, Vice-Présidente

Ci-après dénommé "le Département",

Et d'autre part,

Le Syndicat Mixte Cantal Attractivité

N° SIRET 200 099 547 00016

Hôtel du département - 28 Avenue Gambetta - 15015 - AURILLAC CEDEX

Représenté(e) par Bruno FAURE, Président

Ci-après dénommé "le bénéficiaire",

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération intitulée 2024 - Syndicat mixte Cantal Attractivité - animation-gestion du GAL Cantal, ci-après désignée « l'opération ». Il bénéficie pour cela d'une subvention du Conseil départemental dans le cadre de la stratégie Cantal Europe dans les conditions fixées par la présente convention.

Cette opération vise le pilotage, la coordination, l'animation et l'évaluation du programme LEADER 2023-2027 dont :

- La préparation, l'organisation, la gestion et le suivi des travaux des comités ou groupes de travail techniques ou transversaux nécessaires ;
- La préparation et l'élaboration des différents rapports sur la mise en œuvre du programme ;
- L'appui méthodologique des porteurs de projet, l'appui au renseignement des demandes de financement LEADER et des demandes de remboursement LEADER, la réalisation de traductions, la conception d'outils de gestion, guides, outils pédagogiques, questions-réponses ;
- La mise en œuvre du plan d'évaluation, la réalisation d'études, la diffusion des résultats et les actions de valorisation ;
- L'animation, le suivi et la gestion du programme ;
- L'appui à la mise en œuvre des différents types de contrôle (notamment, visites sur place & contrôles de service fait), capitalisation et diffusion des résultats des différents niveaux de contrôle dans une logique d'amélioration continue de la gestion du programme

Article 2 : Périodes couvertes par la présente convention

Article 2.1 : Période de réalisation de l'opération

La période de réalisation est comprise entre le 01/01/2024 et le 31/12/2024. Cette période correspond à la durée durant laquelle le bénéficiaire est habilité à réaliser l'opération, dans les conditions fixées par la présente convention.

Article 2.2 : Période d'acquittement des dépenses

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter l'ensemble des dépenses relatives à l'opération conventionnée entre la date de début de réalisation de l'opération et le 31/03/2025, soit 3 mois maximum après la fin de la période de réalisation.

Article 3 : Coût et financement de l'opération

Article 3.1 : Plan de financement de l'opération

Le coût total prévisionnel de l'opération est de 197 773,05 euros ventilés comme suit :

- Dépenses de personnel : 164 810,88 euros
- Frais généraux forfaitisés (15%) : 24 721,62 euros
- Frais de déplacement forfaitisés (5%) : 8 240,55 euros

Le concours du Conseil départemental s'élève à 39 554,61 euros, soit 20% du coût total éligible. Les fonds départementaux ne sont pas gagés par des fonds européens et peuvent être utilisés en cofinancement de crédits européens LEADER.

Article 3.2 : Coûts éligibles de l'opération

Afin de pouvoir être considérées comme des coûts éligibles de l'opération, les dépenses doivent répondre aux critères généraux suivants :

- couvrir des actions réalisées à partir du 1^{er} janvier 2024 et être acquittées à partir de cette date et pendant la période fixée à l'article 2.2.
- être liées et nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- être conformes aux règles nationales et européennes d'éligibilité des dépenses ;
- être conforme à l'appel à candidatures « Animation & Fonctionnement du GAL » du programme LEADER Cantal 3V.

Article 4 : Imputation comptable de la subvention

Le versement de l'aide départementale est effectué à partir du compte Chapitre 65 Nature 657358 Fonction 043.

Le bénéficiaire est tenu d'enregistrer dans sa comptabilité la subvention départementale conventionnée.

Les crédits départementaux sont mis en paiement sous réserve de leur disponibilité.

Article 5 : Modalités de versement de la subvention

La subvention départementale peut être versée au bénéficiaire au titre d'une avance ou au titre de demande de paiement finale. L'avance éventuellement consentie au bénéficiaire est déduite au plus tard lors du versement du solde.

Article 5.1 : Versement d'une avance

La participation départementale est versée au bénéficiaire au titre d'une avance de 19 777,30 euros, soit une avance de 50,00% du montant de l'aide prévisionnelle, mise en paiement dès notification de la présente convention.

Article 5.2 : Versement(s) intermédiaire(s) ou final

La subvention est versée au bénéficiaire sur production d'une demande de paiement finale. Cette demande de paiement prend la forme d'un bilan d'exécution final identique au dossier de bilan d'opération LEADER.

Le versement de chaque paiement est conditionné à l'acceptation du bilan d'exécution et à la réalisation du contrôle de service fait conformément aux dispositions des articles 7 et 8.

Les fonds sont versés par virement sur le compte bancaire communiqué dans le cadre de la présente convention.

Raison sociale du titulaire du compte : Service de Gestion Comptable d'Aurillac

Établissement bancaire : Banque de France

N°IBAN : FR71 3000 1001 61C1 5200 0000 057

Code BIC : BDEFRPPCCT

Article 6 : Obligations comptables

Le bénéficiaire suit de façon distincte dans sa comptabilité les dépenses et les ressources liées à l'opération.

À cet effet, la comptabilité du bénéficiaire doit permettre, par une codification adéquate, d'assurer le suivi des dépenses et ressources au titre de l'opération avec les états comptables et les pièces justificatives afférentes.

Article 7 : Production des bilans d'exécution et des demandes de paiement par le bénéficiaire

Article 7.1 : Périodicité de production des bilans d'exécution et des demandes de paiement

Le bénéficiaire est tenu de produire un bilan final d'exécution au plus tard 3 mois après la fin de la période de réalisation de l'opération soit le 31/03/2025.

À défaut de demande de report de délai par le bénéficiaire, acceptée par le service gestionnaire en l'absence de production du bilan final d'exécution dans ce délai, le service gestionnaire se réserve le droit de procéder à la résiliation de la convention conformément aux dispositions de l'article 11.2 de la présente convention.

Article 7.2 : Conditions de recevabilité des bilans d'exécution et des demandes de paiement

Toute demande de paiement doit être faite à l'appui d'un bilan d'exécution final.

La demande de paiement jointe au bilan d'exécution doit être datée et signée pour être recevable.

Tout bilan d'exécution doit comprendre les éléments suivants :

- Le dossier LEADER de demande de paiement ainsi que les pièces annexées au dossier LEADER
- Les pièces justifiant le respect de l'obligation de publicité liée au soutien de l'opération par le Département du Cantal.

Article 8 : Détermination de la subvention due

Article 8.1 : Modalités de contrôle de service fait.

Le Département procède à un contrôle de service fait de l'ensemble du bilan final en vue de déterminer le montant de la subvention départementale due au bénéficiaire.

Les vérifications portent sur :

- La conformité de l'exécution de l'opération ;
- L'éligibilité des actions au regard des conditions fixées dans la convention ;
- L'équilibre du plan de financement ;
- Le respect des obligations de la publicité ;
- L'éligibilité des dépenses déclarées, au sens de l'article 3.2 ;
- L'acquittement effectif des dépenses.

Les vérifications reposent sur l'examen de tout ou partie des pièces justificatives mises à disposition par le bénéficiaire, conformément à l'article 19.

Les résultats du contrôle de service sont notifiés par le Département au bénéficiaire. Les délais de recours administratifs et contentieux courent à compter de la date d'accusé réception par le bénéficiaire des conclusions finales du contrôle de service fait.

Article 9 : Modification des conditions d'exécution de l'opération

Le bénéficiaire s'engage à informer le Département de toute modification qui pourrait intervenir en cours d'exécution de l'opération, portant sur ses objectifs ou ses caractéristiques techniques et financières telles que définies dans la présente convention et ses annexes.

Il n'est pas possible d'introduire des modifications à la convention ayant pour effet de remettre en cause l'objet et la finalité de l'opération.

Si les modifications introduites affectent l'équilibre ou les conditions d'exécution du projet, un avenant doit être établi à l'initiative du bénéficiaire.

On entend par modifications affectant l'équilibre et les conditions d'exécution du projet :

- L'introduction d'une ou plusieurs nouvelle(s) action(s) ;
- L'introduction de nouveaux postes de dépenses ;
- L'augmentation du montant de l'aide ;
- La prolongation de la période de réalisation de l'opération.

Article 10 : Cas de suspension de l'opération liée à un cas de force majeure

Le bénéficiaire ou le Département peut suspendre la mise en œuvre de l'opération si des circonstances exceptionnelles, notamment en cas de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile.

On entend par force majeure tout événement irrésistible et imprévisible qui empêche l'une des parties de la convention d'exécuter tout ou partie de ses obligations conventionnelles.

La partie qui invoque le cas de force majeure doit, aussitôt après sa survenance, en informer l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception.

Ce courrier doit être accompagné de toutes les informations circonstanciées utiles, et notamment préciser la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement et la date prévisionnelle de reprise.

Le bénéficiaire reprend la mise en œuvre de l'opération dès que les conditions sont réunies pour ce faire et en informe le Département.

Le délai d'exécution de la convention pourra être prolongé d'une durée équivalente à la période de suspension, dans la limite du 31 décembre 2025, sauf si les parties conviennent de résilier la convention selon les modalités définies à l'article 11.

En cas de force majeure, la participation départementale préalablement payée au bénéficiaire n'est pas recouvrée par le Département.

La participation départementale n'ayant pas encore fait l'objet d'un remboursement au bénéficiaire est payée par le service gestionnaire à due proportion des montants justifiés dans les conditions fixées à l'article 8.

Article 11 : Résiliation de la convention

Article 11.1 : A l'initiative du bénéficiaire

Le bénéficiaire peut renoncer à la subvention et mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé réception adressée au Département au moins deux mois avant la date d'effet envisagée.

Le bénéficiaire est tenu de respecter l'ensemble des obligations contractuelles pour les sommes déjà déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution.

Article 11.2 : A l'initiative du service gestionnaire

Le Département peut décider de mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au bénéficiaire, sans indemnité quelconque de sa part, dans les circonstances suivantes :

- Lorsqu'un changement juridique, financier, technique, d'organisation ou de contrôle du bénéficiaire est susceptible d'affecter les modalités de réalisation de l'opération de manière substantielle ou de remettre en cause la décision d'octroi de la subvention ;
- Lorsque le bénéficiaire n'exécute pas l'une des obligations qui lui incombent, conformément aux dispositions prévues par la convention et ses annexes ;
- En cas de fraude avérée ;
- Lorsque le bénéficiaire refuse de se soumettre aux contrôles et audits menés par les services habilités ;

Le bénéficiaire dispose d'un délai de 30 jours ouvrés à compter de la date d'accusé réception du courrier du Département pour présenter à ce dernier ses observations par lettre recommandée avec accusé de réception. Il utilise, le cas échéant, ce délai pour répondre à ses obligations conventionnelles.

À compter de la date d'accusé de réception de la lettre du bénéficiaire, le Département dispose à son tour de 30 jours ouvrés pour statuer définitivement.

Il notifie sa décision au bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé réception.

Article 11.3 : Effets de la résiliation

La date d'accusé réception de la lettre recommandée de demande de résiliation du bénéficiaire ou de notification définitive de la résiliation par le Département constitue la date effective pour la prise en compte pour le calcul du montant des crédits départementaux dus au bénéficiaire.

Les sommes dues au bénéficiaire à cette date sont limitées à la participation départementale correspondant aux dépenses éligibles acquittées par le bénéficiaire, déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution accepté par le Département après contrôle de service fait.

À défaut, aucun paiement ne pourra être effectué et le Département procédera au recouvrement des sommes versées au titre de l'avance éventuellement consentie aux termes de l'article 5.

Article 12 : Reversement de la subvention

Le reversement partiel ou total de la subvention pourra être exigé en cas de :

- Résiliation de l'opération dans les conditions fixées à l'article 11.1 et 11.2 ;
- Non-respect des dispositions prévues à l'article 19 ;
- Montant retenu après contrôle de service fait sur un bilan final inférieur au montant des crédits versés au titre de l'avance.

Lorsque des montants ont été indûment versés au bénéficiaire ou lorsqu'une procédure de recouvrement est justifiée au regard des conditions de la convention, le bénéficiaire s'engage à reverser les sommes indûment perçues, dans les conditions et à la date d'échéance fixées et selon les montants concernés.

Article 13 : Obligations de renseignement des données relatives aux actions

Le bénéficiaire a l'obligation de communiquer au fil de l'eau et au plus tard au bilan final les données relatives aux actions.

Conformément au Règlement général n°2016/679 sur la protection des données et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, le bénéficiaire a la responsabilité de respecter ses obligations en matière de sécurité et de confidentialité des données collectées.

Article 14 : Réglementation applicable au regard de l'encadrement des aides

Compte tenu du caractère non économique de l'activité conventionnée, la réglementation relative aux aides d'Etat ne s'applique pas au titre de la présente convention.

Toutefois, si les actions mises en œuvre grâce au concours du Département conduisent à octroyer une aide d'Etat au sens de l'article 107 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne à des entreprises tierces, le bénéficiaire informe ces entreprises tierces que l'accès aux actions mises en œuvre dans le cadre de la présente opération constitue une aide d'Etat et assure le respect de la réglementation applicable.

Article 15 : Conflit d'intérêts

Le bénéficiaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention.

Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance du Département.

Le bénéficiaire s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

Article 16 : Responsabilité

Le bénéficiaire est seul responsable du respect des obligations légales, réglementaires et conventionnelles qui lui incombent. Il est ainsi seul responsable des actions mises en œuvre dans le cadre de l'opération exécutées par lui-même ou par tous les tiers (y compris les prestataires).

Il s'engage à respecter l'ensemble des obligations liées à l'octroi d'un financement public à compter de la date de démarrage de la réalisation de l'opération jusqu'à l'expiration du délai fixé à l'article 19 de la présente convention.

Le Département ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenu pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution de l'opération.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par le Département.

Le bénéficiaire est seul responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'opération.

Article 17 : Publicité et communication

Lors de toute communication ou publication, le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations de publicité de la participation du Département fixée par la charte graphique du Conseil départemental du Cantal.

Le bénéficiaire s'engage à indiquer la participation financière du Département aux cofinanceurs de l'opération, à tous les organismes associés à sa mise en œuvre et aux participants à l'opération.

Toute communication ou publication du bénéficiaire, sous quelque forme et sur quelque support que ce soit, doit mentionner qu'elle n'engage que son auteur et que le Département n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans cette communication ou publication.

Article 18 : Évaluation de l'opération

Les données relatives aux actions seront utilisées pour rendre compte des conditions d'exécution de l'opération et des conditions de mise en œuvre du programme en vue de son évaluation.

Le bénéficiaire s'engage à mettre à la disposition du Département et/ou des personnes dûment mandatées tout document ou information de nature à permettre cette évaluation, notamment les résultats qui s'apprécient au-delà de la période de réalisation de l'opération, tel qu'indiqué à l'article 19.

Article 19 : Conservation et présentation des pièces relatives à l'opération

Le bénéficiaire s'engage à fournir toutes les pièces justificatives et données détaillées demandées par le Département, ou tout autre organisme externe mandaté par le Département, aux fins de s'assurer de la bonne exécution de l'opération et des dispositions de la convention.

Le bénéficiaire s'engage à informer les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées (comme les agents dont les salaires sont valorisés en dépenses éligibles) conformément aux articles 13 et 14 du règlement général n°2016/679 sur la protection des données.

Le bénéficiaire s'engage à conserver l'ensemble des pièces justificatives probantes prévues à l'article 7.2 pendant une période de 3 ans à compter du 31 décembre suivant le versement du solde de la subvention ou le reversement pour indu.

Article 20 : Propriété et utilisation des résultats

Le Département reconnaît qu'il ne bénéficiera d'aucun droit de propriété (matériel et/ou intellectuel) sur les résultats obtenus en tout ou en partie en utilisant le financement objet de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à fournir au Département et à sa demande, en conformité avec les dispositions légales applicables, tous les documents utiles à la réalisation de supports de communication ou de manifestation destinés à la promotion des actions financées en tout ou en partie par la présente convention.

Le bénéficiaire concède sur les documents transmis au Département, les droits de représentation, de reproduction et d'adaptation. Ces droits sont concédés gratuitement sur tous supports sans limitation de délai, de quantité, ni d'étendue géographique.

Article 21 : Confidentialité

Le Département et le bénéficiaire s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer un tort à l'autre partie.

La confidentialité est appliquée sans préjudice des règles de publication applicables au niveau de la publicité conformément à l'article 17 et de l'obligation de présentation des pièces justificatives conformément à l'article 19.

Article 22 : Recours

La subvention est régie par les dispositions de la convention, de la réglementation européenne et par les textes législatifs et réglementaires français applicables aux subventions.

Les décisions du Département prises dans le cadre de l'exécution de la présente convention peuvent faire l'objet de recours par le bénéficiaire selon les voies et délais de recours applicables à celles-ci.

Fait en deux exemplaires originaux,

A

Le

Pour le Département du Cantal,
La Vice-Présidente,

Pour le Syndicat Mixte Cantal Attractivité
Le Président,

Isabelle LANTUEJOUL

Bruno FAURE

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 AVRIL 2024

DELIBERATION N°24CP04-35

Soutenir les équipements connectés des élevages - Attribution de subventions

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six avril à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 12 avril 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absents excusés ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Absents : M. Vincent DESCOEUR, Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023 adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

Vu la délibération n°23CD05-5 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 décidant de poursuivre la mise en oeuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental en faveur de l'agriculture conformément aux modalités d'intervention des différents dispositifs validés en 2023 ;

- **DECIDE** d'accorder des subventions pour un montant global de 75 487,00 € à 42 agriculteurs pour l'acquisition d'équipements connectés selon les conditions définies dans la liste annexée à la présente délibération.

Les subventions accordées relèvent du régime cadre notifié SA 107520 relatif aux aides aux investissements dans les exploitations agricoles liées à la production agricole primaire.

Le montant global des dépenses ainsi engagées sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 204, fonction 6312 du budget départemental.

Publication : 30-04-2024

Transmission Préfecture : 29-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

ANNEXE

Entreprise raison sociale	Adresse du siège social de l'exploitation	Code postal	Commune du siège social de l'exploitation	Nombre exploitant	Nombre JAVN	Date autorisation travaux	Nature de l'investissement	Montant total du projet HT (€)	Montant éligible HT (€)	Taux de subvention	Montant de la subvention sollicitée (€)
GAEC SANOOME	Cayrade	15220	VITRAC	1	1	21/12/2023	Dispositif de pilotage du troupeau en continu.	2 713,20	2 713,20	50	1 356,60
GAEC DU CEDRE BLEU	Cayrade	15340	SENEZERGUES	2	0	22/12/2023	Dispositif de guidage pour travaux de précision.	10 500,00	10 000,00	40	4 000,00
GAEC THIÉROND BELLE VISTE	Les Loubières 1 Impasse des Riats PIERREFICHE	15500	RAGEADE	4	0	21/12/2023	Dispositif de guidage pour travaux de précision.	9 950,00	9 950,00	40	3 980,00
EARL ELEVAGE BONNET	Vairs	15260	NEUVÉGLISE-SUR-TRUYÈRE	3	0	22/12/2023	Dispositif de surveillance vidéo.	2 606,24	2 606,24	40	1 042,50
EARL COLOMBE	Le Peyrou	15120	LABESSERETTE	1	0	27/12/2023	Dispositif de guidage pour travaux de précision.	10 500,00	10 000,00	40	4 000,00
EARL DAPON MURIEL	Laborie	15200	LEUCAMP	1	0	04/01/2024	Dispositif de pilotage du troupeau en continu.	2 939,40	2 939,40	40	1 175,76
GAEC DE FERLUC	2 Route de Ferluc	15200	SOURNAC	1	0	31/01/2024	Sonde connectée pour bourrage.	1 069,00	1 069,00	40	427,60
GAEC BROWNSTEIN CAUMEL	2 Lafende	15140	DRUGEAC	2	1	11/01/2024	Sonde connectée pour bourrage.	1 069,00	1 069,00	45	481,05
EARL ELEVAGE PAGES	8 Rue des Peupliers Molèdes	15300	SAINT-SAURY	2	1	11/01/2024	Dispositif de pilotage du troupeau en continu.	9 412,20	9 412,20	45	4 235,49
GAEC DE LAROCHE	28 Rue de Laroche	15310	LAVEISENET	1	0	15/01/2024	Dispositif de surveillance vidéo.	2 055,66	2 055,66	40	822,26
GAEC MALACAN	Le Bourg	15160	SAINT-CERNIN	2	1	17/01/2024	Dispositif de surveillance vidéo.	2 585,40	2 585,40	45	1 163,43
EARL DE MADELOS	Medibos	15130	VEZE	3	0	18/01/2024	Dispositif de surveillance vidéo.	3 470,00	3 470,00	40	1 388,00
GAEC MALROUX A LA VIGIERE	La Viguerie	15600	ARPAJON-SUR-CÈRE	1	0	22/01/2024	Dispositif de guidage du troupeau en continu.	4 489,49	4 489,49	40	1 795,80
EARL DU PRE DU LOUP	16 rue de la Fon BOUSSAC	15230	MAURS	2	0	23/01/2024	Dispositif de guidage pour travaux de précision.	10 000,00	10 000,00	40	4 000,00
GAEC DU CHAMP DE MINE	Zue de Châtel BROUSSE	15500	PIERREFORT	1	0	24/01/2024	Dispositif de surveillance vidéo.	6 664,96	6 664,96	40	2 665,98
GAEC FARREYROLLES	Ferreyrrolles	15110	MASSAC	2	0	01/02/2024	Dispositif de guidage pour travaux de précision.	13 000,00	10 000,00	40	4 000,00
GAEC DU ROCHER DU DIABLE	Peyre	15120	SAINT-REMY-DE-CHAUDÈS-AGUES	2	1	01/02/2024	Dispositif de pilotage du troupeau en continu.	4 202,40	4 202,40	45	1 881,08
			JUNHAC	2	0	02/02/2024	Dispositif de pilotage du troupeau en continu.	9 987,75	9 987,75	40	3 995,10
			MANDALLES-SAINT-JULIEN	1	0	01/02/2024	Dispositif de pilotage du troupeau en continu.	1 083,33	1 083,33	40	433,33
			PAULHENC	1	0	06/02/2024	Dispositif de pilotage du troupeau en continu.	3 723,00	3 723,00	40	1 489,20
			AUZERS	1	0	02/02/2024	Dispositif de pilotage du troupeau en continu.	1 953,30	1 953,30	40	781,32
GAEC ROUSAIRE	18 Souzbergues	15100	SAINT-GEORGES	3	0	03/02/2024	Dispositif de pilotage du troupeau en continu.	2 667,00	2 667,00	40	1 066,80
			LE MONTEIL	1	0	13/02/2024	Dispositif de surveillance vidéo.	1 147,00	1 147,00	40	458,80
			MONTCHAMP	1	0	12/02/2024	Dispositif de surveillance vidéo.	2 640,00	2 640,00	40	1 056,00
GAEC PONS MEINDRE	Vernières	15170	TALIZAT	2	0	13/02/2024	Dispositif de pilotage du troupeau en continu.	4 348,00	4 348,00	40	1 739,20

Entreprise raison sociale	Adresse du siège social de l'exploitation	Code postal	Commune du siège social de l'exploitation	Nombre exploitant	Nombre JANI	Date autorisation début de travaux	Nature de l'investissement	Montant total du projet HT (€)	Montant éligible HT (€)	Taux de subvention	Montant de la subvention sollicitée (€)
GAEC COMBRET	Gresse	15150	SAINT-ETIENNE-CANVALES	3	0	14/02/2024	Dispositif de pilotage du troupeau en continu.	3 723,00	3 723,00	40	1 489,20
GAEC DELORME	Rezoules	15170	JOURSAC	2	0	14/02/2024	Dispositif de surveillance vidéo.	1 250,00	1 250,00	40	500,00
GAEC BARRIOL GUYET JOELLE	Pailhaguds	15230	CEZENS	2	0	13/02/2024	Dispositif de pilotage du troupeau en continu.	2 764,20	2 764,20	40	1 105,68
		15400	VALETTE	1	0	07/03/2024	Dispositif de surveillance vidéo.	1 480,39	1 480,39	40	592,16
GAEC DES GENETS	Le Cassan	15150	LACAPELLE-VIESCAMP	2	0	06/03/2024	Dispositif de pilotage du troupeau en continu.	5 456,40	5 456,40	40	2 182,56
EARL DELPEUCH D'ESCLADINES	Escladines	15700	CHAUZENAC	1	0	22/02/2024	Dispositif de pilotage du troupeau en continu.	1 953,30	1 953,30	40	781,32
		15170	NEUSSARGUES EN PINATELLE	1	1	23/02/2024	Dispositif de surveillance vidéo.	2 880,00	2 880,00	50	1 440,00
		15130	ARPAJON-SUR-CERE	1	1	23/02/2024	Dispositif de pilotage du troupeau en continu.	1 953,30	1 953,30	50	976,65
	~	15150	CROS-DE-MONTVERT	1	0	23/02/2024	Dispositif de pilotage du troupeau en continu.	3 723,00	3 723,00	40	1 489,20
		15110	SAINT-JURCIZE	1	0	07/03/2024	Dispositif de pilotage du troupeau en continu.	3 723,00	3 723,00	40	1 489,20
		15250	AYRENS	1	1	05/03/2024	Dispositif de pilotage du troupeau en continu.	7 680,60	7 680,60	50	3 840,30
		15600	QUEZAC	1	0	04/03/2024	Dispositif de guidage pour ravaux de précision.	5 000,00	5 000,00	40	2 000,00
GAEC DU BURON DU VERDIER	Buron du Verdier	15110	SAINT-JURCIZE	2	0	05/03/2024	Dispositif de pilotage du troupeau en continu.	3 723,00	3 723,00	40	1 489,20
		15150	ROUFFIAC	1	0	07/03/2024	Dispositif de pilotage du troupeau en continu.	2 764,20	2 764,20	40	1 105,68
GAEC DU MORENTES	Le Morentes	15110	CHAUDRES-AIGUES	2	1	12/03/2024	Dispositif de pilotage du troupeau en continu.	3 723,00	3 723,00	45	1 675,35
		15230	PIERREFORT	1	0	17/03/2024	Dispositif de pilotage du troupeau en continu.	3 723,00	3 723,00	40	1 489,20
GAEC DU SABATIER	Le sabatier	15220	MARCOLES	3	0	25/03/2024	Dispositif de guidage pour ravaux de précision.	5 990,00	5 990,00	40	2 396,00
TOTAL								186 286,72	182 286,72		75 487,00

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 AVRIL 2024

DELIBERATION N°24CP04-36

Demande de subvention au titre du dispositif France Services 2024 - Cybercantal Le Bus

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six avril à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 12 avril 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Isabelle LANTUEJOL donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Absent(s) : M. Vincent DESCOEUR, Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°19CD03-13 du Conseil départemental du 28 juin 2019 approuvant la stratégie des usages et des services numériques ;

Vu la délibération n°19CP07-40 de la Commission Permanente du Conseil départemental du 25 octobre 2019 approuvant le projet « CyberCantal - le bus départemental » ;

Vu la délibération n°23CD05-11 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions 2024 du Conseil départemental en faveur de l'aménagement numérique du territoire et du développement des usages du numérique et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre de ceux-ci ;

- AUTORISE Monsieur le Président ou son représentant à déposer un dossier de demande de subvention auprès de l'Etat (FNADT et Fonds National France Services) au titre du dispositif France Services pour un montant de 40 000 € pour 2024.

Publication : 30-04-2024

Transmission Préfecture : 29-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 AVRIL 2024

DELIBERATION N°24CP04-37

Favoriser les circuits courts - Subventions à l'Association Bienvenue à la Ferme dans le Cantal

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six avril à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 12 avril 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Absent(s) : M. Vincent DESCOEUR, Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023 adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

Vu la délibération n°23CD05-5 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 décidant de poursuivre la mise en œuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental en faveur de l'agriculture conformément aux modalités d'intervention des différents dispositifs validées en 2023 ;

- **DECIDE** d'accorder à l'Association Bienvenue à la Ferme, dont le siège social est situé 26 Rue du 139^{ème} R.I - 15000 Aurillac, une subvention d'un montant de 5 000 € pour la mise en oeuvre des actions de promotion 2024 dont le programme détaillé et joint en annexe de la présente délibération. Cette subvention a été calculée au taux de 50 % sur la base d'une dépense subventionnable plafonnée à 10 000 € TTC.

Cette aide est allouée sur la base du régime exempté de notification n°SA.109080, relatif aux aides aux actions de promotion en faveur des produits agricoles pour la période 2023-2029, adopté sur la base du règlement (UE) 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des article 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, publié au JOUE du 21 décembre 2022.

Le montant de cette dépense sera imputé sur les crédits inscrits au Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 6312 du Budget départemental.

Publication : 30-04-2024

Transmission Préfecture : 29-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



Promotion du réseau Bienvenue à la Ferme dans le Cantal

Qui sommes-nous ?

Un réseau national

Bienvenue à la ferme représente pour ses adhérents l'opportunité de diversifier leur activité, permettant d'assurer leur pérennité et de concourir au maintien de l'identité de nos métiers.

Les missions du réseau sont nombreuses :

- Promouvoir des offres fermières diversifiées : produits fermiers, restauration, séjours et loisirs.
- Agréments encadrés par des cahiers des charges spécifiques garantissant la qualité des offres
- Acteur incontournable des circuits de proximité et tourisme vert, reconnu par plus d'un français sur 2
- Au cœur des enjeux sociétaux contemporains : alimentation durable, traçabilité, écocitoyenneté, retour à la ruralité

Au niveau local, c'est l'Association Bienvenue à la ferme dans le Cantal soutenue par la Chambre d'agriculture du Cantal (animation) qui assure les missions suivantes depuis 1998 :

- Faire connaître les producteurs agréés Bienvenue à la Ferme dans le Cantal
- Centraliser les adresses des producteurs fermiers et agritourisme dans un guide Bienvenue à la Ferme annuel
- Opérations de promotion des adhérents : événements, opérations portes ouvertes...
- Opérations de commercialisation : colis de Noël à destination des comités d'entreprises cantaliens et au-delà...
- Acteur du développement des territoires : partenaires des projets Consocantal et Valsipam
- Promouvoir la diversification et la maîtrise du produit de A à Z par le producteur, aider l'installation de nouveaux producteurs, développer leurs débouchés

Prévisionnel 2024

Actions de promotion du réseau

❖ Réalisation d'un guide de promotion des activités de Bienvenue à la ferme pour l'année 2024 et mise à jour du site internet

Nouveau guide papier édité à 7 000 exemplaires

- Conception, impression du guide et travail de référencement

3 850 € TTC

❖ **Objets pour la promotion du réseau**

Différents supports : sacs, ballons, crayons de couleurs, tabliers pour la promotion du réseau dans toutes les manifestations possibles

Total 500 € TTC

❖ **Journées portes ouvertes à la ferme**

Promotion des activités de saison développées chez les adhérents de Bienvenue à la ferme : portes ouvertes sur les fermes, marchés et casse-croûte à la ferme. Mise en place de la promotion. Cette opération permet de faire découvrir le réseau et ses producteurs aux touristes mais aussi aux locaux.

- Création de flyers, affiches, communiqué de presse, animations, concerts...

Total 3 000 € TTC

❖ **Participation aux Goudots Gourmands**

Mise en avant du réseau et de la valeur « produit fermier » : sensibiliser le public à la valeur « produit local et fermier »

- Dégustation de produits fermiers, vente et informations sur le réseau Bienvenue à la Ferme

Total 157,50 € TTC

❖ **Promotion du réseau sur des événements hors Cantal**

Il est important pour les membres du réseau de se faire connaître hors du département, ainsi sollicités par différents organismes.

- **Week end Bienvenue à la ferme Avignon** (fin novembre) : WE organisée par la Chambre d'agriculture du Vaucluse pour la promotion du réseau et des producteurs adhérents (promotion des produits : salers tradition, charcuterie fermière, miel, escargots et des différentes activités du réseau et du département).

TOTAL 2 000 € TTC

- **Salon Origine Auvergne** (Puy-de-Dôme) : Dégustation de produits fermiers, vente et informations sur le réseau Bienvenue à la Ferme

TOTAL 2 320 € TTC

❖ **Développer la vente directe producteurs sur le Nord Cantal**

Projet de création d'un Drive à Mauriac : appui sur la communication (panneau parking, bache-enseigne, flyers, affiches, encarts presse locale

TOTAL 2 500 € TTC

❖ Budget prévisionnel

• Guide de promotion des activités et site internet	3 850 €
• Objets pour la promotion du réseau	500 €
• Journées portes ouvertes	3 000 €
• Goudots Gourmands	157,50 €
• Promotion hors département	4 320 €
• Appui à la communication nouveau Drive fermier Mauriac	2 500 €

TOTAL PREVISIONNEL 14 327,50 € TTC

❖ Plan de financement :

• Conseil départemental du Cantal	5 000 €
• Autofinancement (association Bienvenue à la ferme)	9 327,50 €

TOTAL 14 327,50 € TTC

L'association Bienvenue à la ferme dans le Cantal n'est pas assujettie à la TVA

Bienvenue à la ferme dans le Cantal
26, rue du 139^{ème} R.I. – BP 239
15002 Aurillac Cedex
Tél : 04 71 45 56 31
E-mail : laura.gradzki@cantal.chambagri.fr

goûtez notre nature



Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 AVRIL 2024

DELIBERATION N°24CP04-38

Animation de programmes de gestion des milieux aquatiques

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six avril à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 12 avril 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Isabelle LANTUEJOL donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Absent(s) : M. Vincent DESCOEUR, Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 25 voix pour - 3 non-participation(s), Valérie CABECAS et Pierre MATHONIER se retirent et ne participent pas au vote, Céline CHARRIAUD par le pouvoir donné à Jean-Jacques MONLOUBOU ne participe pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de l'environnement et notamment son article L.211-7 ;

Vu la délibération n°14CG03-05 du Conseil Général en date du 27 juin 2014 approuvant le Schéma départemental de gestion et de valorisation des milieux aquatiques et donnant délégation à la Commission Permanente pour examiner et se prononcer sur sa déclinaison opérationnelle ;

Vu la délibération n°21CD01-15 du Conseil départemental du 26 mars 2021 validant l'évolution des dispositifs techniques et financiers du Schéma Départemental de gestion et de valorisation des Milieux Aquatiques (SDMA) pour la période 2021-2024 ;

Vu la délibération n°23CD05-35 du Conseil départemental du 19 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions 2024 en faveur des espaces naturels et ruraux et donnant délégation à la Commission Permanente pour leur mise en oeuvre ;

- DECIDE d'attribuer les subventions suivantes aux structures désignées ci-après, en faveur de démarches de gestion intégrée de l'eau et des milieux aquatiques pour l'année 2024 :

Bénéficiaires	Objet	Montant éligible	Montant subventions
Syndicat interdépartemental de gestion de l'Alagnon et de ses affluents	Animation de différents outils contractuels du Contrat territorial sur le bassin versant de l'Alagnon	133 229 €	15 239 €
Syndicat mixte du bassin Célé Lot-médian	Animation de différents outils contractuels du Contrat de rivière sur le bassin versant Célé - Lot médian	116 225 €	18 656 €
Syndicat mixte de la Dordogne moyenne et de la Cère aval	Animation de différents outils contractuels du Contrat de progrès territorial sur le bassin versant Dordogne moyenne - Cère aval	34 238 €	4 758 €
Syndicat mixte Lot-Dourdou	Animation de différents outils contractuels dont le Plan Pluriannuel de Gestion (PPG) sur le bassin amont du Lot et du Dourdou de Conques	13 550 €	2 660 €
Saint-Flour Communauté	Animation du Contrat de progrès territorial des affluents de la Truyère cantalienne	84 449 €	12 295 €
Communauté de communes Pays Gentiane	Animation de différents outils contractuels dont le Plan Pluriannuel de Gestion Rhue	71 100 €	11 520 €
Sumène Artense Communauté	Animation du Plan Pluriannuel de Gestion Auze-Sumène	38 223 €	7 465 €
Sumène Artense Communauté	Financement du poste de technicien rivière mutualisé avec des intercommunalités du Puy-de-Dôme pour le Plan Pluriannuel de Gestion Sources de la Dordogne-Sancy-Artense	12 162 €	2 371 €
Communauté de communes du Pays de Salers	Animation du Plan Pluriannuel de Gestion Maronne	26 743 €	4 909 €
Communauté de communes Cère et Goul en Carladès	Financement du poste de technicien rivière mutualisé avec des intercommunalités de l'Aveyron et du Cantal pour l'élaboration du Plan Pluriannuel de Gestion Bromme-Siniq-Goul	25 732 €	5 006 €
Communauté d'agglomération du bassin d'Aurillac	Animation de différents outils contractuels du Contrat de progrès territorial sur le bassin versant Cère-amont	144 416 €	22 834 €
Parc Naturel Régional de l'Aubrac	Animation du Plan Pluriannuel de Gestion Bès	12 946 €	2 489 €
Parc Naturel Régional de l'Aubrac	Animation du Plan Pluriannuel de Gestion du bassin des affluents de la Truyère en rive gauche à l'aval du barrage de Grandval	23 077 €	4 515 €
TOTAL		736 090 €	114 718 €

Les dépenses seront imputées sur les crédits inscrits au chapitre 65, fonction 78 du Budget départemental.

Publication : 30-04-2024

Transmission Préfecture : 29-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 AVRIL 2024

DELIBERATION N°24CP04-39

**Plantation de haies et d'arbres dans le cadre des travaux connexes
à l'aménagement foncier d'Andelat - 2ème Tranche**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six avril à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 12 avril 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Absent(s) : M. Vincent DESCOEUR, Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le programme de travaux connexes à l'opération d'aménagement foncier agricole et forestier d'Andelat approuvé par la Commission Communale d'Aménagement Foncier le 9 mars 2021 puis la Commission Départementale d'Aménagement Foncier le 16 juin 2021 ;

Vu le programme de travaux connexes à l'opération d'aménagement foncier agricole et forestier d'Andelat autorisé par arrêté préfectoral n°2021-1152 du 20 août 2021 ;

Vu la délibération n°23CD05-35 du Conseil départemental du 19 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions dans le domaine de la préservation, de la valorisation des espaces naturels et de l'aménagement foncier rural et donnant délégation à la Commission permanente pour la mise en oeuvre des crédits ;

Vu la délibération n°2024-07 du 29 février 2024 de la Commune d'Andelat relative à la demande de subvention pour la deuxième tranche de plantation de haies ;

- **ATTRIBUE** à la Commune d'Andelat une subvention de 8 734 € en soutien à la deuxième tranche de plantation de haies et d'arbres dans le périmètre complémentaire de l'opération d'aménagement foncier. Cette aide correspond à 100 % du montant HT des dépenses de fournitures, le montant total du projet étant estimé à 16 000 €.

Cette dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 204, fonction 54 du budget départemental.

Publication : 30-04-2024

Transmission Préfecture : 29-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 AVRIL 2024

DELIBERATION N°24CP04-40

Fonds Commun des Services d'Hébergement

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six avril à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 12 avril 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Isabelle LANTUEJOL donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Absent(s) : M. Vincent DESCOEUR, Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 28 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°23CD05-6 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 donnant délégation à la Commission Permanente pour la répartition du Fonds Commun des Services d'hébergement ;

- **ATTRIBUE** au titre de la répartition 2024 du Fonds Commun des Services d'Hébergement la subvention suivante :

ETABLISSEMENT	INTERVENTION	MONTANT TTC	SUBVENTION
Collège Louis Pasteur Chaudes Aigues	achat d'une armoire réfrigérée positive	1 306,80 €	915 €

Publication : 30-04-2024

Transmission Préfecture : 29-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 AVRIL 2024

DELIBERATION N°24CP04-41

**Avenant n°1 à la convention de mise à disposition de locaux
en faveur du Centre de Gestion du Cantal**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six avril à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 12 avril 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Absent(s) : M. Vincent DESCOEUR, Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°23CP08-38 de la Commission Permanente du 27 octobre 2023 validant la convention de mise à disposition à titre gratuit de locaux au sein de la Maison de la Solidarité Départementale de Mauriac et de l'Antenne de la MSD de Riom-ès-Montagnes ;

Considérant la demande du Centre de Gestion du Cantal pour la mise à disposition de bureaux au sein de la MSD de Murat afin d'effectuer des visites médicales ;

- **VALIDE** l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition avec le Centre de Gestion du Cantal, à titre gratuit, de deux bureaux dont un bureau médical selon les besoins au sein de la Maison de Solidarité Départementale de Murat dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit avenant n°1 et tout acte s'y rapportant.

Publication : 30-04-2024

Transmission Préfecture : 29-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



**AVENANT N°1
A LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX
EN FAVEUR DU CENTRE DE GESTION DU CANTAL**

Entre :

Le Département du Cantal, sis 28 Avenue Gambetta, 15015 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, agissant en qualité et dûment habilité par décision de la Commission Permanente en date du 26 avril 2024 ;

D'une part,

Et

Le Centre de Gestion du Cantal, sis Village d'Entreprises, 14 Avenue du Garric - 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Louis CHAMBON ;
Ci-après dénommé le bénéficiaire ou le CDG15 ;

D'autre part,

Vu la délibération n°23CP08-38 de la Commission Permanente du 27 octobre 2023 validant la convention de mise à disposition à titre gratuit de locaux au sein de la MSD de Mauriac et Riom-ès-Montagnes ;

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1

La convention dont la désignation est mentionnée ci-dessus est modifiée dans les conditions fixées aux articles suivants.

ARTICLE 2

L'article 2 - Désignation des locaux mis à disposition de la convention initiale est modifié dans les termes suivants :

Le Département du Cantal met à disposition du CDG15 des locaux situés au rez-de-jardin de la Maison de la Solidarité Départementale, sis rue d'Enchalade à Mauriac :

- un cabinet médical,
- un bureau, identifié n°3,
- les parties communes comprenant la salle d'attente ainsi que les sanitaires.

Le Département du Cantal met à disposition du CDG15 des locaux sis rue Marguerite Meynial 15400 Riom-es-Montagnes, au sein de l'Antenne de la Maison de Solidarité Départementale du Cantal :

- deux bureaux dont un bureau médical,
- les parties communes comprenant la salle d'attente ainsi que les sanitaires.

Le Département du Cantal met à disposition du CDG15 des locaux sis 1 bis Avenue Ermitage 15300 Murat, au sein de la Maison de Solidarité Départementale du Cantal :

- un bureau,
- un bureau médical pour l'infirmière,
- les parties communes comprenant la salle d'attente ainsi que les sanitaires.

Selon les conditions suivantes :

- pendant les heures d'ouverture au public,
- le code digicode d'accès dans les locaux sera communiqué au responsable.

Cette mise à disposition est prévue en cas de besoin. Le CDG15 effectuera une demande spécifique auprès du site et des agents d'accueil qui attribueront les locaux selon les disponibilités. Le CDG15 informera le Département en cas d'annulation de ses permanences, au moins 48h avant.

Le CDG15 prend les locaux mis à disposition en l'état, celle-ci déclarant bien les connaître pour les avoir visité à sa convenance.

ARTICLE 3

Toutes les clauses de la convention initiale et, le cas échéant, de ses avenants éventuels, demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

Fait en deux exemplaires originaux à AURILLAC le

Pour le Département du Cantal,
Monsieur le Président

Bruno FAURE

Pour le Centre de Gestion du Cantal,
Monsieur le Président

Louis CHAMBON

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 AVRIL 2024

DELIBERATION N°24CP04-42

Station du Lioran - Convention pour les servitudes de passage des remontées mécaniques et des pistes de ski

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six avril à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 12 avril 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Céline CHARRIAUD donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Absent(s) : M. Vincent DESCOEUR, Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code du tourisme et notamment l'article L.342-20 ;

Vu la délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du domaine skiable du Lioran (service des remontées mécaniques, des pistes de ski et des servitudes associées), en date du 7 janvier 2014 ;

Considérant que la parcelle cadastrée section D n°181 sur la Commune d'Albepierre-Bredons est indispensable à l'exploitation de la Station du Lioran ;

- **APPROUVE** la convention avec madame Valérie CHEN et monsieur Philippe BOULET, propriétaires, pour l'occupation de la parcelle cadastrée section D n°181 sur la Commune d'Albepierre-Bredons pour les servitudes de passages dans le cadre de l'exploitation des remontées mécaniques et pistes de ski pour l'année 2024 et intégrant la saison 2022-2023 dont le projet est joint en annexe de la présente délibération,

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 30-04-2024

Transmission Préfecture : 29-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

EQUIPEMENT DE LA STATION DU LIORAN

CONVENTION POUR LES SERVITUDES DE PASSAGE DES REMONTEES MECANIQUES ET DES PISTES DE SKI

Entre :

Le Département du Cantal, sis 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président Monsieur Bruno FAURE, agissant en application d'une délibération de la Commission Permanente en date du 26 avril 2024,

d'une part,

Madame Valérie CHEN et Monsieur Philippe BOULET domiciliés Chemin de l'Hoche 05460 ABRIES-RISTOLAS, propriétaires de la parcelle cadastrée section D n° 181 située sur la Commune d'Albepierre-Bredons, ci-après désignés « les propriétaires »,

d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

Les propriétaires concèdent au Département, sur la parcelle section D portant le n° 181 du cadastre de la Commune d'Albepierre-Bredons, les servitudes de passage nécessaires à l'aménagement et l'exploitation des remontées mécaniques et des pistes de ski qu'elles desservent et comprenant notamment :

- le téléski de la Jambe,
- la piste Prat de Bouc,
- la piste des Moutons.

ARTICLE 2

Il est formellement précisé :

- que ces aménagements n'auront pas pour effet d'interrompre les écoulements d'eau nécessaires à l'exploitation agricole ;
- qu'il ne sera pas établi de barrières continues de grande longueur ou d'autres obstacles pouvant apporter une gêne sensible à la libre circulation du bétail ;
- qu'il ne sera établi sur les parcelles visées à l'article premier que les seules installations de remontées mécaniques, réseau de neige de culture, barrières à neige et pistes de ski ;
- que le Département fera procéder, après chaque saison d'hiver, à la remise en place, avant le 15 mai, des clôtures enlevées par ses soins à partir du 15 octobre ; les fils seront bien tendus et mis à la hauteur convenable avec piquets tous les trois mètres. Les morceaux de pare-neige brisés seront récupérés ainsi que les fils de fer et autres objets.

ARTICLE 3

Les propriétaires s'engagent à ne pas accorder sur les parcelles désignées à l'article premier, une autorisation de construction et d'exploitation de remontées mécaniques, d'aménagement et exploitation de pistes de ski, à toute personne ou société qui manifesterait l'intention d'effectuer des travaux de même nature sans l'accord du Département.

ARTICLE 4

Les propriétaires s'engagent à laisser le libre passage aux skieurs sur leur propriété pendant la saison skiable.

Par ailleurs, ils autorisent le Département à faire exécuter tous travaux nécessaires à l'aménagement des pistes traversant ladite parcelle et notamment terrassements partiels, drainage des zones marécageuses, canalisation des eaux divagantes, construction d'ouvrages de franchissement de ruisseaux, mise en place de barrières pare-neige ou de protection (voire contre-indication au point 2 de l'article 2), mise en place de poteaux de signalisation, pose de canalisations téléphoniques ou électriques enterrées. Dans tous ces cas, les propriétaires devront être avertis assez en avance des éventuels travaux et le terrain sera remis en état et ré-engazonné immédiatement. Les drainages et canalisations ne se feront pas par la création de fossés profonds risquant d'entraîner des accidents en particulier pour les animaux. Cependant les propriétaires demandent que la clôture fixe en bois soit maintenue et protégée pendant la période d'exploitation hivernale.

ARTICLE 5 - Disposition du terrain en période de non enneigement

Du 15 mai au 15 octobre, après la mise en sécurité de l'ensemble du matériel par l'exploitant du domaine skiable, les propriétaires du terrain en auront la libre disposition et pourront procéder normalement à son exploitation agricole. Ils devront cependant veiller à ce que cette exploitation agricole n'ait pas pour effet ou pour conséquence d'entraîner des désordres aux ouvrages construits par le Département et à leur fonctionnement.

Sous cette réserve, le Département reconnaît expressément que les propriétaires ou ses ayants droit n'encourent aucune responsabilité pour gêne ou dommage causé contre leur volonté, aux ouvrages du Département par l'exploitation agricole.

ARTICLE 6 - Responsabilité vis à vis des tiers

Le Département s'engage à se substituer aux propriétaires au cas où la responsabilité de ceux-ci serait recherchée à la suite d'un accident survenu à un tiers et imputable aux installations et aménagements réalisés par lui.

Le Département restera responsable, conformément au Code Civil, des dommages causés par ses installations aux propriétaires, à ses ayants droit ou à ses ayants cause, aux animaux lui appartenant ou dont ils auront autorisé la présence sur leur terrain.

ARTICLE 7 - Impôts

Le Département supportera la charge de tous impôts, contributions et taxes grevant ou pouvant grever les terrains mentionnés à l'article premier du fait de ses installations à l'exception de l'impôt foncier.

ARTICLE 8 - Indemnisation

En échange des servitudes ainsi créées et de celles déjà existantes au profit du Département, une indemnité annuelle révisable annuellement fixée à 618,60 € (SIX CENT DIX-HUIT EUROS et SOIXANTE CENTIMES) pour l'année 2024 et indexée sur l'augmentation moyenne pondérée des tarifs des remontées mécaniques sera versée à Madame Valérie CHEN et Monsieur Philippe BOULET, propriétaires de ladite parcelle. Pour chaque échéance annuelle, cette indemnité sera versée par le Conseil départemental avant le 30 avril de la même année.

Exceptionnellement, cette indemnité versée au titre de l'année 2024 sera abondée de la somme de 593,90 € (CINQ CENT QUATRE-VINGT-TREIZE EUROS ET QUATRE-VINGT-DIX CENTIMES) pour indemniser l'exploitation de la saison 2022-2023 restée impayée suite au changement de propriétaire.

ARTICLE 9 - Durée de la convention

La présente convention prendra effet à dater de sa signature par l'ensemble des parties, elle sera valable tant que fonctionnera la Station sous l'égide du Département, autorité organisatrice. Au cas où le Département envisagerait l'exécution de travaux neufs, il sera tenu d'obtenir au préalable l'accord des propriétaires et cet accord fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux, un original étant destiné à chaque signataire.

AURILLAC, le

, le

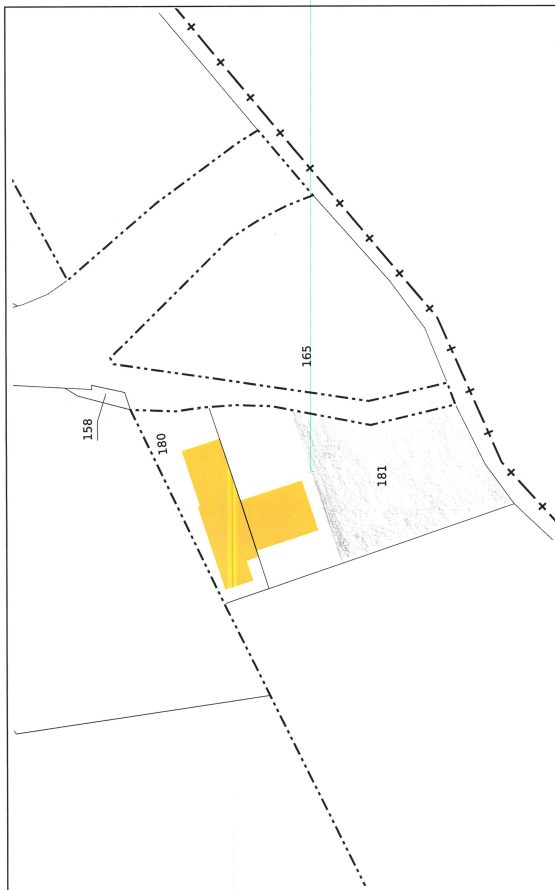
Le Président du Conseil départemental du Cantal,

Les propriétaires

Bruno FAURE

Madame Valérie CHEN - Monsieur Philippe BOULET

Commune AlbePierre-Bredons
Parcelle D181
Propriétaires:
Valérie CHEN
Philippe BOULET



Service de la Documentation Nationale du Cadastre
82, rue du Maréchal Lyautey - 78103 Saint-Germain-en-Laye Cedex
SIRET 1600001400011

©2022 Direction Générale des Finances Publiques

Impression non normalisée du plan cadastral